

gouvernement du Québec
comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1979

1978-1979

volume 1

états financiers



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1979

1978-1979

volume 1 états financiers

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la
Loi de l'administration financière (chapitre 17 des lois de 1970)

Bibliothèque
Ministère des Finances
Cours des Écoles
225, boul. de l'Église
Québec, Québec, Qué.
H3A 2R4



Gouvernement
du Québec
Ministère des Finances

07-2051107

ISSN 0706-2869
ISBN 2-551-03697-6 (Édition complète)
ISBN 2-551-03698-4 (Volume 1)

Dépôt légal — 4^e trimestre 1979
Bibliothèque nationale du Québec

À son Honneur le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Jean-Pierre Côté, C.P.
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes
publics du gouvernement du Québec de l'année financière
terminée le 31 mars 1979.

Le ministre des Finances,
Jacques Parizeau

Québec, décembre 1979

Au Ministre des Finances
Monsieur Jacques Parizeau
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1979, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi de l'administration financière (chapitre 17 des lois de 1970).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des finances,
Marcel Lefavre

Québec, décembre 1979

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE		SECTION
INTRODUCTION	9	OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
ÉTATS FINANCIERS		Sommaire	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	11	Revenus	
Revenus et dépenses	16	Dépenses	
Actif et passif	18	OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Dettes nettes	20	Sommaire	
Provenance et utilisation des fonds	21	Placements	
Notes complémentaires	22	Régimes de retraite	
Opinion du Vérificateur général	24	Autres comptes	
		REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS	3
Fonds en fidéicommiss et Opinion du Vérificateur général	26	Sommaire	
Fonds de relance industrielle et Opinion du Vérificateur général	28	Détail	
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement et Opinion du Vérificateur général	30	Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère.	
Fonds spécial olympique et Opinion du Vérificateur général	33	FINANCEMENT	4
Fonds des agents de voyage et Opinion du Vérificateur général	37	Sommaire	
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec et Opinion du Vérificateur général	40	Variation de l'encaisse	
Fonds de l'assurance-maladie et Opinion du Vérificateur général	42	Nouveaux emprunts	
		ACTIF ET PASSIF	5
		Actif et passif	
		Dettes nettes	
		Notes complémentaires	
		ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	6
		INDEX ALPHABÉTIQUE, pages I — III	

INTRODUCTION

Les Comptes publics, préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi de l'administration financière (1970, c. 17), comprennent deux volumes. Le volume 1 « États financiers » regroupe les états financiers du Gouvernement et des fonds spéciaux et le détail des opérations financières, y compris les revenus par ministère et les dépenses par ministère et par programme. Le volume 2 « Détail des dépenses » comprend la liste des fournisseurs et bénéficiaires de chaque ministère par catégorie de dépenses et la liste des biens en capital.

La variation de l'encaisse constituant une donnée beaucoup plus significative dans l'administration financière courante, il a été décidé, à compter de l'année financière 1978-1979, de mettre l'accent sur la variation de l'encaisse du Fonds consolidé du revenu plutôt que sur l'ensemble des composantes de ce Fonds. C'est pourquoi les sections 3 et 4 du volume 1 des Comptes publics, qui portaient respectivement sur les opérations de la dette et du Fonds consolidé du revenu, portent maintenant sur les remboursements d'emprunts et le financement; cette dernière section comprend deux volets, soit la variation de l'encaisse et les nouveaux emprunts. La situation du Fonds consolidé du revenu est indiquée à l'état de l'actif et du passif publié à la section 5.

Quand au volume 2, la seule modification a trait à la présentation de la liste des biens en capital qui est maintenant présentée au niveau du Gouvernement, par vocation et non plus par ministère. La ventilation par vocation s'avère plus révélatrice quant à la destination et l'usage qui sont faits de ces biens.

Le contrôleur des finances,
MARCEL LEFAIVRE.

CONVENTIONS COMPTABLES

ÉNONCÉ

Les conventions comptables actuellement en usage au gouvernement du Québec ont été adoptées par le Conseil de la trésorerie lors d'une assemblée tenue le 17 février 1971, ratifiées par le Conseil du trésor le 1er avril de la même année et modifiées par ce même organisme le 23 janvier 1979.

L'extrait des minutes de ces assemblées, pertinent aux conventions comptables, se lit comme suit:

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada seront comptabilisés selon la base de caisse;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1er avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer. La compensation payable aux municipalités pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe de vente en détail et afférente à ces remises, sera comptabilisée comme compte à payer de l'exercice écoulé;
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisés sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1er avril;
- VI — Pleine provision sera faite aux estimations budgétaires pour couvrir le coût estimé des subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires, jusqu'à concurrence de 75% du déficit de l'année scolaire précédente, et de 25% du déficit de l'année scolaire courante basé sur le déficit de l'année scolaire précédente. Le rattrapage se fera en fonction de la politique gouvernementale;
- VII — Les opérations afférentes aux divers régimes de retraite sont traitées comme suit:
 - a) dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP — 1973, c. 12), le montant imputé aux dépenses du Gouvernement représente 140% des cotisations reçues des employés pendant l'année financière, excluant celles des employés des organismes visés à l'article 107 dudit Régime, et représente également l'intérêt sur la provision au 31 mars précédent; ce montant, imputé aux dépenses budgétaires du Gouvernement, de même que les contributions à titre d'employeur des organismes visés à l'article 107 dudit Régime, sont portés au crédit d'un compte non budgétaire par lequel transitent également le paiement des prestations, les remises de cotisations et les remboursements de contributions;
 - b) dans le cas des autres régimes, les cotisations des participants ainsi que, dans le cas particulier du Régime de retraite des fonctionnaires (1964, S.R., c. 14), les contributions des organismes employeurs

énumérés au premier alinéa de l'article 53 dudit Régime, sont portées au crédit d'un compte non budgétaire et ne font pas partie des revenus du Gouvernement; par contre, les pensions payées de même que les remises de cotisations et de contributions sont débitées à ce compte non budgétaire; tout manque à gagner du compte non budgétaire, par régime, représentant l'excédent des sommes débitées sur celles qui y sont créditées, est comblé par une imputation aux dépenses budgétaires des ministères ou organismes concernés;

VIII — Les escomptes sur la dette obligataire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés;

IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;

X — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé.

EXPOSÉ

Pour les fins d'une application pratique, des précisions ont été apportées à cet énoncé par le Contrôleur des finances dans le sens des lignes directrices et de la philosophie qui ont présidé à ces décisions.

Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel de ces précisions qui tiennent compte d'un certain nombre de contraintes administratives et légales et qui couvrent les opérations du Fonds consolidé du revenu et du fonds de l'assurance-maladie.

I—GÉNÉRALITÉS

Il est opportun de souligner les différences qui caractérisent les deux méthodes de comptabilité généralement admises. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont encourues. Selon la comptabilité de caisse, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont encaissés et les dépenses, lorsqu'elles sont payées.

Le Gouvernement tient sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouvernement comporte trop de difficultés administratives, qu'elle nécessite un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi de l'administration financière.

II—REVENUS

Définition

Les revenus proviennent de l'application des lois, règlements et ententes; ils sont répartis à l'état des opérations budgétaires en revenus autonomes et en transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes comprennent les impôts sur les revenus et sur les biens, incluant les contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie, les taxes à la consommation,

les droits et permis, les revenus divers et les transferts des sociétés d'État. Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment:

- Les ventes de biens et services, incluant le produit de la disposition des biens en capital;
- Les intérêts gagnés sur les placements et autres;
- Le produit des amendes et confiscations et la récupération des dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus.

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, de l'entente sur le bilinguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

Comptabilisation

Revenus autonomes

Sont inscrits sous ce titre:

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;
- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'ils représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer;
- Les factures émises à des débiteurs jusqu'au 31 mai inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et qui ont été imputées à l'année financière écoulée;

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril.

La contribution des employeurs au fonds de l'assurance-maladie est constituée des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes perçues en trop au titre de revenus, remboursées jusqu'au 31 mars ainsi que les notes de crédit émises à des débiteurs sont déduites des revenus de l'année financière, quelle que soit l'année où ces revenus ont été inscrits.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

Aucune provision n'est établie pour tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et cotisations émis avant le 1er avril.

Transferts du gouvernement du Canada

Ces revenus sont comptabilisés sur la base de caisse, y compris la prime au bilinguisme. Cependant, les programmes à frais partagés avec compensation financière seulement sont enregistrés aux revenus de l'année financière selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les comptes émis jusqu'au 31 mai eu égard aux dépenses qui ont été imputées à l'année financière écoulée.

III—DÉPENSES

Définition

Toutes les charges imputées sur les crédits autorisés constituent des dépenses, à l'exception de celles se rapportant aux opérations non budgétaires. Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert. Elles s'effectuent à même les allocations de ressources financières autorisées par l'Assemblée nationale dans le cadre des Lois des subsides et de lois particulières qui

en permettent le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu et/ou le fonds de l'assurance-maladie.

En outre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans certaines conditions, donner un ordre de préparer un mandat spécial pour prélever, à même le Fonds consolidé du revenu, un montant alors jugé nécessaire. Ce mandat spécial est à toutes fins un crédit pour l'année financière au cours de laquelle il est émis.

Cependant, il doit être noté que la dépense relative à la provision pour les créances irrécouvrables n'est pas imputée sur un crédit autorisé. Cette dépense est établie en fonction de la valeur estimative de réalisation et en considérant les facteurs qui sont déterminants sur la valeur réelle de ces créances au 31 mars.

Comptabilisation

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables et compte tenu de la Loi de l'administration financière, les dépenses sont comptabilisées comme suit:

Toutes les charges qui sont imputées sur les crédits autorisés par l'Assemblée nationale en vertu de lois particulières ou de lois des subsides ou par mandat spécial du lieutenant-gouverneur en conseil sont inscrites aux dépenses.

Les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril.

Les dépenses de transferts sont traitées différemment parce qu'elles ne constituent ni des paiements pour services rendus au Gouvernement, ni des achats. Elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière. Ainsi, les dépenses de transfert pour les frais de fonctionnement des organismes paragouvernementaux opérant à budget dans le cadre de politiques ministérielles, tels certaines institutions d'enseignement et certains établissements de santé et de bien-être, sont absorbées à même les crédits d'une année financière jusqu'à concurrence des paiements prévus dans une loi spécifique ou autorisés par le Gouvernement conformément aux règlements d'application de la Loi de l'administration financière. Ces paiements sont établis sur recommandation des ministères, à la lumière, dans un premier temps, des prévisions budgétaires des institutions et des établissements concernés et, dans un second temps, de leurs états financiers.

En ce qui concerne spécifiquement les subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires, les prévisions budgétaires d'une année financière du Gouvernement doivent comprendre des crédits au moins égaux au déficit estimé de l'année scolaire écoulée.

Les coûts d'acquisition des biens en capital sont portés aux dépenses et, de ce fait affectent le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif et du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces dépenses est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

La compensation payable aux municipalités, afférente aux remises de taxes à la consommation perçues en avril des agents ou mandataires, est comptabilisée comme dépense de l'année financière écoulée.

Les dépenses payées d'avance ne sont pas reportées; elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année financière en cours et font partie des opérations budgétaires.

Il ne se fait pas d'imputation pour services rendus entre les ministères ou leurs unités administratives.

Service de la dette

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations, les autres emprunts et les dettes assumées sont inscrits selon la comptabilité d'exercice.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputée aux dépenses lors du remboursement.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (lois de 1973, chapitre 12 et modifications)

Selon les dispositions de la loi, les cotisations des employés participants et les contributions des organismes énumérés aux paragraphes 1 à 9 de l'article 107 et, le cas échéant, les contributions des organismes ou institutions visés au paragraphe 10 du même article, moins les montants dont la Commission administrative du régime de retraite prévoit avoir un besoin immédiat, sont déposées pour le compte de la Commission à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La contribution du Gouvernement à titre d'employeur représente 140% des cotisations des employés participants à ce Régime perçues par la Commission au cours de l'année financière, excluant celles des employés d'organismes qui versent leurs contributions d'employeur; à cette contribution est ajouté l'intérêt sur le solde du compte du Régime au 31 mars précédent. La contribution totale est imputée aux dépenses budgétaires et sa contrepartie est portée au crédit d'un compte non budgétaire. Les paiements effectués par le Gouvernement à l'acquit de ses obligations envers le Régime sont portés au débit de ce compte non budgétaire.

De plus, une contribution additionnelle du Gouvernement est portée aux dépenses budgétaires, avec contrepartie au crédit du même compte non budgétaire, pour couvrir le paiement des pensions et le remboursement des cotisations eu égard au service d'un employé antérieurement à son transfert du Régime de retraite des fonctionnaires et du Régime de retraite des enseignants au RREGOP.

Autres régimes

Le traitement comptable pour les autres régimes de retraite est conforme à l'item VII (b) de l'énoncé des conventions comptables.

IV—ACTIF ET PASSIF

L'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte également des notes explicatives qui suivent:

1. Placements temporaires

Ces placements sont susceptibles de réalisation rapide; ils peuvent comprendre des dépôts à terme et des valeurs négociables détenues à titre temporaire, incluant des obligations du gouvernement du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

2. Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent aussi les avances comptables utilisées à des fins d'opérations budgétaires, les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, les intérêts échus sur les placements, les remises perçues des mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1er avril, de même que les sommes perçues des employeurs au cours d'avril pour le fonds de l'assurance-maladie et afférentes aux salaires versés par eux avant le 1er avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances irrécouvrables qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

3. Placements

— Entreprises du gouvernement du Québec

Les états financiers des entreprises du gouvernement du Québec ne sont pas consolidés avec ceux du Gouvernement. Par conséquent, les surplus ou déficits accumulés de ces entreprises ne sont pas reflétés à l'état de l'actif et du passif.

Les placements en actions et en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation.

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres

Les placements en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation.

4. Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée principalement du déficit accumulé des opérations budgétaires depuis 1867.

5. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

6. Avances des fonds en fidécommiss

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le Ministre des Finances rend compte, dans les Comptes publics, de la situation des dépôts et des fonds spéciaux qu'il administre.

7. Comptes d'accord de perception fiscale

Ce poste représente les soldes dus à la Régie des rentes du Québec, à la Régie de l'assurance-automobile du Québec, au Fonds spécial olympique et à diverses municipalités relativement à des sommes perçues par le Gouvernement pour le compte de ces organismes.

8. Comptes à payer

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée pendant l'année financière et non déboursée au 31 mars.

Les comptes à payer comprennent également les obligations et les coupons d'intérêt échus et non réclamés, les retenues sur contrats d'entretien et de construction, la compensation payable aux municipalités afférente aux remises de taxes à la consommation perçues en avril des agents ou mandataires de même que les paiements à être effectués par le Gouvernement à l'acquit de ses obligations dans le cadre du RREGOP eu égard aux programmes de bien-être sujets à compensation fédérale.

9. Intérêts courus

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur les emprunts temporaires, les obligations, les autres emprunts et les dettes assumées. Les intérêts courus sur les emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien au 31 mars.

10. Compte des régimes de retraite

Ce compte représente pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics la contribution du Gouvernement à titre d'employeur, réduite des paiements effectués par le Gouvernement à l'acquit de ses obligations envers le Régime.

Il représente également pour les autres régimes de retraite les cotisations des participants, les contributions d'organismes employeurs et les imputations aux dépenses budgétaires moins les pensions et les remboursements.

11. Dette à long terme

Les obligations, autres emprunts et dettes assumées en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes assumées.

12. Fonds d'amortissement

Les fonds d'amortissement sont déduits des obligations et des dettes assumées à l'état de l'actif et du passif.

Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par le Gouvernement, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

Le Gouvernement a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenue dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

V—PASSIFS ÉVENTUELS

Emprunts garantis

Sous cette rubrique, on retrouve le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises du Gouvernement, municipalités, organismes et individus, déduction faite des fonds d'amortissement, dont le remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières.

Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Autres

On retrouve principalement sous ce titre le passif éventuel relatif à certains contrats de cautionnement.

Il n'est pas tenu compte des réclamations en cours contre le Gouvernement.

VI—ENGAGEMENTS ET AUTRES PASSIFS

a) Opérations budgétaires

Ces engagements comprennent ceux autorisés par diverses lois et imputables à des crédits permanents et ceux relatifs à des subventions accordées par le lieutenant-gouverneur en conseil et le Conseil du trésor et qui sont imputables à des crédits votés pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être et par des organismes municipaux pour le transport en commun et l'épuration des eaux. Ils couvrent également les soldes dus sur les acquisitions de biens en capital payables par versements. Dans ces engagements, il n'est tenu compte que du remboursement du principal.

Les engagements en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Ces engagements et autres passifs ne comprennent pas entre autres:

- 1) Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
- 2) Les promesses de subventions du Ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés par des commissions scolaires pour des dépenses en capital;
- 3) Les promesses de subventions pour d'autres fins que le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital, notamment:
 - a) Le résidu entre la subvention totale devant être accordée à la suite de l'approbation des états financiers et les sommes déjà versées suivant les prévisions budgétaires des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être pour leurs dépenses de fonctionnement;
 - b) Les subventions accordées par le lieutenant-gouverneur en conseil et le Conseil du trésor à être versées aux organismes municipaux pour des dépenses en capital;
- 4) Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
- 5) Les engagements relatifs à certaines lois administrées par l'Office du crédit agricole et qui ont trait principalement à des contributions sur l'intérêt payé par les emprunteurs sur des prêts consentis par le gouvernement du Canada et les institutions bancaires. Il en est de même pour les intérêts sur les prêts consentis par les institutions financières aux étudiants pendant qu'ils sont aux études;
- 6) Les indemnités d'expropriations non imputées aux crédits;
- 7) Les obligations du Gouvernement à l'égard des vacances et des congés de maladie accumulés par ses employés.

b) Opérations non budgétaires

Ces engagements sont autorisés par des lois. Ils comprennent principalement le solde à verser pour les souscriptions en actions au fonds social de certaines entreprises du Gouvernement.

Lorsqu'ils seront liquidés, ces engagements n'auront aucune incidence, tant sur les dépenses que sur la dette nette, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation dans le poste "Placements".

REVENUS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

	1979	1978 (note 5)
REVENUS		
Impôts sur les revenus et sur les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	4 227 317	3 903 110
Contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie	482 913	437 900
Impôts des sociétés	624 879	541 549
Droits de successions	24 942	24 615
	<u>5 360 051</u>	<u>4 907 174</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 366 045	1 423 120
Carburants	445 937	450 980
Tabacs	135 950	82 205
Repas et hôtellerie	154 275	150 075
Autres	47 419	39 481
	<u>2 149 626</u>	<u>2 145 861</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	216 232	190 121
Boissons alcooliques	57 084	55 143
Ressources naturelles	89 897	78 653
Pari mutuel	24 928	23 909
Autres	35 800	27 717
	<u>423 941</u>	<u>375 543</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	126 141	126 618
Intérêts	164 452	147 362
Amendes, confiscations et recouvrements	51 171	56 496
	<u>341 764</u>	<u>330 476</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	215 000	180 000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec	76 423	73 339
Société des loteries et courses du Québec	8 807	
Hydro-Québec	20 000	20 000
	<u>320 230</u>	<u>273 339</u>
Total des revenus autonomes	<u>8 595 612</u>	<u>8 032 393</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	1 340 310	1 271 512
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 201 569	1 203 374
Contributions aux programmes de bien-être	408 294	365 052
Autres programmes	382 558	295 944
	<u>3 332 731</u>	<u>3 135 882</u>
Total des revenus	<u>11 928 343</u>	<u>11 168 275</u>

	1979	1978 (note 5)
DÉPENSES		
Affaires culturelles	68 977	56 951
Affaires intergouvernementales	36 644	30 150
Affaires municipales	268 296	210 629
Affaires sociales	4 301 824	3 810 538
Agriculture	242 886	220 088
Assemblée nationale	31 219	26 087
Communications	95 701	80 823
Conseil exécutif	88 069	86 661
Conseil du trésor	3 997	3 104
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	18 667	14 938
Éducation	3 744 822	3 527 553
Finances	779 005	633 050
Fonction publique	117 839	98 006
Immigration	13 620	11 358
Industrie et Commerce	114 090	105 777
Justice	360 506	321 412
Régie de l'assurance-maladie du Québec	780 196	705 176
Revenu	566 543	481 170
Richesses naturelles	56 309	49 035
Services de protection de l'environnement	27 136	19 587
Terres et Forêts	123 523	98 965
Tourisme, Chasse et Pêche	117 668	115 647
Transports	1 137 380	1 060 529
Travail et Main-d'oeuvre	70 491	61 735
Travaux publics et Approvisionnement	215 381	181 936
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	22 041	38 934
Perte sur disposition des actions de "Traverse Matane-Godbout Limitée"		2 567
Total des dépenses	13 402 830	12 052 406
Déficit des opérations budgétaires	1 474 487	884 131

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

ACTIF

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
		(note 5)
Espèces en banque	226 346	265 008
Placements temporaires	1 669	107 594
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	69 081	65 292
Comptes à recevoir	1 028 795	1 030 940
Intérêts courus	31 286	18 226
	<u>1 357 177</u>	<u>1 487 060</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec	1 825 286	1 560 032
Municipalités et organismes municipaux	77 869	78 905
Particuliers, sociétés et autres	48 344	42 099
	<u>1 951 499</u>	<u>1 681 036</u>
Autres actifs	2 251	2 251
TOTAL DE L'ACTIF	3 310 927	3 170 347
DETTE NETTE	<u>7 249 805</u>	<u>5 794 212</u>
	<u>10 560 732</u>	<u>8 964 559</u>

Le contrôleur des finances,
Marcel LefavreLe sous-ministre des Finances,
Michel Caron

PASSIF

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
		(note 5)
Emprunts temporaires		95 000
Chèques en circulation	250 938	213 226
Avances des fonds en fidéicomis	39 875	35 220
Comptes d'accord de perception fiscale	132 660	112 003
Comptes à payer	984 079	901 073
Intérêts courus	257 834	224 797
	<u>1 665 386</u>	<u>1 581 319</u>
Compte des régimes de retraite (note 2)	915 361	618 599
Dette à long terme (note 3)		
Obligations moins fonds d'amortissement	7 197 994	6 199 711
Autres emprunts	708 327	488 068
Dettes assumées moins fonds d'amortissement	73 664	76 862
	<u>7 979 985</u>	<u>6 764 641</u>
TOTAL DU PASSIF (note 4)	<u><u>10 560 732</u></u>	<u><u>8 964 559</u></u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

DETTE NETTE**Année financière terminée le 31 mars 1979**

(\$ MILLIERS)

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Solde au début	5 775 318	5 014 919
Excédent accumulé des revenus sur les dépenses de la Régie de l'assurance-maladie du Québec au 31 mars 1977, ajusté du solde de ses contributions d'employeur à cette date à l'égard du Régime de retraite des fonctionnaires		<u>104 838</u>
Solde modifié le 1er avril 1977		4 910 081
Déficit des opérations budgétaires pour 1979	1 474 487	
Déficit des opérations budgétaires modifié pour fins de comparaison pour 1978		<u>884 131</u>
	7 249 805	5 794 212
Annulation d'une dette inscrite pour fins de comparaison au compte des régimes de retraite		<u>18 894</u>
Solde selon les états financiers au 31 mars 1979 et au 31 mars 1978	<u>7 249 805</u>	<u>5 775 318</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS

Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

	1979	1978
		(note 5)
PROVENANCE DES FONDS		
Emprunts effectués	1 575 494	1 042 364
Augmentation du compte des régimes de retraite		
Contributions du Gouvernement à titre d'employeur	331 169	
Cotisations des participants et contributions d'organismes	150 086	
	481 255	
Prestations et autres paiements	165 599	264 385
Diminution des espèces en banque et des placements temporaires moins les emprunts temporaires	49 587	372 388
Augmentation (diminution) nette des chèques en circulation moins les espèces et effets en main et dépôts en circulation	33 923	(63 953)
Augmentation (diminution) nette des autres éléments de l'actif et du passif*	130 440	(225 197)
	<u>2 105 100</u>	<u>1 389 987</u>
UTILISATION DES FONDS		
Dépenses	13 402 830	12 052 406
Revenus	11 928 343	11 168 275
Déficit des opérations budgétaires	1 474 487**	884 131**
Placements effectués moins remboursements	270 463	266 169
Emprunts remboursés	360 150	239 687
	<u>2 105 100</u>	<u>1 389 987</u>

* Les autres éléments de l'actif sont les comptes à recevoir et les intérêts courus et ceux du passif sont les avances des fonds en fidéicommiss, les comptes d'accord de perception fiscale, les comptes à payer et les intérêts courus.

** Le déficit des opérations budgétaires inclut des dépenses ne requérant aucune sortie de fonds, telles la contribution du Gouvernement à titre d'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ainsi que la provision pour créances irrécouvrables sur les comptes à recevoir et les prêts et avances; l'effet de compensation se produit dans les variations des comptes de l'actif et du passif concernés.

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11.

Les modifications les plus importantes apportées aux conventions comptables en 1978-1979 et leurs effets sur les données financières se résument comme suit:

— Pour la première année, des intérêts sur le solde accumulé au compte du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) sont imputés aux opérations budgétaires du Gouvernement et ajoutés à la contribution de ce dernier à titre d'employeur. Les intérêts portés aux dépenses de l'année, calculés sur le solde au 31 mars 1978, ont été de \$ 53 973 451. Dans le cas des autres régimes de retraite, le Gouvernement a appliqué la nouvelle convention comptable décrite à l'item VII (b) de l'énoncé. En conséquence, les cotisations et les contributions perçues n'ont pas été traitées comme revenus et les pensions comme dépenses. Il en est résulté une réduction dans les revenus de \$ 144 834 077 et dans les dépenses de \$ 133 645 241.

— Le financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec a été intégré aux opérations du Gouvernement, et il s'effectue à même le Fonds consolidé du revenu et le fonds de l'assurance-maladie. Cette intégration, dont l'application avait commencé en 1977-1978, a eu son effet complet en 1978-1979.

2. Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de \$ 904 172 236 pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, et d'un montant de \$ 11 188 836 pour les autres régimes.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Pour ce Régime, le solde représente le montant non versé à la Commission administrative du régime de retraite à l'égard des obligations du Gouvernement comptabilisées au 31 mars 1979. Ce solde ne tient pas compte:

— De l'insuffisance de la participation gouvernementale établie à environ \$ 100 millions au 31 décembre 1975, principalement à partir d'une évaluation actuarielle et en tenant compte de divers autres éléments, de même que l'augmentation indéterminée de cette insuffisance jusqu'au 31 mars 1979, y compris, en particulier, un montant de l'ordre de \$ 115 millions relatif aux intérêts;

— D'un montant de l'ordre de \$ 230 millions, constituant l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1975 des obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime, et de l'augmentation des obligations de cette nature depuis cette date.

Autres régimes de retraite

Pour ces régimes, le solde représente l'excédent des cotisations et des contributions sur les pensions et les remboursements. Sauf pour ce solde, aucun passif n'est inscrit relativement aux obligations du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres envers leurs participants. Les obligations envers ces régimes sont assumées par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif

envers ces régimes au 31 décembre 1975 s'élevait à environ \$ 4,5 milliards selon les évaluations actuarielles.

Des évaluations actuarielles ont été entreprises pour déterminer, en date du 31 décembre 1978, les obligations de l'ensemble des régimes envers leurs participants.

3. Dette à long terme en monnaie étrangère

Les obligations, autres emprunts et dettes assumées en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1979 avaient été appliqués au montant total des emprunts en monnaie étrangère, ces emprunts auraient été augmentés de \$ 353 819 213, dont \$ 20 425 244 pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1979-1980.

4. Passifs éventuels et engagements

Le passif ne comprend pas les emprunts garantis de \$ 11 830 824 000, ni les autres passifs éventuels, ni les engagements de \$ 2 654 479 000 qui apparaissent respectivement aux pages 6-50, 6-62 et 6-63.

5. Chiffres comparatifs

Les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1978, publiés au volume 1 des Comptes publics 1977-1978, ont été dressés selon les conventions comptables alors en usage. Les états financiers de 1978-1979 reflètent la décision d'inclure dans les opérations non budgétaires la comptabilisation des transactions concernant les régimes de retraite, d'intégrer le financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec et de modifier la présentation de l'état de l'actif et du passif.

Aux états financiers de 1978-1979 et pour fins de comparaison seulement, l'agencement utilisé dans les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1978 a été modifié, et les effets de ces modifications sont les suivants:

(\$ MILLIERS)

a. Effets sur le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1978

Augmentation ou diminution (-) des revenus		
Nouvelle comptabilisation des régimes de retraite		
Cotisations et contributions à des régimes de retraite		- 134 672
Intégration du financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec		
Impôt sur le revenu des particuliers		394 805
Contribution des employeurs au fonds de l'assurance-maladie		437 900
Contribution au financement des programmes d'hospitalisation		-376 814
Ventes de biens et services		-44 142
Intérêts		7 913
Amendes, confiscations et recouvrements		650
Transferts du gouvernement du Canada liés aux accords fiscaux		140 026
		<hr/>
		425 666

Augmentation ou diminution (-) des dépenses	
Nouvelle comptabilisation des régimes de retraite — Pensions	
Assemblée nationale	-347
Fonction publique	-113 276
Justice	-2 155
Intégration du financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec	
Affaires sociales	-40 000
Régie de l'assurance-maladie du Québec	705 176
	<u>549 398</u>
Augmentation du déficit des opérations budgétaires	123 732
Déficit des opérations budgétaires avant modifications	<u>760 399</u>
Déficit des opérations budgétaires après modifications	<u><u>884 131</u></u>
b. Effets sur la dette nette de l'année financière terminée le 31 mars 1978	
Dette nette au 1er avril 1977 avant modifications	5 014 919
Excédent accumulé des revenus sur les dépenses de la Régie de l'assurance-maladie du Québec au 31 mars 1977, ajusté du solde de ses contributions d'employeur à cette date à l'égard du Régime de retraite des fonctionnaires	<u>104 838</u>
Dette nette au 1er avril 1977 après modifications	4 910 081
Déficit des opérations budgétaires (voir a. ci-dessus)	<u>884 131</u>
Dette nette révisée au 31 mars 1978 pour fins de comparaison seulement	5 794 212

Moins:	
Annulation d'une dette inscrite au compte des régimes de retraite pour fins de comparaison seulement	<u>18 894</u>
Dette nette selon les états financiers au 31 mars 1978	<u><u>5 775 318</u></u>
c. Effets sur l'état de l'actif et du passif	
Augmentation ou diminution (-) de l'actif	
Encaisse	-330 300
Espèces en banque	265 008
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	65 292
Placements temporaires	6 500
Comptes à recevoir	-2 142
Intérêts courus	-7 423
	<u>-3 065</u>
Total de l'actif avant modifications	<u>3 173 412</u>
Total de l'actif après modifications	<u><u>3 170 347</u></u>
Augmentation ou diminution (-) du passif	
Comptes d'accord de perception fiscale	112 003
Comptes à payer	-115 068
Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	-599 705
Compte des régimes de retraite	618 599
	<u>15 829</u>
Total du passif avant modifications	<u>8 948 730</u>
Total du passif après modifications	<u><u>8 964 559</u></u>
En plus des modifications expliquées ci-dessus, les chiffres de l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1978 ont également été modifiés, pour fins de comparaison, selon les transferts de juridiction et certaines reclassifications budgétaires de 1979. Ces dernières modifications n'ont pas eu d'effet sur le déficit des opérations budgétaires des années financières terminées les 31 mars 1979 et 1978.	

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

(art. 71a de la Loi de l'administration financière)

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Gouvernement du Québec au 31 mars 1979 ainsi que l'état de la dette nette, l'état des revenus et dépenses et l'état de la provenance et de l'utilisation des fonds de l'année financière terminée à cette date. Les conventions comptables selon lesquelles sont dressés ces états sont énoncées dans des directives du Conseil du trésor précisées par le Contrôleur des finances dans un exposé aux Comptes publics.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

En vertu des conventions comptables, les placements du gouvernement dans ses propres entreprises sous forme de prêts et avances doivent être montrés à leur valeur estimative de réalisation. Au 31 mars 1979, ces placements comprennent des avances de \$302 millions à l'Office des autoroutes du Québec à l'égard desquelles aucune provision pour pertes n'est inscrite. Cette entreprise du gouvernement enregistre des pertes depuis plusieurs années et elle a accumulé un déficit d'opérations de \$88 millions au 31 décembre 1978; elle n'a donc pas démontré jusqu'à maintenant sa capacité de rembourser ces avances.

À mon avis, compte tenu de la restriction formulée ci-dessus, ces états présentent fidèlement les données financières de l'année terminée le 31 mars 1979 selon les conventions comptables susmentionnées. De plus, à l'exception des modifications exposées à la note 1 concernant la comptabilisation des opérations des régimes de retraite et l'intégration du financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Il m'apparaît important, par ailleurs, de formuler des remarques à l'égard de certaines conventions comptables du gouvernement sur des sujets qui, tout comme dans le cas des avances à l'Office des autoroutes du Québec, ont déjà fait l'objet de commentaires dans mes rapports à l'Assemblée nationale.

La note 2 fait état de l'insuffisance du montant de \$904 millions inscrit au compte des régimes de retraite pour le régime des employés du gouvernement et des organismes publics. Relativement aux obligations du gouvernement à l'égard des autres régimes de retraite, notamment ceux des fonctionnaires et des enseignants, la note précise que, sauf pour un montant de \$11 millions, aucun passif n'est inscrit à ce compte; le passif envers ces régimes s'élevait à \$4,5 milliards au 31 décembre 1975 selon les évaluations actuarielles et il s'est accru depuis. Suivant cette même note, des évaluations ont été entreprises pour déterminer, en date du 31 décembre 1978, le passif actuariel de l'ensemble des régimes de retraite. Des données plus récentes sur les obligations du gouvernement à l'égard des régimes pourront être établies à partir de ces nouvelles évaluations. Les conventions comptables ont été modifiées en 1978-1979 pour donner suite à des décisions prises par le gouvernement concernant les opérations des régimes de retraite. Les autres mesures prises en 1979-1980 et l'établissement du passif actuariel permettront sans doute, relativement à la comptabilisation de la contribution gouvernementale, de compléter les conventions pour ce qui est des services courants et d'y inclure des dispositions pour l'amortissement du déficit actuariel.

Un passif envers des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être évalué à \$230 millions, pour des dépenses de fonctionnement auxquelles le gouvernement n'a pas pourvu par le paiement de subventions au 31 mars 1979, n'est pas inscrit aux livres à cette date, les conventions comptables n'exigeant pas l'inscription de dépenses de transfert non imputées aux crédits budgétaires d'une année financière. Ces conventions devraient être modifiées pour demander l'inscription d'un tel passif, même si cette pratique devait avoir pour effet de rapporter des dépassements de crédits. En comparaison du 31 mars 1978, il y a lieu de noter une diminution d'environ \$120 millions de ce passif non inscrit.

Les conventions comptables du gouvernement indiquent que les placements en actions dans les entreprises du gouvernement sont inscrits au coût; il en résulte qu'aucune disposition n'est prise pour que soient reflétés aux états financiers du gouvernement, tant à l'actif « placements » qu'aux revenus et dépenses, les bénéfices réalisés ou les pertes, parfois très importantes, subies par ces entreprises gouvernementales.

Dans la partie de mon rapport à l'Assemblée nationale portant sur les constatations et commentaires sur les états financiers du gouvernement, on retrouvera l'ensemble des remarques résultant de la vérification de ces états; les points soulevés au présent rapport y seront repris.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 22 novembre 1979.

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1979

	1979	1978
ACTIF		
Encaisse	\$ 2 584 223	\$ 3 093 212
Avances au fonds consolidé du revenu	39 874 608	35 220 076
Valeurs détenues		
Chèques visés	400 958	62 617
Dépôts à terme	650 195	22 664 371
Obligations (note 1)	41 723 786	80 542 200
	<u>\$ 85 233 770</u>	<u>\$ 141 582 476</u>
PASSIF		
Dépôts		
Officiers de justice	\$ 21 128 728	\$ 16 710 329
Municipalités et commissions scolaires	8 328 293	7 328 830
Associations d'autochtones	591 195	67 664 371
Sociétés, organismes et particuliers (note 2)	55 185 554	49 878 946
	<u>\$ 85 233 770</u>	<u>\$ 141 582 476</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions

Cet état comprend les comptes des fonds en fidéicommiss inscrits aux ministères des Finances (Bureau général de dépôts) et de la Justice.

Les obligations détenues sont montrées à leur valeur nominale.

L'article 55 de la Loi des dépôts et consignations se lit comme suit:

"Le ministre des Finances doit voir à ce que les dépenses du Bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au fonds consolidé du revenu et en forme partie".

En pratique:

- Les revenus des dépôts à terme et des obligations sont remis aux déposants de ces valeurs;
- Les avances au fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts;
- Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration des fonds en fidéicommiss sont assumés par le fonds consolidé du revenu.

2. Dépôts de sociétés, organismes et particuliers

Ces dépôts sont effectués par l'entremise de ministères en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions, principalement pour des cautionnements et des garanties.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1979 des fonds en fidéicommiss administrés par le gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds en fidéicommiss au 31 mars 1979 selon les conventions décrites à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 14 septembre 1979.

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE (Lois de 1977, chapitre 59)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1979

ACTIF

Encaisse	\$ 88 943
Placements temporaires — au coût	430 000
Intérêts courus	2 488
	<u>521 431</u>
	<u>\$ 521 431</u>

PASSIF

Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes (note 2)	\$ 515 810
Revenus accumulés	
Revenus d'intérêts de l'année financière	5 621
	<u>521 431</u>
	<u>\$ 521 431</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

La Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel permet aux petites et moyennes entreprises éligibles de verser dans un Fonds de relance industrielle la moitié de leur impôt provincial sur le revenu, et de puiser à même ce Fonds l'argent nécessaire au financement de 25% d'un investissement ou d'autres dépenses admissibles jusqu'à concurrence du montant déposé.

Ce Fonds est géré par le ministre des Finances et la comptabilité en est tenue par le ministre du Revenu en ce qui concerne les sommes y accumulées pour le bénéfice de chaque corporation.

Le Fonds comptabilise les sommes qui doivent lui être transférées au moment de leur dépôt par le ministre du Revenu. Il ne porte donc pas à son actif les sommes qui pourraient lui être acquises et qui ne lui ont pas été transférées parce que le ministère du Revenu n'a pas complété ses procédures de vérification et administratives.

Toute somme déposée au Fonds pour le bénéfice d'une corporation et qui n'a pas fait l'objet d'un retrait dans un délai de cinq ans et six mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle la corporation a fait le choix de

déposer la moitié de son impôt autrement payable, est transférée au Fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement peut, par règlement et à même les revenus du Fonds, prévoir le paiement d'un boni au moment du retrait de dépôts effectués pour le bénéfice des corporations participantes.

Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes

Évolution au cours de l'année financière

Solde au début	\$ 256
Dépôts par le ministre du Revenu pour le bénéfice des corporations participantes	588 236
	<u>588 492</u>
Retraits par des corporations participantes	72 682
	<u>515 810</u>
Solde à la fin	<u>\$ 515 810</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1979 du Fonds de relance industrielle géré par le ministre des Finances du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1979 et ses revenus de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 1.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 30 août 1979.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1979

	1979	1978
ACTIF		
Encaisse	\$ 231 952	\$ 249 984
Intérêts courus sur dépôts bancaires	2 847	2 182
Dépôt au Fonds consolidé du revenu encaissable à demande	700 000	700 000
Clients		
Ministères, organismes du gouvernement du Québec et autres organismes publics	533 586	861 862
Stocks — au dernier coût d'acquisition	914 725	718 663
	<u>\$ 2 383 110</u>	<u>\$ 2 532 691</u>
PASSIF		
Fournisseurs	\$ 334 034	\$ 433 188
Bénéfice net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu (note 2)	105 697	156 124
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu autorisée par la directive 12-78 du Conseil du trésor	1 943 379	1 943 379
	<u>\$ 2 383 110</u>	<u>\$ 2 532 691</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

Le directeur général des achats: Gaston Ouimet.

Le directeur du service de la comptabilité: Étienne Genest.

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1979

	1979	1978
VENTES	\$ 5 281 830	\$ 4 950 112
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	718 663	811 184
Achats	5 439 018	4 776 724
	6 157 681	5 587 908
Stocks à la fin	914 725	718 663
	5 242 956	4 869 245
BÉNÉFICE BRUT	38 874	80 867
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	34 799	28 373
Intérêts sur dépôts bancaires	31 580	46 884
Divers	444	
	66 823	75 257
BÉNÉFICE NET (notes 1 et 2)	\$ 105 697	\$ 156 124

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES**1. Frais d'opération**

Les frais d'opération du Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement, à l'exception du coût des marchandises vendues, sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

2. Bénéfice net de l'année financière

Selon la directive du Conseil du trésor, tous les surplus découlant de l'opération du Fonds renouvelable doivent être versés annuellement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec.

**FONDS RENOUVELABLE
DU SERVICE DES ACHATS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec au 31 mars 1979 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1979 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus et la convention particulière concernant les frais d'opération énoncée à la note 1, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 8 juin 1979.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(Lois de 1976, chapitre 14)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1979

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
ACTIF		
Encaisse	\$ 317 500	\$ 20 459 942
Placements temporaires — au coût	109 122 495	115 841 052
Comptes à recevoir	8 522 198	6 342 759
Intérêts courus à recevoir	1 843 934	1 307 054
	<u>\$ 119 806 127</u>	<u>\$ 143 950 807</u>
PASSIF		
Intérêts courus sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	\$ 13 008 266	\$ 8 501 805
Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques (notes 2 et 4)	23 084 194	275 000
Solde du fonds (note 1 et 4)	83 713 667	135 174 002
	<u>\$ 119 806 127</u>	<u>\$ 143 950 807</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**OPÉRATIONS**

Année financière terminée le 31 mars 1979

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	\$ 76 157 754	\$ 73 197 094
Loto-Canada		
Part destinée à la Régie des installations olympiques	50 661 462	58 662 335
Part destinée au gouvernement du Québec	3 932 691	4 790 233
Intérêts sur placements temporaires et dépôts bancaires	10 592 322	7 288 172
Produits de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques (note 4)	<u>544 478</u>	<u>121 662</u>
	<u>141 888 707</u>	<u>144 059 496</u>
UTILISATION DES FONDS		
Remboursements de capital sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques (note 3)	98 563 480	
Intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	77 198 562	60 796 771
Parachèvement des installations olympiques	<u>17 587 000</u>	<u>2 559 124</u>
	<u>193 349 042</u>	<u>63 355 895</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DU FONDS	<u>(51 460 335)</u>	80 703 601
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT		54 470 401
Solde déjà établi	135 449 002	
Redressement affecté à l'année financière antérieure (note 4)	<u>275 000</u>	
Solde redressé	<u>135 174 002</u>	
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>\$ 83 713 667</u>	<u>\$ 135 174 002</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Affectation du fonds spécial olympique

Selon la Loi constituant un Fonds spécial olympique, ce fonds et les revenus qu'il produit sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

En ce qui concerne le remboursement du capital, la portion de la dette à long terme de la Régie qui devient exigible au cours de la prochaine année financière s'élève à \$61 818 182.

2. Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques

Ces fonds proviennent de surplus d'encaisse que la Régie confie au Fonds pour administration sujet à rappel pour ses déboursés relatifs au parachèvement des installations olympiques; ils s'analysent comme suit:

Solde le 31 mars 1978 (note 4)	\$ 275 000
Produit du refinancement d'une partie de la dette à long terme de la Régie en devises des États-Unis	36 967 662
Contributions du Comité organisateur des jeux olympiques	<u>10 000 000</u>
	47 242 662
Parachèvement des installations olympiques	<u>24 158 468</u>
Solde le 31 mars 1979	<u><u>\$ 23 084 194</u></u>

3. Remboursements de capital sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques

Versement sur la partie de la dette à long terme de la Régie en devises des États-Unis refinancée ultérieurement	\$ 36 745 298
Versements sur autres emprunts	<u>61 818 182</u>
	<u><u>\$ 98 563 480</u></u>

4. Redressement affecté à l'année financière antérieure

La Régie des installations olympiques a avisé les gestionnaires du Fonds spécial olympique qu'un montant de \$ 275 000 qui avait été versé au cours de l'année financière 1977-1978 à titre de produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie, devait être traité comme faisant partie des fonds administrés pour le compte de la Régie. Les chiffres de 1977-1978 apparaissant à l'état de l'actif et du passif et à l'état des opérations ont été modifiés en conséquence.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1979 du Fonds spécial olympique géré par le ministre des Finances du Québec ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1979 ainsi que ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 29 juin 1979.

FONDS DES AGENTS DE VOYAGES
administré par le ministre du
Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
(Lois de 1974, Chapitre 53 et modifications)

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1979

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS — CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
ACTIF		
Encaisse et certificat de dépôt garanti	\$ 119 078	\$ 98 831
Obligations reçues en dépôt (note 2)	<u>447 000</u>	<u>526 000</u>
	<u>\$ 566 078</u>	<u>\$ 624 831</u>
PASSIF		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	\$ 548 050	\$ 616 500
Revenus d'intérêts accumulés (note 4)	<u>18 028</u>	<u>8 331</u>
	<u>\$ 566 078</u>	<u>\$ 624 831</u>
FONDS DES CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
ACTIF		
Encaisse et certificats de dépôts garantis	\$ 1 496 410	\$ 1 161 424
Intérêts courus	<u>47 694</u>	<u>32 693</u>
	<u>\$ 1 544 104</u>	<u>\$ 1 194 117</u>
PASSIF		
Avoir des fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages		
Contributions de base (note 5)	\$ 1 352 000	\$ 1 115 750
Revenus d'intérêts accumulés		
Solde au début	78 367	5 019
Revenus de l'année financière	<u>113 737</u>	<u>73 348</u>
Solde à la fin	<u>192 104</u>	<u>78 367</u>
	<u>\$ 1 544 104</u>	<u>\$ 1 194 117</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche,
 Michel Duchesneau

FONDS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les cautionnements individuels et les contributions au fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés selon la méthode de caisse.

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrées à leur valeur nominale.

Les intérêts provenant des dépôts bancaires et des certificats de dépôts garantis sont comptabilisés selon la méthode d'exercice.

2. Obligations reçues en dépôt

La valeur au marché de ces obligations totalisait \$ 430 611 au 31 mars 1979.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

Évolution au cours de l'année financière

	1979	1978
Solde au début	\$ 616 500	\$ 887 000
Dépôts de cautionnements	251 550	381 500
	<u>868 050</u>	<u>1 268 500</u>
Remises de cautionnements	185 000	527 000
Cautionnements remplacés par des polices individuelles de garantie	135 000	125 000
	<u>320 000</u>	<u>652 000</u>
Solde à la fin	<u>\$ 548 050</u>	<u>\$ 616 500</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie, inscrits dans un registre spécial totalisent \$ 9 025 000 au 31 mars 1979, comparativement à \$ 7 870 000 au 31 mars 1978.

4. Revenus d'intérêts de l'année financière

Le règlement relatif aux agents de voyages adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil ne contient aucune disposition quant à l'attribution des revenus d'intérêts provenant des espèces, effets ou obligations déposés au ministère à titres de cautionnements individuels. Toutefois, le ministère considère déjà que les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants. Ces coupons qui ne sont pas comptabilisés comme revenus sont remis à leurs déposants sur demande. Quant aux autres revenus d'intérêts comptabilisés au passif des Fonds en fidéicommis — cautionnements individuels, ils ont, au cours de l'année financière, connu l'évolution suivante:

	1979	1978
Solde au début	\$ 8 331	—
Revenus de l'année financière	9 697	\$ 8 331
	<u>\$ 18 028</u>	<u>\$ 8 331</u>
Solde à la fin	<u>\$ 18 028</u>	<u>\$ 8 331</u>

5. Contributions de base au fonds des cautionnements collectifs

Évolution au cours de l'année financière

	1979	1978
Solde au début	\$ 1 115 750	\$ 713 750
Contributions reçues	254 250	412 750
	<u>1 370 000</u>	<u>1 126 500</u>
Contributions remboursées	18 000	10 750
Solde à la fin	<u>\$ 1 352 000</u>	<u>\$ 1 115 750</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1979 des fonds des agents de voyages administrés par le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 mars 1979 ainsi que leurs revenus de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables décrites à la note 1 appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 18 juin 1979.

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À UN EMPRUNT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1979

ACTIF

Encaisse	\$ 774
Placements (note 2)	280 000
Intérêts courus	17 483
	<u>298 257</u>
	<u>\$ 298 257</u>

PASSIF

Solde du fonds d'amortissement (note 3)	\$ 280 000
Subvention du gouvernement du Québec (note 5)	18 257
Revenus de placements (note 4)	<u>18 257</u>
	<u>\$ 298 257</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

En vertu de l'arrêté en conseil 3230-77 du 28 septembre 1977, le ministre des Finances est autorisé à gérer à la demande des emprunteurs concernés, les fonds d'amortissement relatifs aux emprunts contractés par les universités, les collèges d'enseignement général et professionnel et les hôpitaux du Québec dont le remboursement est assuré par des subventions du gouvernement du Québec.

Les placements sont montrés à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût des placements est porté aux revenus.

L'Université du Québec assume les frais de garde des titres détenus dans le Fonds de même que les frais relatifs à l'achat et à la vente des valeurs du Fonds. Aucune charge pour services rendus n'est faite au fonds par le ministère des Finances.

2. Placements

Débetures générales à fonds d'amortissement, série "A" de l'Université du Québec 10 1/4%, échéant le 3 octobre 1997

\$ 280 000

3. Solde du fonds d'amortissement

Fonds d'amortissement de l'Université du Québec afférent aux débetures générales, série "A" 10 1/4%, échéant le 3 octobre 1997

\$ 298 257

4. Revenus de placements

Intérêts gagnés sur dépôts bancaires et placements
Écart entre la valeur nominale et le coût des débetures acquises

\$ 10 249

8 008

\$ 18 257

5. Début des opérations

Le premier versement au fonds d'amortissement a été effectué le 3 octobre 1978.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1979 du Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec, géré par le ministre des Finances du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds d'amortissement au 31 mars 1979 et ses revenus de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus et les conventions comptables particulières énoncées à la note 1.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 20 juin 1979.

FONDS DE L'ASSURANCE-MALADIE
(Lois de 1978, chapitre 70)**ACTIF ET PASSIF**

au 31 mars 1979

ACTIF

Contributions à recevoir des employeurs	\$ 40 846 925
Contributions à recevoir du Fonds consolidé du revenu	<u>21 221 378</u>
	<u>\$ 62 068 303</u>

PASSIF

Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	<u>\$ 62 068 303</u>
---	----------------------

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

REVENUS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1979

REVENUS DE CONTRIBUTIONS

Employeurs	\$ 482 913 441
Fonds consolidé du revenu	<u>297 282 555</u>
	<u>\$ 780 195 996</u>

DÉPENSES

Transferts à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	<u>\$ 780 195 996</u>
---	-----------------------

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

La Loi modifiant la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec crée au ministère des Finances un fonds spécial appelé "Fonds de l'assurance-maladie", afin de pourvoir au financement du régime de l'assurance-maladie. Ce fonds est alimenté par les contributions des employeurs qu'y verse le ministre du Revenu et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu selon les besoins de la Régie.

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de

l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. Intégration aux états financiers du gouvernement

Les opérations de ce Fonds sont groupées avec celles du Fonds consolidé du revenu aux états financiers du gouvernement du Québec.

FONDS DE L'ASSURANCE-MALADIE**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds de l'assurance-maladie au 31 mars 1979 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1979 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 1.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 28 septembre 1979.

SECTION 1

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital.

Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

SECTION 1

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire	
Revenus	1-4
Dépenses	1-5
Revenus	
Sommaire par ministères et par sources	1-6
Dépenses	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministères	1-8
Sommaire des crédits annuels et permanents, dépenses et variations	1-10
Continuité de la provision pour créances irrécouvrables	1-11
État des crédits dont le droit d'engager a été suspendu par le Conseil du trésor	1-12
Mandat spécial	1-14
Sommaire des dépenses par ministères et par missions	1-15
Sommaire des dépenses par ministères et par missions, domaines et secteurs	1-16
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28
Sommaire des dépenses par ministères et par super-catégories et catégories	1-30
Détail des revenus, des crédits et des dépenses par ministères	
Affaires culturelles	1-32
Affaires intergouvernementales	1-40
Affaires municipales	1-48
Affaires sociales	1-64
Agriculture	1-94
Assemblée nationale	1-110
Communications	1-120
Conseil exécutif	1-132
Conseil du trésor	1-148
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	1-154
Éducation	1-162
Finances	1-184
Fonction publique	1-200
Immigration	1-210
Industrie et Commerce	1-214
Justice	1-228
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-250
Revenu	1-256
Richesses naturelles	1-266
Services de protection de l'environnement	1-280
Terres et Forêts	1-286
Tourisme, Chasse et Pêche	1-298
Transports	1-310
Travail et Main-d'œuvre	1-324
Travaux publics et Approvisionnement	1-338

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

SOMMAIRE

Revenus	+ 11 928 343
Dépenses	- 13 402 830

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES - 1 474 487

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

REVENUS**Impôts sur les revenus et sur les biens**

Impôt sur le revenu des particuliers	4 227 317	
Contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie	482 913	
Impôts des sociétés (1)	624 879	
Droits de successions	24 942	5 360 051

Taxes à la consommation

Ventes au détail	1 366 045	
Carburants	445 937	
Tabacs	135 950	
Repas et hôtellerie	154 275	
Autres (2)	47 419	2 149 626

Droits et permis

Véhicules automobiles	216 232	
Boissons alcooliques	57 084	
Ressources naturelles	89 897	
Pari mutuel	24 928	
Autres	35 800	423 941

Revenus divers

Ventes de biens et services	126 141	
Intérêts	164 452	
Amendes, confiscations et recouvrements	51 171	341 764

Transferts des sociétés d'État

Société des alcools du Québec	215 000	
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec	76 423	
Société des loteries et courses du Québec	8 807	
Hydro-Québec	20 000	320 230

Total des revenus autonomes

8 595 612

Transferts du gouvernement du Canada

Péréquation	1 340 310	
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 201 569	
Contributions aux programmes de bien-être	408 294	
Autres programmes	382 558	3 332 731

Total des revenus11 928 343

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et places d'affaires.

(2) Comprend la taxe sur les télécommunications et sur la publicité électronique.

DÉPENSES

	Dépenses en capital	Dépenses totales y compris dépenses en capital
Affaires culturelles	2 904	68 977
Affaires intergouvernementales	117	36 644
Affaires municipales	168	268 296
Affaires sociales	398	4 301 824
Agriculture	4 889	242 886
Assemblée nationale	695	31 219
Communications	759	95 701
Conseil exécutif	450	88 069
Conseil du trésor	17	3 997
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	77	18 667
Éducation	377	3 744 822
Finances	149	779 005
Fonction publique	50	117 839
Immigration	134	13 620
Industrie et Commerce	3 563	114 090
Justice	6 698	360 506
Régie de l'assurance-maladie du Québec		780 196
Revenu	265	566 543
Richesses naturelles	8 899	56 309
Services de protection de l'environnement	656	27 136
Terres et Forêts	31 854	123 523
Tourisme, Chasse et Pêche	17 862	117 668
Transports	451 883	1 137 380
Travail et Main-d'oeuvre	151	70 491
Travaux publics et Approvisionnement	52 860	215 381
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables		22 041
	<u>585 875</u>	<u>13 402 830</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRES ET PAR SOURCES
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

Détail page	Ministères	Impôts sur les revenus et sur les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	1-32	Affaires culturelles		
2	1-40	Affaires intergouvernementales		
3	1-48	Affaires municipales		
4	1-64	Affaires sociales		128
5	1-94	Agriculture		65
6	1-110	Assemblée nationale		
7	1-120	Communications		258
8	1-132	Conseil exécutif		
9	1-154	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières		6 036
10	1-162	Éducation		112
11	1-184	Finances	482 913	
12	1-200	Fonction publique		
13	1-210	Immigration		
14	1-214	Industrie et Commerce		31 632
15	1-228	Justice		25 985
16	1-256	Revenu	4 877 138	40 670
17	1-266	Richesses naturelles		59 194
18	1-280	Services de protection de l'environnement		
19	1-286	Terres et Forêts		25 163
20	1-298	Tourisme, Chasse et Pêche		6 825
21	1-310	Transports		216 208
22	1-324	Travail et Main-d'œuvre		11 665
23	1-338	Travaux publics et Approvisionnement		
		5 360 051	2 149 626	423 941

Revenus divers	Transferts des sociétés d'État	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total		
				1978-1979	1977-1978	
596		596	943	1 539	348	1
412		412	5 885	6 297	4 952	2
3 803		3 803	27 194	30 997	30 196	3
30 324		30 452	(88)	30 364	60 917	4
3 298		3 363	9 719	13 082	5 128	5
874		874		874	779	6
7 751		8 009		8 009	6 080	7
5 133		5 133	142 747	147 880	129 786	8
2 686		8 722		8 722	6 116	9
4 599		4 711	15 571	20 282	12 441	10
100 989	320 230	904 132	2 989 306	3 893 438	3 651 062	11
1 739		1 739		1 739	2 516	12
13		13	727	740	650	13
1 661		33 293	150	33 443	32 092	14
47 127		73 112	6 374	79 486	70 589	15
69 726		7 137 160		7 137 160	6 706 234	16
3 617		62 811	3 192	66 003	54 782	17
238		238	160	398	494	18
15 012		40 175	449	40 624	38 511	19
16 608		23 433	231	23 664	21 278	20
14 264		230 472	27 587	258 059	213 398	21
2 741		14 406	102 584	116 990	110 495	22
8 553		8 553		8 553	9 431	23
341 764	320 230	8 595 612	3 332 731	11 928 343	11 168 275	

Les notes aux pages 5-7 et 5-8 font partie intégrante des états financiers et explicitent également les modifications apportées aux chiffres de 1978.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRES
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

Détail page	Ministères	Crédits	Crédits supplémentaires et mandat spécial (1)	Virements (2)
1	1-33 Affaires culturelles	64 224	2 707	3 656
2	1-41 Affaires intergouvernementales	35 231	1 439	1 073
3	1-49 Affaires municipales	285 896	7 600	5 511
4	1-66 Affaires sociales	4 400 754	99 982	81 490
5	1-96 Agriculture	255 331	2 000	14 081
6	1-111 Assemblée nationale	30 306	500	1 053
7	1-121 Communications	89 074	3 765	5 319
8	1-133 Conseil exécutif	106 437	12 043	(24 351)
9	1-149 Conseil du trésor	3 951		356
10	1-155 Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	18 272	788	1 517
11	1-163 Éducation	3 694 664	36 000	89 649
12	1-189 Finances	838 593	132 935 (1)	(225 181)
13	1-201 Fonction publique	251 920		10 703
14	1-211 Immigration	14 004		335
15	1-216 Industrie et Commerce	135 002	636	1 786
16	1-230 Justice	355 797	7 400	3 734
17	1-250 Régie de l'assurance-maladie du Québec		776 500	
18	1-258 Revenu	552 472	1 500	3 999
19	1-269 Richesses naturelles	65 513	1 311	1 324
20	1-281 Services de protection de l'environnement	29 678	973	903
21	1-288 Terres et Forêts	121 018	1 500	4 647
22	1-300 Tourisme, Chasse et Pêche	110 294	9 030	6 659
23	1-312 Transports	1 172 538	8 499	8 462
24	1-326 Travail et Main-d'oeuvre	69 780	5 600	(160)
25	1-339 Travaux publics et Approvisionnement	205 881	5 674	3 435
26	1-11 Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables			
27	Perte sur disposition des actions de "Traverse Matane-Godbout Limitée"			
		<u>12 906 630</u>	<u>1 118 382</u>	<u>0</u>
	Moins: Prêts, placements, avances et pensions			
1	Affaires culturelles			
4	1-66 Affaires sociales			1 002
5	1-96 Agriculture			500
8	1-134 Conseil exécutif	900	510	(1 039)
10	1-155 Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			900
11	1-163 Éducation			1 076
13	1-201 Fonction publique	133 330		
15	1-216 Industrie et Commerce	12 400		(400)
19	1-269 Richesses naturelles			426
23	1-312 Transports			375
25	Travaux publics et Approvisionnement			
		<u>146 630</u>	<u>510</u>	<u>2 840</u>
		<u>12 760 000</u>	<u>1 117 872</u>	<u>(2 840)</u>

(1) Y compris \$ 1 805 800 pour un mandat spécial au ministère des Finances.

(2) Autorisés par lois et arrêtés en conseil.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés (3)(4)	Dépassements		Dépenses (5)		
		Crédits permanents	Divers	1978-1979	1977-1978	
70 587	2 102	492		68 977	57 031	1
37 743	1 099			36 644	30 150	2
299 007	31 050	339		268 296	210 629	3
4 582 226	291 011 (4)	11 612		4 302 827	3 810 538	4
271 412	28 584	558		243 386	220 318	5
31 859	672	32		31 219	26 087	6
98 158	2 457			95 701	80 823	7
94 129	9 838	3 923		88 214	87 997	8
4 307	310			3 997	3 104	9
20 577	1 062			19 515	14 938	10
3 820 313	82 909	8 490		3 745 894	3 527 553	11
746 347	13 799	46 457		779 005	633 050	12
262 623	13 408	11 367		260 582	213 784	13
14 339	719			13 620	11 358	14
137 424	16 167	124		121 381	108 843	15
366 931	10 855	4 430		360 506	321 412	16
776 500	1 546 (3)		5 242 (3)	780 196	705 176	17
557 971	4 868	13 440		566 543	481 170	18
68 148	11 518			56 630	49 504	19
31 554	4 418			27 136	19 587	20
127 165	3 714	71		123 522	98 965	21
125 983	8 393	78		117 668	115 647	22
1 189 499	54 208	2 460		1 137 751	1 060 529	23
75 220	4 746	17		70 491	61 735	24
214 990	1 798	2 189		215 381	182 821	25
			22 041	22 041	38 934	26
					2 567(6)27	
<u>14 025 012</u>	<u>601 251 (3)(4)</u>	<u>106 079</u>	<u>27 283</u>	<u>13 557 123</u>	<u>12 174 250</u>	
1 002				1 002	80	1
500				500	230	4
371	226			145	1 336	5
900	52			848		8
1 076	4			1 072		10
133 330	33	9 447		142 744	115 778	11
12 000	4 709			7 291	3 066	13
426	106			320	469	15
375	4			371		19
					885	23
<u>149 980</u>	<u>5 134</u>	<u>9 447</u>		<u>154 293</u>	<u>121 844</u>	25
<u>13 875 032</u>	<u>596 117 (3)(4)</u>	<u>96 632</u>	<u>27 283</u>	<u>13 402 830</u>	<u>12 052 406</u>	

(3) Crédits non utilisés: Fonds de l'assurance-maladie, \$ 1 546 232.
Dépassements: Fonds de l'assurance-maladie, \$ 5 242 228.

(4) Les crédits non utilisés se trouvent majorés de \$ 194 657 002 en raison de la Loi modifiant la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, (1978, c. 70). C'est dire que, pour fins de comparaison avec les autres années, il faut considérer \$ 401 459 563 de crédits non utilisés.

(5) Pour fins de comparaison, les chiffres de 1977-1978 ont été modifiés. Voir notes complémentaires aux états financiers page 5-7 et 5-8.

(6) Voir comptes publics 1977-1978, page 6-24.

SOMMAIRE DES CRÉDITS ANNUELS ET PERMANENTS, DÉPENSES ET VARIATIONS
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

	Crédits annuels	Crédits permanents	Fonds d'assurance- maladie	Total
Crédits initiaux	10 598 495	2 308 135		12 906 630
Crédits supplémentaires	278 576 (1)	63 306	776 500	1 118 382
	<u>10 877 071</u>	<u>2 371 441</u>	<u>776 500</u>	<u>14 025 012</u>
Dépenses	10 320 255	2 302 379	780 196	13 402 830
Placements, prêts, avances et pensions	11 549	142 744		154 293
	<u>10 331 804</u>	<u>2 445 123</u>	<u>780 196</u>	<u>13 557 123</u>
Variations	<u>545 267</u>	<u>(73 682)</u>	<u>(3 696)</u>	<u>467 889 (2)</u>
Crédits non utilisés	567 308	32 397	1 546	601 251 (2)
Dépassements	22 041	106 079	5 242	133 362 (3)
	<u>545 267</u>	<u>(73 682)</u>	<u>(3 696)</u>	<u>467 889</u>

(1) Y compris un mandat spécial de \$ 1 805 800 au ministère des Finances.

(2) Dont \$ 5 298 470 pour les prêts et avances et \$ 9 447 402 pour les pensions.

(3) Y compris \$ 22 041 000 "montant porté à la provision pour créances irrécouvrables" non imputé sur les crédits autorisés.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

	Solde au 1er avril 1978	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1979	Montant porté à la dépense
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Affaires sociales	29 178	483	28 695	36 820	8 125
Agriculture	107		107	93	(14)
Revenu	129 978	738	129 240	140 821	11 581
Richesses naturelles	200	7	193	86	(107)
Terres et Forêts	160	36	124	91	(33)
Tourisme, Chasse et Pêche	162	5	157	81	(76)
Transports	920	3	917	1 008	91
Travail et Main-d'oeuvre	215	12	203	436	233
Travaux publics et Approvisionnement	69	3	66	115	49
Autres (1)	55	17	38	59	21
	<u>161 044</u>	<u>1 304</u>	<u>159 740</u>	<u>179 610</u>	<u>19 870</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Entreprises du Gouvernement (2)					
Société d'aménagement de l'Outaouais	<u>2 528</u>		<u>2 528</u>	<u>4 488</u>	<u>1 960</u>
Particuliers, sociétés et autres					
Particuliers					
Étudiants	4 011	193	3 818	3 547	(271)
Pêcheurs	750		750	724	(26)
Sociétés et autres					
Coopératives	294		294	309	15
Pêcheurs	440		440	319	(121)
Corporations agricoles	212		212	826	614
	<u>5 707</u>	<u>193</u>	<u>5 514</u>	<u>5 725</u>	<u>211</u>
Total	<u>169 279</u>	<u>1 497</u>	<u>167 782</u>	<u>189 823</u>	<u>22 041</u>

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à \$ 100 000 au début et en fin de période.

(2) Certaines entreprises auxquelles le Gouvernement a consenti des prêts et avances au 31 mars 1979, bien qu'ayant un déficit accumulé, n'ont pas fait l'objet d'une provision pour les raisons suivantes:

ENTREPRISES	PRÊTS ET AVANCES 1979-03-31	DÉFICIT ACCUMULÉ		RAISONS
		Montant	Date	
Office des autoroutes du Québec	\$ 301 586 981	\$ 88 284 596	1978-12-31	Surplus d'apport \$ 182 446 620.
Sidbec	52 100 000	135 866 000	1978-12-31	Surplus d'apport \$ 51 797 000. Le déficit est couvert par \$ 343 600 000 de capital-actions détenu par le Gouvernement.
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	43 361 104	8 874 966	1979-03-31	Surplus d'apport \$ 4 926 567. Le déficit est couvert par \$ 35 250 100 de capital-actions détenu par le Gouvernement.
Société générale de financement du Québec	15 000 000	5 453 000	1978-12-31	Surplus d'apport \$ 2 905 000. Le déficit est couvert par \$ 93 933 500 de capital-actions détenu par le Gouvernement.
Société de développement immobilier du Québec	74 666 100	15 132 613	1979-03-31	Compte tenu de la valeur estimative de réalisation de la quote-part du Gouvernement dans Place Desjardins Inc., soit 49% de la méthode accélérée utilisée pour l'amortissement des immobilisations et de la perspective encourageante du résultat des opérations à court et à moyen terme.

**ÉTAT DES CRÉDITS DONT LE DROIT D'ENGAGER A ÉTÉ SUSPENDU PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
au cours de l'année financière 1978-1979**

1970, c. 17, a. 46 et modifications

(\$ MILLIERS)

Prog. nos	Ministères et programmes	Montants
	Affaires culturelles	
1	Livres et autres imprimés	120
2	Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	170
5	Arts d'interprétation	130
		<u>420</u>
	Affaires intergouvernementales	
4	Gestion interne et soutien	31
	Affaires municipales	
4	Gestion interne et soutien	145
6	Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égoûts	0
		<u>145</u>
	Affaires sociales	
5	Services communautaires	210
9	Hébergement	58
10	Équipement des services sociaux	500
		<u>768</u>
	Agriculture	
5	Commercialisation agricole	1 140
	Communications	
1	Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	100
5	Bureau central de l'informatique	35
		<u>135</u>
	Conseil du trésor	
1	Gestion budgétaire et politique administrative	2
	Conseil exécutif	
3	Organismes-conseils auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	20
	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	
4	Gestion interne et soutien	33
	Éducation	
2	Administration des réseaux	201
4	Enseignement primaire et secondaire public	43 000
12	Organisation et réglementation des professions	4
		<u>43 205</u>
	Immigration	
1	Immigration	23

Prog. nos	Ministères et programmes	Montants
	Industrie et Commerce	
3	Orientation et développement de l'industrie secondaire	40
8	Développement des pêches maritimes	60
		<u>100</u>
	Justice	
1	Fonctionnement du système judiciaire	225
	Revenu	
1	Administration fiscale	75
	Richesses naturelles	
1	Recherche géologique et minérale	141
5	Amélioration et contrôle de la ressource eau et de ses usages	60
6	Études et recherches concernant les hydrocarbures et l'électricité	92
		<u>293</u>
	Services de protection de l'environnement	
2	Aide à la gestion de l'eau	722
	Terres et Forêts	
2	Amélioration de la forêt	90
3	Protection de la forêt	125
7	Gestion des terres publiques	45
		<u>260</u>
	Tourisme, Chasse et Pêche	
5	Implantation des équipements de tourisme, de loisirs et de services	338
7	Gestion interne et soutien	550
		<u>888</u>
	Transports	
3	Construction du réseau routier	4
6	Commission des transports du Québec	250
		<u>254</u>
	Travail et Main-d'œuvre	
3	Gestion interne et soutien	100
	Total	<u><u>48 839</u></u>

MANDAT SPÉCIAL ÉMIS SUR L'ORDRE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Finances		
Prog. 5 — Gestion interne et soutien (A.C. 2368-78)	<u>1 806</u>	<u>1 681</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

Ministères	Mission économique	Mission éducative et culturelle	Mission sociale	Mission gouvernementale et administrative	Total
Affaires culturelles		68 977			68 977
Affaires intergouvernementales				36 644	36 644
Affaires municipales	35 306		88 948	144 042	268 296
Affaires sociales			4 301 824		4 301 824
Agriculture	242 886				242 886
Assemblée nationale				31 219	31 219
Communications	4 753	29 412		61 536	95 701
Conseil exécutif		10 682		77 387	88 069
Conseil du trésor				3 997	3 997
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	9 234			9 433	18 667
Éducation	69 299	3 673 868		1 655	3 744 822
Finances				801 046	801 046
Fonction publique				117 839	117 839
Immigration	13 620				13 620
Industrie et Commerce	108 774			5 316	114 090
Justice			41 220	319 286	360 506
Régie de l'assurance-maladie du Québec			780 196		780 196
Revenu	1 650		1 993	562 900	566 543
Richesses naturelles	56 309				56 309
Services de protection de l'environnement	21 295		5 841		27 136
Terres et Forêts	104 532			18 991	123 523
Tourisme, Chasse et Pêche	45 885	71 783			117 668
Transports	937 281	189 749		10 350	1 137 380
Travail et Main-d'oeuvre	49 955			20 536	70 491
Travaux publics et Approvisionnement				215 381	215 381
	1 700 779	4 044 471	5 220 022	2 437 558	13 402 830

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

	Affaires municipales	Agriculture	Communi- cations
Mission économique			
I—RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIES PRIMAIRES			
1 Agriculture		242 886	
2 Forêts			
3 Mines			
4 Eau	35 306		
5 Énergie			
6 Pêches maritimes			
7 Faune			
	<u>35 306</u>	<u>242 886</u>	
II—INDUSTRIES SECONDAIRES			
1 Industries secondaires			
III—SERVICES			
1 Commerce			
2 Tourisme			
3 Marché financier			
4 Communications			4 753
			<u>4 753</u>
IV—RESSOURCES HUMAINES			
1 Immigration			
2 Relations et conditions de travail			
3 Main-d'oeuvre et emploi			
V—TRANSPORTS			
1 Transports terrestres			
2 Transports maritime et aérien			
	<u>35 306</u>	<u>242 886</u>	<u>4 753</u>

Consomma- teurs, Coo- pératives et Institutions financières	Éducation	Immigration	Industrie et Commerce	Revenu	Richesses naturelles	
				1 650		1
					28 451	2
					18 494	3
					9 364	4
			15 180			5
						6
			<u>15 180</u>	<u>1 650</u>	<u>56 309</u>	7
			<u>92 650</u>			1
			<u>92 650</u>			
			944			1
9 234						2
<u>9 234</u>			<u>944</u>			3
						4
		13 620				1
	69 299					2
	<u>69 299</u>	<u>13 620</u>				3
						1
						2
<u><u>9 234</u></u>	<u><u>69 299</u></u>	<u><u>13 620</u></u>	<u><u>108 774</u></u>	<u><u>1 650</u></u>	<u><u>56 309</u></u>	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
Année financière terminée le 31 mars 1979 (suite)

(\$ MILLIERS)

	Services de protection de l'envi- ronnement	Terres et Forêts
Mission économique (suite)		
I—RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIES PRIMAIRES		
1 Agriculture		
2 Forêts		104 532
3 Mines		
4 Eau	21 295	
5 Énergie		
6 Pêches maritimes		
7 Faune		
	<u>21 295</u>	<u>104 532</u>
II—INDUSTRIES SECONDAIRES		
1 Industries secondaires		
III—SERVICES		
1 Commerce		
2 Tourisme		
3 Marché financier		
4 Communications		
IV—RESSOURCES HUMAINES		
1 Immigration		
2 Relations et conditions de travail		
3 Main-d'oeuvre et emploi		
V—TRANSPORTS		
1 Transports terrestres		
2 Transports maritime et aérien		
	<u><u>21 295</u></u>	<u><u>104 532</u></u>

Tourisme, Chasse et Pêche	Transports	Travail et Main- d'oeuvre	Total	
			244 536	1
			104 532	2
			28 451	3
			75 095	4
			9 364	5
			15 180	6
<u>27 520</u>			<u>27 520</u>	7
<u>27 520</u>			<u>504 678</u>	
			<u>92 650</u>	1
			<u>92 650</u>	
18 365			944	1
			18 365	2
			9 234	3
			4 753	4
<u>18 365</u>			<u>33 296</u>	
		12 968	13 620	1
		<u>36 987</u>	12 968	2
			<u>106 286</u>	3
		<u>49 955</u>	<u>132 874</u>	
	922 628		922 628	1
	<u>14 653</u>		<u>14 653</u>	2
	<u>937 281</u>		<u>937 281</u>	
<u><u>45 885</u></u>	<u><u>937 281</u></u>	<u><u>49 955</u></u>	<u><u>1 700 779</u></u>	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
Année financière terminée le 31 mars 1979 (suite)

(\$ MILLIERS)

	Affaires culturelles	Communications	Conseil exécutif
Mission éducative et culturelle			
I—ÉDUCATION			
1 Enseignement			
2 Administration et services		22 626	
		<u>22 626</u>	
II—CULTURE			
1 Arts	31 383	6 786	
2 Lettres et biens culturels	37 594		10 682
	<u>68 977</u>	<u>6 786</u>	<u>10 682</u>
III—LOISIRS ET SPORTS			
1 Sports et jeunesse			
2 Loisirs et récréation de plein air			
	<u>68 977</u>	<u>29 412</u>	<u>10 682</u>

Éducation	Tourisme, Chasse et Pêche	Transports	Total	
3 461 742 155 453		189 749	3 461 742 367 828	1 2
<u>3 617 195</u>		<u>189 749</u>	<u>3 829 570</u>	
			38 169 48 276	1 2
			<u>86 445</u>	
19 944 36 729	<u>71 783</u>		19 944 108 512	1 2
<u>56 673</u>	<u>71 783</u>		<u>128 456</u>	
<u>3 673 868</u>	<u>71 783</u>	<u>189 749</u>	<u>4 044 471</u>	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
Année financière terminée le 31 mars 1979 (suite)

(\$ MILLIERS)

	Affaires municipales	Affaires sociales	Justice
Mission sociale			
I—SÉCURITÉ DU REVENU			
1 Régimes de compensation du revenu		1 045 309	
2 Régimes de protection du revenu			
		<u>1 045 309</u>	
II—SANTÉ ET ADAPTATION SOCIALE			
1 Prévention et amélioration		145 579	
2 Recouvrement de la santé		2 225 639	
3 Réadaptation sociale		808 847	41 220
4 Administration et services		76 450	
		<u>3 256 515</u>	<u>41 220</u>
III—HABITATION			
1 Habitation	<u>88 948</u>		
	<u>88 948</u>	<u>4 301 824</u>	<u>41 220</u>

Régie de l'assurance- maladie du Québec	Revenu	Services de protection de l'envi- ronnement	Total	
			1 045 309	1
	<u>1 993</u>		<u>1 993</u>	2
	<u>1 993</u>		<u>1 047 302</u>	
780 196		5 841	151 420	1
			3 005 835	2
			850 067	3
			<u>76 450</u>	4
<u>780 196</u>		<u>5 841</u>	<u>4 083 772</u>	
			<u>88 948</u>	1
<u>780 196</u>	<u>1 993</u>	<u>5 841</u>	<u>5 220 022</u>	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
Année financière terminée le 31 mars 1979 (suite)

(\$ MILLIERS)

	Affaires intergouver- nementales	Affaires municipales	Assemblée nationale
Mission gouvernementale et administrative			
I—INSTITUTIONS POLITIQUES			
1 Assemblée nationale			30 382
2 Direction du gouvernement			837
3 Institutions judiciaires			
4 Gestion municipale		135 081	
		<u>135 081</u>	
			<u>31 219</u>
II—GESTION ADMINISTRATIVE CENTRALE			
1 Administration du personnel			
2 Administration financière			
3 Services de soutien			
4 Statistiques, planification et coordination		4 000	
		<u>4 000</u>	
III—RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES			
1 Relations intergouvernementales	36 644		
	<u>36 644</u>		
IV—PROTECTION DE LA PERSONNE ET DE LA PROPRIÉTÉ			
1 Gestion juridique du cadre socio-économique			
2 Contentieux			
3 Sécurité publique		4 961	
4 Institutions pénales			
		<u>4 961</u>	
	<u>36 644</u>	<u>144 042</u>	<u>31 219</u>

Communi- cations	Conseil exécutif	Conseil du trésor	Consomma- teurs, Co- opératives et Institutions financières	Éducation	Finances	Fonction publique	
	56 425						1 2 3 4
	<u>56 425</u>						
61 536	19 839	3 997			798 965	117 839	1 2 3 4
<u>61 536</u>	<u>19 839</u>	<u>3 997</u>			<u>798 965</u>	<u>117 839</u>	
							1
	1 123		9 433	1 655	2 081		1 2 3 4
	<u>1 123</u>		<u>9 433</u>	<u>1 655</u>	<u>2 081</u>		
<u>61 536</u>	<u>77 387</u>	<u>3 997</u>	<u>9 433</u>	<u>1 655</u>	<u>801 046</u>	<u>117 839</u>	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
Année financière terminée le 31 mars 1979 (suite)

(\$ MILLIERS)

	Industrie et Commerce	Justice	Revenu
Mission gouvernementale et administrative (suite)			
I—INSTITUTIONS POLITIQUES			
1 Assemblée nationale			
2 Direction du gouvernement			
3 Institutions judiciaires		80 165	
4 Gestion municipale			447 447
		<u>80 165</u>	<u>447 447</u>
II—GESTION ADMINISTRATIVE CENTRALE			
1 Administration du personnel			114 882
2 Administration financière			
3 Services de soutien	678	10 530	
4 Statistiques, planification et coordination	4 638		
	<u>5 316</u>	<u>10 530</u>	<u>114 882</u>
III—RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES			
1 Relations intergouvernementales			
IV—PROTECTION DE LA PERSONNE ET DE LA PROPRIÉTÉ			
1 Gestion juridique du cadre socio-économique		13 971	571
2 Contentieux		9 875	
3 Sécurité publique		151 979	
4 Institutions pénales		52 766	
		<u>228 591</u>	<u>571</u>
	<u>5 316</u>	<u>319 286</u>	<u>562 900</u>

Terres et Forêts	Transports	Travail et Main- d'oeuvre	Travaux publics et Approvi- sionnement	Total	
				30 382	1
				57 262	2
				80 165	3
				<u>582 528</u>	4
				<u>750 337</u>	
				117 839	1
				917 844	2
			215 381	298 475	3
				39 284	4
<u>10 807</u>	<u>10 350</u>		<u>215 381</u>	<u>1 373 442</u>	
<u>10 807</u>	<u>10 350</u>		<u>215 381</u>		
				<u>36 644</u>	1
				<u>36 644</u>	
				38 409	1
		1 391		9 875	2
		19 145		176 085	3
				<u>52 766</u>	4
<u>8 184</u>		<u>20 536</u>		<u>277 135</u>	
<u>8 184</u>		<u>20 536</u>			
<u>18 991</u>	<u>10 350</u>	<u>20 536</u>	<u>215 381</u>	<u>2 437 558</u>	

LISTES ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet	Titre abrégé
1—Traitements, salaires et allocations	Traitements
2—Autres rémunérations	Autres rémunérations
3—Services de transport et de communication	Communications
4—Services professionnels, administratifs et autres	Services
5—Entretien et réparations	Entretien
6—Loyers	Loyers
7—Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8—Matériel et équipement	Équipement
9—Terrains, immeubles et travaux de génie	Immobilisations
10—Dépenses de transfert	Transfert
11—Autres dépenses	Autres dépenses
12—Service de la dette	Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

1—Traitements, salaires et allocations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

2—Autres rémunérations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés à temps partiel tels les étudiants, les occasionnels, les saisonniers et les surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

3—Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4—Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5—Entretien et réparations

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en

vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6—Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7—Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8—Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9—Terrains, immeubles et travaux de génie

Cette catégorie comprend l'achat de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

10—Dépenses de transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

11—Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12—Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet	Titre abrégé
Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Dépenses de transfert	Fonctionnement Capital Transfert

DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Dépenses de fonctionnement

Cette super-catégorie regroupe les catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 11. À l'exception de la catégorie 12 "Service de la dette", elle représente les dépenses courantes en biens et services du Gouvernement.

Dépenses en capital

Cette super-catégorie couvre principalement les catégories 8 et 9. Elle inclut également les catégories 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 11 pour les travaux de construction exécutés en régie.

Dépenses de transfert

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'État, ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

PENSIONS

Ce compte regroupe le paiement des prestations de retraite.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

Super-catégories Ministère		Fonctionnement et Capital					
		Traitements	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1	Affaires culturelles	18 039	2 383	1 802	3 757	734	360
2	Affaires intergouvernementales	11 618	412	5 298	8 367 ⁴¹²	68	467
3	Affaires municipales	21 026	1 046	1 747	2 680	16	299
4	Affaires sociales	64 380	1 699	4 789	12 857	262	1 875
5	Agriculture	61 219	8 723	7 210	6 015	8 242	2 026
6	Assemblée nationale	20 484	3 422	2 441	1 276 ¹⁷³	20	1 468
7	Communications	23 375	854	33 079	5 815	1 150	2 968
8	Conseil exécutif	19 530	3 272	3 424	5 142	117	689
9	Conseil du trésor	3 666	29	76	112		49
10	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	12 241	636	870	2 964	11	205
11	Éducation	49 867	4 869	5 365	15 050	343	3 233
12	Finances	21 235	810	361	4 998	17	479
13	Fonction publique	108 521	7 136	573	490	10	447
14	Immigration	8 390	1 605	386	1 514	5	106
15	Industrie et Commerce	25 549	2 377	3 001	3 875	397	429
16	Justice	256 925	10 113	10 426	13 042 ²⁶⁷	2 938	5 355
17	Régie de l'assurance-maladie du Québec						
18	Revenu	65 624	9 465	5 980	16 808	102	2 518
19	Richesses naturelles	22 461	3 346	2 662	6 956	876	782
20	Services de protection de l'environnement	11 564	539	107	353		3 299
21	Terres et Forêts	34 998	844	1 136	2 540	393	227
22	Tourisme, Chasse et Pêche	46 396	13 099	3 552	28 875	740	1 868
23	Transports	123 403	3 077	475	1 765		10 389
24	Travail et Main-d'oeuvre	41 295	16 867	5 669	4 776	2 803	1 165
25	Travaux publics et Approvisionnement	40 311	3 815	69	919		641
26	Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	40 323	37 287	7 183	10 931	59 638	21 049
		41 295	13 681	4 625	27 324		12 679
		40 323	1 801	4 105	1 828	18	414
		40 311	3 665	11 452	9 034	22 299	60 133
			168	47	4 176		1
		1 111 145	135 760	122 587	169 702	101 199	108 611
		41 295	21 280	5 323	35 389		27 009
		1 152 440	157 040	127 910	205 091	101 199	135 620

F—Super-catégorie: Fonctionnement.

C—Super-catégorie: Capital.

		Fonctionnement et Capital					Total des super-catégories				
		Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	Service de la dette	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total	
1	F	1 067			789		28 931		37 142	66 073	1
	C		440	2 047	5			2 904		2 904	
2	F	850			86		27 166		9 361	36 527	2
	C		117					117		117	
3	F	584			3 238		30 636		237 492	268 128	3
	C		127	41				168		168	
4	F	2 436			212		88 510		4 212 916	4 301 426	4
	C		398					398		398	
5	F	4 986			36		98 457		139 540	237 997	5
	C	1	1 615	3 100				4 889		4 889	
6	F	1 394			19		30 524			30 524	6
	C		695					695		695	
7	F	3 485			28		70 754		24 188	94 942	7
	C		758	1				759		759	
8	F	965			10 708		43 847		43 772	87 619	8
	C		450					450		450	
9	F	47			1		3 980			3 980	9
	C		17					17		17	
10	F	311			15		17 253		1 337	18 590	10
	C		77					77		77	
11	F	2 601			175		81 503		3 662 942	3 744 445	11
	C		377					377		377	
12	F	382			639	749 935	778 856			778 856	12
	C		149					149		149	
13	F	501			111		117 789			117 789	13
	C		50					50		50	
14	F	464			48		12 518		968	13 486	14
	C		134					134		134	
15	F	1 483			3 083		40 194		70 333	110 527	15
	C		482	2 799	15			3 563		3 563	
16	F	15 161			999		314 959		38 849	353 808	16
	C		6 698					6 698		6 698	
17	F								780 196	780 196	17
	C										
18	F	4 410			10 281		115 188		451 090	566 278	18
	C		265					265		265	
19	F	1 775			31		38 889		8 521	47 410	19
	C	251	1 415	2 932	3			8 899		8 899	
20	F	1 118			40		17 862		8 618	26 480	20
	C		527	129				656		656	
21	F	7 115			157		90 404		1 265	91 669	21
	C	1 708	2 739	11 701				31 854		31 854	
22	F	12 438			630		90 744		9 062	99 806	22
	C	1 342	3 517	7 218	341			17 862		17 862	
23	F	76 127			181		335 799		349 698	685 497	23
	C	18 969	10 267	312 554	10 489			451 883		451 883	
24	F	766			145		49 400		20 940	70 340	24
	C		151					151		151	
25	F	15 548			74		162 516		5	162 521	25
	C	2 590	6 726	39 079	73			52 860		52 860	
26	F				22 041		22 041			22 041	26
	C										
	F	156 014			53 767	749 935	2 708 720		10 108 235	12 816 955	
	C	24 861	38 191	381 601	10 926			585 875		585 875	
		180 875	38 191	381 601	64 693	749 935	2 708 720	585 875	10 108 235	13 402 830	

AFFAIRES CULTURELLES

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 27 857	\$ 28 521
Matériel et fournitures	505	
Photocopies de documents	33 850	26 487
Véhicules usagés		505
Location de terrains et bâtisses	254 478	226 120
Location d'espaces de stationnement	4 290	3 934
Location d'espaces pour cabines téléphoniques	84	91
Assurance-édition	140	140
Spectacles	1 119	4 839
Cours	840	
	<u>323 163</u>	<u>290 637</u>
Intérêts		
Gain sur fluctuation de change	<u>226</u>	
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	227 169	70
Dépenses sous forme d'indemnités	8 956	4 226
Autres dépenses	36 220	52 710
	<u>272 345</u>	<u>57 006</u>
Revenus autonomes	<u>595 734</u>	<u>347 643</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide aux musées associés	443 000	
Restauration — Île-Perrot	500 000	
	<u>943 000</u>	
	<u>\$ 1 538 734</u>	<u>\$ 347 643</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Lettres et biens culturels			
1—Livres et autres imprimés	\$ 13 725 100	\$ 13 449 222	\$ 11 587 608
2—Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	17 960 600	17 349 379	13 863 160
3—Gestion interne et soutien	6 944 236	6 795 420	3 828 720
Secteur: Arts			
4—Arts plastiques	10 456 000	10 189 189	8 732 988
5—Arts d'interprétation	21 501 300	21 193 284	19 018 147
	<u>\$ 70 587 236</u>	<u>\$ 68 976 494</u>	<u>\$ 57 030 623</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 68 587 236	\$ 66 484 987	
Crédits permanents	2 000 000	2 491 507	
	<u>70 587 236</u>	<u>68 976 494</u>	
Crédits non utilisés			
Votés	(2 102 249)		
Dépassements aux crédits permanents	491 507		
	<u>\$ 68 976 494</u>	<u>\$ 68 976 494</u>	

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

LIVRES ET AUTRES IMPRIMÉS	Ce programme vise à favoriser l'essor de la littérature et à en faciliter l'accès à la population.			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Aide à la publication et à la vente du livre	Développement d'un réseau de bibliothèques publiques	Bibliothèque nationale	Total
Crédits	\$ 2 028 500	\$ 8 515 600	\$ 2 898 400	\$ 13 442 500
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	9 500	8 300	119 900	137 700
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		129 000		129 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre			15 900	15 900
Autres	(22 000)	22 000		
Crédits autorisés	<u>2 016 000</u>	<u>8 674 900</u>	<u>3 034 200</u>	<u>13 725 100</u>
Dépenses	<u>1 925 809</u>	<u>8 535 015</u>	<u>2 988 398</u>	<u>13 449 222</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 90 191</u>	<u>\$ 139 885</u>	<u>\$ 45 802</u>	<u>\$ 275 878</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 338 823	\$ 286 847	\$ 2 272 933	\$ 2 898 603
2—Autres rémunérations			100 143	100 143
3—Communications	42 032	17 689	77 391	137 112
4—Services	36 866	12 884	232 465	282 215
5—Entretien		86	7 352	7 438
6—Loyers	196	100	23 912	24 208
7—Fournitures	14 482	7 555	207 655	229 692
11—Autres dépenses	1 151		61 786	62 937
	<u>433 550</u>	<u>325 161</u>	<u>2 983 637</u>	<u>3 742 348</u>
Capital				
8—Équipement	1 959	854	4 761	7 574
Transfert				
10—Transfert	1 490 300	8 209 000		9 699 300
	<u>\$ 1 925 809</u>	<u>\$ 8 535 015</u>	<u>\$ 2 988 398</u>	<u>\$ 13 449 222</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR
DES BIENS CULTURELS**

Ce programme vise la conservation et la mise en valeur des objets, oeuvres d'art, documents, meubles ou immeubles présentant un intérêt historique, esthétique ou pittoresque pour le Québec.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Conservation et utilisation des archives	Conservation des sites et des biens historiques et archéologiques	Commission des biens culturels	Total
Crédits	\$ 1 614 300	\$ 15 297 300	\$ 190 400	\$ 17 102 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	99 200	150 000		249 200
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	45 000	104 100	51 000	200 100
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		235 000		235 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	87 200	32 800	2 100	122 100
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement		52 200		52 200
Crédits autorisés	<u>1 845 700</u>	<u>15 871 400</u>	<u>243 500</u>	<u>17 960 600</u>
Dépenses	<u>1 830 960</u>	<u>15 285 513</u>	<u>232 906</u>	<u>17 349 379</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 14 740</u>	<u>\$ 585 887</u>	<u>\$ 10 594</u>	<u>\$ 611 221</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 189 920	\$ 2 873 690	\$ 163 063	\$ 4 226 673
2—Autres rémunérations	161 916	590 838	8 624	761 378
3—Communications	81 621	308 357	20 256	410 234
4—Services	99 089	2 199 933	38 333	2 337 355
5—Entretien	878	550 639		551 517
6—Loyers	30 359	73 921	1 006	105 286
7—Fournitures	100 926	248 252	1 624	350 802
11—Autres dépenses	13 172	8 162		21 334
	<u>1 677 881</u>	<u>6 853 792</u>	<u>232 906</u>	<u>8 764 579</u>
Capital				
4—Services		412 472		412 472
8—Équipement	48 086	55 896		103 982
9—Immobilisations		2 046 548		2 046 548
11—Autres dépenses		4 977		4 977
	<u>48 086</u>	<u>2 519 893</u>		<u>2 567 979</u>
Transfert				
10—Transfert	104 993	5 911 828		6 016 821
	<u>\$ 1 830 960</u>	<u>\$ 15 285 513</u>	<u>\$ 232 906</u>	<u>\$ 17 349 379</u>

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Direction et soutien administratif	Bureaux régionaux	
Crédits	\$ 3 349 800	\$ 2 038 400	\$ 5 388 200
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	150 000		150 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	108 300	28 100	136 400
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	15 000	178 036	193 036
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre	3 400	45 200	48 600
Du ministère de l'Industrie et Commerce	1 028 000		1 028 000
Autres	50 000	(50 000)	
Crédits autorisés	4 704 500	2 239 736	6 944 236
Dépenses	4 598 228	2 197 192	6 795 420
Crédits non utilisés	\$ 106 272	\$ 42 544	\$ 148 816

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 439 828	\$ 731 297	\$ 3 171 125
2—Autres rémunérations	127 474	159 114	286 588
3—Communications	334 786	117 815	452 601
4—Services	157 935	20 697	178 632
5—Entretien	7 792	679	8 471
6—Loyers	86 079	19 144	105 223
7—Fournitures	94 902	12 743	107 645
11—Autres dépenses	36 824	2 328	39 152
	3 285 620	1 063 817	4 349 437
Capital			
8—Équipement	20 136	5 422	25 558
Transfert			
10—Transfert	1 292 472	1 127 953	2 420 425
	\$ 4 598 228	\$ 2 197 192	\$ 6 795 420

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

ARTS PLASTIQUES**Ce programme vise à développer les arts plastiques et à en favoriser l'accès au public.**

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Incitation à la création et à la recherche	Élément 2 Conservation et diffusion des arts plastiques	Total
Crédits	\$ 329 600	\$ 8 037 400	\$ 8 367 000
Additions et modifications:			
Virements			
Crédits supplémentaires		1 427 800	1 427 800
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	5 500	568 100	573 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		85 000	85 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		2 600	2 600
Crédits autorisés	335 100	10 120 900	10 456 000
Dépenses	323 826	9 865 363	10 189 189
Crédits non utilisés	<u>\$ 11 274</u>	<u>\$ 255 537</u>	<u>\$ 266 811</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 260 092	\$1 272 814	\$ 1 532 906
2—Autres rémunérations		385 761	385 761
3—Communications	17 609	398 096	415 705
4—Services	15 420	624 958	640 378
5—Entretien	145	30 860	31 005
6—Loyers	139	26 008	26 147
7—Fournitures	1 519	237 973	239 492
11—Autres dépenses	879	653 690	654 569
	<u>295 803</u>	<u>3 630 160</u>	<u>3 925 963</u>
Capital			
8—Équipement	623	57 654	58 277
Transfert			
10—Transfert	27 400	6 177 549	6 204 949
	<u>\$ 323 826</u>	<u>\$ 9 865 363</u>	<u>\$ 10 189 189</u>

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

ARTS D'INTERPRÉTATION

Ce programme vise à favoriser l'accès du public aux arts d'interprétation par la formation d'artistes de la scène et par l'aide à la production.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Enseignement des arts d'interprétation	Soutien aux arts d'interprétation	Total
Crédits	\$ 7 673 800	\$ 12 250 700	\$ 19 924 500
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	587 200	293 200	880 400
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	181 300	14 500	195 800
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		500 000	500 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre		7 000	7 000
Au ministère des Transports	(8 200)		(8 200)
Du ministère des Affaires intergouvernementales		1 800	1 800
* Crédits autorisés	8 434 100	13 067 200	21 501 300
* Dépenses	8 259 164	12 934 120	21 193 284
Crédits non utilisés	\$ 174 936	\$ 624 587	\$ 799 523
Dépassements aux crédits permanents		\$ (491 507)	(491 507)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 5 493 131	\$ 716 461	\$ 6 209 592
2—Autres rémunérations	832 256	16 899	849 155
3—Communications	303 642	82 492	386 134
4—Services	198 975	119 724	318 699
5—Entretien	52 064	83 127	135 191
6—Loyers	54 418	44 264	98 682
7—Fournitures	119 781	19 853	139 634
11—Autres dépenses	10 444	758	11 202
	<u>7 064 711</u>	<u>1 083 578</u>	<u>8 148 289</u>
Capital			
8—Équipement	<u>239 559</u>	<u>4 745</u>	<u>244 304</u>
Transfert			
10—Transfert Permanents	<u>954 894</u>	<u>9 354 290</u>	<u>10 309 184</u>
		<u>2 491 507</u>	<u>2 491 507</u>
	<u>954 894</u>	<u>11 845 797</u>	<u>12 800 691</u>
	<u>\$ 8 259 164</u>	<u>\$ 12 934 120</u>	<u>\$ 21 193 284</u>

* Y compris à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 2 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 491 507 pour l'exécution de la Loi de la Place des Arts, 1964, c. 19 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 18 038 899			\$ 18 038 899
2—Autres rémunérations	2 383 025			2 383 025
3—Communications	1 801 786			1 801 786
4—Services	3 757 279	\$ 412 472		4 169 751
5—Entretien	733 622			733 622
6—Loyers	359 546			359 546
7—Fournitures	1 067 265			1 067 265
8—Équipement		439 695		439 695
9—Immobilisations		2 046 548		2 046 548
10—Transfert			\$ 37 142 186	37 142 186
11—Autres dépenses	789 194	4 977		794 171
	<u>\$ 28 930 616</u>	<u>\$ 2 903 692</u>	<u>\$ 37 142 186</u>	<u>\$ 68 976 494</u>

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	\$ 24 729	\$ 5 149
Location de services de personnel	101 436	55 344
	<u>126 165</u>	<u>60 493</u>
Intérêts		
Remboursement de dépenses	208	621
Gain sur fluctuation de change	5 314	17 539
	<u>5 522</u>	<u>18 160</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	126 900	41 300
Accord France-Québec	149 406	48 418
Autres dépenses	4 191	1 006
Accord Québec — coopérant	118	
	<u>280 615</u>	<u>90 724</u>
Revenus autonomes	<u>412 302</u>	<u>169 377</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Coopération internationale	5 818 437	4 782 620
Conférences intergouvernementales canadiennes	65 881	
	<u>5 884 318</u>	<u>4 782 620</u>
	<u>\$ 6 296 620</u>	<u>\$ 4 951 997</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Relations intergouvernementales			
1—Affaires fédérales-provinciales et interprovinciales	\$ 2 944 500	\$ 2 809 418	\$ 1 956 574
2—Affaires internationales	28 729 645	28 098 426	23 875 793
3—Office Franco-Québécois pour la Jeunesse	1 697 000	1 697 000	1 267 000
4—Gestion interne et soutien	4 371 900	4 039 565	3 050 585
	<u>\$ 37 743 045</u>	<u>\$ 36 644 409</u>	<u>\$ 30 149 952</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 37 743 045	\$ 36 644 409	
Crédits non utilisés Votés	(1 098 636)		
	<u>\$ 36 644 409</u>	<u>\$ 36 644 409</u>	

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

AFFAIRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES
ET INTERPROVINCIALESCe programme vise à maintenir et à développer
les relations entre le gouvernement du Québec
et les autres gouvernements au Canada.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Relations fédérales- provinciales et inter- provinciales	Élément 2 Coopération inter- provinciale	Total
Crédits	\$ 2 019 200	\$ 718 600	\$ 2 737 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	125 000		125 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	45 700		45 700
Du ministère de l'Éducation	36 000		36 000
Autres	(13 000)	13 000	
Crédits autorisés	2 212 900	731 600	2 944 500
Dépenses	2 101 583	707 835	2 809 418
Crédits non utilisés	<u>\$ 111 317</u>	<u>\$ 23 765</u>	<u>\$ 135 082</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 134 297	\$ 72 722	\$ 1 207 019
2—Autres rémunérations	76 048	3 986	80 034
3—Communications	185 765	47 150	232 915
4—Services	442 776	61 404	504 180
5—Entretien	2 377		2 377
6—Loyers	27 525	582	28 107
7—Fournitures	48 702	84	48 786
11—Autres dépenses	61		61
	<u>1 917 551</u>	<u>185 928</u>	<u>2 103 479</u>
Capital			
8—Équipement	12 232		12 232
Transfert			
10—Transfert	171 800	521 907	693 707
	<u>\$ 2 101 583</u>	<u>\$ 707 835</u>	<u>\$ 2 809 418</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AFFAIRES INTERNATIONALES

Ce programme vise à assurer le prolongement international des responsabilités constitutionnelles et politiques du Gouvernement.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Relations inter-nationales	Coopération inter-nationale	
Crédits	\$ 10 583 800	\$ 16 089 800	\$ 26 673 600
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	1 035 800	278 300	1 314 100
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	428 445	243 800	672 245
Aux ministères suivants			
Affaires culturelles	(1 800)		(1 800)
Agriculture		(200)	(200)
Éducation	(9 700)		(9 700)
Des ministères suivants			
Affaires sociales	38 400		38 400
Agriculture		43 000	43 000
Crédits autorisés	12 074 945	16 654 700	28 729 645
Dépenses	11 521 369	16 577 057	28 098 426
Crédits non utilisés	\$ 553 576	\$ 77 643	\$ 631 219

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 4 813 101	\$ 2 968 162	\$ 7 781 263
2—Autres rémunérations	105 165	67 146	172 311
3—Communications	2 250 629	2 541 377	4 792 006
4—Services	2 796 506	4 573 785	7 370 291
5—Entretien	45 797	12 381	58 178
6—Loyers	203 150	125 216	328 366
7—Fournitures	351 903	269 080	620 983
11—Autres dépenses	80 940	1 475	82 415
	<u>10 647 191</u>	<u>10 558 622</u>	<u>21 205 813</u>
Capital			
8—Équipement	83 669	8 604	92 273
Transfert			
10—Transfert	790 509	6 009 831	6 800 340
	<u>\$ 11 521 369</u>	<u>\$ 16 577 057</u>	<u>\$ 28 098 426</u>

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

**OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR
LA JEUNESSE**

Ce programme vise le rapprochement de deux communautés francophones en permettant aux jeunes de les mieux connaître par le moyen de voyages-échanges.

	Élément 1	Élément 2	
	Recrutement et prépa- ration des stagiaires québécois	Préparation du stage, accueil et encadre- ment des stagiaires français	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits autorisés	\$ 815 000	\$ 882 000	\$ 1 697 000
Dépenses	<u>\$ 815 000</u>	<u>\$ 882 000</u>	<u>\$ 1 697 000</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	<u>\$ 815 000</u>	<u>\$ 882 000</u>	<u>\$ 1 697 000</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Direction	Soutien administratif	Service du protocole	
Crédits	\$ 1 245 600	\$ 2 339 100	\$ 537 500	\$ 4 122 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	169 100	89 800	53 300	312 200
Aux ministères suivants				
Fonction publique	(45 900)	(15 000)		(60 900)
Travaux publics et Approvisionnement		(19 000)		(19 000)
Des ministères suivants				
Communications		16 500		16 500
Finances	900			900
Autres		(20 000)	20 000	
Crédits autorisés	1 369 700	2 391 400	610 800	4 371 900
Dépenses	1 264 394	2 177 970	597 201	4 039 565
Crédits non utilisés	\$ 105 306	\$ 213 430	\$ 13 599	\$ 332 335

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 999 453	\$ 1 333 869	\$ 296 099	\$ 2 629 421
2—Autres rémunérations	25 556	88 133	46 192	159 881
3—Communications	44 806	203 460	24 635	272 901
4—Services	31 879	285 020	175 629	492 528
5—Entretien		160	7 833	7 993
6—Loyers	4 390	96 766	9 322	110 478
7—Fournitures	6 477	137 922	35 870	180 269
11—Autres dépenses	97	2 071	1 621	3 789
	<u>1 112 658</u>	<u>2 147 401</u>	<u>597 201</u>	<u>3 857 260</u>
Capital				
8—Équipement	2 166	9 969		12 135
Transfert				
10—Transfert	149 570	20 600		170 170
	<u>\$ 1 264 394</u>	<u>\$ 2 177 970</u>	<u>\$ 597 201</u>	<u>\$ 4 039 565</u>

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 11 617 703			\$ 11 617 703
2—Autres rémunérations	412 226			412 226
3—Communications	5 297 822			5 297 822
4—Services	8 366 999			8 366 999
5—Entretien	68 548			68 548
6—Loyers	466 951			466 951
7—Fournitures	850 038			850 038
8—Équipement		\$ 116 640		116 640
10—Transfert			\$ 9 361 217	9 361 217
11—Autres dépenses	86 265			86 265
	<u>\$ 27 166 552</u>	<u>\$ 116 640</u>	<u>\$ 9 361 217</u>	<u>\$ 36 644 409</u>



AFFAIRES MUNICIPALES

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers		\$ 75
		<u>75</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents		35
Photocopies de documents	\$ 262	210
Location de terrains et bâtisses	76	2
Équipement usagé		22
Location d'espaces de stationnement	1 080	2 230
Coopératives d'habitation	902 393	678 214
Formation des évaluateurs fonciers	6 464	10 960
Habitation Val-Martin	612 199	
Aide technique	180 395	69 567
	<u>1 702 869</u>	<u>761 240</u>
Intérêts		
Prêts	<u>1 484 208</u>	<u>2 290 183</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	614 124	1 469 644
Dépenses sous forme d'indemnités	511	321
Autres dépenses	614	
	<u>615 249</u>	<u>1 469 965</u>
Revenus autonomes	<u>3 802 326</u>	<u>4 521 463</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Recherche sur le logement et urbanisme		50 000
Rénovation urbaine	2 507 875	6 127 479
Déficits d'exploitation de logements municipaux	24 656 403	19 496 945
Étude des besoins en habitation	30 000	
	<u>27 194 278</u>	<u>25 674 424</u>
	<u>\$ 30 996 604</u>	<u>\$ 30 195 887</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Gestion municipale			
1—Organisation et aménagement du territoire municipal	\$ 7 956 600	\$ 7 024 772	\$ 4 972 356
2—Aide et surveillance administratives et financières	121 106 300	106 986 810	82 351 604
3—Évaluation foncière	17 773 800	16 823 185	14 081 582
4—Gestion interne et soutien	4 774 600	4 246 227	3 258 718
Secteur: Sécurité publique			
5—Sécurité-incendie	5 462 000	4 960 833	4 411 436
Secteur: Eau			
6—Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	43 687 900	35 306 394	30 465 428
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
7—Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	5 000 000	4 000 000	4 000 000
Secteur: Habitation			
8—Conciliation entre locataires et propriétaires	5 597 960	5 536 683	5 445 136
9—Amélioration de l'habitat	15 772 600	14 869 819	9 762 732
10—Aide à la réalisation et à l'acquisition de logements	11 852 000	9 440 487	8 074 849
11—Aide financière et surveillance administrative à l'exploitation des logements.	57 586 200	56 827 755	42 122 946
12—Gestion interne de la Société d'habitation du Québec	2 437 000	2 273 329	1 681 892
	<u>\$ 299 006 960</u>	<u>\$ 268 296 294</u>	<u>\$ 210 628 679</u>

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES (suite)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Crédits votés	\$ 231 449 160	\$ 198 663 287	\$ 149 353 274
Crédits permanents	<u>67 557 800</u>	<u>69 633 007</u>	<u>61 275 405</u>
	299 006 960	268 296 294	210 628 679
Crédits non utilisés			
Votés	(30 185 873)		
Permanents	(863 773)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>338 980</u>		
	<u>\$ 268 296 294</u>	<u>\$ 268 296 294</u>	<u>\$ 210 628 679</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

**ORGANISATION ET AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE MUNICIPALE**

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Restructuration municipale	Urbanisme et aménagement du territoire	
Crédits	\$ 3 324 200	\$ 1 732 900	\$ 5 057 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	10 200	51 900	62 100
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		2 837 400	2 837 400
Autres	(367 500)	367 500	
Crédits autorisés	2 966 900	4 989 700	7 956 600
Dépenses	2 559 278	4 465 494	7 024 772
Crédits non utilisés	\$ 678 962	\$ 524 206	\$ 1 203 168
Dépassements aux crédits permanents	\$ (271 340)		\$ (271 340)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 323 571	\$ 1 204 344	\$ 1 527 915
2—Autres rémunérations	23	138 000	138 023
3—Communications	24 669	76 891	101 560
4—Services	29 111	100 592	129 703
6—Loyers	801	9 423	10 224
7—Fournitures	847	19 474	20 321
	<u>379 022</u>	<u>1 548 724</u>	<u>1 927 746</u>
Capital			
8—Équipement		3 563	3 563
Transfert			
10—Transfert Permanents	1 908 916 271 340	2 913 207	4 822 123 271 340
	<u>2 180 256</u>	<u>2 913 207</u>	<u>5 093 463</u>
	<u>\$ 2 559 278</u>	<u>\$ 4 465 494</u>	<u>\$ 7 024 772</u>

* Y compris, à l'élément 1, une dépense de \$ 271 340 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi concernant les villages nordiques et l'administration régionale de Kativik 1978, c. 87.

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES
ET FINANCIÈRES

Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger le fardeau fiscal.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Surveillance de la gestion municipale	Aide financière aux municipalités	Aide financière aux communautés urbaines et régionales	Services quasi-judiciaires en gestion municipale	Total
Crédits	\$ 2 910 200	\$ 94 447 800	\$ 15 000 000	\$ 1 038 600	\$ 113 396 600
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires		7 600 000			7 600 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	74 200			10 000	84 200
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement	25 500				25 500
Autres	383 300	(1 833 300)	1 300 000	150 000	
* Crédits autorisés	3 393 200	100 214 500	16 300 000	1 198 600	121 106 300
* Dépenses	3 017 211	86 524 814	16 300 000	1 144 785	106 986 810
Crédits non utilisés	\$ 375 989	\$ 13 757 326		\$ 53 815	\$ 14 187 130
Dépassements aux crédits permanents		\$ (67 640)			\$ (67 640)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 426 906			\$ 912 726	\$ 3 339 632
2—Autres rémunérations	125 246			21 833	147 079
3—Communications	233 316			58 970	292 286
4—Services	183 325			143 284	326 609
5—Entretien	747				747
6—Loyers	12 660			4 488	17 148
7—Fournitures	30 897			3 484	34 381
	3 013 097			1 144 785	4 157 882
Capital					
8—Équipement	4 114				4 114
Transfert					
10—Transfert Permanents		\$ 22 069 374	\$ 16 300 000		38 369 374
		64 455 440			64 455 440
		86 524 814	16 300 000		102 824 814
	\$ 3 017 211	\$ 86 524 814	\$ 16 300 000	\$ 1 144 785	\$ 106 986 810

* Y compris à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$64 387 800 alors que la dépense s'est établie à \$64 455 440 pour l'exécution de la Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus, 1977, c. 54 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ÉVALUATION FONCIÈRE

Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Normalisation et aide technique	Compensation en guise d'impôt foncier municipal	Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	Total
Crédits	\$ 3 506 600	\$ 12 106 700	\$ 2 115 900	\$ 17 729 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	21 900		22 700	44 600
Crédits autorisés	3 528 500	12 106 700	2 138 600	17 773 800
Dépenses	2 860 872	12 101 602	1 860 711	16 823 185
Crédits non utilisés	\$ 667 628	\$ 5 098	\$ 277 889	\$ 950 615
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 825 598		\$ 1 677 245	\$ 2 502 843
2—Autres rémunérations			39 188	39 188
3—Communications	249 481		80 429	329 910
4—Services	163 155		4 963	168 118
5—Entretien	282		469	751
6—Loyers	19 713		26 576	46 289
7—Fournitures	23 649		25 968	49 617
	1 281 878		1 854 838	3 136 716
Capital				
8—Équipement	659		5 873	6 532
Transfert				
10—Transfert	1 578 335	\$ 12 101 602		13 679 937
	\$ 2 860 872	\$ 12 101 602	\$ 1 860 711	\$ 16 823 185

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Direction et gestion interne	Soutien technique	
Crédits	\$ 3 253 200	\$ 1 445 600	\$ 4 698 800
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	54 700	25 300	80 000
Au ministère des Travaux publics et Approvisionnement	(4 200)		(4 200)
Crédits autorisés	3 303 700	1 470 900	4 774 600
Dépenses	3 193 050	1 053 177	4 246 227
Crédits non utilisés	\$ 110 650	\$ 417 723	\$ 528 373

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 989 749	\$ 855 848	\$ 2 845 597
2—Autres rémunérations	349 687		349 687
3—Communications	274 788	30 315	305 103
4—Services	148 891	104 085	252 976
5—Entretien	4 623		4 623
6—Loyers	27 365	44 514	71 879
7—Fournitures	95 967	15 263	111 230
11—Autres dépenses	10 374		10 374
	<u>2 901 444</u>	<u>1 050 025</u>	<u>3 951 469</u>
Capital			
8—Équipement	42 644	3 152	45 796
Transfert			
10—Transfert	248 962		248 962
	<u>\$ 3 193 050</u>	<u>\$ 1 053 177</u>	<u>\$ 4 246 227</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

SÉCURITÉ-INCENDIE

Ce programme vise à prévenir et à réduire, par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et prévention	Aide aux municipalités	Total
Crédits	\$ 767 100	\$ 4 664 900	\$ 5 432 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du			
ministère des Finances	11 800	18 200	30 000
Crédits autorisés	778 900	4 683 100	5 462 000
Dépenses	681 331	4 279 502	4 960 833
Crédits non utilisés	\$ 97 569	\$ 403 598	\$ 501 167
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 414 143	\$ 557 550	\$ 971 693
3—Communications	16 848	105 008	121 856
4—Services	209 104	33 786	242 890
5—Entretien		4 170	4 170
6—Loyers	4 243		4 243
7—Fournitures	36 993		36 993
	681 331	700 514	1 381 845
Capital			
8—Équipement		7 002	7 002
Transfert			
10—Transfert		3 571 986	3 571 986
	\$ 681 331	\$ 4 279 502	\$ 4 960 833

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

**AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION
DE RÉSEAUX D'AQUEDUCS ET D'ÉGOUTS**

Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 43 687 900
Crédits autorisés	43 687 900
Dépenses	<u>35 306 394</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 8 381 506</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert	<u>\$ 35 306 394</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT
DE L'OUTAOUAIS**

Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 5 000 000
Dépenses	<u>4 000 000</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 1 000 000</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert	<u><u>\$ 4 000 000</u></u>

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 5 401 600
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	196 360
Crédits autorisés	5 597 960
Dépenses	5 536 683
Crédits non utilisés	<u>\$ 61 277</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 599 634
2—Autres rémunérations	119 501
3—Communications	231 964
4—Services	1 237 331
5—Entretien	3 635
6—Loyers	75 762
7—Fournitures	241 626
11—Autres dépenses	2 965
	<u>5 512 418</u>
Capital	
8—Équipement	24 265
	<u>\$ 5 536 683</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Ce programme vise à permettre aux municipalités d'améliorer la qualité de l'habitation et des équipements complémentaires, de même qu'à aider financièrement les propriétaires intéressés à restaurer leurs immeubles résidentiels.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Aide à la rénovation urbaine	Aidé à la restauration de logements	Total
Crédits	\$ 9 750 000	\$ 6 000 000	\$ 15 750 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	22 600		22 600
Crédits autorisés	9 772 600	6 000 000	15 772 600
Dépenses	9 157 399	5 712 420	14 869 819
Crédits non utilisés	\$ 615 201	\$ 287 580	\$ 902 781
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 801 353		\$ 801 353
2—Autres rémunérations	21 592		21 592
3—Communications	76 103		76 103
4—Services	67 355		67 355
6—Loyers	14 700		14 700
7—Fournitures	328		328
	981 431		981 431
Capital			
8—Équipement			
9—Immobilisations	41 340		41 340
Transfert			
10—Transfert	8 134 628	\$ 5 712 420	\$ 13 847 048
	\$ 9 157 399	\$ 5 712 420	\$ 14 869 819

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

**AIDE À LA RÉALISATION ET À
L'ACQUISITION DE LOGEMENTS**

Ce programme vise à réaliser des logements convenables pour les familles ou individus à revenu insuffisant et à rendre accessible à un nombre accru de familles la propriété de leur logement.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Réalisation de logements publics	Élément 2 Acquisition de logements sous forme individuelle ou coopérative	Total
Crédits	\$ 2 464 200	\$ 9 310 300	\$ 11 774 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	69 700	7 800	77 500
* Crédits autorisés	2 533 900	9 318 100	11 852 000
* Dépenses	2 316 908	7 123 579	9 440 487
Crédits non utilisés	<u>\$ 216 992</u>	<u>\$ 2 194 521</u>	<u>\$ 2 411 513</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 153 793	\$ 239 350	\$ 2 393 143
2—Autres rémunérations	4 548	1 702	6 250
3—Communications	107 637	12 071	119 708
4—Services	17 870	24 464	42 334
6—Loyers	27 888		27 888
7—Fournitures	5 172	3 574	8 746
	<u>2 316 908</u>	<u>281 161</u>	<u>2 598 069</u>
Capital			
8—Équipement		<u>6 062</u>	<u>6 062</u>
Transfert			
10—Transfert		1 930 129	1 930 129
Permanents		<u>4 906 227</u>	<u>4 906 227</u>
		<u>6 836 356</u>	<u>6 836 356</u>
	<u>\$ 2 316 908</u>	<u>\$ 7 123 579</u>	<u>\$ 9 440 487</u>

* Y compris, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 5 770 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 4 906 227 pour l'exécution de la Loi de l'habitation familiale, S.R., c. 110 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

**AIDE FINANCIÈRE ET SURVEILLANCE
ADMINISTRATIVE À L'EXPLOITATION
DE LOGEMENTS**

Ce programme vise à aider financièrement les municipalités dans l'exploitation des logements sociaux et à s'assurer du remboursement des prêts de la Société d'habitation du Québec.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Financement des déficits d'exploitation des logements municipaux	Supplément au loyer	Surveillance administrative des logements subventionnés	Total
Crédits	\$ 52 000 000	\$ 2 000 000	\$ 1 677 400	\$ 55 677 400
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 866 600		42 200	1 908 800
Autres	2 000 000	(2 000 000)		
Crédits autorisés	55 866 600		1 719 600	57 586 200
Dépenses	55 273 498		1 554 257	56 827 755
Crédits non utilisés	\$ 593 102		\$ 165 343	\$ 758 445
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements			\$ 1 364 577	\$ 1 364 577
3—Communications			73 592	73 592
4—Services			105 396	105 396
6—Loyers			9 777	9 777
7—Fournitures			915	915
11—Autres dépenses	\$ 3 221 189			3 221 189
	3 221 189		1 554 257	4 775 446
Transfert				
10—Transfert	52 052 309			52 052 309
	\$ 55 273 498		\$ 1 554 257	\$ 56 827 755

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

**GESTION INTERNE DE LA SOCIÉTÉ
D'HABITATION DU QUÉBEC**

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et soutien administratif	Recherches et normes	Total
Crédits	\$ 1 940 900	\$ 349 800	\$ 2 290 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	140 500	5 800	146 300
Autres	51 500	(51 500)	
Crédits autorisés	2 132 900	304 100	2 437 000
Dépenses	1 999 689	273 640	2 273 329
Crédits non utilisés	\$ 133 211	\$ 30 460	\$ 163 671

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 471 346	\$ 207 939	\$ 1 679 285
2—Autres rémunérations	220 197	5 005	225 202
3—Communications	82 654	12 663	95 317
4—Services	58 800	48 033	106 833
5—Entretien	1 912		1 912
6—Loyers	21 331		21 331
7—Fournitures	79 490		79 490
11—Autres dépenses	3 548		3 548
	1 939 278	273 640	2 212 918
Capital			
8—Équipement	29 811		29 811
Transfert			
10—Transfert	30 600		30 600
	\$ 1 999 689	\$ 273 640	\$ 2 273 329

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 21 025 672			\$ 21 025 672
2—Autres rémunérations	1 046 522			1 046 522
3—Communications	1 747 399			1 747 399
4—Services	2 679 545			2 679 545
5—Entretien	15 838			15 838
6—Loyers	299 241			299 241
7—Fournitures	583 647			583 647
8—Équipement		\$ 127 145		127 145
9—Immobilisations		41 340		41 340
10—Transfert			\$ 237 491 869	237 491 869
11—Autres dépenses	3 238 076			3 238 076
	<u>\$ 30 635 940</u>	<u>\$ 168 485</u>	<u>\$ 237 491 869</u>	<u>\$ 268 296 294</u>

AFFAIRES SOCIALES

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	\$ 128 300	\$ 120 275
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	(6)	104 641
Matériel et fournitures	1 010 598	5 118
Terrains et bâtisses	3 503	1
Statistiques démographiques	56 793	11 867
Certificats de naissance, mariage et décès	124 801	135 822
Location de terrains et bâtisses	8 850	11 845
Location de services de personnel	1 764	
Service communautaire hospitalier de Québec	258 980	258 980
Aide sociale	11 538 849	19 682 987
Placements des enfants mésadaptés	(8 177)	(6 773)
Soins des maladies mentales	(409 616)	
Tierces responsabilités-internes	7 087 848	7 316 206
Tierces responsabilités-externes	284 674	268 887
Assurance-hospitalisation — étrangers	52 058	40 126
Patients payants et curatelle publique	1 997	(995 504)
Placements d'étudiants		50
	<u>20 012 916</u>	<u>26 834 253</u>
Intérêts		
Comptes de banque	1 159	6 854
Comptes à recevoir	(930 417)	1 430 849
	<u>(929 258)</u>	<u>1 437 703</u>

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures pour la recherche	\$ 108 578	\$ 24 378
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement du réseau des Affaires sociales	344 750	448 940
Aide sociale	10 923 571	15 743 553
Dépenses sous forme d'indemnités	371	6 972
Autres dépenses	(137 142)	4 004 808
	<u>11 240 128</u>	<u>20 228 651</u>
	<u>30 323 786</u>	<u>48 500 607</u>
Revenus autonomes	<u>30 452 086</u>	<u>48 620 882</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement des services consultatifs	357 429	
Caisse d'aide à la santé	4 835 496	8 362 898
Placement d'enfants indiens	4	
Formation professionnelle	381 845	634 852
Adaptation au travail	(5 817 955)	3 298 520
Commission d'inscription	154 822	
	<u>(88 359)</u>	<u>12 296 270</u>
	<u>\$ 30 363 727</u>	<u>\$ 60 917 152</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Régimes de compensation du revenu			
1—Soutien du revenu familial	\$ 163 278 800	\$ 157 381 870	\$ 151 096 897
2—Aide sociale	854 814 900	830 956 570	737 276 400
3—Assistance-maladie	41 193 100	37 650 329	32 295 238
4—Contribution à l'impôt foncier scolaire	22 859 800	19 320 168	17 632 077
Secteur: Prévention et amélioration			
5—Services communautaires	144 215 600	143 543 637	121 952 405
6—Soutien aux organismes bénévoles	2 046 800	2 035 679	1 544 001
Secteur: Réadaptation sociale			
7—Services de consultation et de protection	125 261 200	123 731 858	108 169 864
8—Réadaptation	322 649 700	321 309 985	287 985 933
9—Hébergement	316 443 400	311 688 611	260 199 860
10—Équipement des services sociaux	59 478 300	52 116 810	49 380 588
Secteur: Recouvrement de la santé			
11—Soins spécialisés et ultra-spécialisés	1 768 397 400 (1)	1 748 863 444 (1)	1 551 498 760
12—Soins prolongés	373 656 600	373 655 659	317 909 203
13—Équipement des services de santé	102 483 200	97 279 154	102 371 028
14—Contribution au financement du régime d'assurance-maladie	201 500 000	6 842 998	
Secteur: Administration et services			
15—Recherche	13 116 500	12 875 738	11 671 093
16—Coordination régionale	15 846 200	15 725 941	12 832 614
17—Direction et gestion	54 984 600	47 848 012	46 722 600
	<u>\$ 4 582 226 100 (1)</u>	<u>\$ 4 302 826 463 (1)</u>	<u>\$ 3 810 538 561</u>

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Crédits votés	\$ 3 839 006 300	\$ 3 565 525 802	
Crédits permanents	<u>743 219 800</u>	<u>737 300 661</u>	
	4 582 226 100	4 302 826 463	
Crédits non utilisés			
Votés	(273 480 498) (2)		
Permanents	(17 529 865)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>11 610 726</u>		
	<u>\$ 4 302 826 463</u>	<u>\$ 4 302 826 463*</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$ 1 002 300 aux crédits autorisés et \$ 1 002 294 aux dépenses.

(2) Y compris \$ 6 pour les prêts.

* Y compris \$ 166 094 526 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

SOUTIEN DU REVENU FAMILIAL

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Allocations familiales	Allocations de congé de maternité	Administration	Total
* Crédits autorisés	\$ 153 198 400	\$ 5 800 000	\$ 4 280 400	\$ 163 278 800
* Dépenses	153 265 183		4 116 687	157 381 870
Crédits non utilisés		\$ 5 800 000	\$ 163 713	\$ 5 963 713
Dépassements aux crédits permanents	\$ (66 783)			\$ (66 783)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
4—Services			\$ 4 116 687	\$ 4 116 687
11—Autres dépenses Permanents	\$ 16 837			16 837
	16 837		4 116 687	4 133 524
Transfert				
10—Transfert Permanents	153 248 346			153 248 346
	\$ 153 265 183		\$ 4 116 687	\$ 157 381 870

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 153 198 400 alors que la dépense s'est établie à \$ 153 265 183 pour l'exécution de la loi concernant le Régime des allocations familiales du Québec, 1973, c. 36 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE SOCIALE

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Aide aux ménages privés de moyens de subsistance	Aide préventive	Administration	Total
Crédits	\$ 771 352 900	\$ 15 642 800	\$ 41 550 100	\$ 828 545 800
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	22 700 000		2 500 000	25 200 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			961 900	961 900
Aux ministères suivants				
Fonction publique			(35 900)	(35 900)
Travail et Main-d'oeuvre			(3 900)	(3 900)
Du ministère des Travaux Publics et Approvisionnements			147 000	147 000
Crédits autorisés	<u>794 052 900</u>	<u>15 642 800</u>	<u>45 119 200</u>	<u>854 814 900</u>
Dépenses	<u>774 282 475</u>	<u>13 985 090</u>	<u>42 689 005</u>	<u>830 956 570</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 19 770 425</u>	<u>\$ 1 657 710</u>	<u>\$ 2 430 195</u>	<u>\$ 23 858 330</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements			\$ 27 069 138	\$ 27 069 138
2—Autres rémunérations			915 634	915 634
3—Communications			1 362 949	1 362 949
4—Services			118 550	118 550
7—Fournitures			11 495	11 495
			<u>29 477 766</u>	<u>29 477 766</u>
Transfert				
10—Transfert	<u>\$ 774 282 475</u>	<u>\$ 13 985 090</u>	<u>13 211 239</u>	<u>801 478 804</u>
	<u>\$ 774 282 475</u>	<u>\$ 13 985 090</u>	<u>\$ 42 689 005</u>	<u>\$ 830 956 570</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ASSISTANCE-MALADIE

Ce programme vise à défrayer le coût de médicaments et de services dentaires et optométriques requis principalement par les bénéficiaires de l'aide sociale.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Prestations de médicaments et d'appareils médicaux	Prestations de services	Administration	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 30 746 000	\$ 4 262 700	\$ 3 473 400	\$ 38 482 100
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	2 551 000	160 000		2 711 000
Virements				
Crédits autorisés	<u>33 297 000</u>	<u>4 422 700</u>	<u>3 473 400</u>	<u>41 193 100</u>
Dépenses	<u>31 280 595</u>	<u>3 486 092</u>	<u>2 883 642</u>	<u>37 650 329</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 2 016 405</u>	<u>\$ 936 608</u>	<u>\$ 589 758</u>	<u>\$ 3 542 771</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
4—Services			\$ 2 883 642	\$ 2 883 642
Transfert				
10—Transfert	\$ 31 280 595	\$ 3 486 092		34 766 687
	<u>\$ 31 280 595</u>	<u>\$ 3 486 092</u>	<u>\$ 2 883 642</u>	<u>\$ 37 650 329</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

CONTRIBUTION À L'IMPÔT FONCIER SCOLAIRE

Ce programme vise à alléger le fardeau de l'impôt foncier scolaire pour les personnes âgées.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Prestations	Adminis- tration	
Crédits	\$ 21 677 500	\$ 1 182 300	\$ 22 859 800
Additions et modifications:			
Virements			
Autres	(231 700)	231 700	
Crédits autorisés	21 445 800	1 414 000	22 859 800
Dépenses	18 108 766	1 211 402	19 320 168
Crédits non utilisés	<u>\$ 3 337 034</u>	<u>\$ 202 598</u>	<u>\$ 3 539 632</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
4—Services		\$ 1 211 402	\$ 1 211 402
Transfert			
10—Transfert	\$ 18 108 766		18 108 766
	<u>\$ 18 108 766</u>	<u>\$ 1 211 402</u>	<u>\$ 19 320 168</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

SERVICES COMMUNAUTAIRES

Ce programme vise à assurer aux individus, aux groupes et aux communautés locales l'accès à des services de base et à assumer les activités de prévention et de dépistage aux plans de la santé et des services sociaux.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Santé communautaire	Élément 2 Services de première ligne
Crédits	\$ 48 859 600	\$ 44 632 200
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires		31 200
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 098 800	1 124 700
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement	8 200	
Autres	(983 500)	1 282 200
* Crédits autorisés	48 983 100	47 070 300
* Dépenses	48 439 858	48 137 897
Crédits non utilisés	\$ 543 242	\$ 64 590
Dépassements aux crédits permanents		\$ (1 132 187)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 2 207 595	
3—Communications	79 512	
4—Services	25 079	
6—Loyers	3 050	
7—Fournitures	151 088	
	<u>2 466 324</u>	
Transfert		
10—Transfert Permanents	45 973 534	\$ 44 349 010 3 788 887
	<u>45 973 534</u>	<u>48 137 897</u>
	<u>\$ 48 439 858</u>	<u>\$ 48 137 897</u>

* Y compris à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$2 656 700 alors que la dépense s'est établie à \$3 788 887 et à l'élément 3, une prévision afférente des crédits permanents de \$308 800 alors que la dépense s'est établie à \$133 044 pour l'exécution de la loi concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

Élément 3	Élément 4	Élément 5	Total
Services à domicile	Santé des travailleurs	Santé en milieu scolaire	
\$ 37 111 900	\$ 1 725 100	\$ 8 531 400	\$ 140 860 200
			31 200
813 500	47 200	231 800	3 316 000
201 300	(500 000)		8 200
<u>38 126 700</u>	<u>1 272 300</u>	<u>8 763 200</u>	<u>144 215 600</u>
<u>37 151 903</u>	<u>1 068 701</u>	<u>8 745 278</u>	<u>143 543 637</u>
\$ 974 797	\$ 203 599	\$ 17 922	\$ 1 804 150
			\$ (1 132 187)
			\$ 2 207 595
			79 512
			25 079
			3 050
			<u>151 088</u>
			<u>2 466 324</u>
\$ 37 018 859	\$ 1 068 701	\$ 8 745 278	137 155 382
<u>133 044</u>			<u>3 921 931</u>
<u>37 151 903</u>	<u>1 068 701</u>	<u>8 745 278</u>	<u>141 077 313</u>
<u>\$ 37 151 903</u>	<u>\$ 1 068 701</u>	<u>\$ 8 745 278</u>	<u>\$ 143 543 637</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

SOUTIEN AUX ORGANISMES BÉNÉVOLES

Ce programme vise à favoriser la participation de groupes bénévoles dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Soutien aux organismes de santé	Soutien aux organismes sociaux	Total
Crédits	\$ 993 400	\$ 556 400	\$ 1 549 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	72 000	425 000	497 000
Crédits autorisés	1 065 400	981 400	2 046 800
Dépenses	1 064 591	971 088	2 035 679
Crédits non utilisés	\$ 809	\$ 10 312	\$ 11 121
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 1 064 591	\$ 971 088	\$ 2 035 679



AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

SERVICES DE CONSULTATION ET DE PROTECTION

Ce programme offre des services de consultation visant à assurer la protection de l'enfance, des adultes âgés et handicapés et à restaurer leur autonomie.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Protection de la jeunesse	Protection des adultes et des personnes âgées
Crédits	\$ 37 129 500	\$ 8 863 500
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires	4 400 000	
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 053 700	234 600
Autres		98 000
* Crédits autorisés	42 583 200	9 196 100
* Dépenses	42 142 472	9 281 748
Crédits non utilisés	\$ 804 880	\$ 2 572
Dépassements aux crédits permanents	(364 152)	(88 220)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 110 229	
3—Communications	5 772	
4—Services	16 400	
	132 401	
Transfert		
10—Transfert	35 538 041	\$ 8 620 228
Permanents	6 472 030	661 520
	42 010 071	9 281 748
	\$ 42 142 472	\$ 9 281 748

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$2 362 600 alors que la dépense s'est établie à \$2 726 752, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$573 300 alors que la dépense s'est établie à \$661 520, à l'élément 4, une prévision afférente à des crédits permanents de \$1 202 200 alors que la dépense s'est établie à \$1 387 577 et à l'élément 5, une prévision afférente à des crédits

permanents de \$2 851 900, alors que la dépense s'est établie à \$3 359 800 pour l'exécution de la loi concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; y compris aussi à l'élément 1 une prévision afférente à des crédits permanents de \$4 400 000 alors que la dépense s'est établie à \$3 745 278 pour l'exécution de la Loi sur la protection de la jeunesse, 1977, c. 20.

Élément 3	Élément 4	Élément 5	Total
Services sociaux en milieu scolaire	Services sociaux en centres hospitaliers	Services sociaux complémentaires	
\$ 7 159 900	\$ 18 427 700	\$ 45 884 600	\$ 117 465 200
		241 400	4 641 400
203 000	487 500	1 175 800	3 154 600
<u>7 362 900</u>	<u>18 915 200</u>	<u>47 203 800</u>	<u>125 261 200</u>
7 360 174	18 921 349	46 026 115	123 731 858
<u>\$ 2 726</u>	<u>\$ 179 228</u>	<u>\$ 1 685 585</u>	<u>\$ 2 674 991</u>
	<u>\$ (185 377)</u>	<u>\$ (507 900)</u>	<u>\$ (1 145 649)</u>
			\$ 110 229
			5 772
			<u>16 400</u>
			132 401
\$ 7 360 174	\$ 17 533 772	\$ 42 666 315	\$ 111 718 530
<u>7 360 174</u>	<u>1 387 577</u>	<u>3 359 800</u>	<u>11 880 927</u>
7 360 174	18 921 349	46 026 115	123 599 457
<u>\$ 7 360 174</u>	<u>\$ 18 921 349</u>	<u>\$ 46 026 115</u>	<u>\$ 123 731 858</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

RÉADAPTATION

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu interne des services adaptés à leurs besoins; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités de nature à faciliter leur retour à une vie normale.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
	Service aux enfants mésadaptés sociaux	Services aux enfants handicapés mentaux	Services aux enfants handicapés physiques	Services aux adultes handicapés	
Crédits	\$ 134 435 300	\$ 100 895 300	\$ 21 843 200	\$ 54 048 400	\$ 311 222 200
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires	1 680 200	1 143 500	314 900	594 100	3 732 700
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	3 112 900	2 408 200	546 200	1 547 500	7 614 800
Du Conseil exécutif				80 000	80 000
Autres	(3 706 400)	962 400	2 000 000	744 000	
* Crédits autorisés	135 522 000	105 409 400	24 704 300	57 014 000	322 649 700
* Dépenses	134 312 733	103 896 745	24 674 999	58 425 508	321 309 985
Crédits non utilisés	\$ 1 209 267	\$ 1 512 655	\$ 93 848	\$ 150 996	\$ 2 966 766
Dépassements aux crédits permanents			\$ (64 547)	\$ (1 562 504)	\$ (1 627 051)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement					
4—Services	\$ 135 500				\$ 135 500
Transfert					
10—Transfert	128 124 855	\$ 99 602 873	\$ 23 596 852	\$ 55 882 204	307 206 784
Permanents	6 052 378	4 293 872	1 078 147	2 543 304	13 967 701
	134 177 233	103 896 745	24 674 999	58 425 508	321 174 485
	\$ 134 312 733	\$ 103 896 745	\$ 24 674 999	\$ 58 425 508	\$ 321 309 985

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 7 248 100, alors que la dépense s'est établie à \$ 6 052 378, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 5 786 600, alors que la dépense s'est établie à \$ 4 293 872, à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 1 013 600, alors que la dépense s'est établie à

\$ 1 078 147, et à l'élément 4, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 980 800, alors que la dépense s'est établie à \$ 2 543 304 pour l'exécution de la loi concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

HÉBERGEMENT

Ce programme vise à procurer un milieu de vie aussi normal que possible aux personnes qui en seraient privées.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Familles d'accueil	Garde des enfants	Hébergement des adultes et personnes âgées	
Crédits	\$ 46 331 800	\$ 11 381 200	\$ 248 410 200	\$ 306 123 200
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	2 166 800	900 000	176 600	3 243 400
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			7 076 800	7 076 800
* Crédits autorisés	<u>48 498 600</u>	<u>12 281 200</u>	<u>255 663 600</u>	<u>316 443 400</u>
* Dépenses	<u>48 435 470</u>	<u>10 427 366</u>	<u>252 825 775</u>	<u>311 688 611</u>
Crédits non utilisés	\$ 63 130	\$ 1 853 834	\$ 6 566 297	\$ 8 483 261
Dépassements aux crédits permanents			<u>\$ (3 728 472)</u>	<u>\$ (3 728 472)</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
4—Services	<u>\$ 16 400</u>	<u>\$ 61 652</u>	<u>\$ 32 500</u>	<u>\$ 110 552</u>
Transfert				
10—Transfert Permanents	<u>48 419 070</u>	<u>10 365 714</u>	<u>237 053 903</u> <u>15 739 372</u>	<u>295 838 687</u> <u>15 739 372</u>
	<u>48 419 070</u>	<u>10 365 714</u>	<u>252 793 275</u>	<u>311 578 059</u>
	<u>\$ 48 435 470</u>	<u>\$ 10 427 366</u>	<u>\$ 252 825 775</u>	<u>\$ 311 688 611</u>

* Y compris à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 12 010 900 alors que la dépense s'est établie à \$ 15 739 372 pour l'exécution de la loi concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

ÉQUIPEMENT DES SERVICES SOCIAUX

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation des services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Acquisition, location, amélioration, et conservation de l'équipement	Service de la dette	Total
Crédits	\$ 25 248 100	\$ 30 530 200	\$ 55 778 300
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	3 700 000		3 700 000
Virements			
Autres	1 362 208	(1 362 208)	
* Crédits autorisés	<u>30 310 308</u>	<u>29 167 992</u>	<u>59 478 300</u>
* Dépenses	<u>29 034 411</u>	<u>23 082 399</u>	<u>52 116 810</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 1 275 897</u>	<u>\$ 6 085 593</u>	<u>\$ 7 361 490</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 28 537 682	\$ 23 082 399	\$ 51 620 081
Permanents	496 729		496 729
	<u>\$ 29 034 411</u>	<u>\$ 23 082 399</u>	<u>\$ 52 116 810</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$600 000 alors que la dépense s'est établie à \$496 729 pour l'exécution de la Loi sur la protection de la jeunesse, 1977, c. 20.

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

SOINS SPÉCIALISÉS ET ULTRA-SPÉCIALISÉS

Ce programme vise à rendre accessibles aux personnes malades les soins spécialisés et ultra-spécialisés que requiert leur état.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Soins des maladies physiques	Soins des maladies mentales	Autres soins spécialisés et ultra-spécialisés	
Crédits	\$ 1 375 740 700	\$ 112 565 900	\$ 184 960 100	\$ 1 673 266 700
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	33 755 700	5 329 100	9 621 600	48 706 400
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	37 220 600	3 848 500	5 355 200	46 424 300
Autres	(10 799 200)	643 000	10 156 200	
* Crédits autorisés	1 435 917 800**	122 386 500	210 093 100	1 768 397 400**
* Dépenses	1 421 988 860**	117 919 842	208 954 742	1 748 863 444**
Crédits non utilisés	\$ 13 928 940**	\$ 4 466 658	\$ 1 177 436	\$ 19 573 034**
Dépassements aux crédits permanents			\$ (39 078)	\$ (39 078)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
4—Services	\$ 455 500			\$ 455 500
Transfert				
10—Transfert	972 230 112	\$ 110 330 774	\$ 146 392 864	1 228 953 750
Permanents	448 300 954	7 589 068	62 561 878	518 451 900
	1 420 531 066	117 919 842	208 954 742	1 747 405 650
Prêts				
16—Prêts et avances	1 002 294			1 002 294
	\$ 1 421 988 860	\$ 117 919 842	\$ 208 954 742	\$ 1 748 863 444

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 94 284 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 86 628 068, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 11 041 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 7 589 068, à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 10 522 800 alors que la dépense s'est établie à \$ 10 561 878 pour l'exécution de la loi concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; y compris aussi à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 363 000 000 alors

que la dépense s'est établie à \$ 361 672 886, et à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 52 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 52 000 000 pour l'exécution de la Loi pourvoyant au financement des programmes de santé, 1976, c. 27.

** Y compris pour les prêts aucune prévision aux « crédits », modifiés à \$ 1 002 300 par virement de la super-catégorie « transfert » ainsi que \$ 1 002 294 aux dépenses et \$ 6 aux crédits non utilisés.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

SOINS PROLONGÉS

Ce programme vise à assurer aux malades à long terme les soins prolongés que requiert leur état.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Soins des maladies physiques	Élément 2 Soins des maladies mentales	Total
Crédits	\$ 279 782 400	\$ 79 066 300	\$ 358 848 700
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	3 278 500	740 000	4 018 500
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	8 222 200	2 267 200	10 489 400
Du ministère Travail et Main-d'oeuvre	300 000		300 000
Autres	(77 700)	77 700	
* Crédits autorisés	<u>291 505 400</u>	<u>82 151 200</u>	<u>373 656 600</u>
* Dépenses	<u>294 124 438</u>	<u>79 531 221</u>	<u>373 655 659</u>
Crédits non utilisés	\$ 1 170 154	\$ 2 619 979	\$ 3 790 133
Dépassements aux crédits permanents	<u>\$ (3 789 192)</u>		<u>\$ (3 789 192)</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Transfert			
10—Transfert	\$ 276 286 846	\$ 78 298 009	\$ 354 584 855
Permanents	<u>17 837 592</u>	<u>1 233 212</u>	<u>19 070 804</u>
	<u>\$ 294 124 438</u>	<u>\$ 79 531 221</u>	<u>\$ 373 655 659</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 14 048 400 alors que la dépense s'est établie à \$ 17 837 592 et à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 2 704 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 1 233 212 pour l'exécution de la loi concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 13

ÉQUIPEMENT DES SERVICES DE SANTÉ

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation des services de santé.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	Service de la dette	Total
Crédits	\$ 26 659 100	\$ 71 672 700	\$ 98 331 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	3 500 000		3 500 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	210 000		210 000
Du Conseil exécutif	441 400		441 400
Autres	375 000	(375 000)	
Crédits autorisés	31 185 500	71 297 700	102 483 200
Dépenses	28 653 874	68 625 280	97 279 154
Crédits non utilisés	\$ 2 531 626	\$ 2 672 420	\$ 5 204 046
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 28 653 874	\$ 68 625 280	\$ 97 279 154

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 14

**CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DU
RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE**Ce programme vise à défrayer une partie du
coût du régime d'assurance-maladie.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 201 500 000
Dépenses	<u>6 842 998</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 194 657 002</u>
 DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert	<u>\$ 6 842 998</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 15

RECHERCHE

Ce programme vise à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre des programmes d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu, de la santé et des services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche dans le domaine de la santé	Recherche socio-économique	Recherche expérimentale	Total
Crédits	\$ 11 479 900	\$ 1 049 500	\$ 368 300	\$ 12 897 700
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	218 800			218 800
Autres	(350 000)	(50 000)	400 000	
Crédits autorisés	11 348 700	999 500	768 300	13 116 500
Dépenses	11 160 669	996 794	718 275	12 875 738
Crédits non utilisés	\$ 188 031	\$ 2 706	\$ 50 025	\$ 240 762
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
4—Services	\$ 61 888	\$ 11 799		\$ 73 687
Transfert				
10—Transfert	11 098 781	984 995	\$ 718 275	12 802 051
	\$ 11 160 669	\$ 996 794	\$ 718 275	\$ 12 875 738

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 16

COORDINATION RÉGIONALE

Ce programme vise à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et l'expérimentation de moyens d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu, de la santé et des services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Concertation et coordination régionale	Nouveau-Québec	Total
Crédits	\$ 8 795 200	\$ 6 807 300	\$ 15 602 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	140 900	102 800	243 700
* Crédits autorisés	8 936 100	6 910 100	15 846 200
* Dépenses	8 992 357	6 733 584	15 725 941
Crédits non utilisés		\$ 176 516	\$ 176 516
Dépassements aux crédits permanents	\$ (56 257)		\$ (56 257)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Transfert			
10—Transfert	\$ 8 512 300	\$ 6 733 584	\$ 15 245 884
Permanents	480 057		480 057
	\$ 8 992 357	\$ 6 733 584	\$ 15 725 941

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$423 800 alors que la dépense s'est établie à \$480 057 pour l'exécution de la Loi concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.



AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 17

DIRECTION ET GESTION

Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services requis pour établir et mettre en oeuvre ses politiques en matière de sécurité du revenu, de santé et de services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
Crédits et dépenses par éléments	Direction et administration	Conseil des affaires sociales	Commission des affaires sociales	Agrément
Crédits	\$ 26 379 400	\$ 425 100	\$ 2 045 000	\$ 5 995 700
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	409 200	5 800	20 400	132 400
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	15 200			16 600
Aux ministères suivants				
Affaires intergouvernementales	(38 400)			
Agriculture	(16 600)			
Fonction publique	(56 000)			
Justice	(10 800)			
Richesses naturelles				
Services de protection de l'environnement	(29 700)			
Crédits autorisés	26 652 300	430 900	2 065 400	6 144 700
* Dépenses	22 833 354	389 665	1 777 009	5 199 094
Crédits non utilisés	\$ 3 845 003	\$ 41 235	\$ 288 391	\$ 945 606
Dépassements aux crédits permanents	\$ (26 057)			

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	Élément 9	Total
Planification	Program- mation	Financement	Relations de travail	Équipement	
\$ 3 569 800	\$ 5 608 700	\$ 4 738 400	\$ 2 732 800	\$ 2 646 400	\$ 54 141 300
74 700	141 800	115 100	48 800	63 000	1 011 200
	5 000		2 300		39 100
					(38 400)
					(16 600)
				(40 700)	(96 700)
					(10 800)
(14 800)					(14 800)
					(29 700)
<u>3 629 700</u>	<u>5 755 500</u>	<u>4 853 500</u>	<u>2 783 900</u>	<u>2 668 700</u>	<u>54 984 600</u>
<u>3 131 102</u>	<u>5 304 774</u>	<u>4 414 079</u>	<u>2 258 594</u>	<u>2 540 341</u>	<u>47 848 012</u>
<u>\$ 498 598</u>	<u>\$ 450 726</u>	<u>\$ 439 421</u>	<u>\$ 525 306</u>	<u>\$ 128 359</u>	<u>\$ 7 162 645</u>
					<u>\$ (26 057)</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 17 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
	Direction et administration interne	Conseil des affaires sociales	Commission des affaires sociales	Agrément
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 13 240 265	\$ 301 049	\$ 1 438 445	\$ 4 024 187
2—Autres rémunérations	306 311	6 013	17 005	144 052
3—Communications	2 061 769	21 687	150 906	195 962
Permanents	5 402			
4—Services	2 986 676	54 239	127 492	77 061
Permanents	20 320			
5—Entretien	130 029		31	132 297
6—Loyers	1 821 769	5 458	35 948	8 603
Permanents	335			
7—Fournitures	1 782 435	1 175	7 182	482 473
11—Autres dépenses	194 846			
	<u>22 550 157</u>	<u>389 621</u>	<u>1 777 009</u>	<u>5 064 635</u>
Capital				
8—Équipement	263 497	44		134 459
Transfert				
10—Transfert	19 700			
	<u>\$ 22 833 354</u>	<u>\$ 389 665</u>	<u>\$ 1 777 009</u>	<u>\$ 5 199 094</u>

* Y compris à l'élément 1, une dépense de \$ 26 057 sans prévision de crédits permanents afférents à l'exécution de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, 1976, c. 46.

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	Élément 9	Total
Planification	Program- mation	Financement	Relations de travail	Équipement	
\$ 2 792 446	\$ 4 798 783	\$ 4 207 737	\$ 1 872 158	\$ 2 318 241	\$ 34 993 311
32 893	108 515	66 370	55 506	46 183	782 848
106 257	353 392	134 152	187 051	124 288	3 335 464
					5 402
199 476	43 284	5 820	143 811	51 629	3 689 488
					20 320
					262 357
30	44		68		1 871 920
					335
	756				2 273 265
					195 602
<u>3 131 102</u>	<u>5 304 774</u>	<u>4 414 079</u>	<u>2 258 594</u>	<u>2 540 341</u>	<u>47 430 312</u>
					398 000
					19 700
<u>\$ 3 131 102</u>	<u>\$ 5 304 774</u>	<u>\$ 4 414 079</u>	<u>\$ 2 258 594</u>	<u>\$ 2 540 341</u>	<u>\$ 47 848 012</u>

AFFAIRES SOCIALES

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 64 380 273			\$ 64 380 273
2—Autres rémunérations	1 698 482			1 698 482
3—Communications	4 789 099			4 789 099
4—Services	12 856 807			12 856 807
5—Entretien	262 357			262 357
6—Loyers	1 875 305			1 875 305
7—Fournitures	2 435 848			2 435 848
8—Équipement		\$ 398 000		398 000
10—Transfert			\$ 4 212 915 559	4 212 915 559
11—Autres dépenses	212 439			212 439
	<u>\$ 88 510 610</u>	<u>\$ 398 000</u>	<u>\$ 4 212 915 559</u>	<u>\$ 4 301 824 169</u>

* Excluant \$ 1 002 294 pour les prêts.



AGRICULTURE**REVENUS**

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles du Québec	\$ 23 603	\$ 35 052
Autres		
Mise en marché	29 101	28 300
Abattoir et atelier	8 525	
Inséminateurs	1 009	1 004
Enlèvement du sol arable	2 280	
	<u>40 915</u>	<u>29 304</u>
	64 518	64 356
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	28 426	21 695
Matériel et fournitures	39 919	18 699
Terrains et bâtisses	41 075	41 063
Plans et devis	7 313	20 920
Animaux	111 218	75 852
Produits de la ferme	258 306	171 498
Spermes	1 011 916	795 560
Médicaments		77
Lots de colonisation	(6 280)	(623)
Location de terrains et bâtisses	90 741	72 269
Location de machinerie et d'équipement		136
Location de services de personnel	38 629	146 024
Cours	2 300	10 785
Constitution de titres de lots de colonisation	4 581	5 967
Entreposage et congélation	388 323	458 197
Amélioration des terres	72 229	80 298
Creusage de puits	57 001	35 272
Décoration des expositions	5 735	5 355
Autres aides à l'agriculteur	181 590	190 044
Enquêtes et audition	21 110	
Actes juridiques	2 160	
	<u>2 356 292</u>	<u>2 149 088</u>

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Intérêts		
Comptes de banque	\$ 75 218	\$ 3 725
Ristournes	397	377
Paiements de lots de colonisation	18 386	19 283
Vente de terrains	1 043	260
	<u>95 044</u>	<u>23 645</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	<u>23 262</u>	<u>25 702</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	36 442	10 189
Autres dépenses	787 436	166 474
	<u>823 878</u>	<u>176 663</u>
Revenus autonomes	<u>3 362 994</u>	<u>2 439 454</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Transport de moutons		492
Indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage	4 902	(2 600)
Jeunes ruraux	23 940	23 940
Assurance-récolte	2 756 815	2 301 299
Main-d'oeuvre agricole	221 035	354 589
Transport d'animaux à l'exposition de Toronto	12 144	10 621
Production d'aliments pour bétail	6 700 000	
	<u>9 718 836</u>	<u>2 688 341</u>
	<u>\$ 13 081 830</u>	<u>\$ 5 127 795</u>

AGRICULTURE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Agriculture			
1—Recherche et enseignement	\$ 15 509 200	\$ 15 221 407	\$ 15 194 244
2—Financement agricole	52 449 200	39 467 454	38 054 058
3—Aide à la production agricole	116 001 341	112 978 981	101 121 860
4—Régie de l'assurance-récolte du Québec	6 045 300	4 881 943	4 178 492
5—Commercialisation agricole	36 161 500 (1)	27 242 205 (1)	27 661 898
6—Régie des marchés agricoles du Québec	1 211 900	1 033 327	935 154
7—Assurance-stabilisation des revenus agricoles	8 725 800	7 197 040	4 274 867
8—Gestion interne et soutien	35 307 400	35 363 768	28 897 076
	<u>\$ 271 411 641 (1)</u>	<u>\$ 243 386 125 (1)</u>	<u>\$ 220 317 649</u>

Crédits votés	\$ 254 510 841 (1)	\$ 229 707 096 (1)
Crédits permanents	<u>16 900 800</u>	<u>13 679 029 (1)</u>
	271 411 641	243 386 125
Crédits non utilisés		
Votés	(24 803 745)	
Permanents	(3 780 457)	
Dépassements aux crédits permanents	<u>558 686</u>	
	<u>\$ 243 386 125</u>	<u>\$ 243 386 125</u>

(1) Y compris pour les prêts \$ 500 000 aux crédits autorisés, et \$ 500 000 aux dépenses.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT

Ce programme vise à élaborer des solutions aux problèmes techniques et économiques ainsi que de formation professionnelle en agriculture.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche agricole	Enseignement agricole	Total
Crédits	\$ 8 448 300	\$ 6 782 800	\$ 15 231 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	142 500	135 400	277 900
Du ministère des Affaires intergouvernementales		200	200
Crédits autorisés	8 590 800	6 918 400	15 509 200
Dépenses	8 427 776	6 793 631	15 221 407
Crédits non utilisés	\$ 163 024	\$ 124 769	\$ 287 793
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 4 634 718	\$ 4 209 006	\$ 8 843 724
2—Autres rémunérations	460 060	457 385	917 445
3—Communications	196 549	87 174	283 723
4—Services	109 831	150 342	260 173
5—Entretien	90 474	396 902	487 376
6—Loyers	110 117	50 853	160 970
7—Fournitures	768 378	572 889	1 341 267
11—Autres dépenses	364		364
	<u>6 370 491</u>	<u>5 924 551</u>	<u>12 295 042</u>
Capital			
4—Services	5 548		5 548
8—Équipement	321 089	121 372	442 461
9—Immobilisations	60 873	708	61 581
	<u>387 510</u>	<u>122 080</u>	<u>509 590</u>
Transfert			
10—Transfert	<u>1 669 775</u>	<u>747 000</u>	<u>2 416 775</u>
	<u>\$ 8 427 776</u>	<u>\$ 6 793 631</u>	<u>\$ 15 221 407</u>

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

FINANCEMENT AGRICOLE

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
Crédits et dépenses par éléments	Gestion interne et soutien	Crédit agricole	Amélioration des fermes	Crédit à la production
Crédits	\$ 6 192 800	\$ 20 805 400	\$ 5 263 800	\$ 150 000
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	142 700			
* Crédits autorisés	6 335 500	20 805 400	5 263 800	150 000
* Dépenses	6 025 526	17 150 823	4 226 296	31 946
Crédits non utilisés	\$ 309 974	\$ 3 654 577	\$ 1 037 504	\$ 118 054
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 5 315 675			
2—Autres rémunérations	90 197			
3—Communications	375 151			
4—Services	76 726			
5—Entretien	709			
6—Loyers	47 649			
7—Fournitures	95 153			
11—Autre dépenses	7 539			
	<u>6 008 799</u>			
Capital				
4—Services				
8—Équipement	16 727			
9—Immobilisations				
	<u>16 727</u>			
Transfert				
10—Transfert				
Permanents		\$ 4 247 633	\$ 4 093 669	
		12 903 190	132 627	\$ 31 946
		<u>17 150 823</u>	<u>4 226 296</u>	<u>31 946</u>
	<u>\$ 6 025 526</u>	<u>\$ 17 150 823</u>	<u>\$ 4 226 296</u>	<u>\$ 31 946</u>

* Y compris, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$16 484 100 alors que la dépense s'est établie à \$12 903 190 pour l'exécution de la Loi du Crédit agricole, S.R., c. 108 et modifications; à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$200 000 alors que la dépense s'est établie à \$132 627 pour l'exécution de la Loi de l'amélioration des fermes, S.R., c. 109 et modifications; à l'élément 4, une prévision afférente à

des crédits permanents de \$150 000 alors que la dépense s'est établie à \$31 946 pour l'exécution de la Loi favorisant le crédit à la production agricole, 1972, c. 38 et modifications et à l'élément 5, une prévision afférente à des crédits permanents de \$11 700 alors que la dépense s'est établie à \$3182 pour l'exécution de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, 1972, c. 39 et modifications.

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	
Crédit spécial	Prêt agricole	Mise en valeur des exploitations agricoles	Réaménagement foncier	Total
\$ 64 500	\$ 5 786 100	\$ 6 300 000	\$ 7 727 800	\$ 52 290 400
			16 100	158 800
64 500	5 786 100	6 300 000	7 743 900	52 449 200
54 107	5 161 334	4 185 222	2 632 200	39 467 454
<u>\$ 10 393</u>	<u>\$ 624 766</u>	<u>\$ 2 114 778</u>	<u>\$ 5 111 700</u>	<u>\$ 12 981 746</u>
			\$ 209 731	\$ 5 525 406
			330 565	420 762
			54 186	429 337
			336	77 062
			24	733
			2 000	49 649
			3 673	98 826
			375	7 914
			<u>600 890</u>	<u>6 609 689</u>
			11 283	11 283
			495	17 222
			<u>1 210 782</u>	<u>1 210 782</u>
			1 222 560	1 239 287
\$ 50 925	\$ 5 161 334	\$ 4 185 222	808 750	18 547 533
3 182				13 070 945
<u>54 107</u>	<u>5 161 334</u>	<u>4 185 222</u>	<u>808 750</u>	<u>31 618 478</u>
<u>\$ 54 107</u>	<u>\$ 5 161 334</u>	<u>\$ 4 185 222</u>	<u>\$ 2 632 200</u>	<u>\$ 39 467 454</u>

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE

Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage et à diversifier la production selon les possibilités du milieu.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Mise en valeur des productions animales	Mise en valeur des productions végétales	Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux	Vulgarisation et gestion des fermes	Total
Crédits	\$ 24 857 300	\$ 12 416 300	\$ 47 510 400	\$ 21 933 400	\$ 106 717 400
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	102 900	71 875	146 000	514 900	835 675
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	2 413 766	2 596 000	3 000 000	410 000	8 419 766
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement	28 500				28 500
Autres	(279 000)	1 484 000	(820 000)	(385 000)	
Crédits autorisés	27 123 466	16 568 175	49 836 400	22 473 300	116 001 341
Dépenses	26 305 442	15 798 921	48 715 305	22 159 313	112 978 981
Crédits non utilisés	\$ 818 024	\$ 769 254	\$ 1 121 095	\$ 313 987	\$ 3 022 360
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 3 330 050	\$ 1 203 635	\$ 4 746 503	\$ 15 954 436	\$ 25 234 624
2—Autres rémunérations	313 213	458 575	2 014 408	1 766 676	4 552 872
3—Communications	296 080	162 292	853 557	1 759 375	3 071 304
4—Services	1 967 038	9 095	937 792	281 275	3 195 200
5—Entretien	68 138	89 018	7 378 657	68 737	7 604 550
6—Loyers	41 143	27 821	1 097 467	285 190	1 451 621
7—Fournitures	1 034 490	283 206	197 589	244 734	1 760 019
11—Autres dépenses	135	154		673	962
	7 050 287	2 233 796	17 225 973	20 361 096	46 871 152
Capital					
4—Services	9 588			72 696	82 284
8—Équipement	132 215	130 275	76 801	70 021	409 312
9—Immobilisations	553 780			1 259 800	1 813 580
	695 583	130 275	76 801	1 402 517	2 305 176
Transfert					
10—Transfert	18 559 572	13 434 850	31 412 531	395 700	63 802 653
	\$ 26 305 442	\$ 15 798 921	\$ 48 715 305	\$ 22 159 313	\$ 112 978 981

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

RÉGIE DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE DU QUÉBEC

Ce programme vise à compenser en partie les pertes de rendement dans les récoltes, causées par la mauvaise température.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 5 978 500
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	34 400
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	32 400
Crédits autorisés	6 045 300
Dépenses	4 881 943
Crédits non utilisés	<u>\$ 1 163 357</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 571 467
2—Autres rémunérations	114 443
3—Communications	241 209
4—Services	1 036 677
5—Entretien	5 935
6—Loyers	22 980
7—Fournitures	47 120
11—Autres dépenses	764
	<u>3 040 595</u>
Capital	
8—Équipement	26 746
Transfert	
10—Transfert	1 814 602
	<u>\$ 4 881 943</u>

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

COMMERCIALISATION AGRICOLE		Ce programme vise à consolider le secteur secondaire agro-alimentaire et à assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs.			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Développement des entreprises de transformation des produits agricoles	Études économiques agro-alimentaires	Rationalisation de la mise en marché agricole	Contrôle de la qualité des produits	Total
Crédits	\$ 14 747 000	\$ 1 183 000	\$ 8 396 500	\$ 9 575 300	\$ 33 901 800
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	15 300	21 700	23 700	224 000	284 700
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	1 905 000	5 000	65 000		1 975 000
Autres	(605 000)		605 000		
Crédits autorisés	16 062 300	1 209 700	9 090 200**	9 799 300	36 161 500
* Dépenses	9 397 904	927 047	7 503 384**	9 413 870	27 242 205
Crédits non utilisés	\$ 6 771 253	\$ 282 653	\$ 1 586 816	\$ 385 430	\$ 9 026 152
Dépassements aux crédits permanents	\$ (106 857)				\$ (106 857)

* Y compris, à l'élément 1, une dépense afférente à des crédits permanents de \$106 857; sans prévision de crédit permanent, en vertu de la loi du ministère de l'Agriculture, S.R., c. 101 et modifications.

** Y compris, par un virement de la super-catégorie "Transfert", \$500 000 pour les prêts aux crédits autorisés et aux dépenses.

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 574 930	\$ 753 230	\$ 799 927	\$ 7 425 590	\$ 9 553 677
2—Autres rémunérations	45 400	34 829	57 155	171 280	308 664
3—Communications	61 693	32 053	156 431	1 093 444	1 343 621
4—Services	215 503	58 806	81 429	123 456	479 194
Permanents	106 857				106 857
5—Entretien		462	47	22 431	22 940
6—Loyers		5 921	3 544	37 894	47 359
7—Fournitures	102	6 803	10 076	253 153	270 134
11—Autres dépenses			1	2 194	2 195
	<u>1 004 485</u>	<u>892 104</u>	<u>1 108 610</u>	<u>9 129 442</u>	<u>12 134 641</u>
Capital					
4—Services	73 946				73 946
8—Équipement	1 193	757	531	284 428	286 909
	<u>75 139</u>	<u>757</u>	<u>531</u>	<u>284 428</u>	<u>360 855</u>
Transfert					
10—Transfert	<u>8 318 280</u>	<u>34 186</u>	<u>5 894 243</u>		<u>14 246 709</u>
Prêts					
13—Prêts			<u>500 000</u>		<u>500 000</u>
			<u>500 000</u>		<u>500 000</u>
	<u>\$ 9 397 904</u>	<u>\$ 927 047</u>	<u>\$ 7 503 384</u>	<u>\$ 9 413 870</u>	<u>\$ 27 242 205</u>

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 189 300
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	22 600
Crédits autorisés	1 211 900
Dépenses	1 033 327
Crédits non utilisés	\$ 178 573

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 858 897
2—Autres rémunérations	24 584
3—Communications	91 480
4—Services	42 968
5—Entretien	115
6—Loyers	7 125
7—Fournitures	7 019
	1 032 188

Capital

8—Équipement	1 139
	\$ 1 033 327

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES Ce programme vise à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles qui opèrent selon les structures de production et de mise en marché prévues par un régime.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 8 718 200
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	7 600
Crédits autorisés	8 725 800
Dépenses	7 197 040
Crédits non utilisés	\$ 1 528 760

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 310 851
2—Autres rémunérations	87 296
3—Communications	49 018
4—Services	63 886
5—Entretien	2 544
6—Loyers	1 186
7—Fournitures	8 993
	523 774
Capital	
8—Équipement	238
Transfert	
10—Transfert	6 673 028
	\$ 7 197 040

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

GESTION INTERNE ET SOUTIEN		Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.		
Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Direction	Élément 2 Soutien administratif et technique	Élément 3 Contribution aux taxes foncières municipales et scolaires sur les fermes	Total
Crédits	\$ 1 108 400	\$ 22 295 900	\$ 7 900 000	\$ 31 304 300
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		2 000 000		2 000 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	15 200	1 777 100		1 792 300
Au ministère des Affaires intergouvernementales	(43 000)			(43 000)
Des ministères suivants				
Affaires sociales		16 600		16 600
Travail et Main-d'oeuvre		221 800		221 800
Travaux publics et Approvisionnement		15 400		15 400
* Crédits autorisés	<u>1 080 600</u>	<u>26 326 800</u>	<u>7 900 000</u>	<u>35 307 400</u>
* Dépenses	<u>1 025 437</u>	<u>26 458 281</u>	<u>7 880 050</u>	<u>35 363 768</u>
Crédits non utilisés	\$ 55 163	\$ 320 348	\$ 19 950	\$ 395 461
Dépassements aux crédits permanents		\$ (451 829)		\$ (451 829)

* Y compris, à l'élément 2, une dépense afférente à des crédits permanents sans prévision budgétaire de \$ 451 829 pour l'exécution de la Loi sur la protection du territoire agricole, 1978, c. 10; et une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 55 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 49 398 pour l'exécution de la Loi des sociétés d'agriculture, S.R., c. 112 et modifications.

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 880 872	\$ 8 390 849		\$ 9 271 721
Permanents		48 798		48 798
2—Autres rémunérations	88 597	2 169 651		2 258 248
Permanents		38 332		38 332
3—Communications	55 732	1 489 206		1 544 938
Permanents		155 943		155 943
4—Services		629 341		629 341
Permanents		123 349		123 349
5—Entretien		118 007		118 007
6—Loyers	236	284 296		284 532
Permanents		734		734
7—Fournitures		1 446 859		1 446 859
Permanents		5 689		5 689
11—Autres dépenses		23 850		23 850
	<u>1 025 437</u>	<u>14 924 904</u>		<u>15 950 341</u>
Capital				
7—Fournitures		1 351		1 351
8—Équipement		351 686		351 686
Permanents		78 984		78 984
9—Immobilisations		13 599		13 599
		<u>445 620</u>		<u>445 620</u>
Transfert				
10—Transfert		11 038 359	\$ 7 880 050	18 918 409
Permanents		49 398		49 398
		<u>11 087 757</u>	<u>7 880 050</u>	<u>18 967 807</u>
	<u>\$ 1 025 437</u>	<u>\$ 26 458 281</u>	<u>\$ 7 880 050</u>	<u>\$ 35 363 768</u>

AGRICULTURESOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 61 219 165			\$ 61 219 165
2—Autres rémunérations	8 722 646			8 722 646
3—Communications	7 210 573			7 210 573
4—Services	6 014 707	\$ 173 061		6 187 768
5—Entretien	8 242 200			8 242 200
6—Loyers	2 026 156			2 026 156
7—Fournitures	4 985 926	1 351		4 987 277
8—Équipement		1 614 697		1 614 697
9—Immobilisations		3 099 542		3 099 542
10—Transfert			\$ 139 540 052	139 540 052
11—Autres dépenses	36 049			36 049
	<u>\$ 98 457 422</u>	<u>\$ 4 888 651</u>	<u>\$ 139 540 052</u>	<u>\$ 242 886 125*</u>

* Excluant \$ 500 000 pour les prêts.



ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	\$ 7 357	\$ 5 765
Projets de loi publics	48 266	56 401
Projets de loi privés	38 291	64 192
Journaux de la Chambre	27 818	43 073
Restaurant Le Parlementaire	498 897	433 274
Restaurant Le Mini-Débat	213 314	135 353
Livres, journaux et souvenirs	27 222	18 256
Location d'espaces de stationnement — députés et journalistes	7 680	8 050
	<u>868 845</u>	<u>764 364</u>
Contributions volontaires des membres de l'Assemblée nationale		<u>6 006</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>4 838</u>	<u>8 633</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 873 683</u>	<u>\$ 779 003</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Assemblée nationale			
1—Législation	\$ 10 071 600	\$ 9 647 516	\$ 9 124 783
2—Gestion interne et soutien	16 324 700	16 209 509	12 505 531
3—Protecteur du citoyen	824 000	744 353	683 330
4—Vérificateur général	3 832 900	3 780 291	2 980 562
Secteur: Direction du gouvernement			
5—Traitements et allocations de l'exécutif	806 200	836 776	792 703
	<u>\$ 31 859 400</u>	<u>\$ 31 218 445</u>	<u>\$ 26 086 909</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 21 605 800	\$ 21 342 645	
Crédits permanents	<u>10 253 600</u>	<u>9 875 800</u>	
	31 859 400	31 218 445	
Crédits non utilisés			
Votés	(263 155)		
Permanents	(408 376)		
Dépassements aux crédits permanents	30 576		
	<u>\$ 31 218 445</u>	<u>\$ 31 218 445</u>	

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

LÉGISLATION		Ce programme vise à assurer à l'Assemblée nationale les moyens nécessaires à l'exercice du pouvoir législatif.			
Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total	
	Traitements et allocations des députés	Commissions parlementaires	Services de recherche		
Crédits	\$ 9 447 400	\$ 295 000	\$ 320 000	\$ 10 062 400	
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		9 200		9 200	
Autres		(32 000)	32 000		
* Crédits autorisés	<u>9 447 400</u>	<u>272 200</u>	<u>352 000</u>	<u>10 071 600</u>	
* Dépenses	<u>9 039 024</u>	<u>258 476</u>	<u>350 016</u>	<u>9 647 516</u>	
Crédits non utilisés	<u>\$ 408 376</u>	<u>\$ 13 724</u>	<u>\$ 1 984</u>	<u>\$ 424 084</u>	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements		\$ 223 405		\$ 223 405	
Permanents	\$ 5 919 715			5 919 715	
2—Autres rémunérations		17 251	\$ 266 289	283 540	
Permanents	1 767 584			1 767 584	
3—Communications		4 463	34 157	38 620	
Permanents	604 554			604 554	
4—Services		109	40 835	40 944	
5—Entretien		135	46	181	
6—Loyers		9 087	3 726	12 813	
Permanents	747 171			747 171	
7—Fournitures		2 254	4 963	7 217	
11—Autres dépenses		120		120	
	<u>9 039 024</u>	<u>256 824</u>	<u>350 016</u>	<u>9 645 864</u>	
Capital					
8—Équipement		1 652		1 652	
	<u>\$ 9 039 024</u>	<u>\$ 258 476</u>	<u>\$ 350 016</u>	<u>\$ 9 647 516</u>	

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$9 447 400 alors que la dépense s'est établie à \$9 039 024 pour l'exécution de la Loi de la Législature, S.R., c. 6 et modifications.



ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à fournir les ressources humaines et techniques nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée nationale.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Soutien administratif et technique	Journal des débats	Bibliothèque de la Législature
Crédits	\$ 5 993 600	\$ 2 222 100	\$ 1 562 700
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	500 000		
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	222 200	95 900	65 200
Aux ministères suivants			
Conseil exécutif	(6 900)		
Justice	(14 000)		
Autres	(203 000)	50 000	
Crédits autorisés	6 491 900	2 368 000	1 627 900
Dépenses	6 457 676	2 352 008	1 611 415
Crédits non utilisés	\$ 34 224	\$ 15 992	\$ 16 485

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 4 346 640	\$ 1 499 207	\$ 1 129 780
2—Autres rémunérations	374 146	228 876	196 729
3—Communications	1 093 520	439 765	6 087
4—Services	236 039	11 296	104 048
5—Entretien	10 439	3 870	434
6—Loyers	100 662	30 096	35 906
7—Fournitures	243 455	109 109	126 487
11—Autres dépenses	3 312		362
	6 408 213	2 322 219	1 599 833
Capital			
8—Équipement	49 463	29 789	11 582
	\$ 6 457 676	\$ 2 352 008	\$ 1 611 415

Élément 4	Élément 5	Élément 6	Élément 7	Total
Bureau d'accueil et d'information	Services des édifices	Le Parlementaire, restaurant de l'Assemblée nationale	Télédiffusion des débats parlementaires	
\$ 462 500	\$ 1 936 700	\$ 915 400	\$ 2 100 000	\$ 15 193 000
				500 000
73 800	163 900	31 600		652 600
	30 000	23 000	100 000	(6 900) (14 000)
536 300	2 130 600	970 000	2 200 000	16 324 700
511 792	2 128 805	964 307	2 183 506	16 209 509
<u>\$ 24 508</u>	<u>\$ 1 795</u>	<u>\$ 5 693</u>	<u>\$ 16 494</u>	<u>\$ 115 191</u>
\$ 233 992	\$ 1 961 954	\$ 359 491	\$ 41 251	\$ 9 572 315
81 212	123 705	138 924	195 767	1 339 359
75 506	10 210	182	46 299	1 671 569
32 436	953	20 034	456 226	861 032
676		1 746		17 165
68 864	31 983	666	524 673	692 003
10 118		439 075	332 282	1 351 255
		2 094		15 886
<u>502 804</u>	<u>2 128 805</u>	<u>962 212</u>	<u>1 596 498</u>	<u>15 520 584</u>
8 988		2 095	587 008	688 925
<u>\$ 511 792</u>	<u>\$ 2 128 805</u>	<u>\$ 964 307</u>	<u>\$ 2 183 506</u>	<u>\$ 16 209 509</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

PROTECTEUR DU CITOYEN

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 798 300
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	25 700
Crédits autorisés	824 000
Dépenses	744 353
Crédits non utilisés	<u>\$ 79 647</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 684 805
2—Autres rémunérations	13 075
3—Communications	29 098
4—Services	2 456
5—Entretien	921
6—Loyers	4 340
7—Fournitures	8 795
11—Autres dépenses	440
	<u>743 930</u>
Capital	
8—Équipement	423
	<u>\$ 744 353</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 3 446 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	386 900
Crédits autorisés	3 832 900
Dépenses	3 780 291
Crédits non utilisés	\$ 52 609

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 246 550
2—Autres rémunérations	18 221
3—Communications	97 590
4—Services	372 107
5—Entretien	2 018
6—Loyers	11 341
7—Fournitures	26 610
11—Autres dépenses	2 347
	3 776 784
 Capital	
8—Équipement	3 507
	\$ 3 780 291

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

TRAITEMENTS ET ALLOCATIONS DE L'EXÉCUTIF

Ce programme vise à assurer aux membres du Conseil exécutif le paiement de leurs traitements et allocations.

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 806 200
* Dépenses	<u>836 776</u>
Dépassements aux crédits permanents	<u><u>\$ (30 576)</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Fonctionnement	
1—Traitements	
Permanents	<u><u>\$ 836 776</u></u>

* Prévion et dépense afférentes à des crédits permanents concernant la Loi de l'exécutif, S.R., c. 9 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 20 483 566			\$ 20 483 566
2—Autres rémunérations	3 421 779			3 421 779
3—Communications	2 441 431			2 441 431
4—Services	1 276 539			1 276 539
5—Entretien	20 285			20 285
6—Loyers	1 467 668			1 467 668
7—Fournitures	1 393 877			1 393 877
8—Équipement		\$ 694 507		694 507
11—Autres dépenses	18 793			18 793
	<u>\$ 30 523 938</u>	<u>\$ 694 507</u>		<u>\$ 31 218 445</u>

COMMUNICATIONS

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Autres		
Films de l'Office du film du Québec	\$ 58 485	\$ 31 950
Exploitation d'un service téléphonique	25 000	81 696
Exploitation d'une entreprise de câblodistribution		10 691
Examen de films et de la publicité cinématographique	174 012	181 654
	<u>257 497</u>	<u>305 991</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Avis de la Gazette officielle	580 743	496 502
Publications de l'Éditeur officiel	2 527 504	1 816 511
Machinerie et véhicules automobiles	6 347	6 079
Production de l'Office de radio-télédiffusion du Québec	139 182	290 161
Location d'espaces pour cabines téléphoniques	14 445	14 008
Location de services de personnel	210	8 824
Téléphone	4 265 196	2 930 400
Traitement électronique des données	167 909	147 109
	<u>7 701 536</u>	<u>5 709 594</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	<u>49 534</u>	<u>64 407</u>
	<u>7 751 070</u>	<u>5 774 001</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 8 008 567</u>	<u>\$ 6 079 992</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Services de soutien			
1—Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	\$ 34 170 600	\$ 33 635 412	\$ 27 288 747
2—Communications gouvernementales et renseignements	5 883 525	5 485 688	4 373 340
3—Édition gouvernementale	12 551 500	12 298 196	11 004 779
4—Gestion interne et soutien	2 687 800	2 583 301	2 056 704
5—Bureau central de l'informatique	8 026 300	7 533 538	7 998 685
Secteur: Communications			
6—Régie des services publics	1 899 500	1 590 697	1 514 260
7—Développement des communications et des politiques	3 334 800	3 161 930	2 093 288
Secteur: Arts			
8—Cinéma et audio-visuel	6 977 000	6 786 021	4 404 863
Secteur: Administration et services			
9—Office de radio-télédiffusion du Québec	22 626 600	22 626 600	20 088 186
	<u>\$ 98 157 625</u>	<u>\$ 95 701 383</u>	<u>\$ 80 822 852</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 98 157 625	\$ 95 701 383	
Crédits non utilisés			
Votés	<u>(2 456 242)</u>		
	<u>\$ 95 701 383</u>	<u>\$ 95 701 383</u>	

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS GOUVERNEMENTAUX DE COMMUNICATION

Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Services de communication	Gestion interne	Total
Crédits	\$ 23 501 100	\$ 4 045 400	\$ 27 546 500
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	3 429 500		3 429 500
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	3 097 600	97 000	3 194 600
Crédits autorisés	30 028 200	4 142 400	34 170 600
Dépenses	29 942 415	3 692 997	33 635 412
Crédits non utilisés	\$ 85 785	\$ 449 403	\$ 535 188
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement		\$ 3 067 681	\$ 3 067 681
1—Traitements		116 670	116 670
2—Autres rémunérations		142 513	28 960 307
3—Communications	\$ 28 817 794	41 728	51 640
4—Services	9 912	40 582	820 289
5—Entretien	779 707	26 650	26 650
6—Loyers		141 620	185 152
7—Fournitures	43 532	1 905	1 905
11—Autres dépenses			
	<u>29 650 945</u>	<u>3 579 349</u>	<u>33 230 294</u>
Capital			
8—Équipement	290 970	113 648	404 618
9—Immobilisations	500		500
	<u>291 470</u>	<u>113 648</u>	<u>405 118</u>
	<u>\$ 29 942 415</u>	<u>\$ 3 692 997</u>	<u>\$ 33 635 412</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES
ET RENSEIGNEMENTS**

Ce programme vise à informer le public sur les objectifs, les activités et les services du gouvernement et à assister les ministères et organismes gouvernementaux dans la réalisation de leurs programmes d'information.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Services centraux	Services régionaux	
Crédits	\$ 2 134 900	\$ 3 254 800	\$ 5 389 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	419 825	67 800	487 625
Au ministère des Affaires intergouvernementales		(16 500)	(16 500)
Du ministère des Richesses naturelles		22 700	22 700
Autres	147 000	(147 000)	
Crédits autorisés	2 701 725	3 181 800	5 883 525
Dépenses	2 439 338	3 046 350	5 485 688
Crédits non utilisés	\$ 262 387	\$ 135 450	\$ 397 837
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 893 926	\$ 2 341 063	\$ 3 234 989
2—Autres rémunérations	11 805	61 051	72 856
3—Communications	1 232 531	354 727	1 587 258
4—Services	223 463	57 598	281 061
5—Entretien	1 663	7 280	8 943
6—Loyers	6 244	59 386	65 630
7—Fournitures	59 915	104 622	164 537
11—Autres dépenses		881	881
	2 429 547	2 986 608	5 416 155
Capital			
8—Équipement	9 791	59 742	69 533
	\$ 2 439 338	\$ 3 046 350	\$ 5 485 688

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ÉDITION GOUVERNEMENTALE

Ce programme vise à mettre à la disposition du public des publications et des documents audio-visuels et à assister les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Production d'imprimés	Commercialisation d'imprimés et de documents audio-visuels	Documentation administrative	Total
Crédits	\$ 9 362 400	\$ 1 079 500	\$ 871 200	\$ 11 313 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 191 700	22 500	24 200	1 238 400
Autres	(530 000)	530 000		
Crédits autorisés	10 024 100	1 632 000	895 400	12 551 500
Dépenses	9 813 106	1 605 904	879 186	12 298 196
Crédits non utilisés	\$ 210 994	\$ 26 096	\$ 16 214	\$ 253 304
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 5 051 555	\$ 738 644	\$ 748 144	\$ 6 538 343
2—Autres rémunérations	62 905	15 239	4 527	82 671
3—Communications	1 620 977	232 958	7 572	1 861 507
4—Services	560 204	26 955	52 969	640 128
5—Entretien	177 652	2 370	728	180 750
6—Loyers	495 089	7 644	7 416	510 149
7—Fournitures	1 799 182	541 815	54 832	2 395 829
11—Autres dépenses	11 023			11 023
	9 778 587	1 565 625	876 188	12 220 400
Capital				
8—Équipement	30 844	40 279	2 998	74 121
Transfert				
10—Transfert	3 675			3 675
	\$ 9 813 106	\$ 1 605 904	\$ 879 186	\$ 12 298 196

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Direction	Soutien administratif et technique	
Crédits	\$ 1 042 100	\$ 1 554 200	\$ 2 596 300
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	14 500	34 100	48 600
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre		74 600	74 600
Au ministère de l'immigration	(31 700)		(31 700)
Autres	13 200	(13 200)	
Crédits autorisés	1 038 100	1 649 700	2 687 800
Dépenses	995 137	1 588 164	2 583 301
Crédits non utilisés	\$ 42 963	\$ 61 536	\$ 104 499

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 796 393	\$ 1 097 304	\$ 1 893 697
2—Autres rémunérations	23 137	404 200	427 337
3—Communications	76 585	19 172	95 757
4—Services	69 601	4 261	73 862
5—Entretien	152	1 897	2 049
6—Loyers	592	15 261	15 853
7—Fournitures	23 650	39 814	63 464
11—Autres dépenses	332	1 023	1 355
	<u>990 442</u>	<u>1 582 932</u>	<u>2 573 374</u>
Capital			
8—Équipement	4 695	5 232	9 927
	<u>\$ 995 137</u>	<u>\$ 1 588 164</u>	<u>\$ 2 583 301</u>

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE

Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'informatique aux ministères.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Coordination interministérielle	Développement et exploitation des systèmes	Total
Crédits	\$ 691 000	\$ 6 867 400	\$ 7 558 400
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		335 800	335 800
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	9 400	122 700	132 100
Crédits autorisés	700 400	7 325 900	8 026 300
Dépenses	555 271	6 978 267	7 533 538
Crédits non utilisés	\$ 145 129	\$ 347 633	\$ 492 762

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 492 241	\$ 3 778 353	\$ 4 270 594
2—Autres rémunérations	5 698	54 347	60 045
3—Communications	9 110	59 840	68 950
4—Services	39 547	87 984	127 531
5—Entretien	86	133 141	133 227
6—Loyers		2 294 803	2 294 803
7—Fournitures	2 589	525 728	528 317
11—Autres dépenses	6 000	2 106	8 106
	555 271	6 936 302	7 491 573
Capital			
8—Équipement		41 965	41 965
	\$ 555 271	\$ 6 978 267	\$ 7 533 538

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

RÉGIE DES SERVICES PUBLICS

Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 872 300
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	27 200
Crédits autorisés	1 899 500
Dépenses	1 590 697
Crédits non utilisés	<u>\$ 308 803</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 419 011
2—Autres rémunérations	28 964
3—Communications	53 584
4—Services	36 269
5—Entretien	1 754
6—Loyers	21 532
7—Fournitures	25 356
11—Autres dépenses	541
	<u>1 587 011</u>
Capital	
8—Équipement	3 686
	<u>\$ 1 590 697</u>

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

**DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS
ET DES POLITIQUES**

Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Planification du développe- ment des réseaux	Planification du développe- ment des média	Total
Crédits	\$ 1 843 800	\$ 1 398 400	\$ 3 242 200
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	22 100	10 500	32 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		60 000	60 000
Autres	(225 000)	225 000	
Crédits autorisés	1 640 900	1 693 900	3 334 800
Dépenses	1 530 287	1 631 643	3 161 930
Crédits non utilisés	\$ 110 613	\$ 62 257	\$ 172 870
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 843 442	\$ 360 044	\$ 1 203 486
2—Autres rémunérations	54 037	1 617	55 654
3—Communications	49 105	29 778	78 883
4—Services	337 531	110 900	448 431
5—Entretien	332	723	1 055
6—Loyers	8 307	5 030	13 337
7—Fournitures	21 475	8 015	29 490
11—Autres dépenses	1 765	896	2 661
	<u>1 315 994</u>	<u>517 003</u>	<u>1 832 997</u>
Capital			
8—Équipement	<u>34 753</u>	<u>23 919</u>	<u>58 672</u>
Transfert			
10—Transfert	<u>179 540</u>	<u>1 090 721</u>	<u>1 270 261</u>
	<u>\$ 1 530 287</u>	<u>\$ 1 631 643</u>	<u>\$ 3 161 930</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CINÉMA ET AUDIO-VISUEL

Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Production	Distribution	Bureau de surveillance du cinéma	Total
Crédits	\$ 1 017 200	\$ 5 339 800	\$ 571 500	\$ 6 928 500
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	18 600	16 300	13 600	48 500
Autres	67 000	(67 000)		
Crédits autorisés	1 102 800	5 289 100	585 100	6 977 000
Dépenses	989 753	5 252 153	544 115	6 786 021
Crédits non utilisés	\$ 113 047	\$ 36 947	\$ 40 985	\$ 190 979
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 698 838	\$ 563 721	\$ 484 853	\$ 1 747 412
2—Autres rémunérations	1 745	3 336	4 489	9 570
3—Communications	107 864	232 042	32 720	372 626
4—Services	83 724	4 065 077	7 968	4 156 769
5—Entretien	799	1 022	43	1 864
6—Loyers	13 375	3 799	2 753	19 927
7—Fournitures	27 167	59 974	5 744	92 885
11—Autres dépenses	710		707	1 417
	934 222	4 928 971	539 277	6 402 470
Capital				
8—Équipement	55 531	35 182	4 838	95 551
Transfert				
10—Transfert		288 000		288 000
	\$ 989 753	\$ 5 252 153	\$ 544 115	\$ 6 786 021

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

OFFICE DE RADIO-TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC

Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 22 626 600
Dépenses	<u>22 626 600</u>
Crédits non utilisés	<u><u> </u></u>
 DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert	<u><u>\$ 22 626 600</u></u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 23 375 213			\$ 23 375 213
2—Autres rémunérations	853 767			853 767
3—Communications	33 078 872			33 078 872
4—Services	5 815 691			5 815 691
5—Entretien	1 149 931			1 149 931
6—Loyers	2 967 881			2 967 881
7—Fournitures	3 485 030			3 485 030
8—Équipement		\$ 758 073		758 073
9—Immobilisations		500		500
10—Transfert			\$ 24 188 536	24 188 536
11—Autres dépenses	27 889			27 889
	<u>\$ 70 754 274</u>	<u>\$ 758 573</u>	<u>\$ 24 188 536</u>	<u>\$ 95 701 383</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS**

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 2 967	\$ 4 309
Location d'espaces de stationnement	2 450	1 890
Location de services de personnel	47 458	46 196
	<u>52 875</u>	<u>52 395</u>
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 945 139	4 905 700
Prêts à des sociétés d'État	37 595	41 273
Prêts à des coopératives	44 750	52 400
Comptes de banques	18 486	3 989
	<u>5 045 970</u>	<u>5 003 362</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts	800	
Infraction à la loi régissant le financement des partis politiques	515	
	<u>1 315</u>	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	30 514	63 692
Autres dépenses	2 593	
Revenus autonomes	<u>33 107</u>	<u>63 692</u>
	<u>5 133 267</u>	<u>5 119 449</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement de l'Est du Québec		5 109 940
Zones spéciales	1 521 370	3 017 964
Axes routiers prioritaires	34 069 404	23 477 277
Inondations	979 241	(483 417)
Infrastructures industrielles	6 774 368	7 198 662
Études industrielles		155 615
Accès aux ressources forestières	20 212 950	14 604 378
Développement minéral	5 210 620	3 402 372
Développement de l'agriculture	13 632 414	10 064 606
Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (PICA)	656 181	1 119 233
Usine de pâte Kraft, St-Félicien	15 000 000	7 000 000
Développement touristique	2 811 264	
Épuration des eaux	40 000 000	50 000 000
Équipements publics	1 879 425	
	<u>142 747 237</u>	<u>124 666 630</u>
	<u>\$ 147 880 504</u>	<u>\$ 129 786 079</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Direction du gouvernement			
1—Bureau du lieutenant-gouverneur	\$ 391 800	\$ 373 324	\$ 318 528
2—Administration des élections et financement des partis politiques	12 134 400	16 057 782	2 917 575
3—Organismes-conseils auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	40 679 700	39 994 133	65 010 278
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
4—Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	20 090 946 (1)	11 890 600 (1)	5 658 365
5—Planification économique et régionale, consultation et administration de l'O.P.D.Q.	8 423 100	7 754 207	7 199 237
6—Consultation des agents socio-économiques	355 400	338 461	253 525
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Promotion du droit et du statut de la femme	1 224 900	1 123 014	755 524
Secteur: Lettres et biens culturels			
8—Charte de la langue française	10 828 500	10 682 022	5 884 023
	<u>\$ 94 128 746 (1)</u>	<u>\$ 88 213 543 (1)</u>	<u>\$ 87 997 055</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES (suite)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Crédits votés	\$ 56 165 846	\$ 46 473 739	
Crédits permanents	<u>37 962 900</u>	<u>41 739 804</u>	
	94 128 746	88 213 543	
Crédits non utilisés			
Votés	(9 692 107) (2)		
Permanents	(146 478)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>3 923 382</u>		
	<u>\$ 88 213 543</u>	<u>\$ 88 213 543</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$145 600 aux crédits autorisés et \$144 981 aux dépenses.

(2) Y compris \$619 pour les prêts.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 383 900
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	7 900
Crédits autorisés	391 800
Dépenses	373 324
Crédits non utilisés	<u>\$ 18 476</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 290 670
2—Autres rémunérations	9 757
3—Communications	4 594
4—Services	53 873
5—Entretien	7
6—Loyers	1 257
7—Fournitures	12 910
11—Autres dépenses	256
	<u>\$ 373 324</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS ET
FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES**

**Ce programme vise à l'application des lois
concernant l'administration des élections et le
financement des partis politiques.**

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Loi électorale	Réforme des districts électoraux	Financement des partis politiques	
Crédits	\$ 6 278 700	\$ 160 700	\$ 1 595 000	\$ 8 034 400
Additions et modifications: Crédits supplémentaires	4 100 000			4 100 000
* Crédits autorisés	10 378 700	160 700	1 595 000	12 134 400
* Dépenses	13 503 208	503 502	2 051 072	16 057 782
Dépassements aux crédits Permanents	\$ (3 124 508)	\$ (342 802)	\$ (456 072)	\$ (3 923 382)

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

Fonctionnement				
1—Traitements Permanents	\$ 653 809	\$ 249 218	\$ 352 775	\$ 1 255 802
2—Autres rémunérations Permanents	394 371	81 375	33 188	508 934
3—Communications Permanents	717 596	79 678	247 931	1 045 205
4—Services Permanents	774 252	18 093	26 405	818 750
5—Entretien Permanents	95 933	99	4 432	100 464
6—Loyers Permanents	169 494	210	56 375	226 079
7—Fournitures Permanents	188 595	67 408	83 319	339 322
11—Autres dépenses Permanents	10 398 045		23 182	10 421 227
	13 392 095	496 081	827 607	14 715 783
Capital				
8—Équipement Permanents	111 113	7 421	80 309	198 843
Transfert				
10—Transfert Permanents			1 143 156	1 143 156
	\$ 13 503 208	\$ 503 502	\$ 2 051 072	\$ 16 057 782

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 10 378 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 13 503 208 pour l'exécution de la Loi électorale, S.R., c. 7 et modifications, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 160 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 503 502 pour l'exécution de la Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux, 1971, c. 7, à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 1 595 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 051 072 pour l'exécution de la Loi régissant le financement des partis politiques, 1977, c. 11 et modifications.



CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ORGANISMES-CONSEILS AUPRÈS DU PREMIER
MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Ce programme vise à fournir au Premier Ministre et au Conseil exécutif les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Cabinet du Premier Ministre et bureaux des ministres d'État	Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	Affaires amérindiennes et inuit	Gestion interne et soutien administratif	Total
Crédits	\$ 6 254 700	\$ 4 023 900	\$ 20 227 800	\$ 2 543 200	\$ 33 049 600
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires			6 934 400		6 934 400
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	188 700	752 000	478 100	96 600	1 515 400
De la provision du programme 4	50 000				50 000
Aux ministères suivants					
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			(900 000)		(900 000)
Justice		(17 500)			(17 500)
Des ministères suivants					
Assemblée nationale				6 900	6 900
Conseil du Trésor		3 500			3 500
Travaux publics et Approvisionnement			38 600		38 600
Au programme suivant					
Charte de la langue française				(1 200)	(1 200)
Autres		100 000		(100 000)	
* Crédits autorisés	6 493 400	4 861 900	26 778 900**	2 545 500	40 679 700**
* Dépenses	6 455 338	4 663 917	26 481 010	2 393 868	39 994 133
Crédits non utilisés	\$ 38 062	\$ 197 983	\$ 297 890	\$ 151 632	\$ 685 567

DÉTAIL DU PROGRAMME 3 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 150 987	\$ 2 787 819	\$ 356 821	\$ 1 489 600	\$ 6 785 227
2—Autres rémunérations	103 076	84 423	76 214	334 198	597 911
3—Communications	277 133	638 195	54 090	20 457	989 875
4—Services	118 397	1 112 756	137 487	2 275	1 370 915
5—Entretien				9 657	9 657
6—Loyers		8 683	26 962	194 160	229 805
7—Fournitures		3 697	15 476	278 796	297 969
11—Autres dépenses	5 572	28 344	216 590	1 582	252 088
	<u>2 655 165</u>	<u>4 663 917</u>	<u>883 640</u>	<u>2 330 725</u>	<u>10 533 447</u>
Capital					
8—Équipement				63 143	63 143
Transfert					
10—Transfert Permanents	3 800 173		10 597 370		14 397 543
			15 000 000		15 000 000
	<u>3 800 173</u>		<u>25 597 370</u>		<u>29 397 543</u>
	<u>\$ 6 455 338</u>	<u>\$ 4 663 917</u>	<u>\$ 26 481 010</u>	<u>\$ 2 393 868</u>	<u>\$ 39 994 133</u>

* Y compris à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 15 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 15 000 000 pour l'exécution de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, 1976, c. 46 et modifications.

** Y compris pour les prêts, \$ 900 000 aux « Crédits », modifiés par transfert de la super-catégorie « Prêt » de \$ 675 000 au ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières et par un virement de \$ 225 000 à la super-catégorie « Transfert ».

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

**COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL ET INTERVENTIONS DE
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

**Ce programme vise à favoriser la concertation
interministérielle et de divers agents économi-
ques en vue de réaliser des interventions prio-
ritaires de développement régional.**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Programme expérimental de création d'emplois communautaires	Fonds de développement régional	Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménagement et de développement régional	Entente « Zones spéciales »	Total
Crédits	\$ 13 000 000	\$ 30 275 000	\$ 1 000 000		\$ 44 275 000
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires				\$ 1 008 300	1 008 300
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	6 700	600			7 300
Aux ministères suivants					
Affaires culturelles			(1 142 036)		(1 142 036)
Affaires municipales			(2 862 500)		(2 862 500)
Affaires sociales			(521 400)		(521 400)
Agriculture			(11 470 766)		(11 470 766)
Communications			(60 000)		(60 000)
Conseil exécutif (programme 3)			(50 000)		(50 000)
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			(88 500)		(88 500)
Éducation			(933 740)		(933 740)
Industrie et Commerce			(2 463 000)		(2 463 000)
Richesses naturelles			(541 203)		(541 203)
Services de protection de l'environnement			(431 209)		(431 209)
Terres et Forêts			(2 510 100)		(2 510 100)
Tourisme, Chasse et Pêche			(2 887 300)		(2 887 300)
Transports			(345 000)		(345 000)
Travaux publics et Approvisionnement			(757 000)		(757 000)
Des ministères suivants					
Affaires municipales			25 100		25 100
Agriculture			1 076 000		1 076 000
Éducation			100 000		100 000
Industrie et Commerce			663 000		663 000
Autres		(25 058 254)	24 775 551	282 703	
Crédits autorisés	13 006 700	5 217 346	575 897	1 291 003*	20 090 946*
Dépenses	9 870 622	729 693		1 290 285*	11 890 600*
Crédits non utilisés	\$ 3 136 078	\$ 4 487 653	\$ 575 897	\$ 718*	\$ 8 200 346*

DÉTAIL DU PROGRAMME 4 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
2—Autres rémunérations	\$ 192 529	\$ 103 134			\$ 295 663
3—Communications	21 545	142			21 687
4—Services		182 818			182 818
	<u>214 074</u>	<u>286 094</u>			<u>500 168</u>
Transfert					
10—Transfert	<u>9 656 548</u>	<u>443 599</u>		<u>\$ 1 145 304</u>	<u>11 245 451</u>
Prêts					
13—Prêts				<u>144 981</u>	<u>144 981</u>
	<u>\$ 9 870 622</u>	<u>\$ 729 693</u>		<u>\$ 1 290 285</u>	<u>\$ 11 890 600</u>

* Y compris pour les prêts \$ 509 600 aux crédits supplémentaires, modifiés à \$ 145 600 par virement de \$ 364 000 à la super catégorie « Transfert », ainsi que \$ 144 981 aux dépenses et \$ 619 aux crédits non utilisés.

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE,
CONSULTATION ET ADMINISTRATION
DE L'O.P.D.Q.**

Ce programme vise à élaborer des dossiers de planification en matière économique et régionale. Il vise également à coordonner et diriger les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Travaux de planification	Aide à la consultation	Direction et soutien administratif	Total
Crédits	\$ 1 425 000	\$ 1 670 000	\$ 5 213 400	\$ 8 308 400
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	19 700		95 000	114 700
Crédits autorisés	1 444 700	1 670 000	5 308 400	8 423 100
Dépenses	1 136 274	1 603 530	5 014 403	7 754 207
Crédits non utilisés	\$ 308 426	\$ 66 470	\$ 293 997	\$ 668 893
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements			\$ 4 159 090	\$ 4 159 090
2—Autres rémunérations	\$ 571 608		284 583	856 191
3—Communications	93 100		294 871	387 971
4—Services	455 609		101 961	557 570
5—Entretien			3 126	3 126
6—Loyers	3 529		65 578	69 107
7—Fournitures	12 428		77 161	89 589
11—Autres dépenses			3 501	3 501
	1 136 274		4 989 871	6 126 145
Capital				
8—Équipement			24 532	24 532
Transfert				
10—Transfert		\$ 1 603 530		1 603 530
	\$ 1 136 274	\$ 1 603 530	\$ 5 014 403	\$ 7 754 207

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

CONSULTATION DES AGENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Ce programme vise à fournir à l'O.P.D.Q. des avis en matière de développement socio-économique et régional.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 351 800
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	3 600
Crédits autorisés	355 400
Dépenses	338 461
Crédits non utilisés	\$ 16 939

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 163 038
2—Autres rémunérations	50 211
3—Communications	22 482
4—Services	85 031
6—Loyers	8 564
7—Fournitures	5 542
	<u>334 868</u>
Capital	
8—Équipement	3 593
	<u>\$ 338 461</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

PROMOTION DU DROIT ET DU STATUT DE LA FEMME

Ce programme vise à permettre au Conseil du statut de la femme de travailler à la promotion de l'égalité et du respect du droit et du statut de la femme.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 206 800
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	18 100
Crédits autorisés	1 224 900
Dépenses	1 123 014
Crédits non utilisés	\$ 101 886

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 605 908
2—Autres rémunérations	112 137
3—Communications	203 937
4—Services	159 401
5—Entretien	87
6—Loyers	23 194
7—Fournitures	16 166
11—Autres dépenses	190
	1 121 020
Capital	
8—Équipement	1 994
	\$ 1 123 014

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE		Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Office de la langue française	Commission de surveillance de la langue française	Conseil de la langue française	Commission d'appel de francisation des entreprises	Total
Crédits	\$ 8 309 600	\$ 1 049 800	\$ 1 467 900		\$ 10 827 300
Additions et modifications:					
Virements					
Du programme 3	1 200				1 200
* Crédits autorisés	8 310 800	1 049 800	1 467 900		10 828 500
* Dépenses	8 770 791	688 173	1 212 179	\$ 10 879	10 682 022
Crédits non utilisés		\$ 361 627	\$ 255 721		\$ 146 478
Dépassements aux crédits permanents	\$ (459 991)			\$ (10 879)	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements					
Permanents	\$ 5 388 543	\$ 385 769	\$ 486 044	\$ 9 620	\$ 6 269 976
2—Autres rémunérations					
Permanents	602 503	165 135	73 879		841 517
3—Communications					
Permanents	591 802	100 825	55 794		748 421
4—Services					
Permanents	1 378 972	5 853	527 035	1 225	1 913 085
5—Entretien					
Permanents	3 286				3 286
6—Loyers					
Permanents	117 111	4 821	9 187		131 119
7—Fournitures					
Permanents	166 543	15 112	21 644	34	203 333
11—Autres dépenses					
Permanents	30 803				30 803
	8 279 563	677 515	1 173 583	10 879	10 141 540
Capital					
8—Équipement					
Permanents	139 529	10 658	7 596		157 783
Transfert					
10—Transfert					
Permanents	351 699		31 000		382 699
	\$ 8 770 791	\$ 688 173	\$ 1 212 179	\$ 10 879	\$ 10 682 022

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$8 310 800 alors que la dépense s'est établie à \$8 770 791, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$1 049 800 alors que la dépense s'est établie à \$688 173, à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits

permanents de \$1 467 900 alors que la dépense s'est établie à \$1 212 179 pour l'exécution de la Charte de la langue française, 1977, c. 5; et à l'élément 4, une dépense de \$10 879 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Charte de la langue française 1977, c. 5.

CONSEIL EXÉCUTIFSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 19 529 711			\$ 19 529 711
2—Autres rémunérations	3 272 321			3 272 321
3—Communications	3 424 172			3 424 172
4—Services	5 141 443			5 141 443
5—Entretien	116 627			116 627
6—Loyers	689 125			689 125
7—Fournitures	964 831			964 831
8—Équipement		\$ 449 888		449 888
10—Transfert			\$ 43 772 379	43 772 379
11—Autres dépenses	10 708 065			10 708 065
	<u>\$ 43 846 295</u>	<u>\$ 449 888</u>	<u>\$ 43 772 379</u>	<u>\$ 88 068 562*</u>

* Excluant \$ 144 981 pour les prêts.



CONSEIL DU TRÉSOR

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	\$ 155	-----
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	7	-----
Revenus autonomes	<u>\$ 162</u>	<u>-----</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Administration financière			
1—Gestion budgétaire et politique administrative	<u>\$ 4 307 038</u>	<u>\$ 3 997 186</u>	<u>\$ 3 104 340</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 4 307 038	\$ 3 997 186	
Crédits non utilisés			
Votés	<u>(309 852)</u>	<u> </u>	
	<u>\$ 3 997 186</u>	<u>\$ 3 997 186</u>	

CONSEIL DU TRÉSOR

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE

Ce programme vise à déterminer l'allocation des ressources conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent utilisent efficacement ces ressources humaines, matérielles et financières dans l'exécution de leurs programmes.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Programmation et contrôle budgétaires	Politique administrative
Crédits	\$ 1 232 500	\$ 738 600
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	53 600	45 500
De la provision de l'élément 5 du Conseil du trésor		44 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	1 300	
Au ministère du Conseil exécutif		
Du ministère de la Fonction publique		
Autres	(65 000)	70 000
Crédits autorisés	1 222 400	898 100
Dépenses	1 192 061	868 989
Crédits non utilisés	\$ 30 339	\$ 29 111

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 1 175 577	\$ 811 598
2—Autres rémunérations	1 902	
3—Communications	8 935	11 514
4—Services	559	21 694
5—Entretien		95
6—Loyers		4 500
7—Fournitures	2 292	17 334
11—Autres dépenses		
	1 189 265	866 735
Capital		
8—Équipement	2 796	2 254
	\$ 1 192 061	\$ 868 989

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Politique de personnel et relations de travail	Soutien administratif et technique	Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères, de projets ou d'expériences pilotes destinés à améliorer la gestion administrative	Total
\$ 1 126 700	\$ 757 000	\$ 96 300	\$ 3 951 100
211 000	28 900		339 000
		(44 000)	
19 138	(3 500)		1 300
50 000	(55 000)		(3 500)
1 406 838	727 400	52 300	4 307 038
1 253 942	682 194		3 997 186
<u>\$ 152 896</u>	<u>\$ 45 206</u>	<u>\$ 52 300</u>	<u>\$ 309 852</u>
\$ 1 099 962	\$ 579 156		\$ 3 666 293
8 335	18 298		28 535
47 776	8 224		76 449
81 563	7 653		111 469
6	278		379
9 464	34 541		48 505
2 149	25 044		46 819
	1 442		1 442
<u>1 249 255</u>	<u>674 636</u>		<u>3 979 891</u>
4 687	7 558		17 295
<u>\$ 1 253 942</u>	<u>\$ 682 194</u>		<u>\$ 3 997 186</u>

CONSEIL DU TRÉSOR

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 3 666 293			\$ 3 666 293
2—Autres rémunérations	28 535			28 535
3—Communications	76 449			76 449
4—Services	111 469			111 469
5—Entretien	379			379
6—Loyers	48 505			48 505
7—Fournitures	46 819			46 819
8—Équipement		\$ 17 295		17 295
11—Autres dépenses	1 442			1 442
	<u>\$ 3 979 891</u>	<u>\$ 17 295</u>		<u>\$ 3 997 186</u>



CONSOMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Autres		
Constitution de compagnies d'assurance	\$ 5 597	\$ 2 975
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	310 113	284 945
Constitution de compagnies minières		100
Constitution de compagnies de fidéicommiss	900	100
Compagnies de fidéicommiss	20 562	15 590
Compagnies étrangères à fonds social	16 739	9 678
Constitution d'autres compagnies	1 828 926	1 513 202
Sociétés de prêts et placements	250	4 925
Courtage mobilier	455 987	304 426
Courtage immobilier	508 688	286 987
Prospectus	2 444 210	1 421 757
Mainmorte	3 025	115
Vendeurs d'automobiles usagées	256 089	248 990
Vendeurs itinérants	166 231	142 360
Agents de réclamation	18 915	20 695
	<u>6 036 232</u>	<u>4 256 845</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	53 519	48 920
Photocopies de documents	34 039	19 125
Location d'espaces de stationnement	735	360
Location de services de personnel	1 779	509
Assurance-dépôts	91 718	44 101
Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	286 388	226 208
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	2 143 105	1 414 285
	<u>2 611 283</u>	<u>1 753 508</u>
Intérêts		
Prêts à des coopératives	68 890	100 287
Gain sur fluctuations de change	471	
	<u>69 361</u>	<u>100 287</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	2 906	2 519
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 869	2 616
	<u>2 685 419</u>	<u>1 858 930</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 8 721 651</u>	<u>\$ 6 115 775</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
1—Protection du public	\$ 6 414 400	\$ 5 996 468	\$ 4 209 849
2—Contrôle et surveillance du développement des entreprises	4 432 400 (1)	4 284 341 (1)	2 618 140
Secteur: Marché financier			
3—Contrôle, surveillance et développement des institutions financières	4 399 900	4 112 098	3 618 739
4—Gestion interne et soutien	5 330 400	5 121 718	4 491 509
	<u>\$ 20 577 100 (1)</u>	<u>\$ 19 514 625 (1)</u>	<u>\$ 14 938 237</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 20 072 100	\$ 19 013 878	
Crédits permanents	<u>505 000</u>	<u>500 747</u>	
	20 577 100	19 514 625	
Crédits non utilisés			
Votés	(1 058 222) (2)		
Permanents	<u>(4 253)</u>		
	<u>\$ 19 514 625</u>	<u>\$ 19 514 625</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$900 000 aux crédits autorisés et \$847 843 aux dépenses.

(2) Y compris \$52 157 pour les prêts.

**CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES
ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES**
DÉTAIL DU PROGRAMME 1
PROTECTION DU PUBLIC

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales et immobilières.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Protection du consom- mateur	Élément 2 Contrôle et surveillance du courtage immobilier	Total
Crédits	\$ 4 968 200	\$ 414 100	\$ 5 382 300
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	788 000		788 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	246 800	11 400	258 200
Au ministère de la Justice	(14 100)		(14 100)
Autres	(4 000)	4 000	
Crédits autorisés	5 984 900	429 500	6 414 400
Dépenses	5 575 155	421 313	5 996 468
Crédits non utilisés	<u>\$ 409 745</u>	<u>\$ 8 187</u>	<u>\$ 417 932</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 094 463	\$ 387 165	\$ 2 481 628
2—Autres rémunérations	101 705	17 983	119 688
3—Communications	458 148	7 299	465 447
4—Services	2 455 454	2 173	2 457 627
5—Entretien	921	82	1 003
6—Loyers	465	22	487
7—Fournitures	46 754	6 508	53 262
11—Autres dépenses	127		127
	<u>5 158 037</u>	<u>421 232</u>	<u>5 579 269</u>
Capital			
8—Équipement	14 118	81	14 199
Transfert			
10—Transfert	403 000		403 000
	<u>\$ 5 575 155</u>	<u>\$ 421 313</u>	<u>\$ 5 996 468</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU DÉVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES**

Ce programme vise à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises opérant au Québec et à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Fichier central des entreprises	Élément 2 Création et modification de personnes morales	Élément 3 Contrôle, surveillance et développe- ment des associations coopératives	Total
Crédits	\$ 746 400	\$ 1 555 800	\$ 1 026 300	\$ 3 328 500
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	20 200	40 100	10 000	70 300
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			88 500	88 500
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement			45 100	45 100
Du ministère du Conseil exécutif			900 000	900 000
Autres	(57 000)	(45 000)	102 000	
* Crédits autorisés	<u>709 600</u>	<u>1 550 900</u>	<u>2 171 900**</u>	<u>4 432 400**</u>
* Dépenses	<u>696 037</u>	<u>1 473 081</u>	<u>2 115 223**</u>	<u>4 284 341**</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 13 563</u>	<u>\$ 77 819</u>	<u>\$ 56 677**</u>	<u>\$ 148 059**</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 618 072	\$ 1 203 947	\$ 409 966	\$ 2 231 985
2—Autres rémunérations	46 266	107 078	4 307	157 651
3—Communications	1 962	5 148	37 693	44 803
4—Services	1 084	82 314	263	83 661
5—Entretien	156	3 381		3 537
6—Loyers	14 330	14 004		28 334
7—Fournitures	12 019	52 495	2 578	67 092
	<u>693 889</u>	<u>1 468 367</u>	<u>454 807</u>	<u>2 617 063</u>
Capital				
8—Équipement	<u>2 148</u>	<u>4 714</u>	<u>723</u>	<u>7 585</u>
Transfert				
10—Transfert Permanents			411 850	411 850
			400 000	400 000
			<u>811 850</u>	<u>811 850</u>
Prêts				
13—Prêts			847 843	847 843
	<u>\$ 696 037</u>	<u>\$ 1 473 081</u>	<u>\$ 2 115 223</u>	<u>\$ 4 284 341</u>

* Y compris à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 400 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 400 000 pour l'exécution de la Loi constituant la Société de développement coopératif, 1977, c. 69.

** Y compris pour les prêts \$ 900 000 aux « crédits autorisés » obtenus par virement du Conseil exécutif ainsi que \$ 847 843 aux dépenses et \$ 52 157 aux crédits non utilisés.

**CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES
ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES**
DÉTAIL DU PROGRAMME 3
**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT
DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

Ce programme vise à permettre le maintien et le développement d'un réseau financier répondant aux besoins de l'économie par un contrôle constant des opérations des institutions financières.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Contrôle et surveillance des caisses d'épargne et de crédit	Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance
Crédits	\$ 469 900	\$ 220 300
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	7 500	4 700
Autres	(85 000)	
Crédits autorisés	392 400	225 000
Dépenses	340 982	173 448
Crédits non utilisés	<u>\$ 51 418</u>	<u>\$ 51 552</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 324 600	\$ 159 483
2—Autres rémunérations	7 334	
3—Communications	4 568	6 674
4—Services	2 592	6 338
5—Entretien		
6—Loyers		
7—Fournitures	667	797
11—Autres dépenses		
	<u>339 761</u>	<u>173 292</u>
Capital		
8—Équipement	1 221	156
Transfert		
10—Transfert		
	<u>\$ 340 982</u>	<u>\$ 173 448</u>

Élément 3 Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	Élément 4 Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières	Élément 5 Gestion du régime de l'assurance-dépôts	Total
\$ 1 589 800	\$ 1 737 500	\$ 296 400	\$ 4 313 900
36 000 120 000	34 600 20 000	3 200 (55 000)	86 000
<u>1 745 800</u>	<u>1 792 100</u>	244 600	4 399 900
<u>1 698 847</u>	<u>1 712 108</u>	<u>186 713</u>	<u>4 112 098</u>
<u>\$ 46 953</u>	<u>\$ 79 992</u>	<u>\$ 57 887</u>	<u>\$ 287 802</u>
\$ 1 308 210 188 668 76 781 86 855 311 29 546	\$ 1 427 196 56 461 59 401 123 499 402 16 803 15 067 2	\$ 176 643 6 4 072 2 944 235 1 667	\$ 3 396 132 252 469 151 496 222 228 948 16 803 47 744 2
<u>1 690 371</u>	<u>1 698 831</u>	<u>185 567</u>	<u>4 087 822</u>
<u>5 876</u>	<u>13 277</u>	<u>1 146</u>	<u>21 676</u>
<u>2 600</u>			<u>2 600</u>
<u>\$ 1 698 847</u>	<u>\$ 1 712 108</u>	<u>\$ 186 713</u>	<u>\$ 4 112 098</u>

**CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES
ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES**
DÉTAIL DU PROGRAMME 4
GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières et à fournir les services d'inspection et d'enquête nécessaires au bon fonctionnement des autres programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et soutien administratif	Soutien technique	Inspections et enquêtes	Total
Crédits	\$ 2 570 200	\$ 796 800	\$ 1 880 100	\$ 5 247 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	41 300	11 800	45 700	98 800
Au ministère de la Justice		(15 500)		(15 500)
Autres	35 000	(35 000)		
* Crédits autorisés	2 646 500	758 100	1 925 800	5 330 400
* Dépenses	2 535 116	678 931	1 907 671	5 121 718
Crédits non utilisés	\$ 111 384	\$ 79 169	\$ 18 129	\$ 208 682
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 783 964	\$ 485 644	\$ 1 760 436	\$ 4 030 044
Permanents	100 747			100 747
2—Autres rémunérations	64 786	16 743	24 901	106 430
3—Communications	82 254	14 186	111 905	208 345
4—Services	153 537	44 641	2 698	200 876
5—Entretien	5 235	320	90	5 645
6—Loyers	159 535		125	159 660
7—Fournitures	120 912	18 831	2 578	142 321
11—Autres dépenses	14 475			14 475
	2 485 445	580 365	1 902 733	4 968 543
Capital				
8—Équipement	18 671	9 566	4 938	33 175
Transfert				
10—Transfert	31 000	89 000		120 000
	\$ 2 535 116	\$ 678 931	\$ 1 907 671	\$ 5 121 718

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$105 000 alors que la dépense s'est établie à \$100 747 pour l'exécution de la Loi des valeurs mobilières, S.R., c. 274 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 12 240 536			\$ 12 240 536
2—Autres rémunérations	636 238			636 238
3—Communications	870 091			870 091
4—Services	2 964 392			2 964 392
5—Entretien	11 133			11 133
6—Loyers	205 284			205 284
7—Fournitures	310 419			310 419
8—Équipement		\$ 76 635		76 635
10—Transfert			\$ 1 337 450	1 337 450
11—Autres dépenses	14 604			14 604
	<u>\$ 17 252 697</u>	<u>\$ 76 635</u>	<u>\$ 1 337 450</u>	<u>\$ 18 666 782*</u>

* Excluant \$ 847 843 pour les prêts.

ÉDUCATION

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Autres		
Droits d'auteur	\$ 112 000	-----
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	44 468	\$ 39 078
Matériel et fournitures	1 063	4 590
Terrains et bâtisses	2	
Audio-visuel	176 711	140 915
CADRE	737 441	530 167
Location de terrains et bâtisses		316 314
Location de l'ordinateur	432 652	548 923
Location d'espaces de stationnement	3 550	2 280
Location de services de personnel	26 501	
Cours	346 174	605 114
Cours par correspondance	379 474	491 081
Aide financière aux étudiants		759 094
Aide financière à des comités paritaires	5 762	32 685
	<u>2 153 798</u>	<u>3 470 241</u>
Intérêts		
Bourses d'études	483 099	518 528
Recouvrements de dépenses	9	
Gain sur fluctuation du change	48	
	<u>483 156</u>	<u>518 528</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	329 923	1 497 352
Autres dépenses	30 942	309 682
Bourses d'études	1 467 771	529 319
Dépenses sous formes d'indemnités	133 665	
	<u>1 962 301</u>	<u>2 336 353</u>
Revenus autonomes	<u>4 711 255</u>	<u>6 325 122</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	3 272 202	3 991 730
Formation dans les pénitenciers fédéraux	780 225	1 076 807
Recyclage des employés de la garde côtière	32 400	32 400
Recyclage des employés de postes	9 794	315 761
Recyclage des employés du CN	14 460	29 740
Enseignement aux enfants indiens	11 462 067	669 115
	<u>15 571 148</u>	<u>6 115 553</u>
	<u>\$ 20 282 403</u>	<u>\$ 12 440 675</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Administration et services			
1—Administration générale	\$ 51 709 000	\$ 49 018 546	\$ 49 316 643
2—Administration des réseaux	32 050 200	27 712 350	24 238 927
3—Aide financière aux étudiants	93 368 400 (1)	79 794 093 (1)	79 537 782
Secteur: Enseignement			
4—Enseignement élémentaire et secondaire public	2 149 266 500	2 107 492 493	2 056 663 082
5—Enseignement collégial public	529 203 200	530 004 001	440 853 778
6—Enseignement universitaire	627 104 800	625 490 991	580 468 328
7—Formation générale et socio- culturelle des adultes	45 981 800	44 252 777	37 507 999
8—Enseignement privé	155 644 200	154 502 057	137 773 069
Secteur: Sports et jeunesse			
9—Promotion du sport	20 234 700	19 944 079	22 976 601
Secteur: Loisirs et récréation de plein air			
10—Développement des loisirs	42 292 140	36 729 292	35 348 848
Secteur: Main-d'oeuvre et emploi			
11—Formation professionnelle des adultes	71 568 100	69 298 920	61 325 224
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
12—Organisation et réglementation des professions	1 889 900	1 654 566	1 543 220
	<u>\$ 3 820 312 940 (1)</u>	<u>\$ 3 745 894 165* (1)</u>	<u>\$ 3 527 553 501</u>

ÉDUCATION

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Crédits votés	\$ 3 706 845 940	\$ 3 624 940 703	
Crédits permanents	113 467 000	120 953 462	
	<u>3 820 312 940</u>	<u>3 745 894 165</u>	
Crédits non utilisés			
Votés	(81 905 238) (2)		
Permanents	(1 003 666)		
Dépassements aux crédits permanents	8 490 129		
	<u>\$ 3 745 894 165</u>	<u>\$ 3 745 894 165</u>	

* Y compris \$ 120 916 954 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

(1) Y compris pour les prêts \$ 1 076 500 aux crédits autorisés et \$ 1 072 014 aux dépenses.

(2) Y compris \$ 4 486 pour les prêts.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à fournir un certain nombre de services d'appoint au ministère et aux organismes d'enseignement de même qu'à fournir à l'autorité compétente des avis relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Administration interne	Soutien	Consultation	
Crédits	\$ 15 651 500	\$ 33 120 200	\$ 2 260 800	\$ 51 032 500
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	228 400	433 400	23 700	685 500
Au ministère des Affaires intergouvernementales	(36 000)			(36 000)
Du ministère de la Fonction publique		21 400		21 400
Du ministère de l'Industrie et Commerce			5 600	5 600
Autres	(700 000)	700 000		
Crédits autorisés	<u>15 143 900</u>	<u>34 275 000</u>	<u>2 290 100</u>	<u>51 709 000</u>
* Dépenses	<u>14 169 450</u>	<u>32 766 673</u>	<u>2 082 423</u>	<u>49 018 546</u>
Crédits non utilisés	\$ 985 765	\$ 1 508 327	\$ 207 677	\$ 2 701 769
Dépassements aux crédits permanents	<u>\$ (11 315)</u>			<u>\$ (11 315)</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 8 404 197	\$ 13 133 465	\$ 1 132 214	\$ 22 669 876
2—Autres rémunérations	1 089 546	1 786 350	31 797	2 907 693
3—Communications	334 694	2 477 053	114 972	2 926 719
4—Services	1 962 109	7 968 083	756 279	10 686 471
Permanents	11 315			11 315
5—Entretien	47 528	285 959	308	333 795
6—Loyers	284 395	2 794 910	25 367	3 104 672
7—Fournitures	463 885	1 279 456	17 441	1 760 782
11—Autres dépenses	11 091	10 719	147	21 957
	<u>12 608 760</u>	<u>29 735 995</u>	<u>2 078 525</u>	<u>44 423 280</u>
Capital				
8—Équipement	<u>81 847</u>	<u>210 038</u>	<u>3 898</u>	<u>295 783</u>
Transfert				
10—Transfert	<u>1 478 843</u>	<u>2 820 640</u>		<u>4 299 483</u>
	<u>\$ 14 169 450</u>	<u>\$ 32 766 673</u>	<u>\$ 2 082 423</u>	<u>\$ 49 018 546</u>

* Y compris à l'élément 1, une dépense afférente à la Charte de la langue française, 1977, c. 5.

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

ADMINISTRATION DES RÉSEAUX

Ce programme vise à assurer la coordination des différents réseaux d'enseignement et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Administration de l'enseignement primaire et secondaire	Administration de l'enseignement post-secondaire	Administration de l'enseignement privé	Total
Crédits	\$ 18 257 500	\$ 12 665 000	\$ 502 900	\$ 31 425 400
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	372 600	241 100	11 100	624 800
Crédits autorisés	18 630 100	12 906 100	514 000	32 050 200
Dépenses	16 719 378	10 521 805	471 167	27 712 350
Crédits non utilisés	\$ 1 910 722	\$ 2 384 295	\$ 42 833	\$ 4 337 850
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 12 555 510	\$ 8 325 557	\$ 428 204	\$ 21 309 271
2—Autres rémunérations	525 268	507 686	6 118	1 039 072
3—Communications	650 641	470 801	10 188	1 131 630
4—Services	2 381 851	855 112	25 223	3 262 186
5—Entretien	5 345	650		5 995
6—Loyers	8 703	40 570		49 273
7—Fournitures	272 220	306 531	389	579 140
11—Autres dépenses	14 284	1 108	126	15 518
	16 413 822	10 508 015	470 248	27 392 085
Capital				
8—Équipement	42 662	13 790	919	57 371
Transfert				
10—Transfert	262 894			262 894
	\$ 16 719 378	\$ 10 521 805	\$ 471 167	\$ 27 712 350



ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études, en fournissant un soutien financier aux étudiants.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Bourses aux étudiants de l'enseignement primaire et secondaire	Prêts et bourses aux étudiants de l'enseignement collégial
Crédits	\$ 576 200	\$ 40 365 600
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		
Crédits autorisés	576 200	40 365 600*
Dépenses	290 400	34 734 879*
Crédits non utilisés	\$ 285 800	\$ 5 630 721*
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements		
2—Autres rémunérations		
3—Communications		
4—Services		
5—Entretien		
6—Loyers		
7—Fournitures		
11—Autres dépenses		\$ 134 827
		134 827
Capital		
8—Équipement		
Transfert		
10—Transfert	\$ 290 400	34 173 329
Prêts		
13—Prêts		426 723
	\$ 290 400	\$ 34 734 879

* Y compris pour les prêts, sans prévisions de crédits, modifiés à \$1 076 500 par virement de la super-catégorie "Fonctionnement", ainsi que \$1 072 014 aux dépenses et \$4 486 aux crédits non utilisés.

Élément 3	Élément 4	Élément 5	Total
Prêts et bourses aux étudiants de l'enseignement universitaire	Bourses d'excellence	Gestion des prêts et bourses	
\$ 40 670 000	\$ 9 180 000	\$ 2 519 000	\$ 93 310 800
		57 600	57 600
<u>40 670 000*</u>	<u>9 180 000</u>	<u>2 576 600</u>	<u>93 368 400*</u>
<u>33 427 047*</u>	<u>8 843 203</u>	<u>2 498 564</u>	<u>79 794 093*</u>
<u>\$ 7 242 953*</u>	<u>\$ 336 797</u>	<u>\$ 78 036</u>	<u>\$ 13 574 307*</u>
		\$ 1 827 968	\$ 1 827 968
		506 414	506 414
		16 533	16 533
		72 739	72 769
		1 074	1 074
		4 263	4 263
		65 867	65 867
		1 230	136 057
		<u>2 496 118</u>	<u>2 630 945</u>
		2 446	2 446
<u>\$ 32 781 756</u>	<u>\$ 8 843 203</u>		<u>76 088 688</u>
645 291			1 072 014
<u>\$ 33 427 047</u>	<u>\$ 8 843 203</u>	<u>\$ 2 498 564</u>	<u>\$ 79 794 093</u>

* Y compris pour les prêts, sans prévisions de crédits, modifiés à \$1 076 500 par virement de la super-catégorie "Fonctionnement", ainsi que \$1 072 014 aux dépenses et \$4 486 aux crédits non utilisés.

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC		Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseigne- ment et de support à l'enseignement en four- nissant aux commissions scolaires les res- sources nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.				
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4		
Crédits et dépenses par éléments	Enseigne- ment	Soutien à l'enseigne- ment	Investis- sements	Service de la dette	Total	
Crédits	\$ 1 325 523 000	\$ 513 243 500	\$ 3 000 000	\$ 215 600 000	\$ 2 057 366 500	
Additions et modifications:						
Crédits supplémentaires	2 100 000	26 300 000			28 400 000	
Virements						
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	46 500 000	17 000 000			63 500 000	
* Crédits autorisés	<u>1 374 123 000</u>	<u>556 543 500</u>	<u>3 000 000</u>	<u>215 600 000</u>	<u>2 149 266 500</u>	
* Dépenses	<u>1 356 088 126</u>	<u>536 500 047</u>	<u>1 729 290</u>	<u>213 175 030</u>	<u>2 107 492 493</u>	
Crédits non utilisés	\$ 22 000 000	\$ 21 700 000	\$ 1 270 710	\$ 2 425 164	\$ 47 395 874	
Dépassements aux crédits permanents	<u>\$ (3 965 126)</u>	<u>\$ (1 656 547)</u>		<u>\$ (194)</u>	<u>\$ (5 621 867)</u>	
DÉPENSES PAR SUPER- CATÉGORIES ET CATÉGORIES						
Transfert						
10—Transfert	\$ 1 291 540 800	\$ 509 542 800	\$ 1 729 290	\$ 213 149 836	\$ 2 015 962 726	
Permanents	64 547 326	26 957 247		25 194	91 529 767	
	<u>\$ 1 356 088 126</u>	<u>\$ 536 500 047</u>	<u>\$ 1 729 290</u>	<u>\$ 213 175 030</u>	<u>\$ 2 107 492 493</u>	

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 60 582 200 alors que la dépense s'est établie à \$ 64 547 326, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 25 300 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 26 957 247 pour l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; à l'élément 4, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 25 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 25 194 pour l'exécution de la Loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, 1955-56, c. 39 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PUBLIC

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux CEGEP les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et leur développement.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Enseignement	Soutien à l'enseignement	Service de la dette	Total
Crédits	\$ 318 088 200	\$ 134 641 900	\$ 63 369 500	\$ 516 099 600
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		1 000 000		1 000 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	8 472 500	3 631 100		12 103 600
* Crédits autorisés	326 560 700	139 273 000	63 369 500	529 203 200
* Dépenses	328 500 145	140 096 344	61 407 512	530 004 001
Crédits non utilisés	\$ 69 558	\$ 24 600	\$ 1 961 988	\$ 2 056 146
Dépassements aux crédits permanents	\$ (2 009 003)	\$ (847 944)		\$ (2 856 947)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Transfert				
10—Transfert	\$ 316 348 742	\$ 134 955 300	\$ 61 407 512	\$ 512 711 554
Permanents	12 151 403	5 141 044		17 292 447
	<u>\$ 328 500 145</u>	<u>\$ 140 096 344</u>	<u>\$ 61 407 512</u>	<u>\$ 530 004 001</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$10 142 400 alors que la dépense s'est établie à \$12 151 403; à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$4 293 100 alors que la dépense s'est établie à \$5 141 044 pour l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE	Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.	
Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Enseignement et recherche	Élément 2 Programmes particuliers d'enseignement et de recherche
Crédits	\$ 347 746 600	\$ 36 797 400
Addition et modifications:		
Crédits supplémentaires		
Virements		
Du Fonds de suppléance du		
ministère des Finances	5 032 400	576 400
Autres	1 690 000	
Crédits autorisés	<u>354 469 000</u>	<u>37 373 800</u>
Dépenses	<u>354 469 000</u>	<u>37 373 800</u>
Crédits non utilisés	=====	=====
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Transfert		
10—Transfert	<u>\$ 354 469 000</u>	<u>\$ 37 373 800</u>

Élément 3	Élément 4	Élément 5	Total
Soutien à l'enseignement et à la recherche	Investissements	Service de la dette	
\$ 186 843 800	\$ 2 352 000	\$ 43 442 000	\$ 617 181 800
1 200 000			1 200 000
3 114 200			8 723 000
<u>910 000</u>	<u>(600 000)</u>	<u>(2 000 000)</u>	
192 068 000	1 752 000	41 442 000	627 104 800
<u>192 068 000</u>	<u>603 824</u>	<u>40 976 367</u>	<u>625 490 991</u>
	<u>\$ 1 148 176</u>	<u>\$ 465 633</u>	<u>\$ 1 613 809</u>
<u>\$ 192 068 000</u>	<u>\$ 603 824</u>	<u>\$ 40 976 367</u>	<u>\$ 625 490 991</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

**FORMATION GÉNÉRALE ET SOCIO-CULTURELLE
DES ADULTES**

**Ce programme vise à contribuer par l'activité
éducative au développement social et culturel
des individus et des collectivités.**

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Formation	Soutien à la formation
Crédits	\$ 28 133 700	\$ 663 600
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	<u>763 900</u>	<u>18 000</u>
Crédits autorisés	28 897 600	681 600
Dépenses	<u>27 907 780</u>	<u>636 639</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 989 820</u>	<u>\$ 44 961</u>
 DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Transfert		
10—Transfert	<u>\$ 27 907 780</u>	<u>\$ 636 639</u>

Élément 3	Élément 4	Élément 5	Total
Gestion	Recherche et développement	Investissements	
\$ 12 937 500	\$ 2 675 600	\$ 365 600	\$ 44 776 000
<u>351 300</u>	<u>72 600</u>	<u> </u>	<u>1 205 800</u>
13 288 800	2 748 200	365 600	45 981 800
<u>12 747 041</u>	<u>2 622 906</u>	<u>338 411</u>	<u>44 252 777</u>
<u>\$ 541 759</u>	<u>\$ 125 294</u>	<u>\$ 27 189</u>	<u>\$ 1 729 023</u>
<u>\$ 12 747 041</u>	<u>\$ 2 622 906</u>	<u>\$ 338 411</u>	<u>\$ 44 252 777</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux primaire, secondaire et collégial en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Enseignement primaire et secondaire	Enseignement collégial	Total
Crédits	\$ 117 690 400	\$ 37 953 800	\$ 155 644 200
Additions et modifications:			
Virements			
Autres	951 300	(951 300)	
* Crédits autorisés	118 641 700	37 002 500	155 644 200
* Dépenses	117 902 166	36 599 891	154 502 057
Crédits non utilisés	\$ 739 534	\$ 402 609	\$ 1 142 143
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 108 981 894	\$ 33 400 229	\$ 142 382 123
Permanents	8 920 272	3 199 662	12 119 934
	\$ 117 902 166	\$ 36 599 891	\$ 154 502 057

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente aux crédits permanents de \$ 9 659 800 alors que la dépense s'est établie à \$ 8 920 272, à l'élément 2, une prévision afférente aux crédits permanents de \$ 3 463 800 alors que la dépense s'est établie à \$ 3 199 662 pour l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

PROMOTION DU SPORT

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité de la population aux activités physiques et sportives, par une assistance financière et technique.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Assistance aux organismes sportifs	Organisation et préparation des compétitions sportives	Régie des installations olympiques	Total
Crédits autorisés	\$ 12 262 300	\$ 1 972 400	\$ 6 000 000	\$ 20 234 700
Dépenses	12 067 318	1 876 761	6 000 000	19 944 079
Crédits non utilisés	\$ 194 982	\$ 95 639		\$ 290 621
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
3—Communications		\$ 13 593		\$ 13 593
4—Services		1 200		1 200
7—Fournitures		45 666		45 666
		60 459		60 459
Transfert				
10—Transfert	\$ 12 067 318	\$ 1 816 302	\$ 6 000 000	\$ 19 883 620
	\$ 12 067 318	\$ 1 876 761	\$ 6 000 000	\$ 19 944 079

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

DÉVELOPPEMENT DES LOISIRS

Ce programme vise à favoriser à la population l'accessibilité aux activités socio-culturelles et de plein air par une assistance financière et technique.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments		
Crédits	\$ 7 817 300	\$ 4 955 600
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	600	
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		
Autres	(235 000)	(82 300)
Crédits autorisés	7 582 900	4 873 300
Dépenses	7 314 984	4 773 587
Crédits non utilisés	\$ 267 916	\$ 99 713
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements		
2—Autres rémunérations	\$ 50 453	
3—Communications	575 612	
4—Services		
5—Entretien		
6—Loyers		
7—Fournitures		
11—Autres dépenses		
	626 065	
Capital		
8—Équipement		
Transfert		
10—Transfert	6 688 919	\$ 4 773 587
	\$ 7 314 984	\$ 4 773 587

Élément 3 Soutien au fonctionnement des organismes locaux et régionaux	Élément 4 Développement des équipements récréatifs	Élément 5 Administration du Haut- Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports	Total
\$ 6 323 400	\$ 8 620 000	\$ 8 247 500	\$ 35 963 800
	5 400 000		5 400 000
		94 000	94 600
<u>317 300</u>	833 740		833 740
6 640 700	<u>14 853 740</u>	8 341 500	42 292 140
<u>6 596 491</u>	<u>10 787 161</u>	7 257 069	<u>36 729 292</u>
<u>\$ 44 209</u>	<u>\$ 4 066 579</u>	<u>\$ 1 084 431</u>	<u>\$ 5 562 848</u>
		\$ 3 092 976 335 945 610 626 667 420 1 153 41 318 127 937 437	\$ 3 092 976 386 398 1 186 238 667 420 1 153 41 318 127 937 437
		<u>4 877 812</u>	<u>5 503 877</u>
		<u>14 233</u>	<u>14 233</u>
<u>\$ 6 596 491</u>	<u>\$ 10 787 161</u>	<u>2 365 024</u>	<u>31 211 182</u>
<u>\$ 6 596 491</u>	<u>\$ 10 787 161</u>	<u>\$ 7 257 069</u>	<u>\$ 36 729 292</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES

Ce programme vise à permettre aux travailleurs de se recycler et de se perfectionner selon les exigences des changements technologiques.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Formation	Soutien à la formation
Crédits	\$ 41 650 500	\$ 2 062 100
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du		
ministère des Finances	<u>1 096 500</u>	<u>54 200</u>
Crédits autorisés	42 747 000	2 116 300
Dépenses	<u>41 401 854</u>	<u>2 041 402</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 1 345 146</u>	<u>\$ 74 898</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Transfert		
10—Transfert	<u>\$ 41 401 854</u>	<u>\$ 2 041 402</u>

Élément 3	Élément 4	Élément 5	Total
Gestion	Recherche et développement	Investissements	
\$ 20 468 400	\$ 4 241 300	\$ 1 344 400	\$ 69 766 700
<u>539 000</u>	<u>111 700</u>		<u>1 801 400</u>
21 007 400	4 353 000	1 344 400	71 568 100
<u>20 361 913</u>	<u>4 165 225</u>	<u>1 328 526</u>	<u>69 298 920</u>
<u>\$ 645 487</u>	<u>\$ 187 775</u>	<u>\$ 15 874</u>	<u>\$ 2 269 180</u>
<u>\$ 20 361 913</u>	<u>\$ 4 165 225</u>	<u>\$ 1 328 526</u>	<u>\$ 69 298 920</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION
DES PROFESSIONS**

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 862 400
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	17 800
Du ministère des Affaires intergouvernementales	<u>9 700</u>
Crédits autorisés	1 889 900
Dépenses	<u>1 654 566</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 235 334</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 966 990
2—Autres rémunérations	29 594
3—Communications	90 530
4—Services	348 345
5—Entretien	883
6—Loyers	33 542
7—Fournitures	21 873
11—Autres dépenses	924
	<u>1 492 681</u>
Capital	
8—Équipement	<u>6 585</u>
Transfert	
10—Transfert	<u>155 300</u>
	<u><u>\$ 1 654 566</u></u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 49 867 081			\$ 49 867 081
2—Autres rémunérations	4 869 171			4 869 171
3—Communications	5 365 243			5 365 243
4—Services	15 049 706			15 049 706
5—Entretien	342 900			342 900
6—Loyers	3 233 068			3 233 068
7—Fournitures	2 601 265			2 601 265
8—Équipement		\$ 376 418		376 418
10—Transfert			\$ 3 662 942 406	3 662 942 406
11—Autres dépenses	174 893			174 893
	<u>\$ 81 503 327</u>	<u>\$ 376 418</u>	<u>\$ 3 662 942 406</u>	<u>\$ 3 744 822 151*</u>

* Excluant \$ 1 072 014 pour les prêts.

FINANCES

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Impôt sur le revenu et sur les biens		
Contribution des employeurs au Fonds de l'assurance-maladie	\$ 482 913 441*	\$ 437 900 000*
Droits et permis		
Autres		
Loterie olympique du Canada	-----**	-----**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	695	80
Matériel et fournitures	35	678
Location d'espaces de stationnement	1 080	2 520
Curatelle publique	1 476 081	1 444 588
Recouvrements des tiers		1 397 819
	<u>1 477 891</u>	<u>2 845 685</u>
Intérêts		
Comptes de banque	5 052 810	1 640 981
Placements temporaires	2 186 024	11 524 593
Prêts	83 517 650 (1)	65 441 455 (1)
Obligations et billets	77 186	80 064
Compte du gouvernement du Canada	186 237	186 236
Fonds d'amortissement	4 798 333	9 144 595
Gain sur fluctuation de change	1 334	26 475
Escompte sur remboursements d'obligations		22 722
	<u>95 819 574</u>	<u>88 067 121</u>

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	\$ _ _ _ 334 725	\$ _ _ _ 266 965
Recouvrements		
Taxe de vente fédérale	3 344 880	5 339 149
Autres dépenses	11 616	1 770 801
	<u>_ _ _ 3 356 496</u>	<u>_ _ _ 7 109 950</u>
	<u>583 902 127</u>	<u>536 189 721</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec		
Dividendes	215 000 000	180 000 000
Société des loteries et courses du Québec***		
Dividendes	8 806 752	
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec		
Revenu net d'exploitation	76 422 975	73 338 820
Hydro-Québec		
Prélèvement sur le revenu net	20 000 000	20 000 000
	<u>320 229 727</u>	<u>273 338 820</u>
Revenus autonomes	<u>904 131 854</u>	<u>809 528 541</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	1 340 310 000 (2)	1 271 512 000
Autres programmes	39 133 143 (2)	1 595 225
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 201 569 153 (2)	1 203 373 931
Contribution aux programmes de bien-être	408 293 906 (2)	365 052 453
	<u>2 989 306 202 (2)</u>	<u>2 841 533 609 (2)</u>
	<u>\$ 3 893 438 056</u>	<u>\$ 3 651 062 150</u>

* Voir note 5 à la page 5-7.

** Après déduction d'un montant de \$ 3 665 355 versé au Fonds spécial olympique en 1978-1979 et \$ 4 790 233 en 1977-1978.

*** La Société des loteries et courses du Québec a succédé à la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec le 14 février 1979.

FINANCES

REVENUS (suite)

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
(1) Provenant de		
Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	\$ 383 539	\$ 249 750
Office des autoroutes du Québec	21 120 998	19 486 119
Office du crédit agricole du Québec	35 222 390	28 191 087
Raffinerie de sucre de Québec	210 658	167 273
Régie de l'assurance automobile du Québec		19 546
Sidbec	4 362 587	1 122 088
Société d'aménagement de l'Outaouais	2 786 042	2 372 920
Société de développement coopératif	21 133	336
Société de développement immobilier du Québec	265 322	252 500
Société de développement industriel du Québec	5 373 016	4 331 712
Société d'habitation du Québec	8 159 612	5 654 882
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	1 277 586	884 712
Société du parc industriel du centre du Québec	2 910 579	2 502 126
Société générale de financement du Québec	1 424 188	206 404
	<u>\$ 83 517 650</u>	<u>\$ 65 441 455</u>

REVENUS (suite)

(2) Transferts du gouvernement du Canada	1978-1979	1977-1978
Péréquation		
1978-1979	\$ 1 325 762 000	
1977-1978	54 306 000	\$ 1 273 973 000
1976-1977	(39 758 000)	(12 148 000)
1975-1976		(12 141 000)
1974-1975		10 187 000
1973-1974		8 955 000
1972-1973		2 686 000
	<u>1 340 310 000</u>	<u>1 271 512 000</u>
Autres transferts liés aux accords fiscaux		
Garantie des recettes fiscales		
1976	17 983 000	85 875 000
1975	2 958 000	49 441 000
1974	10 585 000	(577 000)
1973		(8 716 000)
1972		3 661 000
	<u>31 526 000</u>	<u>129 684 000</u>
Péréquation — Réciprocité fiscale	2 915 000	1 393 000
Part de l'impôt sur les profits non distribués	5 457 656	3 495 286
Assurance-hospitalisation		
1978-1979	464 364 000	
1977-1978	30 185 000	374 238 000
1977 (compensation financière seulement)	7 037 497	28 084 000
1976 (compensation financière seulement)	(12 749 000)	54 838 248
1975 (compensation financière seulement)	25 810 000	14 307 000
1974 (compensation financière seulement)	12 880 000	
	<u>527 527 497</u>	<u>471 467 248</u>
Programmes complémentaires de santé		
1978-1979	139 720 000	
1977-1978	(57 000)	125 660 000
	<u>139 663 000</u>	<u>125 660 000</u>
Assurance-maladie		
1978-1979	159 999 000	
1977-1978	6 627 000	
	<u>166 626 000</u>	<u>140 026 476*</u>
Enseignement post-secondaire		
1978-1979	292 506 999	
1977-1978	12 114 001	242 634 999
1976-1977	(8 767 000)	
1975-1976 (compensation financière seulement)	32 000 000	5 988 000
1973-1974 (compensation financière seulement)		57 927 491
1972-1973 (compensation financière seulement)		25 866 296
1971-1972 (compensation financière seulement)		369 913
1970-1971 (compensation financière seulement)		(1 138 778)
	<u>327 854 000</u>	<u>331 647 921</u>
Sous-total — Autres transferts liés aux accords fiscaux	<u>1 201 569 153</u>	<u>1 203 373 931</u>

* Voir note 5 aux états financiers page 5-7.

FINANCES

REVENUS (suite)

(2) Transferts du gouvernement du Canada (suite)	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Contributions aux programmes de bien-être		
Bien-être social		
1978-1979 (compensation financière seulement)	\$ 408 293 906	
1977-1978 (compensation financière seulement)		\$ 366 190 501
1976-1977 (compensation financière seulement)		(1 138 048)
	<u>408 293 906</u>	<u>365 052 453</u>
Autres programmes		
Allocations aux jeunes		
1978	(131 265 000)	
1977		(121 857 000)
1976		(682 829)
	<u>(131 265 000)</u>	<u>(122 539 829)</u>
Subside basé sur la population	4 356 658	4 356 658
Régime canadien de prêts aux étudiants	13 558 510	12 441 692
Part de l'impôt sur le revenu de certaines entreprises d'utilité publique	2 107 443	1 665 233
Bilinguisme		
1978	66 000 000	
1977	39 834 275	54 802 620
1976	4 360 849	12 914 176
1975		18 575 176
1974		10 904 329
1973		5 781 380
1972	275 151	2 693 790
1970	(94 743)	
	<u>110 375 532</u>	<u>105 671 471</u>
Compensation — taxe de vente	40 000 000	
Sous-total — Autres programmes	<u>39 133 143</u>	<u>1 595 225</u>
	<u>\$ 2 989 306 202</u>	<u>\$ 2 841 533 609</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Administration financière			
1—Études des politiques économiques et fiscales	\$ 949 100	\$ 924 286	\$ 653 510
2—Gestion de la caisse et de la dette publique	708 941 700	755 075 464*	613 253 408
3—Comptabilité gouvernementale	17 238 200	15 973 898	14 903 231
4—Fonds de suppléance	11 506 744		
5—Gestion interne et soutien	5 433 800	4 950 163	2 274 539
Secteur: Gestion juridique de cadre socio-économique			
6—Curatelle publique	2 277 700	2 081 403	1 965 564
	<u>\$ 746 347 244</u>	<u>\$ 779 005 214</u>	<u>\$ 633 050 252</u>
<hr/>			
Crédits votés et mandat spécial	\$ 42 682 744	\$ 28 884 107	
Crédits permanents	<u>703 664 500</u>	<u>750 121 107</u>	
	746 347 244	779 005 214	
Crédits non utilisés			
Votés et mandat spécial	(13 798 637)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>46 456 607</u>		
	<u>\$ 779 005 214</u>	<u>\$ 779 005 214</u>	

* Y compris un placement de \$ 1 pour l'acquisition d'une action de la Société de la Loterie Interprovinciale Inc.

FINANCES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
ET FISCALES**

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 912 800
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du programme 4	36 300
Crédits autorisés	949 100
Dépenses	924 286
Crédits non utilisés	\$ 24 814

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 773 942
2—Autres rémunérations	16 773
3—Communications	14 924
4—Services	2 096
5—Entretien	62
6—Loyers	112 437
7—Fournitures	1 880
	922 114
Capital	
8—Équipement	2 172
	\$ 924 286

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

GESTION DE LA CAISSE ET DE LA DETTE PUBLIQUE

Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et certains organismes para-publics.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Gestion de la caisse	Gestion de la dette publique	
Crédits	\$ 7 650 700	\$ 665 759 600	\$ 673 410 300
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	3 000 000	32 000 000	35 000 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du programme 4	518 600	12 800	531 400
* Crédits autorisés	11 169 300	697 772 400	708 941 700
* Dépenses	27 562 426	727 513 038	755 075 464
Crédits non utilisés	\$ 113 349	\$ 88 494	\$ 201 843
Dépassements aux crédits permanents	\$ (16 506 475)	\$ (29 829 132)	\$ (46 335 607)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 184 443	\$ 559 875	\$ 1 744 318
2—Autres rémunérations	12 279	12 857	25 136
3—Communications	2 473	7 388	9 861
4—Services	2 466 160	1 007	2 467 167
5—Entretien	6 652	977	7 629
6—Loyers	5 136		5 136
7—Fournitures	175 131	464	175 595
11—Autres dépenses	628 774		628 774
12—Service de la dette			
Permanents	23 006 475	726 928 632	749 935 107
	27 487 523	727 511 200	754 998 723
Capital			
8—Équipement	74 902	1 838	76 740
Prêts			
13—Prêts	1		1
	\$ 27 562 426	\$ 727 513 038	\$ 755 075 464

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 6 500 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 23 006 475 et à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 697 099 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 726 928 632 concernant la Loi de l'administration financière, 1970, c. 17 et modifications; y compris à l'élément 1, un placement de \$ 1 aux "crédits" et aux "dépenses" par virement de la super-catégorie "Fonctionnement" pour l'acquisition d'une action de la Société de la Loterie Interprovinciale Inc.

FINANCES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Comptabilité des ministères	Coordination centrale	Total
Crédits	\$ 12 142 400	\$ 4 626 900	\$ 16 769 300
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du programme 4	360 400	104 800	465 200
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	3 700		3 700
Autres	20 000	(20 000)	
Crédits autorisés	12 526 500	4 711 700	17 238 200
Dépenses	11 791 395	4 182 503	15 973 898
Crédits non utilisés	\$ 735 105	\$ 529 197	\$ 1 264 302
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 11 367 799	\$ 3 762 113	\$ 15 129 912
2—Autres rémunérations	292 083	61 935	354 018
3—Communications	40 166	41 486	81 652
4—Services	1 419	22 854	24 273
5—Entretien	707	320	1 027
6—Loyers	32 305	240 815	273 120
7—Fournitures	20 610	40 858	61 468
	<u>11 755 089</u>	<u>4 170 381</u>	<u>15 925 470</u>
Capital			
8—Équipement	36 306	12 122	48 428
	<u>\$ 11 791 395</u>	<u>\$ 4 182 503</u>	<u>\$ 15 973 898</u>



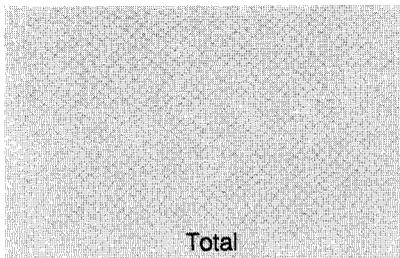
FINANCES

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

FONDS DE SUPPLÉANCE

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Provision pour augmenter tout crédit, avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de \$ 50 000 ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public
Crédits	\$ 15 559 700	\$ 127 200 000
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires		95 335 700
	<u>15 559 700</u>	<u>222 535 700</u>
Virements		
Aux ministères suivants		
Affaires culturelles	546 000	697 600
Affaires intergouvernementales	772 345	257 800
Affaires municipales	2 009 550	642 910
Affaires sociales	210 000	80 511 500
Agriculture	1 534 975	1 879 000
Assemblée nationale	360 000	714 400
Communications	4 521 025	688 600
Conseil exécutif	930 000	737 000
Conseil du trésor	70 000	269 000
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières		513 300
Éducation		88 814 100
Finances	501 000	885 300
Fonction publique		10 550 400
Immigration	58 500	244 900
Industrie et Commerce	235 292	809 400
Justice	255 000	3 323 900
Revenu		3 999 500
Richesses naturelles	67 000	679 800
Services de protection de l'environnement		368 500
Terres et Forêts	326 000	1 157 900
Tourisme, Chasse et Pêche	871 900	2 775 300
Transports		7 550 900
Travail et Main-d'oeuvre	25 000	2 054 900
Travaux publics et Approvisionnement	100 000	3 069 159
	<u>13 393 587</u>	<u>213 195 069</u>
Crédits autorisés	2 166 113	9 340 631
Dépenses		
Crédits non utilisés	<u>\$ 2 166 113</u>	<u>\$ 9 340 631</u>



Total

\$ 142 759 700

95 335 700

238 095 400

1 243 600
1 030 145
2 652 460
80 721 500
3 413 975
1 074 400
5 209 625
1 667 000
339 000

513 300
88 814 100
1 386 300
10 550 400
303 400
1 044 692
3 578 900
3 999 500
746 800

368 500
1 483 900
3 647 200
7 550 900
2 079 900

3 169 159

226 588 656

11 506 744

\$ 11 506 744

FINANCES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 524 900
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	793 300
Mandat spécial	1 805 800
Virements	
Du Fonds de suppléance du programme 4	292 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	18 700
Au ministère des Affaires intergouvernementales	(900)
* Crédits autorisés	5 433 800
* Dépenses	4 950 163
Crédits non utilisés	\$ 604 637
Dépassements aux crédits permanents	\$ (121 000)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 637 093
2—Autres rémunérations	378 453
3—Communications	220 896
4—Services	2 311 448
Permanents	186 000
5—Entretien	5 141
6—Loyers	78 820
7—Fournitures	110 462
11—Autres dépenses	10 656
	4 938 969
Capital	
8—Équipement	11 194
	\$ 4 950 163

* Y compris une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 65 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 186 000 pour l'exécution de la Loi des employés publics, S.R. c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

CURATELLE PUBLIQUE

Ce programme vise à administrer les biens de malades mentaux et les biens sans maître et à surveiller l'administration des curateurs privés et des tuteurs.

	Élément 1	Élément 2	
	Administration de biens sous curatelle publique	Surveillance de l'administration des curateurs privés et des tuteurs	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 832 000	\$ 384 300	\$ 2 216 300
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du programme 4	49 700	11 700	61 400
Crédits autorisés	1 881 700	396 000	2 277 700
Dépenses	1 709 241	372 162	2 081 403
Crédits non utilisés	\$ 172 459	\$ 23 838	\$ 196 297
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 586 268	\$ 363 058	\$ 1 949 326
2—Autres rémunérations	36 020		36 020
3—Communications	30 360	2 776	33 136
4—Services	6 781		6 781
5—Entretien	2 598		2 598
6—Loyers	9 737		9 737
7—Fournitures	29 356	3 570	32 926
	1 701 120	369 404	2 070 524
Capital			
8—Équipement	8 121	2 758	10 879
	\$ 1 709 241	\$ 372 162	\$ 2 081 403

FINANCESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 21 234 591			\$ 21 234 591
2—Autres rémunérations	810 400			810 400
3—Communications	360 469			360 469
4—Services	4 997 765			4 997 765
5—Entretien	16 457			16 457
6—Loyers	479 250			479 250
7—Fournitures	382 331			382 331
8—Équipement		\$ 149 413		149 413
11—Autres dépenses	639 430			639 430
12—Service de la dette	749 935 107			749 935 107
	<u>\$ 778 855 800</u>	<u>\$ 149 413</u>		<u>\$ 779 005 213*</u>

* Excluant \$ 1 pour les placements.



FONCTION PUBLIQUE

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 25	\$ 30
Matériel et fournitures	1 758	
Photocopies de documents	85	720
Véhicules usagés	462	
Location de services de personnel		67 266
Absences pour activités syndicales	1 289 666	1 784 876
Assurance-vie et protection des cadres des organismes autonomes	434 323	
	<u>1 726 319</u>	<u>1 852 892</u>
Intérêts		
Gain sur fluctuation de change	43	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	11 045	659 410
Autres dépenses	1 877	3 316
	<u>12 922</u>	<u>662 726</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 1 739 284</u>	<u>\$ 2 515 618</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Administration du personnel			
1—Gestion du personnel et aménagement des conditions de travail dans les secteurs de la Fonction publique et du péri-public	\$ 59 730 362	\$ 56 907 453	\$ 53 113 959
2—Régimes de retraite et assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	196 998 100 (1)	197 992 720* (1)	155 590 661
3—Commission de la fonction publique	5 894 500	5 682 146	5 079 242
	<u>\$ 262 622 962 (1)</u>	<u>\$ 260 582 319* (1)</u>	<u>\$ 213 783 862</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 83 480 162	\$ 74 557 420	
Crédits permanents	179 142 800 (1)	186 024 899 (1)	
	262 622 962 (1)	260 582 319 (1)	
Crédits non utilisés			
Votés	(8 922 742)		
Permanents	(4 485 278)		
Dépassements aux crédits permanents	11 367 377		
	<u>\$ 260 582 319 (1)</u>	<u>\$ 260 582 319 (1)</u>	

* Y compris \$ 40 737 971 pour les engagements du Gouvernement dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

(1) Y compris pour les pensions, \$ 133 329 600 aux "crédits autorisés", \$ 142 743 654 aux dépenses, \$ 33 348 aux crédits non utilisés et \$ 9 447 402 de dépassements aux crédits permanents.

FNCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION DU PERSONNEL ET AMÉNAGEMENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES SECTEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU PÉRI-PUBLIC

Ce programme vise à améliorer la connaissance du personnel de la Fonction publique, à conseiller les ministères et organismes en matière d'organisation administrative et de développement des ressources humaines, à préparer les négociations des conventions collectives dans les secteurs de la Fonction publique et du péri-public et à en coordonner l'application. Il vise également le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Amélioration de la gestion du personnel et de l'organ- isation	Aménage- ment des conditions de travail dans le sec- teur public	Gestion interne et soutien	Contributions du gouverne- ment à titre d'employeur	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 5 971 000	\$ 1 356 800	\$ 1 406 200	\$ 50 675 000	\$ 59 409 000
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	122 600	18 900	19 100		160 600
Aux ministères suivants					
Conseil du trésor	(4 709)	(14 429)			(19 138)
Éducation	(21 400)				(21 400)
Des ministères suivants					
Affaires intergouvernementales	60 900				60 900
Affaires sociales	132 600				132 600
Fonction publique	7 800				7 800
* Crédits autorisés	6 268 791	1 361 271	1 425 300	50 675 000	59 730 362
* Dépenses	5 620 410	1 119 254	1 389 673	48 778 116	56 907 453
Crédits non utilisés	\$ 648 381	\$ 242 017	\$ 89 542	\$ 1 896 884	\$ 2 876 824
Dépassements aux crédits permanents			\$ (53 915)		\$ (53 915)

* Y compris à l'élément 3, une dépense de \$ 53 915 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi sur la fonction publique, 1978, c. 15; à l'élément 4, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 4 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 346 570 pour l'exécution de la Loi des employés publics, S.R., c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	Amélioration de la gestion du personnel et de l'organisation	Aménagement des conditions de travail dans le secteur public	Gestion interne et soutien	Contributions du gouvernement à titre d'employeur	Total
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 5 057 526	\$ 903 369	\$ 1 016 624	\$ 39 555 090	\$ 46 532 609
Permanents			51 442	2 346 570	2 398 012
2—Autres rémunérations	70 591	15 905	17 730	6 876 456	6 980 682
3—Communications	128 521	63 172	20 796		212 489
Permanents			510		510
4—Services	118 454	122 212	109 870		350 536
Permanents			635		635
5—Entretien	1 946	35	1 862		3 843
6—Loyers	118 291	5 676	55 063		179 030
Permanents			90		90
7—Fournitures	112 582	8 043	77 388		198 013
Permanents			1 238		1 238
11—Autres dépenses	2 427		18 995		21 422
	<u>5 610 338</u>	<u>1 118 412</u>	<u>1 372 243</u>	<u>48 778 116</u>	<u>56 879 109</u>
Capital					
8—Equipements	10 072	842	17 430		28 344
	<u>\$ 5 620 410</u>	<u>\$ 1 119 254</u>	<u>\$ 1 389 673</u>	<u>\$ 48 778 116</u>	<u>\$ 56 907 453</u>

FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

RÉGIMES DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE SUR LA VIE DES FONCTIONNAIRES OU EMPLOYÉS PUBLICS

Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Régime de retraite des fonctionnaires	Régime de retraite des enseignants	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
Crédits	\$ 1 000	\$ 2 797 500	\$ 39 014 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			
* Crédits autorisés	1 000	2 797 500	39 014 700
* Dépenses			40 737 971
Crédits non utilisés	\$ 1 000	\$ 2 797 500	
Dépassements aux crédits permanents			\$ (1 723 271)

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 1 000, pour laquelle il n'y a eu aucune dépense, pour l'exécution de la Loi des pensions, S.R. c. 14 et modifications; à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 2 797 500, pour laquelle il n'y a eu aucune dépense, pour l'exécution du Régime de retraite des enseignants, 1965, sess. 1, c. 68 et modifications; à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 39 014 700 alors que la dépense s'est établie à

\$ 40 737 971 pour l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; à l'élément 5, une dépense de \$ 79 165 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; à l'élément 6 une dépense de \$ 63 624 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants, 1978, c. 16.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	Administration	Protection à la retraite de certains enseignants	Total
\$ 3 850 000	\$ 141 137 600		\$ 186 800 800
<u>10 000 000</u>	<u>197 300</u>		<u>10 197 300</u>
13 850 000	141 334 900		196 998 100
<u>7 229 863</u>	<u>149 961 262</u>	<u>\$ 63 624</u>	<u>197 992 720</u>
\$ 6 620 137	\$ 900 205	\$ (63 624)	\$ 10 318 842
<u><u> </u></u>	<u><u>\$ (9 526 567)</u></u>	<u><u> </u></u>	<u><u>\$ (11 313 462)</u></u>

FNCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	Régime de retraite des fonctionnaires	Régime de retraite des enseignants	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
Fonctionnement			
1—Traitements Permanents			\$ 40 737 971
2—Autres rémunérations			
3—Communications			
4—Services			
5—Entretien			
6—Loyers			
7—Fournitures			
11—Autres dépenses Permanents			
			<u>40 737 971</u>
Capital			
8—Équipement			
Pensions			
14—Pensions Permanents			
			<u>\$ 40 737 971</u>

	Crédits	Dépenses	Crédits non utilisés (Dépassements aux crédits permanents)	Références
** Y compris pour les pensions:				
Permanents (1)	\$ 57 305 800	\$ 60 111 187	\$ (2 805 387)	(1) Loi des pensions, S.R., c. 14 et modifications
Permanents (2)	69 382 200	74 221 592	(4 839 392)	(2) Régime de retraite des enseignants, 1965, sess. 1, c. 68 et modifications
Permanents (3)		1 616 813	(1 616 813)	(3) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications
Permanents (4)	2 151 200	2 117 852	33 348	(4) Loi de la Législature, S.R., c. 6 et modifications
Permanents (5)	1 700 000	1 831 506	(131 506)	(5) Loi des tribunaux judiciaires, S.R., c. 20 et modifications, et Loi des coroners 1966-1967, c. 19 et modifications
Permanents (6)	2 790 400	2 844 704	(54 304)	(6) Loi concernant le régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec 1971, c. 17
	<u>\$ 133 329 600</u>	<u>\$ 142 743 654</u>	<u>\$ 33 348</u>	
			<u>\$ (9 447 402)</u>	

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	Administration	Protection à la retraite de certains enseignants	Total
\$ 7 229 863	\$ 6 333 762	\$ 63 624	\$ 13 563 625
	82 271		40 801 595
	258 499		82 271
	89 389		258 499
	4 429		89 389
	150 335		4 429
	195 269		150 335
	7 134		195 269
	79 165		7 134
<u>7 229 863</u>	<u>7 200 253</u>	<u>63 624</u>	<u>55 231 711</u>
	17 355		17 355
	142 743 654**		142 743 654
<u>\$ 7 229 863</u>	<u>\$ 149 961 262</u>	<u>\$ 63 624</u>	<u>\$ 197 992 720</u>

FNCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

COMMISSION DE LA FNCTION PUBLIQUE

Ce programme vise à recruter et sélectionner des candidats pour combler les postes vacants, à établir et maintenir à jour une classification du personnel de la Fonction publique et à s'assurer que les employés non assujettis à une convention collective de travail soient traités de façon impartiale et équitable.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Classification, dotation et vérification	Gestion interne et soutien technique	Total
Crédits	\$ 4 767 600	\$ 942 200	\$ 5 709 800
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	178 000	14 500	192 500
Au ministère de la Fonction publique	(7 800)		(7 800)
Crédits autorisés	4 937 800	956 700	5 894 500
Dépenses	4 774 142	908 004	5 682 146
Crédits non utilisés	\$ 163 658	\$ 48 696	\$ 212 354
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 4 560 220	\$ 665 198	\$ 5 225 418
2—Autres rémunérations		72 608	72 608
3—Communications	89 043	12 866	101 909
4—Services	28 203	20 752	48 955
5—Entretien		1 409	1 409
6—Loyers	55 084	62 173	117 257
7—Fournitures	37 491	69 267	106 758
11—Autres dépenses		3 606	3 606
	<u>4 770 041</u>	<u>907 879</u>	<u>5 677 920</u>
Capital			
8—Équipement	4 101	125	4 226
	<u>\$ 4 774 142</u>	<u>\$ 908 004</u>	<u>\$ 5 682 146</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 108 521 259			\$ 108 521 259
2—Autres rémunérations	7 135 561			7 135 561
3—Communications	573 407			573 407
4—Services	489 515			489 515
5—Entretien	9 681			9 681
6—Loyers	446 712			446 712
7—Fournitures	501 278			501 278
8—Équipement		\$ 49 925		49 925
11—Autres dépenses	111 327			111 327
	<u>\$ 117 788 740</u>	<u>\$ 49 925</u>		<u>\$ 117 838 665*</u>

* Excluant \$ 142 743 654 pour les pensions.

IMMIGRATION

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	\$ 206	
Location d'espaces de stationnement	682	\$ 560
	<u>888</u>	<u>560</u>
Intérêts		
Gain sur fluctuation de change	16	16
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	12 754	98 279
Revenus autonomes	<u>13 658</u>	<u>98 855</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	738 426	479 629
Manuels de langue	(11 804)	71 254
	<u>726 622</u>	<u>550 883</u>
	<u>\$ 740 280</u>	<u>\$ 649 738</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Immigration			
1—Immigration	<u>\$ 14 339 300</u>	<u>\$ 13 619 813</u>	<u>\$ 11 357 894</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 14 339 300	\$ 13 619 813	
Crédits non utilisés Votés	<u>(719 487)</u>	<u> </u>	
	<u>\$ 13 619 813</u>	<u>\$ 13 619 813</u>	

IMMIGRATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

IMMIGRATION		Ce programme vise à assurer la participation et l'intégration des immigrants à la vie québécoise.			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3		
Crédits et dépenses par éléments	Établissement des immigrants	Adaptation des immigrants	Direction et gestion interne	Total	
Crédits	\$ 1 948 500	\$ 8 628 000	\$ 3 427 700	\$ 14 004 200	
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	50 000	205 800	47 600	303 400	
Du ministère des Communications	31 700			31 700	
Autres	(135 000)	375 000	(240 000)		
Crédits autorisés	1 895 200	9 208 800	3 235 300	14 339 300	
Dépenses	1 815 837	8 838 218	2 965 758	13 619 813	
Crédits non utilisés	\$ 79 363	\$ 370 582	\$ 269 542	\$ 719 487	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 1 722 128	\$ 4 729 185	\$ 1 938 570	\$ 8 389 883	
2—Autres rémunérations		1 324 181	281 044	1 605 225	
3—Communications	77 120	71 569	237 655	386 344	
4—Services	15 720	1 268 112	230 231	1 514 063	
5—Entretien		1 016	3 746	4 762	
6—Loyers		33 865	72 355	106 220	
7—Fournitures	869	325 732	137 617	464 218	
11—Autres dépenses		10 617	37 214	47 831	
	1 815 837	7 764 277	2 938 432	12 518 546	
Capital					
8—Équipement		106 263	27 326	133 589	
Transfert					
10—Transfert		967 678		967 678	
	\$ 1 815 837	\$ 8 838 218	\$ 2 965 758	\$ 13 619 813	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 8 389 883			\$ 8 389 883
2—Autres rémunérations	1 605 225			1 605 225
3—Communications	386 344			386 344
4—Services	1 514 063			1 514 063
5—Entretien	4 762			4 762
6—Loyers	106 220			106 220
7—Fournitures	464 218			464 218
8—Équipement		\$ 133 589		133 589
10—Transfert			\$ 967 678	967 678
11—Autres dépenses	47 831			47 831
	<u>\$ 12 518 546</u>	<u>\$ 133 589</u>	<u>\$ 967 678</u>	<u>\$ 13 619 813</u>

INDUSTRIE ET COMMERCE

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les brasseurs	\$ 31 483 195	\$ 31 322 537
Production industrielle de boissons	6 288	840
	<u>31 489 483</u>	<u>31 323 377</u>
Autres		
Pêche commerciale	77 687	56 678
Préparation ou mise en conserve du poisson	77	117
Remboursement	65 231	71 243
	<u>142 995</u>	<u>128 038</u>
	<u>31 632 478</u>	<u>31 451 415</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	857	420
Matériel et fournitures	3 858	2 665
Terrains et bâtisses	908 892	
Bateaux usagés	6	
Eau	50 465	7 465
Location de terrains et bâtisses	14 653	12 480
Location de machinerie et d'équipement	4 041	5 462
Location d'espaces de stationnement	11 830	11 393
Location de services de personnel	18 697	2 681
Location d'entrepôts frigorifiques	472 011	402 540
Cale de halage	55 120	36 328
Expositions et séminars	20 103	11 551
Office canadien du poisson salé	3 565	
	<u>1 564 098</u>	<u>492 985</u>

	1978-1979	1977-1978
Intérêts		
Prêts	\$ 16 571	\$ 28 618
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la pêche	4 362	5 404
Autres infractions		
Dépôts	550	275
	<u>4 912</u>	<u>5 679</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	48 641	
Dépenses sous forme d'indemnités	794	2 283
Autres dépenses	25 637	66 213
	<u>75 072</u>	<u>68 496</u>
	1 660 653	595 778
Revenus autonomes	<u>33 293 131</u>	<u>32 047 193</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement des pêcheries		44 814
Implantation du système métrique	150 400	
	<u>150 400</u>	<u>44 814</u>
	<u>\$ 33 443 531</u>	<u>\$ 32 092 007</u>

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Industries secondaires			
1—Gestion interne et soutien	\$ 5 341 700	\$ 5 431 389	\$ 4 815 120
2—Recherche économique	1 457 300	1 337 775	1 269 538
3—Orientation et développement de l'industrie secondaire	72 455 300 (1)	58 857 889 (1)	48 526 016
4—Centre de recherche industrielle du Québec	6 000 000	6 000 000	5 500 000
5—Société de développement industriel du Québec	26 073 100	24 576 205	24 373 096
6—Société du parc industriel du centre du Québec	3 745 700	3 737 967	3 162 397
Secteur: Commerce			
7—Services aux établissements commerciaux	976 592	943 501	935 751
Secteur: Pêches maritimes			
8—Développement des pêches maritimes	15 809 400	15 180 176	15 808 600
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
9—Services statistiques centraux	4 864 900	4 637 655	3 852 835
Secteur: Services de soutien			
10—Normalisation et spécifications	699 600	678 453	599 787
	<u>\$ 137 423 592 (1)</u>	<u>\$ 121 381 010 (1)</u>	<u>\$ 108 843 140</u>
<hr/>			
Crédits votés	131 423 592	115 381 010	
Crédits permanents	<u>6 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	
	137 423 592	121 381 010	
<hr/>			
Crédits non utilisés			
Votés	(16 166 404) (2)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>123 822</u>		
	<u>\$ 121 381 010</u>	<u>\$ 121 381 010</u>	

(1) Y compris pour les prêts, \$ 12 000 000 aux crédits autorisés et \$ 7 291 300 aux dépenses.

(2) Y compris \$ 4 708 700 pour les prêts.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Direction et soutien administratif	Soutien technique	
Crédits	\$ 1 929 700	\$ 4 214 300 (1)	\$ 6 144 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	121 000	81 100	202 100
Au ministère des Affaires culturelles		(998 800)	(998 800)
Au ministère de l'Éducation	(5 600)		(5 600)
Crédits autorisés	2 045 100	3 296 600	5 341 700
* Dépenses	2 030 921	3 400 468	5 431 389
Crédits non utilisés	\$ 14 179	\$ 19 583	\$ 33 762
Dépassement aux crédits permanents		\$ (123 451)	\$ (123 451)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 700 159	\$ 2 548 887	\$ 4 249 046
2—Autres rémunérations	91 727	70 747	162 474
3—Communications	136 294	162 613	298 907
4—Services	52 591	90 087	142 678
5—Entretien	644	12 104	12 748
6—Loyers	10 644	68 157	78 801
7—Fournitures	23 860	267 805	291 665
11—Autres dépenses		2 297	2 297
Permanents		123 451	123 451
	<u>2 015 919</u>	<u>3 346 148</u>	<u>5 362 067</u>
Capital			
8—Équipement	15 002	54 320	69 322
	<u>\$ 2 030 921</u>	<u>\$ 3 400 468</u>	<u>\$ 5 431 389</u>

* Y compris à l'élément 2, une dépense de \$ 123 451 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi concernant l'exposition universelle canadienne (11-12, Elizabeth II c. 10 et modifications.

(1) Y compris pour les prêts, \$ 400 000 aux "crédits", modifiés à \$ 0 par transfert de juridiction de \$ 400 000 à la super-catégorie "Transfert" au ministère des Affaires culturelles.

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

Ce programme vise à parfaire la connaissance de l'économie industrielle du Québec dans ses aspects sectoriels, régionaux et conjoncturels afin de mieux dégager les possibilités d'action du Gouvernement dans ce domaine.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 422 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	35 300
Crédits autorisés	1 457 300
Dépenses	1 337 775
Crédits non utilisés	<u>\$ 119 525</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 221 243
2—Autres rémunérations	19 583
3—Communications	25 791
4—Services	46 010
5—Entretien	1 785
6—Loyers	11 104
7—Fournitures	8 446
11—Autres dépenses	850
	<u>1 334 812</u>
Capital	
8—Équipement	2 963
	<u>\$ 1 337 775</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

**ORIENTATION ET DÉVELOPPEMENT
DE L'INDUSTRIE SECONDAIRE****Ce programme vise à stimuler l'implantation de
nouvelles industries et à faciliter le maintien ou
la croissance des entreprises existantes.**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Politiques et stratégies sectorielles	Prospection de l'investis- sissement et expansion des marchés	Infra- structure d'accueil à l'industrie	Aide et conseils aux entreprises	Total
Crédits	\$ 20 430 100	\$ 5 332 300	\$ 40 472 300	\$ 4 860 800	\$ 71 095 500
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	57 300	57 200	13 500	94 800	222 800
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif				1 800 000	1 800 000
À la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			(663 000)		(663 000)
Autres	(1 080 000)	500 000	700 000	(120 000)	
Crédits autorisés	19 407 400 (1)	5 889 500	40 522 800	6 635 600	72 455 300
* Dépenses	11 546 399	5 242 330	36 128 264	5 940 896	58 857 889
Crédits non utilisés	\$ 7 861 372	\$ 647 170	\$ 4 394 536	\$ 694 704	\$ 13 597 782
Dépassement aux crédits permanents	(371)				(371)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 1 943 637	\$ 1 893 446	\$ 478 506	\$ 2 997 453	\$ 7 313 042
2—Autres rémunérations	332 109	48 728	9 142	146 862	536 841
3—Communications	199 549	892 184	115 977	397 077	1 604 787
Permanents	252				252
4—Services	1 204 726	918 410	280 570	419 304	2 823 010
Permanents	118				118
5—Entretien	314	1 075		1 248	2 637
6—Loyers	9 179	43 613	41	33 266	86 099
7—Fournitures	23 860	43 579	6 657	9 394	83 490
11—Autres dépenses	1 350	18 532	1 666	11 418	32 966
	3 715 094	3 859 567	892 559	4 016 022	12 483 242
Capital					
4—Services			32 920		32 920
8—Équipement	2 224	7 436	246	8 211	18 117
9—Immobilisations			174 486		174 486
	2 224	7 436	207 652	8 211	225 523
Transfert					
10—Transfert	537 781	1 375 327	35 028 053	1 916 663	38 857 824
Prêts					
13—Prêts	7 291 300				7 291 300
	\$ 11 546 399	\$ 5 242 330	\$ 36 128 264	\$ 5 940 896	\$ 58 857 889

* Y compris à l'élément 1, une dépense de \$371 sans prévision de crédits permanents concernant l'exécution de la Loi constituant l'Institut national de productivité, 1978, c. 68.

(1) Y compris pour les prêts, \$12 000 000 aux crédits autorisés et \$7 291 300 aux dépenses ainsi que \$4 708 700 aux crédits non utilisés.

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de réaliser ou de participer à la réalisation de recherches industrielles.

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 6 000 000
* Dépenses	<u>6 000 000</u>
Crédits non utilisés	<u><u> </u></u>
 DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert Permanents	<u><u>\$ 6 000 000</u></u>

* Prévission et dépense afférentes à des crédits permanents concernant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec, 1969, c. 62 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL DU QUÉBEC**

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de faciliter la transformation de la structure industrielle par une aide sélective à l'investissement et par l'octroi de crédits à des entreprises viables.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 26 042 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	60 300
Au ministère des Affaires	
culturelles	<u>(29 200)</u>
Crédits autorisés	26 073 100
Dépenses	<u>24 576 205</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 1 496 895</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 120 887
2—Autres rémunérations	398 385
3—Communications	225 163
4—Services	100 994
5—Entretien	4 040
6—Loyers	45 751
7—Fournitures	57 045
11—Autres dépenses	3 235
	<u>2 955 500</u>
Capital	
8—Équipement	<u>4 943</u>
Transfert	
10—Transfert	<u>21 615 762</u>
	<u><u>\$ 24 576 205</u></u>

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

**SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL
DU CENTRE DU QUÉBEC**

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé d'aménager et de développer un parc industriel d'envergure au centre du Québec.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 3 735 600
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	10 100
Crédits autorisés	3 745 700
Dépenses	3 737 967
Crédits non utilisés	\$ 7 733

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 308 576
2—Autres rémunérations	67 630
3—Communications	84 569
4—Services	36 053
5—Entretien	139 955
6—Loyers	9 724
7—Fournitures	174 453
11—Autres dépenses	2 904 789
	<u>3 725 749</u>
Capital	
8—Équipement	12 218
	<u>\$ 3 737 967</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

SERVICES AUX ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

Ce programme vise à contribuer à la promotion de la vente de produits québécois, à diffuser des conseils techniques auprès des associations de commerçants et de leurs membres et à administrer la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 872 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	104 592
Crédits autorisés	976 592
Dépenses	943 501
Crédits non utilisés	\$ 33 091

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 608 230
2—Autres rémunérations	11 788
3—Communications	62 450
4—Services	221 058
7—Fournitures	2 000
11—Autres dépenses	744
	906 270
Capital	
8—Équipement	231
Transfert	
10—Transfert	37 000
	\$ 943 501

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES

Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires, recherches et gestion interne	Contribution à l'exploitation de la ressource	Contribution à la transformation de la ressource	Total
Crédits	\$ 2 133 000	\$ 4 180 800	\$ 7 950 500	\$ 14 264 300
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		350 000	286 000	636 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	45 100	171 800	54 200	271 100
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			663 000	663 000
Au ministère des Affaires municipales	(28 700)			(28 700)
Du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	3 700			3 700
Autres	(20 900)	484 000	(463 100)	
Crédits autorisés	<u>2 132 200</u>	<u>5 186 600</u>	<u>8 490 600</u>	<u>15 809 400</u>
Dépenses	<u>2 042 607</u>	<u>5 137 973</u>	<u>7 999 596</u>	<u>15 180 176</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 89 593</u>	<u>\$ 48 627</u>	<u>\$ 491 004</u>	<u>\$ 629 224</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 316 893	\$ 2 168 747	\$ 1 702 586	\$ 5 188 226
2—Autres rémunérations	270 309	117 690	675 518	1 063 517
3—Communications	150 992	210 956	120 210	482 158
4—Services	32 766	118 737	67 077	218 580
5—Entretien	12 325	122 243	94 927	229 495
6—Loyers	83 300	21 673	11 056	116 029
7—Fournitures	114 763	201 109	512 128	828 000
11—Autres dépenses	384	11 041	150	11 575
	<u>1 981 732</u>	<u>2 972 196</u>	<u>3 183 652</u>	<u>8 137 580</u>
Capital				
4—Services			234 218	234 218
8—Équipement	60 875	43 651	242 497	347 023
9—Immobilisations			2 624 000	2 624 000
11—Autres dépenses			15 115	15 115
	<u>60 875</u>	<u>43 651</u>	<u>3 115 830</u>	<u>3 220 356</u>
Transfert				
10—Transfert		2 122 126	1 700 114	3 822 240
	<u>\$ 2 042 607</u>	<u>\$ 5 137 973</u>	<u>\$ 7 999 596</u>	<u>\$ 15 180 176</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

SERVICES STATISTIQUES CENTRAUX

Ce programme vise à recueillir, compiler, exploiter et diffuser des informations statistiques sur les aspects économiques et sociaux du Québec.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Statistiques socio-économiques et outils d'analyse	Enquêtes, diffusion et assistance technique	Gestion interne et soutien	Total
Crédits	\$ 2 330 600	\$ 2 076 900	\$ 336 800	\$ 4 744 300
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	51 500	62 600	6 500	120 600
Autres	(262 600)	209 200	53 400	
Crédits autorisés	2 119 500	2 348 700	396 700	4 864 900
Dépenses	1 991 265	2 297 473	348 917	4 637 655
Crédits non utilisés	\$ 128 235	\$ 51 227	\$ 47 783	\$ 227 245
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 836 356	\$ 1 918 796	\$ 219 722	\$ 3 974 874
2—Autres rémunérations	35 124	73 648		108 772
3—Communications	55 261	133 444	2 801	191 506
4—Services	64 524	171 553	892	236 969
5—Entretien			6 169	6 169
6—Loyers			73 083	73 083
7—Fournitures			18 816	18 816
11—Autres dépenses		32	2 550	2 582
	<u>1 991 265</u>	<u>2 297 473</u>	<u>324 033</u>	<u>4 612 771</u>
Capital				
8—Équipement			24 884	24 884
	<u>\$ 1 991 265</u>	<u>\$ 2 297 473</u>	<u>\$ 348 917</u>	<u>\$ 4 637 655</u>

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

NORMALISATION ET SPÉCIFICATIONS

Ce programme vise à préparer des normes et spécifications pour les organismes acheteurs du secteur public et pour les industries manufacturières.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 681 800
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	17 800
Crédits autorisés	699 600
Dépenses	678 453
Crédits non utilisés	\$ 21 147

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 565 017
2—Autres rémunérations	8 309
3—Communications	25 041
4—Services	49 845
5—Entretien	150
6—Loyers	8 654
7—Fournitures	19 100
11—Autres dépenses	312
	676 428
Capital	
8—Équipement	2 025
	\$ 678 453

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 25 549 141			\$ 25 549 141
2—Autres rémunérations	2 377 299			2 377 299
3—Communications	3 000 624			3 000 624
4—Services	3 875 315	\$ 267 138		4 142 453
5—Entretien	396 979			396 979
6—Loyers	429 245			429 245
7—Fournitures	1 483 015			1 483 015
8—Équipement		481 726		481 726
9—Immobilisations		2 798 486		2 798 486
10—Transfert			\$ 70 332 826	70 332 826
11—Autres dépenses	3 082 801	15 115		3 097 916
	<u>\$ 40 194 419</u>	<u>\$ 3 562 465</u>	<u>\$ 70 332 826</u>	<u>\$ 114 089 710*</u>

* Excluant \$ 7 291 300 pour les prêts.

JUSTICE**REVENUS**

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	\$ 5 833 229	\$ 5 806 179
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	13 425 661	11 561 461
Détaillants	<u>6 335 749</u>	<u>6 451 780</u>
	_ _ 25 594 639	_ _ 23 819 420
Autres		
Changements de nom	16 170	10 605
Cités et villes	1 050	675
Agences d'investigation ou de sécurité	266 853	314 367
Assermentation	81 706	68 607
Huissiers	<u>24 000</u>	<u>22 715</u>
	_ _ 389 779	_ _ 416 969
	<u>25 984 418</u>	<u>24 236 389</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	295 513	66 013
Matériel et fournitures	95 029	70 715
Location de chambres et pensions	1 550 837	1 629 681
Location d'espaces de stationnement	20 600	21 660
Location de services de personnel	29 404	3 312
Enregistrement de droits	9 851 947	9 286 383
Actes judiciaires	7 772 509	8 632 488
Actes juridiques	3 040 967	1 535 437
Cours de formation et de perfectionnement des policiers	22 997	18 818
Signification et témoins par les policiers	42 578	128 269
Absences pour activités syndicales	67 664	88 869
Soins aux détenus	<u>134 416</u>	<u>149 614</u>
	_ _ 22 924 461	_ _ 21 631 259

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Intérêts		
Comptes de banque	\$ 125	\$ 69
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	13 882 099	11 769 776
Infractions au Code criminel	6 498 364	5 666 503
Infractions à la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool	434 440	337 859
Infractions à la loi de la conservation de la faune	384 989	358 004
Infractions à d'autres lois	2 243 212	1 256 134
Dépôts et cautionnements	2 022	2 666
	<u>23 445 126</u>	<u>19 390 942</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	309 865	566 764
Autres dépenses	447 270	222 209
	<u>757 135</u>	<u>788 973</u>
	<u>47 126 847</u>	<u>41 811 243</u>
Revenus autonomes	<u>73 111 265</u>	<u>66 047 632</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide juridique	5 152 142	4 682 250
Indemnisation — victimes d'actes criminels	628 310	312 150
Inondations		(847 497)
Protection civile	424 638	395 140
Acquisition d'armes à feu	169 505	
	<u>6 374 595</u>	<u>4 542 043</u>
	<u>\$ 79 485 860</u>	<u>\$ 70 589 675</u>

JUSTICE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Institutions judiciaires			
1—Fonctionnement du système judiciaire	\$ 61 018 318	\$ 59 271 134	\$ 52 352 459
2—Protection des droits et libertés de la personne	2 742 400	3 028 107	2 325 724
3—Gestion interne et soutien	14 847 700	14 322 557	11 692 788
Secteur: Institutions pénales			
4—Garde des détenus et des prévenus	55 815 400	52 765 701	44 895 262
Secteur: Réadaptation sociale			
5—Réinsertion sociale des délinquants	9 240 700	8 390 003	7 227 785
6—Aide juridique et financière	33 233 400	32 830 077	29 247 983
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Enregistrement officiel	9 593 500	8 960 799	8 158 967
8—Contrôle des permis d'alcool	5 085 000	5 010 080	4 645 589
Secteur: Services de soutien			
9—Contentieux général du gouvernement	10 739 500	10 529 749	9 503 609
Secteur: Contentieux			
10—Contentieux pénal	1 644 800	1 735 428	2 000 150
11—Contentieux criminel	8 258 600	8 139 534	7 201 054
Secteur: Sécurité publique			
12—Coordination des activités de la sécurité publique	5 133 500	4 642 066	3 670 931
13—Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	2 231 200	2 212 485	1 902 906
14—Protection civile	2 462 300	4 577 083	4 298 191
15—Sûreté du Québec	141 219 500	140 547 504	128 925 589
Secteur: Institutions judiciaires			
16—Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	3 665 600	3 543 825	3 362 744
	<u>\$ 366 931 418</u>	<u>\$ 360 506 132</u>	<u>\$ 321 411 731</u>

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Crédits votés	\$ 347 249 518	\$ 336 961 211	
Crédits permanents	<u>19 681 900</u>	<u>23 544 921</u>	
	366 931 418	360 506 132	
Crédits non utilisés			
Votés	(10 288 307)		
Permanents	(566 888)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>4 429 909</u>		
	<u>\$ 360 506 132</u>	<u>\$ 360 506 132</u>	

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME JUDICIAIRE		Ce programme vise à assurer le fonctionnement des cours de justice et à leur fournir le soutien administratif nécessaire.		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Formulation de jugements	Soutien administratif aux cours de justice	Tribunal de l'expropriation	Total
Crédits	\$ 11 362 100	\$ 45 365 400	\$ 1 586 600	\$ 58 314 100
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	1 500 000			1 500 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		1 167 400	26 500	1 193 900
Au ministère des Transports		(3 682)		(3 682)
Du ministère de l'Assemblée nationale		14 000		14 000
* Crédits autorisés	<u>12 862 100</u>	<u>46 543 118</u>	<u>1 613 100</u>	<u>61 018 318</u>
* Dépenses	<u>13 542 075</u>	<u>44 265 760</u>	<u>1 463 299</u>	<u>59 271 134</u>
Crédits non utilisés		\$ 2 277 358	\$ 149 801	\$ 2 427 159
Dépassements aux crédits permanents	<u>\$ (679 975)</u>			<u>\$ (679 975)</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements		\$ 34 845 749	\$ 1 295 632	\$ 36 141 381
Permanents	\$ 12 975 061			12 975 061
2—Autres rémunérations		2 615 009	4 711	2 619 720
Permanents	17 514			17 514
3—Communications		758 613	74 167	832 780
Permanents	517 207			517 207
4—Services		4 422 635	36 546	4 459 181
Permanents	30 284			30 284
5—Entretien		36 770	920	37 690
6—Loyers		500 762	7 316	508 078
7—Fournitures		855 794	15 416	871 210
11—Autres dépenses		38 523	288	38 811
Permanents	2 009			2 009
	<u>13 542 075</u>	<u>44 073 855</u>	<u>1 434 996</u>	<u>59 050 926</u>
Capital				
8—Équipement		191 905	28 303	220 208
	<u>\$ 13 542 075</u>	<u>\$ 44 265 760</u>	<u>\$ 1 463 299</u>	<u>\$ 59 271 134</u>

* Y compris, à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 12 862 100 alors que la dépense s'est établie à \$ 13 542 075 pour l'exécution de la Loi des tribunaux judiciaires, S.R., c. 20 et modifications, et la Loi des coroners 1966-1967, c. 19 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS
DE LA PERSONNE**

Ce programme vise à promouvoir, par toute mesure appropriée, les principes contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne, exercer les pouvoirs et exécuter les devoirs prescrits par la charte. Il vise également à assurer la protection des enfants soumis à des mauvais traitements.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Commission des droits et libertés de la personne	Comité pour la protection de la jeunesse	Total
Crédits	\$ 1 639 300	\$ 1 099 100	\$ 2 738 400
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		4 000	4 000
Crédits autorisés	1 639 300	1 103 100	2 742 400
* Dépenses	1 531 424	1 496 683	3 028 107
Crédits non utilisés	\$ 107 876	\$ 938 232	\$ 1 046 108
Dépassement aux crédits permanents		\$ (1 331 815)	\$ (1 331 815)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements		\$ 1 021 315	\$ 1 021 315
Permanents			1 319 588
2—Autres rémunérations	\$ 1 319 588	126 218	126 218
Permanents		63 265	161 313
3—Communications	98 048	88 825	88 825
Permanents		10 357	73 562
4—Services	63 205	47 156	47 156
Permanents			653
5—Entretien	653		119
Permanents		119	13 028
6—Loyers	13 028		8 430
Permanents		8 430	34 469
7—Fournitures	26 680	7 789	2 909
Permanents		2 909	6 963
11—Autres	3 456	3 507	
	<u>1 524 658</u>	<u>1 379 890</u>	<u>2 904 548</u>
Capital			
8—Équipement	6 766	6 050	12 816
Permanents		8 743	8 743
	<u>6 766</u>	<u>14 793</u>	<u>21 559</u>
Transfert			
10—Transfert		73 900	73 900
Permanents		28 100	28 100
		<u>102 000</u>	<u>102 000</u>
	<u>\$ 1 531 424</u>	<u>\$ 1 496 683</u>	<u>\$ 3 028 107</u>

* Y compris, à l'élément 2, une dépense de \$ 1 331 815 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi sur la protection de la jeunesse, 1977, c. 20.

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Administration du personnel	Administration de l'équipement
Crédits	\$ 2 487 700	\$ 2 212 600	\$ 1 286 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	32 600	60 200	16 200
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	86 800		
Autres	140 000	35 000	
* Crédits autorisés	2 747 100	2 307 800	1 303 100
* Dépenses	2 751 085	2 247 498	1 281 349
Crédits non utilisés	\$ 186 575	\$ 60 302	\$ 21 751
Dépassements aux crédits permanents	\$ (190 560)		

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 268 975	\$ 2 008 193	\$ 579 395
Permanents	118 333		
2—Autres rémunérations	391 328	115 337	34 540
Permanents			
3—Communications	265 720	77 457	55 290
Permanents	60 375		
4—Services	428 814	6 309	2 478
Permanents	840		
5—Entretien	976	440	1 060
6—Loyers	26 955	15 144	1 000
7—Fouritures	38 387	17 827	594 741
Permanents	3 889		
11—Autres dépenses	41 630	2 679	4
	2 646 222	2 243 386	1 268 508
Capital			
8—Équipement	21 590	4 112	12 841
Permanents	7 123		
	28 713	4 112	12 841
Transfert			
10—Transfert	76 150		
	\$ 2 751 085	\$ 2 247 498	\$ 1 281 349

* Y compris, à l'élément 1, une dépense de \$ 133 782 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, 1978, c. 22; à l'élément 1, une dépense de \$ 56 778 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi sur le recours collectif, 1978, c. 8; à l'élément 6, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 801 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 638 135 pour l'exécution de la Loi sur la refonte des lois, 1976, c. 11.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	Total
Administra- tion financière	Systemes de gestion	Affaires législatives	
\$ 746 800	\$ 4 753 300	\$ 3 047 300	\$ 14 534 600
15 900	70 600	30 800	226 300
(75 000)	(40 000)	(60 000)	86 800
687 700	4 783 900	3 018 100	14 847 700
653 142	4 617 984	2 771 499	14 322 557
\$ 34 558	\$ 165 916	\$ 246 601	\$ 715 703
			\$ (190 560)
\$ 566 920	\$ 2 416 836	\$ 1 201 657	\$ 8 041 976
13 545	140 915	244 301	362 634
64 297	64 349	80 424	776 089
3 395	1 240 561	73 059	73 059
88	113 672	46 127	573 240
1 806	353 115	308 449	368 824
1 091	107 531	22 326	1 703 883
1 267	2 192	12 326	13 166
652 409	4 439 171	112	116 348
733	178 813	32 569	430 589
733	178 813	17 838	777 415
		2 317	3 889
		2 041 505	50 089
		9 944	228 033
		9 944	7 123
		720 050	235 156
\$ 653 142	\$ 4 617 984	\$ 2 771 499	\$ 14 322 557

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GARDE DES DÉTENUS ET DES PRÉVENUS

Ce programme vise à protéger la société en gardant dans les établissements prévus à cette fin les personnes condamnées à l'incarcération par les tribunaux et certaines personnes en attente de procès.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Hébergement	Surveillance et transport	Total
Crédits	\$ 8 573 500	\$ 41 316 200	\$ 49 889 700
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	750 000	5 000 000	5 750 000
Virements			
Du fonds de suppléance du ministère des Finances	95 000	80 700	175 700
Crédits autorisés	9 418 500	46 396 900	55 815 400
Dépenses	8 808 177	43 957 524	52 765 701
Crédits non utilisés	\$ 610 323	\$ 2 439 376	\$ 3 049 699

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 779 687	\$ 41 583 328	\$ 45 363 015
2—Autres rémunérations	278 186	175 656	453 842
3—Communications	44 076	234 525	278 601
4—Services	341 840	477 258	819 098
5—Entretien	10 764	123 012	133 776
6—Loyers	9 701	102 858	112 559
7—Fournitures	4 284 516	774 905	5 059 421
11—Autres dépenses	3 723	58 415	62 138
	<u>8 752 493</u>	<u>43 529 957</u>	<u>52 282 450</u>
Capital			
8—Équipement	55 684	427 567	483 251
	<u>\$ 8 808 177</u>	<u>\$ 43 957 524</u>	<u>\$ 52 765 701</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS

Ce programme vise à amener les personnes délinquantes à réintégrer un cadre social normal.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Réinsertion sociale des probationnaires	Élément 2 Réinsertion sociale des détenus	Total
Crédits	\$ 3 945 900	\$ 5 133 600	\$ 9 079 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du fonds de suppléance du ministère des Finances	117 800	32 600	150 400
Du ministère des Affaires sociales	10 800		10 800
Crédits autorisés	4 074 500	5 166 200	9 240 700
* Dépenses	4 064 736	4 325 267	8 390 003
Crédits non utilisés	\$ 26 380	\$ 840 933	\$ 867 313
Dépassements aux crédits permanents	\$ (16 616)		\$ (16 616)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 663 361	\$ 1 222 987	\$ 4 886 348
Permanents	16 616		16 616
2—Autres rémunérations	144 790	155 024	299 814
3—Communications	175 009	19 042	194 051
4—Services	10 023	1 328 239	1 338 262
5—Entretien	870	13 252	14 122
6—Loyers	33 249	3 735	36 984
7—Fournitures	6 334	99 436	105 770
11—Autres dépenses	6 969	8 668	15 637
	<u>4 057 221</u>	<u>2 850 383</u>	<u>6 907 604</u>
Capital			
8—Équipement	7 515	130 184	137 699
Transfert			
10—Transfert		1 344 700	1 344 700
	<u>\$ 4 064 736</u>	<u>\$ 4 325 267</u>	<u>\$ 8 390 003</u>

* Y compris, à l'élément 1, une dépense de \$ 16 616 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, 1978, c. 22.

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

AIDE JURIDIQUE ET FINANCIÈRE

Ce programme vise à assurer l'accès à la justice aux personnes économiquement défavorisées ainsi que l'indemnisation de victimes d'actes criminels.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Commission des services juridique	Indemnisation des victimes d'actes criminels	Total
* Crédits autorisés	\$ 29 972 600	\$ 3 260 800	\$ 33 233 400
* Dépenses	<u>29 972 600</u>	<u>2 857 477</u>	<u>32 830 077</u>
Crédits non utilisés	<u><u> </u></u>	<u><u>\$ 403 323</u></u>	<u><u>\$ 403 323</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
4—Services Permanents		<u>\$ 209 773</u>	<u>\$ 209 773</u>
Transfert			
10—Transfert Permanents	\$ 29 972 600	<u>2 647 704</u>	<u>29 972 600</u> <u>2 647 704</u>
	<u>29 972 600</u>	<u>2 647 704</u>	<u>32 620 304</u>
	<u><u>\$ 29 972 600</u></u>	<u><u>\$ 2 857 477</u></u>	<u><u>\$ 32 830 077</u></u>

* Y compris, à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$3 260 800 alors que la dépense s'est établie à \$2 857 477 pour l'exécution de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, 1971, c. 18 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

ENREGISTREMENT OFFICIEL

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	Total
Crédits	\$ 526 200	\$ 8 780 700	\$ 9 306 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du fonds de suppléance du ministère des Finances	11 000	275 600	286 600
Crédits autorisés	537 200	9 056 300	9 593 500
Dépenses	471 537	8 489 262	8 960 799
Crédits non utilisés	\$ 65 663	\$ 567 038	\$ 632 701

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 426 044	\$ 7 715 633	\$ 8 141 677
2—Autres rémunérations	6 306	326 700	333 006
3—Communications	17 196	79 779	96 975
4—Services	208	2 564	2 772
5—Entretien	627	13 801	14 428
6—Loyers	4 975	148 315	153 290
7—Fournitures	11 832	147 485	159 317
11—Autres dépenses		21 561	21 561
	<u>467 188</u>	<u>8 455 838</u>	<u>8 923 026</u>
Capital			
8—Équipement	4 349	33 424	37 773
	<u>\$ 471 537</u>	<u>\$ 8 489 262</u>	<u>\$ 8 960 799</u>

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL

Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 5 004 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	81 000
Crédits autorisés	5 085 000
Dépenses	5 010 080
Crédits non utilisés	\$ 74 920

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 733 523
2—Autres rémunérations	43 077
3—Communications	376 630
4—Services	13 452
5—Entretien	1 075
6—Loyers	23 656
7—Fournitures	51 446
11—Autres dépenses	1 001
	3 243 860
Capital	
8—Équipement	13 020
Transfert	
10—Transfert	1 753 200
	\$ 5 010 080

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

CONTENTIEUX GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT**Ce programme vise à assurer les services juridiques aux différents ministères.**

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Contentieux général du ministère de la Justice et des autres ministères	Réclamations	Total
Crédits	\$ 9 813 200	\$ 397 500	\$ 10 210 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du fonds de suppléance du ministère des Finances	470 600	11 100	481 700
Des ministères suivants			
Conseil exécutif	17 500		17 500
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	29 600		29 600
Crédits autorisés	10 330 900	408 600	10 739 500
Dépenses	10 149 710	380 039	10 529 749
Crédits non utilisés	\$ 181 190	\$ 28 561	\$ 209 751
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 8 292 745	\$ 303 107	\$ 8 595 852
2—Autres rémunérations	615 441	5 636	621 077
3—Communications	427 034	37 835	464 869
4—Services	687 729	27 995	715 724
5—Entretien	623	384	1 007
6—Loyers	48 976	2 337	51 313
7—Fournitures	52 160	1 509	53 669
11—Autres dépenses	5 362		5 362
	10 130 070	378 803	10 508 873
Capital			
8—Équipement	19 640	1 236	20 876
	\$ 10 149 710	\$ 380 039	\$ 10 529 749

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

CONTENTIEUX PÉNAL**Ce programme vise à assurer l'application des diverses lois pénales du Québec.**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 547 700
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	97 100
* Crédits autorisés	1 644 800
* Dépenses	1 735 428
Crédits non utilisés	\$ 5 532
Dépassements aux crédits permanents	\$ (96 160)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 940 464
2—Autres rémunérations	74 344
3—Communications	3 349
4—Services	180 990
5—Entretien	480
6—Loyers	9 093
7—Fournitures	131 659
	<u>1 340 379</u>

Capital

8—Équipement	3 889
	<u>3 889</u>

Transfert

10—Transfert	
*Permanents	391 160
	<u>391 160</u>
	<u>\$ 1 735 428</u>

* Prévission et dépenses afférentes à des crédits permanents concernant l'exécution de la Loi du Code de la route, S.R., c. 231 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

CONTENTIEUX CRIMINEL**Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel.**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 7 945 600
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	<u>313 000</u>
Crédits autorisés	8 258 600
Dépenses	<u>8 139 534</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 119 066</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 6 895 430
2—Autres rémunérations	483 024
3—Communications	222 789
4—Services	393 130
5—Entretien	3 527
6—Loyers	63 840
7—Fournitures	53 281
11—Autres dépenses	5 965
	<u>8 120 986</u>
Capital	
8—Équipement	<u>18 548</u>
	<u><u>\$ 8 139 534</u></u>

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

**COORDINATION DES ACTIVITÉS
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Ce programme vise à informer le ministère sur l'évolution de la criminalité au Québec, à suggérer les politiques et les programmes au ministère dans le domaine de la police et à assurer la coordination de l'activité policière.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche et programmation	Formation et perfectionnement des policiers	Sécurité interne	Total
Crédits	\$ 662 400	\$ 2 616 000	\$ 1 811 200	\$ 5 089 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	7 100	31 800	5 000	43 900
Crédits autorisés	669 500	2 647 800	1 816 200	5 133 500
Dépenses	464 637	2 460 444	1 716 985	4 642 066
Crédits non utilisés	\$ 204 863	\$ 187 356	\$ 99 215	\$ 491 434
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 329 167	\$ 897 993	\$ 1 030 079	\$ 2 257 239
2—Autres rémunérations	5 323	33 303	41 305	79 931
3—Communications	28 817	94 230	234 461	357 508
4—Services	11 059	712 613	80 533	804 205
5—Entretien	112	24 634	67 423	92 169
6—Loyers	2 113	24 678	17 389	44 180
7—Fournitures	790	541 648	111 189	653 627
11—Autres dépenses	42	3 472		3 514
	377 423	2 332 571	1 582 379	4 292 373
Capital				
8—Équipement	2 514	127 873	134 606	264 993
Transfert				
10—Transfert	84 700			84 700
	\$ 464 637	\$ 2 460 444	\$ 1 716 985	\$ 4 642 066

DÉTAIL DU PROGRAMME 13

**NORMALISATION ET SURVEILLANCE
DE L'EXERCICE DES FONCTIONS DE POLICE**

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 044 800
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	150 000
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	36 400
Crédits autorisés	2 231 200
Dépenses	2 212 485
Crédits non utilisés	\$ 18 715

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 589 184
2—Autres rémunérations	23 530
3—Communications	154 850
4—Services	395 617
5—Entretien	216
6—Loyers	23 381
7—Fournitures	21 840
11—Autres dépenses	24
	2 208 642
Capital	
8—Équipement	3 843
	\$ 2 212 485

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 14

PROTECTION CIVILE**Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre.**

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 2 462 300
* Dépenses	<u>4 577 083</u>
Dépassements aux crédits permanents	<u><u>\$ (2 114 783)</u></u>
 DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Fonctionnement	
2—Autres rémunérations Permanents	\$ 2 138 374
3—Communications Permanents	80 560
4—Services Permanents	218 407
5—Entretien Permanents	13 403
6—Loyers Permanents	22 306
7—Fournitures Permanents	102 750
11—Autres dépenses Permanents	<u>44 988</u>
	<u>2 620 788</u>
 Capital	
8—Équipement Permanents	<u>199 258</u>
 Transfert	
10—Transfert Permanents	<u>1 757 037</u>
	<u><u>\$ 4 577 083</u></u>

* Prévission et dépenses afférentes à des crédits permanents concernant l'exécution de la Loi de la protection civile, S.R., c. 53.

DÉTAIL DU PROGRAMME 15

SÛRETÉ DU QUÉBEC

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	Gestion interne et soutien	Total
Crédits	\$ 106 588 100	\$ 34 204 800	\$ 140 792 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du fonds de suppléance du ministère des Finances	256 900	169 700	426 600
Autres	482 130	(482 130)	
Crédits autorisés	107 327 130	33 892 370	141 219 500
Dépenses	107 266 630	33 280 874	140 547 504
Crédits non utilisés	\$ 60 500	\$ 611 496	\$ 671 996
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 103 962 930	\$ 10 662 294	\$ 114 625 224
2—Autres rémunérations	405 453	197 153	602 606
3—Communications	2 373 669	3 210 679	5 584 348
4—Services	16 660	667 191	683 851
5—Entretien		2 498 876	2 498 876
6—Loyers		3 835 682	3 835 682
7—Fournitures		6 979 247	6 979 247
11—Autres dépenses	507 918	230 694	738 612
	107 266 630	28 281 816	135 548 446
Capital			
8—Équipement		4 999 058	4 999 058
	\$ 107 266 630	\$ 33 280 874	\$ 140 547 504

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 16

**ENQUÊTE ET EXPERTISES SCIENTIFIQUES
POUR FINS JUDICIAIRES**

Ce programme vise à renseigner la Justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle et par des expertises scientifiques qui permettent une connaissance plus approfondie de la perpétration de certains crimes et méfaits.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Enquêtes sur les décès et les incendies	Expertises médico-légales et scientifiques	Total
Crédits	\$ 1 314 900	\$ 2 288 400	\$ 3 603 300
Additions et modifications:			
Virements			
Du fonds de suppléance du ministère des Finances	11 000	51 300	62 300
Autres	85 000	(85 000)	
Crédits autorisés	1 410 900	2 254 700	3 665 600
Dépenses	1 398 298	2 145 527	3 543 825
Crédits non utilisés	\$ 12 602	\$ 109 173	\$ 121 775
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 633 541	\$ 1 704 751	\$ 2 338 292
2—Autres rémunérations	14 880	13 646	28 526
3—Communications	10 529	58 879	69 408
4—Services	726 234	213 205	939 439
5—Entretien	25	10 196	10 221
6—Loyers	5 579	13 068	18 647
7—Fournitures	5 672	93 350	99 022
11—Autres dépenses		1 743	1 743
	1 396 460	2 108 838	3 505 298
Capital			
8—Équipement	1 838	36 689	38 527
	\$ 1 398 298	\$ 2 145 527	\$ 3 543 825

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 256 925 231			\$ 256 925 231
2—Autres rémunérations	10 113 339			10 113 339
3—Communications	10 426 127			10 426 127
4—Services	13 041 952			13 041 952
5—Entretien	2 938 110			2 938 110
6—Loyers	5 355 056			5 355 056
7—Fournitures	15 160 941			15 160 941
8—Équipement		\$ 6 697 658		6 697 658
10—Transfert			\$ 38 849 301	38 849 301
11—Autres dépenses	998 417			998 417
	<u>\$ 314 959 173</u>	<u>\$ 6 697 658</u>	<u>\$ 38 849 301</u>	<u>\$ 360 506 132</u>

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Recouvrement de la santé			
1—Régime d'assurance-maladie	<u>\$ 776 500 000</u>	<u>\$ 780 195 996</u>	<u>\$ 705 176 365</u>
<hr/>			
Fonds de l'assurance-maladie	\$ 776 500 000	\$ 780 195 996	
Crédits non utilisés	(1 546 232)		
Dépassements au Fonds de l'assurance-maladie	<u>5 242 228</u>		
	<u>\$ 780 195 996</u>	<u>\$ 780 195 996</u>	



RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Services médicaux	Services dentaires	Services optométriques
Crédits			
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	\$ 614 050 000	\$ 46 047 000	\$ 16 140 000
* Crédits autorisés	614 050 000	46 047 000	16 140 000
* Dépenses	<u>616 116 216</u>	<u>45 507 224</u>	<u>16 764 948</u>
Crédits non utilisés		\$ 539 776	
Dépassements aux Fonds de l'assurance-maladie	<u>\$ (2 066 216)</u>	<u> </u>	<u>\$ (624 948)</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert			
Fonds de l'assurance-maladie	\$ 616 116 216	\$ 45 507 224	\$ 16 764 948
	<u>\$ 616 116 216</u>	<u>\$ 45 507 224</u>	<u>\$ 16 764 948</u>

* Une prévision de \$ 776 500 000 et une dépense au Fonds de l'assurance-maladie de \$ 780 195 996; y compris, une contribution du Fonds consolidé du revenu de \$ 297 282 555 pour les dépenses en excédent de la contribution des employeurs au Fonds de l'assurance-maladie de \$ 482 913 441 (voir page 1-184) concernant la Loi modifiant la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, 1978, c. 70.

Élément 4 Médicaments et services aux personnes âgées	Élément 5 Autres services	Élément 6 Administration	Total
<u>\$ 64 250 000</u>	<u>\$ 4 330 000</u>	<u>\$ 31 683 000</u>	<u>\$ 776 500 000</u>
64 250 000	4 330 000	31 683 000	776 500 000
<u>65 716 855</u>	<u>5 414 209</u>	<u>30 676 544</u>	<u>780 195 996</u>
<u>\$ (1 466 855)</u>	<u>\$ (1 084 209)</u>	<u>\$ 1 006 456</u>	<u>\$ 1 546 232</u>
<u>\$ 65 716 855</u>	<u>\$ 5 414 209</u>	<u>\$ 30 676 544</u>	<u>\$ 780 195 996</u>
<u>\$ 65 716 855</u>	<u>\$ 5 414 209</u>	<u>\$ 30 676 544</u>	<u>\$ 780 195 996</u>

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
10—Transfert			\$ 780 195 996	\$ 780 195 996
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>



REVENU

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Impôt sur les revenus et sur les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 4 227 316 374	\$ 3 903 109 384
Impôts des sociétés*	624 878 407	541 548 459
Droits de successions	24 942 283	24 615 458
	<u>4 877 137 064</u>	<u>4 469 273 301</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 366 045 368	1 423 120 191
Carburants	445 936 922	450 979 679
Tabacs	135 949 985	82 204 992
Repas et hôtellerie	154 275 181	150 075 133
Télécommunications	43 259 994	37 302 119
Publicité	4 158 573	2 179 514
	<u>2 149 626 023</u>	<u>2 145 861 628</u>
Droits et permis		
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	7 864 892	5 802 298
Pari mutuel	24 928 271	23 909 636
Autres		
Distribution de contenants non consignés	5 438 122	
Loteries et courses	1 275 023	1 195 134
Autres permis de la loi des licences	1 163 535	1 076 112
	<u>40 669 843</u>	<u>31 983 180</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents		10 384
Location d'espaces de stationnement	1 170	1 260
Frais de perception R.R.Q.	10 422 200	9 769 852
Officiers publics	22	(15 287)
Matériel et fournitures	4 855	866 078
Actes judiciaires	775	80
Photocopie de documents	4 551	
	<u>10 433 573</u>	<u>10 632 367</u>
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	38 031 042	25 313 335
Impôt des sociétés	13 692 241	15 066 853
Droits de successions	1 575 545	1 870 152
Ventes au détail	3 725 249	4 886 380
Carburants	493 481	332 728

	1978-1979	1977-1978
Tabacs	\$ 8 994	\$ 14 439
Repas et hôtellerie	1 299 494	896 427
Télécommunications	4 175	27 294
Profits d'exploitation forestière	320 157	62 020
Officiers publics	142	
Publicité	68	
Autres permis de la loi des licences	62	
	<u>59 150 650</u>	<u>48 469 628</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	120 298	13 883
Contribution volontaire	236	
Domages et intérêts	22 156	
	<u>142 690</u>	<u>13 883</u>
	<u>69 726 913</u>	<u>59 115 878</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 7 137 159 843</u>	<u>\$ 6 706 233 987</u>

Notes

Les remboursements suivants ont été déduits du revenu

Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 425 202 913	\$ 358 843 243
Impôts des sociétés	42 960 911**	22 028 333
Droits de successions	1 121 621	867 959
Ventes au détail	8 479 502	10 754 715
Carburants	4 045 540	2 776 748
Tabacs	805 962	500 399
Repas et hôtellerie	186 629	146 182
Télécommunications	74 672	78 032
Publicité	45	
Profits d'exploitation forestière	38 778	193 449
Loteries et courses	40 820	51 056
Autres permis de la Loi des licences	5 534	4 926
Actes judiciaires	81	
	<u>\$ 482 963 008</u>	<u>\$ 396 245 042</u>

* Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, les primes d'assurance et les places d'affaires.

** Y compris \$ 588 236 pour le Fonds de relance industrielle.

REVENU

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Administration financière			
1—Administration fiscale	\$ 113 826 900	\$ 114 881 790	\$ 99 778 737
Secteur: Gestion municipale			
2—Aide financière aux municipalités	439 447 000	447 446 852	376 849 237
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
3—Contrôle des jeux de hasard et des courses	647 200	571 464	455 663
Secteur: Régimes de protection du revenu			
4—Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au Régime de rentes du Québec	2 400 000	1 993 165	2 086 320
Secteur: Agriculture			
5—Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	1 650 000	1 650 000	2 000 000
	<u>\$ 557 971 100</u>	<u>\$ 566 543 271</u>	<u>\$ 481 169 957</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 90 474 100	\$ 89 072 350	
Crédits permanents	<u>467 497 000</u>	<u>477 470 921</u>	
	557 971 100	566 543 271	
Crédits non utilisés			
Votés	(1 401 750)		
Permanents	(3 466 649)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>13 440 570</u>		
	<u>\$ 566 543 271</u>	<u>\$ 566 543 271</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ADMINISTRATION FISCALE

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
	Perception	Vérification	Soutien technique	Direction et soutien administratif	
Crédits	\$ 66 980 700	\$ 32 317 700	\$ 5 426 400	\$ 3 604 800	\$ 108 329 600
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires	1 500 000				1 500 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du					
ministère des Finances	2 122 300	1 540 800	187 200	147 000	3 997 300
Autres	1 756 600	(1 366 600)	(191 000)	(199 000)	
* Crédits autorisés	72 359 600	32 491 900	5 422 600	3 552 800	113 826 900
* Dépenses	73 829 762	32 268 715	5 344 386	3 438 927	114 881 790
Crédits non utilisés	\$ 3 774 159	\$ 223 185	\$ 78 214	\$ 113 873	\$ 4 189 431
Dépassements aux crédits permanents	\$ (5 244 321)				\$ (5 244 321)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 28 701 206	\$ 28 457 072	\$ 5 058 783	\$ 2 964 858	\$ 65 181 919
2—Autres rémunérations	9 042 829	262 190	66 867	50 788	9 422 674
3—Communications	3 106 135	2 670 428	63 013	123 668	5 963 244
4—Services	357 223	153 491	116 787	225 598	853 099
Permanents (1)	9 159 650				9 159 650
Permanents (2)	2 439 563				2 439 563
Permanents (3)	2 740 934				2 740 934
Permanents (4)	1 564 722				1 564 722
Permanents (5)	35 317				35 317
5—Entretien	88 716	11 351	374	271	100 712
6—Loyers	2 483 937	3 292	22 363	2 670	2 512 262
7—Fournitures	3 744 954	630 316	9 362	16 359	4 400 991
11—Autres dépenses	1 634			35 204	36 838
Permanents	10 244 321				10 244 321
	73 711 141	32 188 140	5 337 549	3 419 416	114 656 246
Capital					
8—Équipement	118 621	80 575	6 837	19 511	225 544
	\$ 73 829 762	\$ 32 268 715	\$ 5 344 386	\$ 3 438 927	\$ 114 881 790

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 5 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 10 244 321 pour l'exécution de la Loi du ministère du Revenu 1972, c. 22 et modifications; y compris aussi une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 19 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 15 940 186 concernant les indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes en vertu des lois suivantes:

- 1—Loi de l'impôt sur la vente en détail, S.R., c. 71 et modifications;
- 2—Loi de la taxe sur les carburants, 1972, c. 30 et modifications;
- 3—Loi de l'impôt sur le tabac, S.R., c. 72 et modifications;
- 4—Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie, S.R., c. 73 et modifications;
- 5—Loi de la taxe sur les télécommunications, 1965, sess. 1, c. 28 et modifications.

REVENU

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS

Ce programme vise à promouvoir le développement des municipalités en leur procurant une aide financière.

	Élément 1	Élément 2	
	Redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe sur la vente en détail	Subventions aux municipalités d'au moins 150 000 habitants	Total
Crédits et dépenses par éléments			
* Crédits autorisés	\$ 406 530 000	\$ 32 917 000	\$ 439 447 000
* Dépenses	<u>414 354 487</u>	<u>33 092 365</u>	<u>447 446 852</u>
Dépassements aux crédits permanents	<u>\$ (7 824 487)</u>	<u>\$ (175 365)</u>	<u>\$ (7 999 852)</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert Permanents	<u>\$ 414 354 487</u>	<u>\$ 33 092 365</u>	<u>\$ 447 446 852</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 406 530 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 414 354 487 pour l'exécution de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, S.R., c. 71 et modifications; y compris aussi une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 32 917 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 33 092 365 pour l'exécution de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie, S.R., c. 73 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 645 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du fonds de suppléance du	
ministère des Finances	2 200
Crédits autorisés	647 200
* Dépenses	571 464
Crédits non utilisés	\$ 272 133
Dépassements aux crédits permanents	\$ (196 397)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 310 122
Permanents	132 004
2—Autres rémunérations	29 481
Permanents	13 166
3—Communications	13 199
Permanents	3 700
4—Services	12 673
Permanents	1 561
5—Entretien	412
Permanents	486
6—Loyers	4 321
Permanents	1 517
7—Fournitures	4 859
Permanents	4 055
	<u>531 556</u>
Capital	
8—Équipement	
Permanents	39 908
	<u>\$ 571 464</u>

* Dépenses de \$ 196 397 sans prévision de crédits permanents concernant l'exécution de la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, 1978, c. 36.

REVENU

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS
AUTONOMES D'UNE PARTIE DE LEURS CONTRI-
BUTIONS AU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC**Ce programme vise à alléger la contribution de
certains travailleurs autonomes au Régime de
rentes du Québec.

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 2 400 000
* Dépenses	<u>1 993 165</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 406 835</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert Permanents	<u>\$ 1 993 165</u>

* Y compris une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 2 400 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 1 993 165 pour l'exécution de la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, S.R., c. 66 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**AIDE FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES
COURSES DE CHEVAUX****Ce programme vise à promouvoir l'industrie
des courses de chevaux.**

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	<u>\$ 1 650 000</u>
* Dépenses	<u>\$ 1 650 000</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert Permanents	<u>\$ 1 650 000</u>

* Y compris une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 1 650 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 1 650 000 pour l'exécution de la Loi des licences, S.R., c. 79 et modifications.

REVENUSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 65 624 045			\$ 65 624 045
2—Autres rémunérations	9 465 321			9 465 321
3—Communications	5 980 143			5 980 143
4—Services	16 807 519			16 807 519
5—Entretien	101 610			101 610
6—Loyers	2 518 100			2 518 100
7—Fournitures	4 409 905			4 409 905
8—Équipement		\$ 265 452		265 452
10—Transfert			\$ 451 090 017	451 090 017
11—Autres dépenses	10 281 159			10 281 159
	<u>\$ 115 187 802</u>	<u>\$ 265 452</u>	<u>\$ 451 090 017</u>	<u>\$ 566 543 271</u>



RICHESSSES NATURELLES

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Ressources minières		
Exploitation minière	\$ 33 411 201	\$ 41 956 091
Lots de villages miniers	34 686	47 712
Mise en valeur	978 466	1 030 052
Exploitation par baux miniers	212 137	208 799
Exploitation par concessions minières	55 234	50 743
Prospecteurs	42 879	52 071
Ventes de métaux précieux bruts	55	10
Emmagasinement d'énergie	53 811	10 635
Renseignements généraux	809	670
	<u>34 789 278</u>	<u>43 356 783</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	2 250 125	2 580 143
Énergie électrique produite	18 849 432	1 530 736
Forage pour l'eau	1 080	825
Emmagasinement de l'eau	864 522	886 477
Flottage	105 799	113 563
Aménagement de cours d'eau	8 200	4 180
	<u>22 079 158</u>	<u>5 115 924</u>
Autres		
Exploitation du pétrole et du gaz naturel		1 360
Recherche du pétrole et du gaz naturel	187 799	254 323
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique	1 321 584	1 173 558
Détaillants	375 450	389 930
Transport de produits pétroliers	41 465	34 465
Huile à chauffage	52 105	58 358
Entreposage de produits pétroliers	2 335	3 160
Grossistes et détaillants	197 200	194 235
Ventes de lubrifiant	146 225	114 700
Passage sur les terrains de l'État	1 725	
	<u>2 325 888</u>	<u>2 224 089</u>
	<u>59 194 324</u>	<u>50 696 796</u>

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 65 405	\$ 62 370
Matériel et fournitures	21 451	14 452
Terrains et bâtisses	70 104	65 130
Lots de sable	74 041	105 015
Carburants	65	
Location de services de personnel	113 823	
Enregistrement de transfert	7 781	11 401
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	131 225	139 285
Location de terrains pour le transport d'énergie électrique	10 683	15 553
Location de lots de grève et à eau profonde	190 028	191 979
Location de parcs à déchets	146 264	10 440
Location d'autres terrains et bâtisses	4 537	419 454
Analyse et traitement du minerai	66 513	35 796
Stimulation et surveillance de la production minière	139 256	143 114
Inventaires et recherches météorologiques		10 450
Inventaires des eaux	78 174	69 150
Amélioration du régime des eaux	3 742	136 542
Hôtellerie	73 502	
	<u>1 196 594</u>	<u>1 430 131</u>
Intérêts		
Droits sur les profits d'exploitation minière à percevoir	2 279 656	158 099
Prêts à des compagnies d'électricité		13
Prêts à des compagnies minières	32 882	
	<u>2 312 538</u>	<u>158 112</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts	<u>37 430</u>	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	97 046	64 188
Autres dépenses	(26 609)	14 957
	<u>70 437</u>	<u>79 145</u>
	<u>3 616 999</u>	<u>1 667 388</u>

RICHESSSES NATURELLES

REVENUS (suite)

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 62 811 323</u>	<u>\$ 52 364 184</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Levés aéromagnétiques	200 000	280 000
Inventaire des eaux de surface	691 253	616 278
Régularisation des eaux de Montréal	2 160 319	1 521 522
Projet centrale thermique	74 930	
Programme énergie-bus	65 000	
	<u>3 191 502</u>	<u>2 417 800</u>
	<u>\$ 66 002 825</u>	<u>\$ 54 781 984</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Mines			
1—Recherche géologique et minérale	\$ 14 347 800 (1)	\$ 11 636 635 (1)	\$ 13 123 739
2—Soutien et surveillance de l'industrie minière	13 954 000 (1)	12 698 909	9 147 589
3—Gestion interne et soutien	4 763 200	4 435 838	4 426 599
Secteur: Eau			
4—Inventaires et recherches	4 944 400	4 815 238	4 511 711
5—Amélioration et contrôle de la ressource eau et de ses usages	14 170 403	13 678 596	14 243 144
Secteur: Énergie			
6—Études et recherches concernant les hydrocarbures et l'électricité	14 084 300	7 603 127	2 528 395
8—Régie de l'électricité et du gaz	1 883 400	1 760 950	1 522 451
	<u>\$ 68 147 503 (1)</u>	<u>\$ 56 629 293 (1)</u>	<u>\$ 49 503 628</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 68 147 503	\$ 56 629 293	
Crédits non utilisés Votés	(11 518 210) (2)		
	<u>\$ 56 629 293</u>	<u>\$ 56 629 293</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$ 426 500 aux crédits autorisés et \$ 320 000 aux dépenses.

(2) Y compris \$ 106 500 pour les prêts.

RICHESSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE

Ce programme vise à assurer la couverture géologique du territoire, à repérer, à évaluer et à indiquer à l'industrie les zones favorables éventuellement exploitables.

	Élément 1	Élément 2	
	Levés et études géoscienci- fiques	Inventaire du potentiel minéral	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 11 437 100	\$ 2 137 800	\$ 13 574 900
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	611 000		611 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	70 900	53 500	124 400
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	37 500		37 500
Crédits autorisés	12 156 500*	2 191 300	14 347 800*
Dépenses	9 527 854*	2 108 781	11 636 635*
Crédits non utilisés	<u>\$ 2 628 646*</u>	<u>\$ 82 519</u>	<u>\$ 2 711 165*</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 179 220	\$ 1 710 182	\$ 3 889 402
2—Autres rémunérations	1 080 257	130 890	1 211 147
3—Communications	611 833	178 801	790 634
4—Services	3 037 435	42 247	3 079 682
5—Entretien	16 745	4 514	21 259
6—Loyers	34 541	2 067	36 608
7—Fournitures	229 693	40 080	269 773
	<u>7 189 724</u>	<u>2 108 781</u>	<u>9 298 505</u>
Capital			
8—Équipement	<u>321 359</u>		<u>321 359</u>
Transfert			
10—Transfert	<u>1 696 771</u>		<u>1 696 771</u>
Prêts			
13—Prêts	<u>320 000</u>		<u>320 000</u>
	<u>\$ 9 527 854</u>	<u>\$ 2 108 781</u>	<u>\$ 11 636 635</u>

* Y compris pour les prêts \$ 422 500 obtenus aux "crédits" modifiés par un virement de la super-catégorie "Fonctionnement" et \$ 320 000 aux dépenses et \$ 102 500 aux crédits non utilisés.



RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

SOUTIEN ET SURVEILLANCE DE L'INDUSTRIE MINIÈRE

Ce programme vise à stimuler l'activité minière en participant avec l'industrie à certains investissements en infrastructures, en recherche appliquée et économique, à fournir un soutien technique et à surveiller l'application des règles de sécurité.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Élaboration et réalisation de projets de développement	Recherches minérales
Crédits	\$ 6 486 900	\$ 4 219 500
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	81 300	83 300
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		
Du ministère des Affaires sociales		
Autres	(67 000)	
Crédits autorisés	6 501 200	4 302 800
Dépenses	6 046 709	4 017 336
Crédits non utilisés	\$ 454 491	\$ 285 464
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 463 365	\$ 2 609 300
2—Autres rémunérations	10 430	77 597
3—Communications	11 331	14 844
4—Services	80 117	780 891
5—Entretien	81 934	24 126
6—Loyers	10 577	4 344
7—Fournitures	28 912	277 788
	<u>686 666</u>	<u>3 788 890</u>
Capital		
2—Autres rémunérations	502 489	
3—Communications	66 191	
4—Services	331 681	
6—Loyers	3 206 976	
7—Fournitures	205 258	
8—Équipement	326 633	224 236
9—Immobilisations	710 986	
	<u>5 350 214</u>	<u>224 236</u>
Transfert		
10—Transfert	9 829	4 210
	<u>\$ 6 046 709</u>	<u>\$ 4 017 336</u>

* Y compris pour les prêts \$ 4 000 obtenus aux "crédits" modifiés par un virement de la super-catégorie "Fonctionnement" et \$ 4 000 aux crédits non utilisés.

Élément 3	Élément 4	Élément 5	Total
Surveillance de la production minière	Planification et gestion	Bureau de l'amiante	
\$ 1 385 200	\$ 872 600	\$ 750 000	\$ 13 714 200
30 500	.15 900	2 200	213 200
11 800			11 800
67 000	14 800		14 800
<u>1 494 500</u>	<u>903 300</u>	<u>752 200*</u>	<u>13 954 000*</u>
<u>1 336 094</u>	<u>757 317</u>	<u>541 453</u>	<u>12 698 909</u>
<u>\$ 158 406</u>	<u>\$ 145 983</u>	<u>\$ 210 747*</u>	<u>\$ 1 255 091*</u>
\$ 989 282	\$ 590 767	\$ 237 501	\$ 4 890 215
58 397	63 724	29 074	239 222
124 886	23 083	15 150	189 294
101 564	65 814	231 908	1 260 294
2 269	13	283	108 625
5 624	3 564	3 048	27 157
48 806	7 783	8 620	371 909
<u>1 330 828</u>	<u>754 748</u>	<u>525 584</u>	<u>7 086 716</u>
5 266	2 569	15 869	502 489
<u>5 266</u>	<u>2 569</u>	<u>15 869</u>	<u>5 598 154</u>
<u>\$ 1 336 094</u>	<u>\$ 757 317</u>	<u>\$ 541 453</u>	<u>\$ 12 698 909</u>

RICHESSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Direction	Soutien administratif et technique	
Crédits	\$ 1 101 300	\$ 3 596 700	\$ 4 698 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	9 900	71 300	81 200
Au ministère des Communications		(22 700)	(22 700)
Du ministère des Transports		6 700	6 700
Autres	(142 000)	142 000	
Crédits autorisés	969 200	3 794 000	4 763 200
Dépenses	774 624	3 661 214	4 435 838
Crédits non utilisés	\$ 194 576	\$ 132 786	\$ 327 362
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 685 904	\$ 2 502 917	\$ 3 188 821
2—Autres rémunérations	34 597	127 021	161 618
3—Communications	42 333	86 074	128 407
4—Services	7 981	137 176	145 157
5—Entretien	20	210 105	210 125
6—Loyers	359	136 221	136 580
7—Fournitures	3 379	363 307	366 686
11—Autres dépenses	51	22 491	22 542
	774 624	3 585 312	4 359 936
Capital			
7—Fournitures		29	29
8—Équipement		38 938	38 938
Transfert			
10—Transfert		36 935	36 935
	\$ 774 624	\$ 3 661 214	\$ 4 435 838

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

INVENTAIRES ET RECHERCHES

Ce programme vise à recueillir, analyser, traiter et diffuser les données servant à la connaissance de la quantité et de la qualité de l'eau disponible au Québec.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Inventaires et recherches météorologiques	Élément 2 Inventaires des eaux	Total
Crédits	\$ 1 204 300	\$ 3 387 800	\$ 4 592 100
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		100 000	100 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	18 600	70 300	88 900
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		150 000	150 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	2 000	11 400	13 400
Autres	(85 500)	85 500	
Crédits autorisés	<u>1 139 400</u>	<u>3 805 000</u>	<u>4 944 400</u>
Dépenses	<u>1 092 140</u>	<u>3 723 098</u>	<u>4 815 238</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 47 260</u>	<u>\$ 81 902</u>	<u>\$ 129 162</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 614 544	\$ 2 074 134	\$ 2 688 678
2—Autres rémunérations	63 904	524 929	588 833
3—Communications	108 024	551 824	659 848
4—Services	180 694	150 014	330 708
5—Entretien	2 952	23 705	26 657
6—Loyers	2 292	42 768	45 060
7—Fournitures	77 706	234 061	311 767
11—Autres dépenses		237	237
	<u>1 050 116</u>	<u>3 601 672</u>	<u>4 651 788</u>
Capital			
8—Équipement	42 024	121 426	163 450
	<u>\$ 1 092 140</u>	<u>\$ 3 723 098</u>	<u>\$ 4 815 238</u>

RICHESSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

AMÉLIORATION ET CONTRÔLE DE LA RESSOURCE EAU ET DE SES USAGES

Ce programme vise à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de gestion de la ressource eau qui en assureront l'équilibre et en favoriseront l'utilisation.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Protection contre les dérèglements hydrauliques	Amélioration du régime des eaux	Surveillance et réglementation de l'utilisation des lits et des berges	Gestion interne et soutien	Total
Crédits	\$ 8 319 400	\$ 2 973 300	\$ 1 161 700	\$ 650 000	\$ 13 104 400
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires	600 000				600 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	19 900	52 200	24 400	12 900	109 400
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	55 438	298 265			353 703
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		2 900			2 900
Autres	113 600	(94 200)	(31 900)	12 500	
Crédits autorisés	9 108 338	3 232 465	1 154 200	675 400	14 170 403
Dépenses	8 922 943	3 007 970	1 125 729	621 953	13 678 595
Crédits non utilisés	\$ 185 395	\$ 224 495	\$ 28 471	\$ 53 447	\$ 491 808
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 671 695	\$ 1 574 889	\$ 736 107	\$ 515 190	\$ 3 497 881
2—Autres rémunérations	116 538	312 704	64 016	9 114	502 372
3—Communications	216 522	150 855	118 745	37 218	523 340
4—Services	120 599	48 272	156 718	1 608	327 197
5—Entretien	329 158	159 689	4 747	344	493 938
6—Loyers	381 655	27 399	4 170		413 224
7—Fournitures	105 936	127 305	19 476	15 842	268 559
11—Autres dépenses	7 500			15	7 515
	1 949 603	2 401 113	1 103 979	579 331	6 034 026
Capital					
2—Autres rémunérations	15 891	20 633			36 524
3—Communications	32 399	8 324			40 723
4—Services	10 780	10 652		105	21 537
6—Loyers	3 486	88 439			91 925
7—Fournitures	7 026	39 269			46 295
8—Équipement	62 394	156 073	21 751	22 017	262 235
9—Immobilisations	1 947 153	273 868			2 221 021
11—Autres dépenses	1 667	1 169			2 836
	2 080 796	598 427	21 751	22 122	2 723 096
Tansfert					
10—Transfert	4 892 544	8 430		20 500	4 921 474
	\$ 8 922 943	\$ 3 007 970	\$ 1 125 730	\$ 621 953	\$ 13 678 595

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

**ÉTUDES ET RECHERCHES CONCERNANT
LES HYDROCARBURES ET L'ÉLECTRICITÉ**

Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Recherches d'hydrocarbures	Études et gestion interne	Contrôle et surveillance des distributeurs de produits pétroliers	Total
Crédits	\$ 840 400	\$ 12 313 500	\$ 838 900	\$ 13 992 800
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	4 000	55 700	23 200	82 900
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		8 600		8 600
Autres		(25 000)	25 000	
Crédits autorisés	844 400	12 352 800	887 100	14 084 300
Dépenses	799 416	5 975 274	828 437	7 603 127
Crédits non utilisés	\$ 44 984	\$ 6 377 526	\$ 58 663	\$ 6 481 173

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 124 727	\$ 1 926 600	\$ 700 663	\$ 2 751 990
2—Autres rémunérations	50 015	538 651	31 572	620 238
3—Communications	15 367	212 452	77 303	305 122
4—Services	602 662	1 200 766	1 137	1 804 565
5—Entretien		2 728	258	2 986
6—Loyers	32	68 454	1 272	69 758
7—Fournitures	5 025	134 461	7 249	146 735
	797 828	4 084 112	819 454	5 701 394
Capital				
8—Équipement	1 588	39 301	8 983	49 872
Transfert				
10—Transfert		1 851 861		1 851 861
	\$ 799 416	\$ 5 975 274	\$ 828 437	\$ 7 603 127

RICHESSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, d'expropriation, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Contrôle et surveillance des distributeurs	Sécurité publique	Total
Crédits	\$ 1 073 200	\$ 763 400	\$ 1 836 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	23 200	23 600	46 800
Crédits autorisés	1 096 400	787 000	1 883 400
Dépenses	1 002 153	758 798	1 760 951
Crédits non utilisés	\$ 94 247	\$ 28 202	\$ 122 449

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 909 976	\$ 643 861	\$ 1 553 837
2—Autres rémunérations	22 538		22 538
3—Communications	27 172	38 137	65 309
4—Services	8 172	90	8 262
5—Entretien	579	11 540	12 119
6—Loyers	13 678	40 308	53 986
7—Fournitures	18 363	21 268	39 631
11—Autres dépenses	842		842
	1 001 320	755 204	1 756 524
Capital			
8—Équipement	833	3 593	4 426
	\$ 1 002 153	\$ 758 797	\$ 1 760 950

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 22 460 824			\$ 22 460 824
2—Autres rémunérations	3 345 968	\$ 539 013		3 884 981
3—Communications	2 661 954	106 914		2 768 868
4—Services	6 955 865	353 218		7 309 083
5—Entretien	875 709			875 709
6—Loyers	782 373	3 298 901		4 081 274
7—Fournitures	1 775 060	251 582		2 026 642
8—Équipement		1 414 853		1 414 853
9—Immobilisations		2 932 007		2 932 007
10—Transfert			\$ 8 521 080	8 521 080
11—Autres dépenses	31 136	2 836		33 972
	<u>\$ 38 888 889</u>	<u>\$ 8 899 324</u>	<u>\$ 8 521 080</u>	<u>\$ 56 309 293*</u>

* Excluant \$ 320 000 pour les prêts.

SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents		\$ 719
Équipement usagé	\$ 74	910
Location d'espaces de stationnement	5 510	4 770
Filtration et épuration	22 780	
	<u>228 364</u>	<u>6 399</u>
Intérêts		
Bourses d'étude		5
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	6 723	56 255
Dépenses sous forme d'indemnités	2 227	7 623
Autres dépenses	246	
	<u>9 196</u>	<u>63 878</u>
Revenus autonomes	<u>237 560</u>	<u>70 282</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire de la qualité de l'eau	54 501	423 735
Environnement Baie James	44 357	
Plan régional de traitement des eaux	61 584	
	<u>160 442</u>	<u>423 735</u>
	<u>\$ 398 002</u>	<u>\$ 494 017</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Prévention et amélioration			
1—Salubrité du milieu	\$ 6 133 460	\$ 5 840 841	\$ 4 805 623
Secteur: Eau			
2—Aide à la gestion de l'eau	21 215 749	17 261 432	12 063 440
3—Gestion interne et soutien	4 204 700	4 033 400	2 718 023
	<u>\$ 31 553 909</u>	<u>\$ 27 135 673</u>	<u>\$ 19 587 086</u>
Crédits votés	\$ 31 553 909	\$ 27 135 673	
Crédits non utilisés			
Votés	(4 418 236)		
	<u>\$ 27 135 673</u>	<u>\$ 27 135 673</u>	

SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

SALUBRITÉ DU MILIEU

Ce programme vise à assurer des conditions acceptables de salubrité du milieu en particulier par le contrôle de la pollution de l'air et de la pollution causée par les déchets.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Lutte contre la pollution de l'air	Gestion des déchets	Assainissement du milieu de travail	Assainissement du milieu	Total
Crédits	\$ 1 488 600	\$ 960 200	\$ 904 500	\$ 2 468 200	\$ 5 821 500
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires		100 000			100 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	36 600	17 800	22 200	74 100	150 700
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		59 160			59 160
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	2 100				2 100
Autres		(50 000)	(45 000)	95 000	
Crédits autorisés	1 527 300	1 087 160	881 700	2 637 300	6 133 460
Dépenses	1 497 889	926 461	821 961	2 594 530	5 840 841
Crédits non utilisés	\$ 29 411	\$ 160 699	\$ 59 739	\$ 42 770	\$ 292 619
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 1 134 633	\$ 585 428	\$ 699 078	\$ 2 083 734	\$ 4 502 873
2—Autres rémunérations	65 749	72 824	8 140	21 555	168 268
3—Communications	85 309	50 995	44 435	413 535	594 274
4—Services	9 573	143 696	5 605	123	158 997
5—Entretien	27 263	8 946	4 213	5 373	45 795
6—Loyers	2 398	12 809	202	10 499	25 908
7—Fournitures	122 808	16 670	25 405	21 051	185 934
11—Autres dépenses	1 724	518	553	27 933	30 728
	1 449 457	891 886	787 631	2 583 803	5 712 777
Capital					
8—Équipement	48 432	34 575	34 330	10 727	128 064
	\$ 1 497 889	\$ 926 461	\$ 821 961	\$ 2 594 530	\$ 5 840 841

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE À LA GESTION DE L'EAU

Ce programme vise à surveiller la qualité de l'eau et à contribuer à son traitement en fonction de l'usage auquel on la destine.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Inventaire de la qua- lité des cours d'eau	Élément 2 Alimentation en eau	Élément 3 Disposition des eaux usées	Total
Crédits	\$ 4 191 500	\$ 1 245 400	\$ 14 948 700	\$ 20 385 600
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	100 000		151 000	251 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	80 600	27 100	48 100	155 800
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	250 000		122 049	372 049
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	3 500			3 500
Des ministères suivants				
Industrie et Commerce	28 700			28 700
Travaux publics et Approvisionnement	19 100			19 100
Autres	927 200		(927 200)	
Crédits autorisés	<u>5 600 600</u>	<u>1 272 500</u>	<u>14 342 649</u>	<u>21 215 749</u>
Dépenses	<u>5 120 690</u>	<u>1 148 149</u>	<u>10 992 593</u>	<u>17 261 432</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 479 910</u>	<u>\$ 124 351</u>	<u>\$ 3 350 056</u>	<u>\$ 3 954 317</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 2 182 047	\$ 860 686	\$ 1 665 425	\$ 4 708 158
2—Autres rémunérations	463 487	36 177	53 306	552 970
3—Communications	165 834	89 897	99 075	354 806
4—Services	1 479 356	130 557	172 817	1 782 730
5—Entretien	35 665	2 100	298 390	336 155
6—Loyers	61 659		6 731	68 390
7—Fournitures	433 683	14 122	308 615	756 420
11—Autres dépenses	2 064	1 284	838	4 186
	<u>4 823 795</u>	<u>1 134 823</u>	<u>2 605 197</u>	<u>8 563 815</u>
Capital				
8—Équipement	296 895	13 326	59 793	370 014
9—Immobilisations			129 365	129 365
	<u>296 895</u>	<u>13 326</u>	<u>189 158</u>	<u>499 379</u>
Transfert				
10—Transfert			8 198 238	8 198 238
	<u>\$ 5 120 690</u>	<u>\$ 1 148 149</u>	<u>\$ 10 992 593</u>	<u>\$ 17 261 432</u>

SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à assurer l'orientation, la coordination et le soutien des programmes de l'environnement.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Direction et soutien administratif	Élément 2 Conseil con- sultatif de l'environne- ment	Total
Crédits	\$ 3 242 800	\$ 228 300	\$ 3 471 100
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	621 800		621 800
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	58 300	3 700	62 000
Des ministères suivants			
Affaires sociales	29 700		29 700
Travaux publics et Approvisionnement	20 100		20 100
Autres	(15 000)	15 000	
Crédits autorisés	3 957 700	247 000	4 204 700
Dépenses	3 806 374	227 026	4 033 400
Crédits non utilisés	\$ 151 326	\$ 19 974	\$ 171 300
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 184 406	\$ 168 038	\$ 2 352 444
2—Autres rémunérations	123 102		123 102
3—Communications	173 617	13 095	186 712
4—Services	563 969	34 009	597 978
5—Entretien	11 489		11 489
6—Loyers	125 872	6 646	132 518
7—Fournitures	172 297	3 790	176 087
11—Autres dépenses	3 962	1 187	5 149
	3 358 714	226 765	3 585 479
Capital			
8—Équipement	28 160	261	28 421
Transfert			
10—Transfert	419 500		419 500
	\$ 3 806 374	\$ 227 026	\$ 4 033 400

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 11 563 475			\$ 11 563 475
2—Autres rémunérations	844 340			844 340
3—Communications	1 135 792			1 135 792
4—Services	2 539 705			2 539 705
5—Entretien	393 439			393 439
6—Loyers	226 816			226 816
7—Fournitures	1 118 441			1 118 441
8—Équipement		\$ 526 499		526 499
9—Immobilisations		129 365		129 365
10—Transfert			\$ 8 617 738	8 617 738
11—Autres dépenses	40 063			40 063
	<u>\$ 17 862 071</u>	<u>\$ 655 864</u>	<u>\$ 8 617 738</u>	<u>\$ 27 135 673</u>

TERRES ET FORÊTS**REVENUS**

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	\$ 14 287 276	\$ 14 702 798
Forêts domaniales	9 209 414	7 438 632
Terrains vacants	1 491 023	2 140 829
Réserves et autres	162 972	96 882
Exportation	10 075	(3 548)
Mesureurs de bois	2 718	2 274
	<u>25 163 478</u>	<u>24 377 867</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	364 075	254 067
Matériel et fournitures	34 746	56 171
Terrains et bâtisses	1 010	2 000
Plans et devis	7 725	4 925
Bois	645 161	106 760
Terres de l'État	2 013 696	2 164 173
Location de chambres et pensions	190 416	71 496
Location d'espaces de stationnement	2 620	2 132
Constitution de titres	73 827	43 210
Location de territoires affermés	1 436 959	1 608 331
Location des biens des Jésuites et de la Seigneurie de Lauzon	94	(87 521)
Location d'érablières	14 822	19 175
Location d'autres terrains et bâtisses	1 030 589	704 008
Prévention des incendies	580 742	1 472 548
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	570 539	1 250 131
Recherche		1 250
Mesurage du bois	84 462	304 721
Développement de chemins forestiers	4 582 334	4 158 468
Extinction de feux de forêts	419 124	
Avions citernes	328 665	
Inventaire et aménagement forestier	350 054	
Arpentage de terrain	281 590	
	<u>13 013 250</u>	<u>12 136 045</u>

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Intérêts		
Paiement des droits	\$ 880 431	\$ 1 236 870
Paiement des ventes de lots	15 966	9 773
	<u>896 397</u>	<u>1 246 643</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi des terres et forêts	503 163	41 603
Dépôts et cautionnements		300
	<u>503 163</u>	<u>41 903</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	7 460	14 751
Autres dépenses	591 628	169 790
	<u>599 088</u>	<u>184 541</u>
	<u>15 011 898</u>	<u>13 609 132</u>
Revenus autonomes	<u>40 175 376</u>	<u>37 986 999</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Régularisation des eaux de Montréal	449 111	241 887
Arpentage Rivière Waswanipi		281 966
	<u>449 111</u>	<u>523 853</u>
	<u>\$ 40 624 487</u>	<u>\$ 38 510 852</u>

TERRES ET FORÊTS

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Forêts			
1—Connaissance de la forêt	\$ 5 510 700	\$ 5 363 701	\$ 6 174 062
2—Amélioration de la forêt	16 613 700	15 935 924	14 571 411
3—Protection de la forêt	17 975 766	17 475 122	16 689 023
4—Utilisation de la forêt	52 916 200	51 428 218	35 669 097
5—Gestion interne et soutien	13 563 400	13 205 243	11 926 126
6—Financement forestier	1 127 900	1 123 466	664 443
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Gestion des terres publiques	8 522 700	8 183 489	4 364 350
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
8—Connaissance géographique du territoire	10 934 700	10 807 248	8 906 977
	<u>\$ 127 165 066</u>	<u>\$ 123 522 411</u>	<u>\$ 98 965 489</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 126 776 566	\$ 123 062 355	
Crédits permanents	<u>388 500</u>	<u>460 056</u>	
	127 165 066	123 522 411	
Crédits non utilisés			
Votés	(3 714 211)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>71 556</u>		
	<u>\$ 123 522 411</u>	<u>\$ 123 522 411</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

CONNAISSANCE DE LA FORÊT

Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Recherche	Inventaire de base	
Crédits	\$ 2 161 900	\$ 3 214 300	\$ 5 376 200
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	50 800	52 100	102 900
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre	26 100	5 500	31 600
Crédits autorisés	2 238 800	3 271 900	5 510 700
Dépenses	2 212 761	3 150 940	5 363 701
Crédits non utilisés	\$ 26 039	\$ 120 960	\$ 146 999

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 419 242	\$ 1 540 049	\$ 2 959 291
2—Autres rémunérations	364 402	363 555	727 957
3—Communications	137 004	133 646	270 650
4—Services	101 865	993 483	1 095 348
5—Entretien	22 972	7 350	30 322
6—Loyers	34 095	13 028	47 123
7—Fournitures	83 632	73 686	157 318
	2 163 212	3 124 797	5 288 009
Capital			
8—Équipement	49 549	26 143	75 692
	\$ 2 212 761	\$ 3 150 940	\$ 5 363 701

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AMÉLIORATION DE LA FORÊT

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière de façon à répondre aux demandes en matières ligneuse ou à d'autres usages.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Reboisement	Travaux sylvicoles	
Crédits	\$ 9 895 500	\$ 5 737 000	\$ 15 632 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	86 400	40 800	127 200
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	318 500	286 000	604 500
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	177 100	72 400	249 500
Crédits autorisés	10 477 500	6 136 200	16 613 700
Dépenses	10 121 616	5 814 308	15 935 924
Crédits non utilisés	\$ 355 884	\$ 321 892	\$ 677 776
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 293 104	\$ 1 026 730	\$ 3 319 834
2—Autres rémunérations	4 395 854	1 806 487	6 202 341
3—Communications	320 070	214 604	534 674
4—Services	895 151	1 929 727	2 824 878
5—Entretien	88 410	34 077	122 487
6—Loyers	767 788	432 451	1 200 239
7—Fournitures	778 986	137 371	916 357
11—Autres dépenses	323	6	329
	9 539 686	5 581 453	15 121 139
Capital			
7—Fournitures	2 084		2 084
8—Équipement	563 262	36 681	599 943
9—Immobilisations	14 241	1 710	15 951
	579 587	38 391	617 978
Transfert			
10—Transfert	2 343	194 464	196 807
	\$ 10 121 616	\$ 5 814 308	\$ 15 935 924

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

PROTECTION DE LA FORÊT

Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Prévention et lutte contre les incendies	Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	Éducation en conservation du milieu forestier	Total
Crédits	\$ 7 665 200	\$ 6 835 700	\$ 1 792 600	\$ 16 293 500
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	1 500 000			1 500 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	8 400	26 500	17 100	52 000
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			40 000	40 000
De la provision du programme 4 du ministère du Travail et Main d'oeuvre			59 666	59 666
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre	1 200	6 200	23 200	30 600
Crédits autorisés	9 174 800	6 868 400	1 932 566	17 975 766
Dépenses	9 004 446	6 597 583	1 873 093	17 475 122
Crédits non utilisés	\$ 170 354	\$ 270 817	\$ 59 473	\$ 500 644
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 290 180	\$ 827 637	\$ 408 345	\$ 1 526 162
2—Autres rémunérations	17 331	722 905	514 318	1 254 554
3—Communications	21 254	264 085	38 306	323 645
4—Services	8 544 506	1 241 658	365 342	10 151 506
5—Entretien	1 241	81 058	5 355	87 654
6—Loyers		17 005	10 609	27 614
7—Fournitures	18 110	3 252 144	47 480	3 317 734
11—Autres dépenses		120 012	159	120 171
	8 892 622	6 526 504	1 389 914	16 809 040
Capital				
2—Autres rémunérations			172 829	172 829
3—Communications			8 121	8 121
4—Services			52 619	52 619
6—Loyers			111 980	111 980
7—Fournitures			53 574	53 574
8—Équipement	111 824	71 079	49 953	232 856
9—Immobilisations			34 103	34 103
	111 824	71 079	483 179	666 082
	\$ 9 004 446	\$ 6 597 583	\$ 1 873 093	\$ 17 475 122

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

UTILISATION DE LA FORÊT

Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation et à susciter une meilleure organisation de l'exploitation sur les boisés privés.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
	Planification de l'utilisation	Contrôle de l'utilisation	Voirie forestière	Aide à la production forestière privée	
Crédits	\$ 11 385 000	\$ 5 983 800	\$ 21 808 500	\$ 11 689 000	\$ 50 866 300
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	132 800	157 100	44 600	53 000	387 500
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		25 500	1 500 000	81 000	1 606 500
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	15 300	14 000	12 000	14 600	55 900
Crédits autorisés	11 533 100	6 180 400	23 365 100	11 837 600	52 916 200
Dépenses	11 291 785	6 017 235	23 004 699	11 114 499	51 428 218
Crédits non utilisés	\$ 241 315	\$ 163 165	\$ 360 401	\$ 723 101	\$ 1 487 982
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 4 074 979	\$ 4 464 954	\$ 1 325 591	\$ 1 471 428	\$ 11 336 952
2—Autres rémunérations	264 684	440 616	135 787	990 322	1 831 409
3—Communications	241 656	406 314	110 637	197 132	955 739
4—Services	631 094	39 793	42 649	7 897 162	8 610 698
5—Entretien	43 708	92 847	58 269	29 330	224 154
6—Loyers	34 196	38 895	34 364	64 457	171 912
7—Fournitures	145 127	374 942	93 053	162 279	775 401
11—Autres dépenses	187	109			296
	5 435 631	5 858 470	1 800 350	10 812 110	23 906 561
Capital					
2—Autres rémunérations			2 100 031		2 100 031
3—Communications			378 280		378 280
4—Services	75 194		1 566 096		1 641 290
6—Loyers			9 285 107		9 285 107
7—Fournitures			1 396 961		1 396 961
8—Équipement	158 908	158 765	521 275	120 030	958 978
9—Immobilisations	5 528 452		5 956 599	381	11 485 432
	5 762 554	158 765	21 204 349	120 411	27 246 079
Transfert					
10—Transfert	93 600			181 978	275 578
	\$ 11 291 785	\$ 6 017 235	\$ 23 004 699	\$ 11 114 499	\$ 51 428 218

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Direction	Soutien administratif et technique	
Crédits	\$ 2 849 900	\$ 10 416 100	\$ 13 266 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	31 600	201 400	233 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre	4 600	59 800	64 400
Crédits autorisés	2 886 100	10 677 300	13 563 400
Dépenses	2 758 455	10 446 788	13 205 243
Crédits non utilisés	\$ 127 645	\$ 230 512	\$ 358 157
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 243 452	\$ 6 365 126	\$ 8 608 578
2—Autres rémunérations	77 989	586 587	664 576
3—Communications	79 056	598 780	677 836
4—Services	104 404	1 200 126	1 304 530
5—Entretien	1 287	93 701	94 988
6—Loyers	6 155	246 684	252 839
7—Fournitures	8 168	984 929	993 097
11—Autres dépenses		31 455	31 455
	2 520 511	10 107 388	12 627 899
Capital			
7—Fournitures		607	607
8—Équipement	9 558	289 619	299 177
9—Immobilisations		32 174	32 174
	9 558	322 400	331 958
Transfert			
10—Transfert	228 386	17 000	245 386
	\$ 2 758 455	\$ 10 446 788	\$ 13 205 243

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

FINANCEMENT FORESTIER

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Gestion interne et soutien	Prêts forestiers	Prêts forestiers garantis	
Crédits	\$ 642 900	\$ 388 500	\$ 85 800	\$ 1 117 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	10 700			10 700
* Crédits autorisés	653 600	388 500	85 800	1 127 900
* Dépenses	582 647	460 056	80 763	1 123 466
Crédits non utilisés	\$ 70 953		\$ 5 037	\$ 75 990
Dépassements aux crédits permanents		\$ (71 556)		\$ (71 556)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 464 899			\$ 464 899
2—Autres rémunérations	22 075			22 075
3—Communications	66 751			66 751
4—Services	6 006			6 006
5—Entretien et réparation	978			978
6—Loyers	4 992			4 992
7—Fournitures	10 614			10 614
11—Autres dépenses	3 907			3 907
	580 222			580 222
Capital				
8—Équipement	2 425			2 425
Transfert				
10—Transfert Permanents		\$ 460 056	\$ 80 763	80 763
		460 056	80 763	460 056
	\$ 582 647	\$ 460 056	\$ 80 763	\$ 1 123 466

* Y compris à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$ 388 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 460 056 pour l'exécution de la Loi sur le crédit forestier, 1975, c. 33 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

GESTION DES TERRES PUBLIQUES

Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'allénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 8 096 100
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	121 200
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	207 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre	98 400
Crédits autorisés	8 522 700
Dépenses	8 183 489
Crédits non utilisés	<u>\$ 339 211</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 125 092
2—Autres rémunérations	1 492 786
3—Communications	343 207
4—Services	87 483
5—Entretien	75 797
6—Loyers	94 142
7—Fournitures	250 634
11—Autres dépenses	35
	<u>5 469 176</u>
Capital	
2—Autres rémunérations	803 772
3—Communications	88 426
4—Services	71 099
6—Loyers	991 394
7—Fournitures	255 125
8—Équipement	370 822
9—Immobilisations	133 675
	<u>2 714 313</u>
	<u>\$ 8 183 489</u>

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Levés et cartographie intégrés	Intégrité du territoire	Total
Crédits	\$ 10 171 900	\$ 198 200	\$ 10 370 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	443 400	6 000	449 400
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	52 100		52 100
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	29 600	3 600	33 200
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement		29 900	29 900
Crédits autorisés	10 697 000	237 700	10 934 700
Dépenses	10 579 867	227 381	10 807 248
Crédits non utilisés	\$ 117 133	\$ 10 319	\$ 127 452
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 501 383	\$ 156 148	\$ 3 657 531
2—Autres rémunérations	841 966	61 109	903 075
3—Communications	371 701	8 074	379 775
4—Services	4 794 057		4 794 057
5—Entretien	103 997		103 997
6—Loyers	68 998		68 998
7—Fournitures	692 376	1 601	693 977
	10 374 478	226 932	10 601 410
Capital			
8—Équipement	198 709	449	199 158
Transfert			
10—Transfert	6 680		6 680
	\$ 10 579 867	\$ 227 381	\$ 10 807 248

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 34 998 339			\$ 34 998 339
2—Autres rémunérations	13 098 773	\$ 3 076 632		16 175 405
3—Communications	3 552 277	474 827		4 027 104
4—Services	28 874 506	1 765 008		30 639 514
5—Entretien	740 377			740 377
6—Loyers	1 867 859	10 388 481		12 256 340
7—Fournitures	7 115 132	1 708 351		8 823 483
8—Équipement		2 739 051		2 739 051
9—Immobilisations		11 701 335		11 701 335
10—Transfert			\$ 1 265 270	1 265 270
11—Autres dépenses	156 193			156 193
	<u>\$ 90 403 456</u>	<u>\$ 31 853 685</u>	<u>\$ 1 265 270</u>	<u>\$ 123 522 411</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Autres		
Droits régaliens sur les fourrures	\$ 282 887	\$ 159 377
Commerce de fourrures	46 184	42 825
Sous-location de territoires	75	370
Chasse sportive	4 421 219	3 240 725
Garde des animaux sauvages en captivité	2 131	1 775
Pêche sportive	1 227 178	2 543 479
Pourvoyeurs de chasse ou de pêche	27 430	31 531
Hôtels et restaurants	697 424	740 700
Pêche commerciale du saumon	3 300	712
Ligne de trappe	23 703	15 931
Pisciculture	11 500	7 880
Agents de voyage	81 513	84 207
	<u>6 824 544</u>	<u>6 869 512</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	45 113	59 531
Matériel et fournitures	238 091	118 697
Terrains et bâtisses	5	53
Animaux	25	1 214
Certificat de chasseur	1 412 869	
Location de chambres et pensions	503	503
Location d'espaces de stationnement	7 785	7 545
Location de territoires de chasse et pêche	284 654	868 955
Location d'autres terrains et bâtisses	13 631	15 613
Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec	1 625 086	1 376 379
Parcs et terrains de camping	5 099 172	4 514 163
Assurance-vie aux détenteurs de permis de chasse	379 617	819 739
Aquarium	69 157	67 966
Jardin zoologique	149 303	143 813
Mont Ste-Anne	2 612 558	2 118 422
Île d'Anticosti	1 834 334	1 694 673
Étude sur la faune — Société de développement de la Baie James		14 695
Établissements	<u>2 381 990</u>	<u>2 040 738</u>
	<u>16 153 893</u>	<u>13 862 699</u>

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse et de la pêche	\$ 200 734	\$ 171 112
	<u>200 734</u>	<u>171 112</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	70 975	28 606
Autres dépenses	182 322	112 864
	<u>253 297</u>	<u>141 470</u>
	<u>16 607 924</u>	<u>14 175 281</u>
Revenus autonomes	<u>23 432 468</u>	<u>21 044 793</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnités aux pêcheurs commerciaux de saumon	231 492	233 071
	<u>\$ 23 663 960</u>	<u>\$ 21 277 864</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Faune			
1—Gestion des ressources fauniques	\$ 28 652 300	\$ 27 519 992	\$ 19 845 807
Secteur: Tourisme			
2—Promotion du tourisme	6 234 700	5 995 330	6 383 550
3—Développement du tourisme	3 997 700	3 902 902	3 265 500
4—Formation professionnelle	8 533 200	8 466 827	7 371 624
Secteur: Loisirs et récréation de plein air			
5—Implantation des équipements de tourisme, de loisirs et de services	25 564 600	20 916 507	30 428 643
6—Exploitation d'un réseau de parcs, réserves et d'établissements touristiques et récréatifs	40 432 679	39 278 320	39 306 613
7—Gestion interne et soutien	12 567 400	11 588 210	9 044 898
	<u>\$ 125 982 579</u>	<u>\$ 117 668 088</u>	<u>\$ 115 646 635</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 125 982 579	\$ 117 589 489	
Crédits permanents		78 599	
	<u>125 982 579</u>	<u>117 668 088</u>	
Crédits non utilisés			
Votés	(8 393 090)		
Dépassements aux crédits permanents	78 599		
	<u>\$ 117 668 088</u>	<u>\$ 117 668 088</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et la protection des ressources fauniques du territoire québécois en recherchant l'équilibre écologique du milieu et une utilisation rationnelle de ces ressources.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Recherche	Amélioration et exploitation	Protection	
Crédits	\$ 1 411 900	\$ 8 277 300	\$ 13 914 100	\$ 23 603 300
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	19 500	1 293 000	1 531 200	2 843 700
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	32 500	828 100	1 104 000	1 964 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		228 700		228 700
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre	11 000	11 800	9 200	32 000
Au ministère des Transports		(20 000)		(20 000)
Crédits autorisés	<u>1 474 900</u>	<u>10 618 900</u>	<u>16 558 500</u>	<u>28 652 300</u>
* Dépenses	<u>1 455 471</u>	<u>9 580 317</u>	<u>16 484 204</u>	<u>27 519 992</u>
Crédits non utilisés	\$ 19 429	\$ 1 117 182	\$ 74 296	\$ 1 210 907
Dépassement aux crédits permanents		\$ (78 599)		\$ (78 599)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 011 211	\$ 4 071 236	\$ 11 974 267	\$ 17 056 714
2—Autres rémunérations	161 352	925 925	1 033 357	2 120 634
3—Communications	113 019	632 603	490 234	1 235 856
4—Services	25 627	726 398	232 137	984 162
5—Entretien	17 101	155 869	450 087	623 057
6—Loyers	13 078	49 367	26 243	88 688
7—Fournitures	63 762	1 116 199	1 253 108	2 433 069
11—Autres dépenses		6 288	20 261	26 549
Permanents		78 599		78 599
	<u>1 405 150</u>	<u>7 762 484</u>	<u>15 479 694</u>	<u>24 647 328</u>
Capital				
8—Équipement	50 321	588 896	890 510	1 529 727
Transfert				
10—Transfert		1 228 937	114 000	1 342 937
	<u>\$ 1 455 471</u>	<u>\$ 9 580 317</u>	<u>\$ 16 484 204</u>	<u>\$ 27 519 992</u>

* Y compris à l'élément 2, une dépense de \$ 78 599 afférente aux crédits permanents, sans prévision budgétaire, eu égard à l'application de l'article 30 de la Loi de l'administration financière, 1970, c. 17 et modifications.

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

PROMOTION DU TOURISME

Ce programme vise à insérer l'offre touristique québécoise dans le marché le plus cohérent avec sa vocation en vue d'accroître les revenus de l'industrie touristique québécoise.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Expansion des marchés	Support publicitaire	Accueil et renseignements	
Crédits	\$ 1 371 600	\$ 3 675 400	\$ 1 134 100	\$ 6 181 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	20 800	8 200	20 000	49 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre	3 300		1 300	4 600
Autres	50 000	16 000	(66 000)	
Crédits autorisés	1 445 700	3 699 600	1 089 400	6 234 700
Dépenses	1 300 341	3 634 108	1 060 881	5 995 330
Crédits non utilisés	\$ 145 359	\$ 65 492	\$ 28 519	\$ 239 370
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 775 088	\$ 277 134	\$ 662 026	\$ 1 714 248
2—Autres rémunérations	27 895	32 892	285 069	345 856
3—Communications	190 282	2 081 018	33 222	2 304 522
4—Services	218 841	1 211 763	33 182	1 463 786
5—Entretien	190	366	1 617	2 173
6—Loyers	21 493	23 525	371	45 389
7—Fournitures	9 188	6 425	44 400	60 013
11—Autres dépenses	121			121
	1 243 098	3 633 123	1 059 887	5 936 108
Capital				
8—Équipement	963	985	994	2 942
Transfert				
10—Transfert	56 280			56 280
	\$ 1 300 341	\$ 3 634 108	\$ 1 060 881	\$ 5 995 330

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

Ce programme vise à l'expansion et à la diversification de l'offre touristique pour l'adapter à la demande de prestations touristiques. Il concerne aussi l'agrément d'entreprises touristiques définies par la loi en vue de l'émission de permis et la surveillance de l'application de la législation en matière d'hôtellerie, de camping, de restauration, d'agents de voyages et de pourvoyeurs.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Développement de l'offre	Élément 2 Agrément et surveillance des services touristiques	Total
Crédits	\$ 1 623 400	\$ 1 721 200	\$ 3 344 600
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	471 000		471 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	110 300	42 500	152 800
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	2 500	2 500	5 000
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement	24 300		24 300
Crédits autorisés	2 231 500	1 766 200	3 997 700
Dépenses	2 200 716	1 702 186	3 902 902
Crédits non utilisés	<u>\$ 30 784</u>	<u>\$ 64 014</u>	<u>\$ 94 798</u>

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 231 034	\$ 1 344 706	\$ 1 575 740
2—Autres rémunérations	130 731	65 322	196 053
3—Communications	29 420	251 612	281 032
4—Services	190 168	18 780	208 948
5—Entretien	1 958	154	2 112
6—Loyers	3 918	2 074	5 992
7—Fournitures	15 987	16 346	32 333
11—Autres dépenses	90		90
	<u>603 306</u>	<u>1 698 994</u>	<u>2 302 300</u>
Capital			
8—Équipement		3 192	3 192
Transfert			
10—Transfert	1 597 410		1 597 410
	<u>\$ 2 200 716</u>	<u>\$ 1 702 186</u>	<u>\$ 3 902 902</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

FORMATION PROFESSIONNELLE

Ce programme vise à la formation, au perfectionnement et au recyclage de la main-d'oeuvre québécoise dans les domaines du tourisme, de l'hébergement et de la restauration.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 7 571 700
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	155 000
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	747 500
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	59 000
Crédits autorisés	8 533 200
Dépenses	8 466 827
Crédits non utilisés	\$ 66 373

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 734 431
2—Autres rémunérations	1 066 782
3—Communications	94 183
4—Services	472 463
5—Entretien	1 029 041
6—Loyers	46 517
7—Fournitures	1 920 778
11—Autres dépenses	39 010
	8 403 205
Capital	
8—Équipement	63 622
	\$ 8 466 827

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**IMPLANTATION DES ÉQUIPEMENTS DE
TOURISME, DE LOISIRS ET DE SERVICES**

Ce programme vise à assurer la mise en place d'équipements récréatifs, touristiques et de services en vue de doter le Québec d'un réseau adéquat d'équipements à l'intérieur des unités territoriales aménagées et gérées par le ministère.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 18 277 000
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	4 639 000
Virements	
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	2 648 600
Crédits autorisés	25 564 600
Dépenses	20 916 507
Crédits non utilisés	<u>\$ 4 648 093</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
2—Autres rémunérations	\$ 88 589
3—Communications	69 930
4—Services	58 434
5—Entretien	366
6—Loyers	8 133
7—Fournitures	4 151
	<u>229 603</u>
Capital	
2—Autres rémunérations	3 814 499
3—Communications	69 266
4—Services	919 257
6—Loyers	640 527
7—Fournitures	1 341 934
8—Équipement	337 114
9—Immobilisations	7 218 329
11—Autres dépenses	340 974
	<u>14 681 900</u>
Transfert	
10—Transfert	6 005 004
	<u>\$ 20 916 507</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

EXPLOITATION D'UN RÉSEAU DE PARCS, RÉSERVES ET D'ÉTABLISSEMENTS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIFS Ce programme vise à préserver des parties importantes du territoire québécois et les ressources naturelles qui s'y trouvent ainsi qu'à favoriser le développement et la pratique des activités de plein air par l'exploitation d'équipements touristiques et récréatifs.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Parcs et réserves	Établissements touristiques et récréatifs	
Crédits	\$ 33 767 900	\$ 5 812 100	\$ 39 580 000
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	361 000		361 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	356 100	83 900	440 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	32 600	2 500	35 100
Des ministères suivants			
Transports		8 079	8 079
Travaux publics et Approvisionnement	8 500		8 500
Autres	(145 000)	145 000	
Crédits autorisés	34 381 100	6 051 579	40 432 679
Dépenses	33 272 976	6 005 344	39 278 320
Crédits non utilisés	\$ 1 108 124	\$ 46 235	\$ 1 154 359

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 10 936 979	\$ 2 513 977	\$ 13 450 956
2—Autres rémunérations	11 024 333	1 452 979	12 477 312
3—Communications	673 445	26 937	700 382
4—Services	921 972	196 585	1 118 557
5—Entretien	991 117	115 209	1 106 326
6—Loyers	699 040	11 707	710 747
7—Fournitures	6 089 293	1 591 666	7 680 959
11—Autres dépenses	475 878	797	476 675
	31 812 057	5 909 857	37 721 914
Capital			
8—Équipement	1 410 919	95 487	1 506 406
Transfert			
10—Transfert	50 000		50 000
	\$ 33 272 976	\$ 6 005 344	\$ 39 278 320

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Direction	Administration centrale	Administration régionale	
Crédits	\$ 1 978 800	\$ 7 314 500	\$ 2 443 200	\$ 11 736 500
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		560 000		560 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	10 400	223 300	59 600	293 300
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			10 000	10 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		7 500	3 300	10 800
Au ministère des Travaux publics et Approvisionnement		(43 200)		(43 200)
Crédits autorisés	1 989 200	8 062 100	2 516 100	12 567 400
Dépenses	1 252 699	7 906 894	2 428 617	11 588 210
Crédits non utilisés	\$ 736 501	\$ 155 206	\$ 87 483	\$ 979 190
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 991 673	\$ 5 881 087	\$ 1 991 182	\$ 8 863 942
2—Autres rémunérations	108 490	343 815	119 716	572 021
3—Communications	72 963	782 760	127 295	983 018
4—Services	50 320	412 695	6 905	469 920
5—Entretien	247	20 458	19 511	40 216
6—Loyers	12 748	176 329	70 563	259 640
7—Fournitures	11 210	233 960	60 973	306 143
11—Autres dépenses		5 858	3 260	9 118
	<u>1 247 651</u>	<u>7 856 962</u>	<u>2 399 405</u>	<u>11 504 018</u>
Capital				
8—Équipement	5 048	49 932	19 212	74 192
Transfert				
10—Transfert			10 000	10 000
	<u>\$ 1 252 699</u>	<u>\$ 7 906 894</u>	<u>\$ 2 428 617</u>	<u>\$ 11 588 210</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 46 396 031			\$ 46 396 031
2—Autres rémunérations	16 867 247	\$ 3 814 499		20 681 746
3—Communications	5 668 923	69 266		5 738 189
4—Services	4 776 270	919 257		5 695 527
5—Entretien	2 803 291			2 803 291
6—Loyers	1 165 106	640 527		1 805 633
7—Fournitures	12 437 446	1 341 934		13 779 380
8—Équipement		3 517 195		3 517 195
9—Immobilisations		7 218 329		7 218 329
10—Transfert			\$ 9 061 631	9 061 631
11—Autres dépenses	630 162	340 974		971 136
	<u>\$ 90 744 476</u>	<u>\$ 17 861 981</u>	<u>\$ 9 061 631</u>	<u>\$ 117 668 088</u>



TRANSPORTS

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	\$ 181 791 047	\$ 160 675 330
Conducteurs et chauffeurs	21 146 006	18 020 526
Transport commercial, public	8 356 116	8 277 458
Circulation spéciale	2 015 333	604 870
Examen pour l'obtention d'un permis	2 899 541	2 508 140
	<u>216 208 043</u>	<u>190 086 324</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	10 414	2 198
Matériel et fournitures	1 088 464	1 140 107
Terrains et bâtisses	1 158 721	494 073
Plans et devis	190 865	319 876
Photocopies de documents		2 175
Extraits de dossiers	413 202	526 370
Duplicata de permis de conduire	305 026	291 702
Duplicata d'immatriculation	1 853 302	1 480 908
Rapports d'accidents	160 088	154 123
Matériaux usagés	155 532	422 967
Gaz et huile	38 260	12 395
Location de terrains et bâtisses	347 758	297 358
Location de machinerie et d'équipement	297 863	188 311
Location de chambres et pensions	14 310	11 777
Location d'espaces de stationnement	25 753	25 264
Expropriations à Montréal		64 943
Construction du réseau routier	(699 550)	4 657 151
Conservation des chaussées	58 514	242 208
Avions	35 352	54 900
Aide technique à la Régie de l'assurance automobile du Québec	3 400 000	1 297 640
	<u>8 853 874</u>	<u>11 686 446</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	43 262	42 255

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	\$ 1 615 471	\$ 1 927 396
Dépenses d'années antérieures	3 527 526	337 277
Autres dépenses	224 141	77 956
	<u>5 367 138</u>	<u>2 342 629</u>
	<u>14 264 274</u>	<u>14 071 330</u>
Revenus autonomes	<u>230 472 317</u>	<u>204 157 654</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Caisse des passages à niveau	7 438 918	4 563 387
Réseau routier de l'Outaouais	17 072 513	4 669 351
Aide au transport urbain	3 067 000	
Recherche sur le trafic lourd	8 000	
Entretien des chemins fédéraux		7 828
	<u>27 586 431</u>	<u>9 240 566</u>
	<u>\$ 258 058 748</u>	<u>\$ 213 398 220</u>

TRANSPORTS

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Transports terrestres			
1—Systèmes de transports terrestres	\$ 125 080 782	\$ 123 926 421	\$ 93 873 242
2—Information, contrôle et sécurité	33 700 600	35 586 017	24 585 352
3—Construction du réseau routier	479 165 800	438 055 116	442 348 008
4—Conservation du réseau routier	286 472 621	281 102 020	264 844 598
5—Gestion interne et soutien	38 474 500	37 370 972	37 396 779
6—Commission des transports du Québec	7 470 300	6 587 551	5 973 968
Secteur: Transports maritime et aérien			
7—Transports maritime et aérien	18 805 500 (1)	15 023 433 (1)	19 644 303
Secteur: Service de soutien			
8—Transport aérien gouvernemental	10 478 400	10 350 263	9 404 838
Secteur: Administration et services			
9—Transport scolaire	189 850 400	189 749 378	162 457 885
	<u>\$ 1 189 498 903 (1)</u>	<u>\$ 1 137 751 171 (1)</u>	<u>\$ 1 060 528 973</u>

Crédits votés	\$ 1 189 098 903	\$ 1 134 890 722
Crédits permanents	400 000	2 860 449
	<u>1 189 498 903</u>	<u>1 137 751 171</u>
Crédits non utilisés		
Votés	(54 208 181) (2)	
Dépassements aux crédits permanents	2 460 449	
	<u>\$ 1 137 751 171</u>	<u>\$ 1 137 751 171</u>

(1) Y compris pour les placements \$ 375 000 aux crédits autorisés et \$ 371 000 aux dépenses. Ce montant représente un placement en actions du Ministre des Transports dans la compagnie « Navigation Sonamar Inc. » (Voir page 6-22).

(2) Y compris \$ 4 000 pour placements.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires et recherches	Transport des personnes	Transport des marchandises	Total
Crédits	\$ 4 922 500	\$ 112 015 100	\$ 1 253 400	\$ 118 191 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		6 699 300		6 699 300
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	92 100	9 500	15 200	116 800
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		70 000		70 000
Du ministère de la Justice			3 682	3 682
Autres	150 000	(150 000)		
* Crédits autorisés	5 164 600	118 643 900	1 272 282	125 080 782
* Dépenses	5 111 737	117 723 196	1 091 488	123 926 421
Crédits non utilisés	\$ 52 863	\$ 951 439	\$ 180 794	\$ 1 185 096
Dépassements aux crédits permanents		\$ (30 735)		\$ (30 735)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 3 051 425	\$ 410 168	\$ 637 218	\$ 4 098 811
2—Autres rémunérations	732 806	35 637	102 225	870 668
3—Communications	304 025	61 681	60 898	426 604
4—Services	703 710	603 715	75 006	1 382 431
5—Entretien	13 750	171	77	13 998
6—Loyers	41 724	9 823	7 656	59 203
7—Fournitures	124 939	8 700	11 457	145 096
11—Autres dépenses	930		451	1 381
	4 973 309	1 129 895	894 988	6 998 192
Capital				
8—Équipement	138 428	1 324	3 142	142 894
Transfert				
10—Transfert Permanents		116 161 242	193 358	116 354 600
		430 735		430 735
		116 591 977	193 358	116 785 335
	\$ 5 111 737	\$ 117 723 196	\$ 1 091 488	\$ 123 926 421

* Y compris à l'élément 2, une prévision afférente à des crédits permanents de \$400 000 alors que la dépense s'est établie à \$430 735 pour l'exécution de la Loi de la Communauté urbaine de Québec, 1969, c. 83 et modifications.

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

INFORMATION, CONTRÔLE ET SÉCURITÉ

Ce programme vise à fournir des services d'information et de sécurité routières et à émettre et contrôler les permis de conduire ainsi que les plaques d'immatriculation.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Information aux usagers	Émission des permis de conduire et immatriculation des véhicules	Contrôle transport	Sécurité routière	Total
Crédits	\$ 425 400	\$ 20 806 500	\$ 4 680 000	\$ 3 374 400	\$ 29 286 300
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires		1 200 000			1 200 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	8 200	2 835 900	649 300	36 900	3 530 300
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif				100 000	100 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre	17 300	16 700			34 000
Au ministère des Finances		(450 000)			(450 000)
Crédits autorisés	450 900	24 409 100	5 329 300	3 511 300	33 700 600
* Dépenses	420 400	26 560 887	5 257 300	3 347 430	35 586 017
Crédits non utilisés	\$ 30 500	\$ 188 213	\$ 72 000	\$ 163 870	\$ 454 583
Dépassements aux crédits permanents		\$ (2 340 000)			\$ (2 340 000)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 228 039	\$ 14 071 136	\$ 4 351 456	\$ 1 189 158	\$ 19 839 789
2—Autres rémunérations	179 833	3 036 290	50 684	146 404	3 413 211
3—Communications	394	1 790 408	92 852	413 581	2 297 235
4—Services	7 848	206 496	41 945	825 383	1 081 672
Permanents		2 340 000			2 340 000
5—Entretien		34 252	141 879	9 042	185 173
6—Loyers	3 316	142 648	7 454	19 494	172 912
7—Fournitures	541	4 708 478	296 872	85 275	5 091 166
11—Autres dépenses		1 258			1 258
	419 971	26 330 966	4 983 142	2 688 337	34 422 416
Capital					
8—Équipement	429	229 921	274 158	46 760	551 268
Transfert					
10—Transfert				612 333	612 333
	\$ 420 400	\$ 26 560 887	\$ 5 257 300	\$ 3 347 430	\$ 35 586 017

* Y compris à l'élément 2, une dépense de \$ 2 340 000 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi du Code de la route, S.R., c. 231 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.**

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
	Construction d'autoroutes	Construction de routes principales	Construction de routes régionales	Construction d'autres routes	
Crédits	\$ 178 760 000	\$ 131 900 000	\$ 58 690 000	\$ 108 500 000	\$ 477 850 000
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	460 500	322 800	246 800	228 600	1 258 700
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		57 100			57 100
Crédits autorisés	179 220 500	132 279 900	58 936 800	108 728 600	479 165 800
Dépenses	173 128 688	107 668 369	51 576 598	105 681 461	438 055 116
Crédits non utilisés	\$ 6 091 812	\$ 24 611 531	\$ 7 360 202	\$ 3 047 139	\$ 41 110 684

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Capital					
1—Traitements	\$ 14 577 481	\$ 10 834 976	\$ 8 052 041	\$ 7 801 514	\$ 41 266 012
2—Autres rémunérations	2 810 599	3 003 498	3 247 196	4 176 839	13 238 132
3—Communications	1 462 300	1 711 903	770 171	680 419	4 624 793
4—Services	12 554 083	6 743 147	2 623 418	4 017 577	25 938 225
6—Loyers	420 490	2 473 618	1 302 344	8 069 879	12 266 331
7—Fournitures	4 143 479	3 492 773	2 100 245	8 668 642	18 405 139
8—Équipement	237 510	375 365	169 716	125 168	907 759
9—Immobilisations	130 358 675	76 897 205	32 839 728	70 833 726	310 929 334
11—Autres dépenses	6 564 071	2 135 884	471 739	1 307 697	10 479 391
	\$ 173 128 688	\$ 107 668 369	\$ 51 576 598	\$ 105 681 461	\$ 438 055 116

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER		Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Conservation des chaussées et des éléments de confort	Conservation des structures	Conservation des équipements de contrôle et de sécurité	
Crédits	\$ 114 179 600	\$ 14 328 500	\$ 16 415 600	
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	274 900	46 200	139 200	
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main d'oeuvre	407 000			
Au ministère du Tourisme, Chasse et Pêche			(8 079)	
Autres	(4 431 100)	(300 000)	2 200 000	
Crédits autorisés	110 430 400	14 074 700	18 746 721	
Dépenses	108 598 003	13 370 837	18 355 191	
Crédits non utilisés	\$ 1 832 397	\$ 703 863	\$ 391 530	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 26 933 170	\$ 1 841 391	\$ 5 060 824	
2—Autres rémunérations	18 112 181	2 116 253	1 295 054	
3—Communications	1 537 700	34 915	463 300	
4—Services	155 933	49 466	7 717	
5—Entretien	24 319 891	5 664 394	1 225 991	
6—Loyers	14 798 198	1 029 534	193 412	
7—Fournitures	22 306 457	2 591 508	10 069 111	
11—Autres dépenses	28 015	1 293		
	108 191 545	13 328 754	18 315 409	
Capital				
1—Traitements				
2—Autres rémunérations				
3—Communications				
4—Services				
6—Loyers				
7—Fournitures				
8—Équipement	406 458	17 083	39 782	
9—Immobilisations				
	406 458	17 083	39 782	
Transfert				
10—Transfert		25 000		
	\$ 108 598 003	\$ 13 370 837	\$ 18 355 191	

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Exploitation d'hiver	Activités de soutien	Soutien en matériel	Total
\$ 84 034 200	\$ 21 076 000	\$ 33 586 800	\$ 283 620 700
1 188 700	409 900	394 100	2 453 000
131 100	1 400 000	1 000 000	407 000
85 354 000	22 885 900	34 980 900	(8 079)
83 088 674	22 761 950	34 927 365	286 472 621
<u>\$ 2 265 326</u>	<u>\$ 123 950</u>	<u>\$ 53 535</u>	<u>\$ 5 370 601</u>
\$ 17 733 271	\$ 12 157 463	\$ 11 639 441	\$ 75 365 560
3 917 433	3 376 476	1 310 782	30 128 179
290 322	61 473	179 977	2 567 687
54 557	1 718 637	499 163	2 485 473
21 703 932	1 012 811	2 317 974	56 244 993
2 382 414	398 164	85 013	18 886 735
17 255 506	2 506 092	11 711 236	66 439 910
962	2 541	3 626	36 437
<u>63 338 397</u>	<u>21 233 657</u>	<u>27 747 212</u>	<u>252 154 974</u>
	28 662		28 662
	418 081		418 081
	138		138
	28 901		28 901
	285 206		285 206
4 648	503 092	147	503 239
	201 512	7 180 006	7 849 489
	62 701		62 701
<u>4 648</u>	<u>1 528 293</u>	<u>7 180 153</u>	<u>9 176 417</u>
19 745 629			19 770 629
<u>\$ 83 088 674</u>	<u>\$ 22 761 950</u>	<u>\$ 34 927 365</u>	<u>\$ 281 102 020</u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financière essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
	Direction	Soutien administratif	Soutien technique	Aide à l'amélioration du réseau municipal	
Crédits	\$ 2 825 100	\$ 8 781 300	\$ 7 344 400	\$ 18 511 000	\$ 37 461 800
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires			600 000		600 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	38 200	166 300	159 900		364 400
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement	48 300				48 300
Autres		300 000		(300 000)	
Crédits autorisés	2 911 600	9 247 600	8 104 300	18 211 000	38 474 500
* Dépenses	2 800 478	9 186 483	7 743 949	17 640 062	37 370 972
Crédits non utilisés	\$ 111 122	\$ 61 117	\$ 360 351	\$ 660 652	\$ 1 193 242
Dépassements aux crédits permanents				\$ (89 714)	\$ (89 714)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 330 692	\$ 6 642 090	\$ 5 093 387	\$ 62 881	\$ 14 129 050
2—Autres rémunérations	154 876	931 436	631 021	544 968	2 262 301
3—Communications	84 080	836 240	31 245	650	952 215
4—Services	127 075	146 730	498 658	114	772 577
5—Entretien	1 172	4 507	229 119	627 433	862 231
6—Loyers	39 242	105 804	961 813	518 045	1 624 904
7—Fournitures	49 212	487 917	247 607	1 026 165	1 810 901
11—Autres dépenses	2 656	5 158	8 453		16 267
	2 789 005	9 159 882	7 701 303	2 780 256	22 430 446
Capital					
8—Équipement	6 473	26 601	42 646		75 720
Transfert					
10—Transfert Permanents	5 000			14 770 092	14 775 092
				89 714	89 714
	5 000			14 859 806	14 864 806
	\$ 2 800 478	\$ 9 186 483	\$ 7 743 949	\$ 17 640 062	\$ 37 370 972

* Y compris à l'élément 4, une dépense de \$ 89 714 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi concernant le Boulevard métropolitain, 1960-61, c. 61 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 7 334 800
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	131 500
Au ministère des Richesses naturelles	(6 700)
Des ministères suivants	
Affaires culturelles	8 200
Travaux publics et Approvisionnement	2 500
Crédits autorisés	7 470 300
Dépenses	6 587 551
Crédits non utilisés	<u>\$ 882 749</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	\$ 5 159 668
1—Traitements	263 534
2—Autres rémunérations	513 794
3—Communications	43 388
4—Services	18 509
5—Entretien	201 093
6—Loyers	234 402
7—Fournitures	10 922
11—Autres dépenses	6 445 310
Capital	
8—Équipement	142 241
	<u>\$ 6 587 551</u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Aide au fonctionnement	Développement de l'infrastructure	
Crédits	\$ 10 683 900	\$ 7 933 100	\$ 18 617 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	13 500		13 500
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		175 000	175 000
Autres	115 000	(115 000)	
Crédits autorisés	10 812 400	7 993 100*	18 805 500*
Dépenses	9 507 333	5 516 100*	15 023 433*
Crédits non utilisés	\$ 1 305 067	\$ 2 477 000*	\$ 3 782 067*
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 562 731	\$ 3 306	\$ 566 037
2—Autres rémunérations	4 361	48 985	53 346
3—Communications	55 239	633	55 872
4—Services	103 477	144 077	247 554
5—Entretien	29	99 738	99 767
6—Loyers	765	72 549	73 314
7—Fournitures	14 651	85 720	100 371
	<u>741 253</u>	<u>455 008</u>	<u>1 196 261</u>
Capital			
2—Autres rémunérations		24 612	24 612
4—Services		1 357 097	1 357 097
6—Loyers		127 049	127 049
7—Fournitures		61 186	61 186
8—Equipement	4 093	348 665	352 758
9—Immobilisations		801 983	801 983
	<u>4 093</u>	<u>2 720 592</u>	<u>2 724 685</u>
Transfert			
10—Transfert	8 761 987	1 969 500	10 731 487
Placements			
13—Placements		371 000*	371 000
	<u>\$ 9 507 333</u>	<u>\$ 5 516 100</u>	<u>\$ 15 023 433</u>

* Y compris pour les placements \$ 375 000 aux « crédits autorisés » par virement de la supercatégorie « capital » ainsi que \$ 371 000 aux dépenses et \$ 4 000 aux crédits non utilisés. Le montant de \$ 371 000 représente un placement en actions du ministre des Transports dans la compagnie « Navigation Sonamar Inc. » (Voir page 6-22).

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Transport des personnes et des marchandises	Élément 2 Protection de la forêt	Total
Crédits	\$ 4 844 400	\$ 5 493 600	\$ 10 338 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	70 500	49 900	120 400
Du ministère du Tourisme, Chasse et Pêche		20 000	20 000
Autres	(170 000)	170 000	
Crédits autorisés	4 744 900	5 733 500	10 478 400
Dépenses	4 692 350	5 657 913	10 350 263
Crédits non utilisés	<u>\$ 52 550</u>	<u>\$ 75 587</u>	<u>\$ 128 137</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 319 812	\$ 1 540 777	\$ 3 860 589
2—Autres rémunérations	133 069	145 712	278 781
3—Communications	168 768	186 615	355 383
4—Services	73 043	111 003	184 046
5—Entretien	364 142	1 848 794	2 212 936
6—Loyers	20 400	9 977	30 377
7—Fournitures	1 355 744	943 126	2 298 870
11—Autres dépenses	30 210	84 981	115 191
	<u>4 465 188</u>	<u>4 870 985</u>	<u>9 336 173</u>
Capital			
7—Fournitures			
8—Équipement	213 951	29 962	243 913
9—Immobilisations	3 211	756 966	760 177
11—Autres dépenses	10 000		10 000
	<u>227 162</u>	<u>786 928</u>	<u>1 014 090</u>
	<u>\$ 4 692 350</u>	<u>\$ 5 657 913</u>	<u>\$ 10 350 263</u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

TRANSPORT SCOLAIRE

Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux primaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Aide au transport scolaire	Soutien administratif	Total
Crédits	\$ 189 292 600	\$ 545 500	\$ 189 838 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		12 300	12 300
Autres	14 000	(14 000)	
Crédits autorisés	189 306 600	543 800	189 850 400
Dépenses	189 275 244	474 134	189 749 378
Crédits non utilisés	\$ 31 356	\$ 69 666	\$ 101 022
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement		\$ 383 030	\$ 383 030
1—Traitements		17 201	17 201
2—Autres rémunérations		13 804	13 804
3—Communications		51 508	2 393 852
4—Services	\$ 2 342 344	356	356
5—Entretien		500	500
6—Loyers		6 760	6 760
7—Fournitures			
	2 342 344	473 159	2 815 503
Capital			
8—Équipement		975	975
Transfert			
10—Transfert	186 932 900		186 932 900
	\$ 189 275 244	\$ 474 134	\$ 189 749 378

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 123 402 534	\$ 41 294 674		\$ 164 697 208
2—Autres rémunérations	37 287 221	13 680 825		50 968 046
3—Communications	7 182 594	4 624 931		11 807 525
4—Services	10 930 993	27 324 223		38 255 216
5—Entretien	59 637 963			59 637 963
6—Loyers	21 049 038	12 678 586		33 727 624
7—Fournitures	76 127 476	18 969 564		95 097 040
8—Équipement		10 267 017		10 267 017
9—Immobilisations		312 554 195		312 554 195
10—Transfert			\$ 349 697 490	349 697 490
11—Autres dépenses	181 456	10 489 391		10 670 847
	<u>\$ 335 799 275</u>	<u>\$ 451 883 406</u>	<u>\$ 349 697 490</u>	<u>\$ 1 137 380 171*</u>

* Excluant \$ 371 000 pour les placements.

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Droits et permis		
Autres		
Installations électriques	\$ 7 741 208	\$ 6 606 238
Installations de machines fixes	368 054	381 473
Électriciens	79 950	88 971
Mécaniciens de machines fixes	77 918	76 498
Mécaniciens en tuyauterie	150 687	163 050
Entrepreneurs en tuyauterie	2 454	2 120
Autres techniciens	160 255	177 634
Entrepreneurs en construction	<u>3 084 630</u>	<u>3 598 360</u>
	11 665 156	11 094 344
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	24 046	11 254
Location d'espaces de stationnement	840	500
Protection du droit d'association	2 036 141	1 880 634
Soutien administratif et technique	<u>681 587</u>	<u>(3 067 448)</u>
	-- -- <u>2 742 614</u>	-- -- <u>(1 175 060)</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la loi sur les établissements industriels et commerciaux	(59 536)	339 068
Infractions à la loi des électriciens	<u>1 705</u>	<u>1 056</u>
	-- -- <u>(57 831)</u>	-- -- <u>340 124</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	56 323	86 846
Dépenses sous forme d'indemnités	<u> </u>	<u>862</u>
	-- -- <u>56 323</u>	-- -- <u>87 708</u>
	<u>2 741 106</u>	<u>(747 228)</u>

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus autonomes	\$ 14 406 262	\$ 10 347 116
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation professionnelle des adultes	102 500 684	99 942 419
Inspection en matière de sécurité	<u>83 549</u>	<u>206 034</u>
	<u>102 584 233</u>	<u>100 148 453</u>
	<u>\$ 116 990 495</u>	<u>\$ 110 495 569</u>

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Relations et conditions de travail			
1—Relations de travail	\$ 4 025 400	\$ 3 990 266	\$ 3 299 818
2—Normes de travail	374 000	292 719	359 459
3—Gestion interne et soutien	9 629 500	8 685 161	7 500 275
Secteur: Main-d'oeuvre et emploi			
4—Services de main-d'oeuvre	34 396 534	32 708 813	28 613 301
5—Placement d'étudiants et initiatives locales	3 545 700	3 032 804	4 607 706
8—Allocations de maternité	1 700 000	1 245 600	
Secteur: Sécurité publique			
6—Sécurité au travail et dans les lieux publics	20 146 400	19 145 292	16 383 409
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1 402 100	1 390 672	970 953
	<u>\$ 75 219 634</u>	<u>\$ 70 491 327</u>	<u>\$ 61 734 921</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 75 019 634	\$ 70 293 553	
Crédits permanents	200 000	197 774	
	75 219 634	70 491 327	
<hr/>			
Crédits non utilisés			
Votés	(4 726 081)		
Permanents	(19 542)		
Dépassements aux crédits permanents	17 316		
	<u>\$ 70 491 327</u>	<u>\$ 70 491 327</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RELATIONS DE TRAVAIL

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés et à favoriser ces relations.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Protection des droits d'association et d'accréditation	Conciliation et arbitrage	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 2 137 500	\$ 1 554 800	\$ 134 500	\$ 3 826 800
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	35 600	159 500	1 500	196 600
De la provision du programme 5		2 000		2 000
Autres	(115 000)	115 000		
Crédits autorisés	2 058 100	1 831 300	136 000	4 025 400
* Dépenses	2 036 141	1 800 812	153 313	3 990 266
Crédits non utilisés	\$ 21 959	\$ 30 488	\$ 3	\$ 52 450
Dépassements aux crédits permanents			\$ (17 316)	\$ (17 316)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 815 479	\$ 1 253 619	\$ 107 155	\$ 3 176 253
2—Autres rémunérations	35 462	16 101	7 749	59 312
3—Communications	143 385	167 052	13 957	324 394
Permanents			75	75
4—Services	4 387	336 127	84	340 598
Permanents			17 241	17 241
5—Entretien	913			913
6—Loyers	6 073	17 657		23 730
7—Fournitures	24 971	7 850	7 052	39 873
	<u>2 030 670</u>	<u>1 798 406</u>	<u>153 313</u>	<u>3 982 389</u>
Capital				
8—Équipement	5 471	2 406		7 877
	<u>\$ 2 036 141</u>	<u>\$ 1 800 812</u>	<u>\$ 153 313</u>	<u>\$ 3 990 266</u>

* Y compris à l'élément 3, une dépense de \$ 17 316 sans prévision de crédits permanents, afférente à la Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail, 1975, c. 52 et modifications.

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

NORMES DE TRAVAIL

Ce programme vise à étendre des conditions de travail déjà négociées dans des conventions collectives, à des groupes de travailleurs non soumis à ces conventions.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Application des normes de travail	Soutien administratif et technique	
Crédits	\$ 166 700	\$ 199 100	\$ 365 800
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	4 000	4 200	8 200
Crédits autorisés	170 700	203 300	374 000
Dépenses	116 523	176 196	292 719
Crédits non utilisés	\$ 54 177	\$ 27 104	\$ 81 281
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 104 931	\$ 163 025	\$ 267 956
2—Autres rémunérations		6 922	6 922
3—Communications	9 933	5 558	15 491
4—Services	350	63	413
7—Fournitures	1 309	40	1 349
	<u>116 523</u>	<u>175 608</u>	<u>292 131</u>
Capital			
8—Équipement		588	588
	<u>\$ 116 523</u>	<u>\$ 176 196</u>	<u>\$ 292 719</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Recherche	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 1 305 300	\$ 1 200 900	\$ 6 887 800	\$ 9 394 000
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	15 700	37 700	131 900	185 300
De la provision du programme 5		2 900	22 500	25 400
Du ministère des Travaux publics et Approvisionnement	24 800			24 800
Autres		40 000	(40 000)	
* Crédits autorisés	<u>1 345 800</u>	<u>1 281 500</u>	<u>7 002 200</u>	<u>9 629 500</u>
* Dépenses	<u>1 302 177</u>	<u>1 260 167</u>	<u>6 122 817</u>	<u>8 685 161</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 43 623</u>	<u>\$ 21 333</u>	<u>\$ 879 383</u>	<u>\$ 944 339</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 023 355	\$ 1 157 309	\$ 4 219 427	\$ 6 400 091
2—Autres rémunérations	51 458	44 431	236 182	332 071
3—Communications	112 681	32 876	717 088	862 645
4—Services	46 732	10 274	322 269	379 275
Permanents			180 435	180 435
5—Entretien	209		12 789	12 998
6—Loyers	21 357		176 588	197 945
7—Fournitures	29 354	11 839	207 685	248 878
Permanents			23	23
11—Autres dépenses	20		5 725	5 745
	<u>1 285 166</u>	<u>1 256 729</u>	<u>6 078 211</u>	<u>8 620 106</u>
Capital				
8—Équipement	17 011	3 438	44 606	65 055
	<u>\$ 1 302 177</u>	<u>\$ 1 260 167</u>	<u>\$ 6 122 817</u>	<u>\$ 8 685 161</u>

* Y compris à l'élément 3, une prévision afférente à des crédits permanents de \$200 000 alors que la dépense s'est établie à \$180 458 pour l'exécution de la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, 1975, c. 57 et modifications.

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE

Ce programme vise à favoriser l'adaptation des travailleurs au marché de l'emploi en s'assurant de leur qualification professionnelle en les aidant à poursuivre leur formation professionnelle et en participant à des opérations de placement et de reclassement.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments		
Crédits	\$ 2 599 000	\$ 10 065 100
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires		1 700 000
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	31 900	996 400
De la provision du programme 5		55 800
Au ministère des Terres et Forêts		
Des ministères suivants		
Affaires sociales		13 900
Travaux publics et Approvisionnement		
Autres		3 940 334
Crédits autorisés	2 630 900	16 771 534
Dépenses	2 284 580	15 654 603
Crédits non utilisés	\$ 346 320	\$ 1 116 931
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 1 062 841	\$ 9 105 315
2—Autres rémunérations	28 619	629 365
3—Communications	185 428	364 176
4—Services	778 103	10 339
5—Entretien		1 490
6—Loyers	4 328	104 332
7—Fournitures	7 386	170 378
11—Autres dépenses		177
	2 066 705	10 385 572
Capital		
8—Équipement		11 677
Transfert		
10—Transfert	217 875	5 257 354
	\$ 2 284 580	\$ 15 654 603

Élément 3	Élément 4	Élément 5	Total
Formation professionnelle des adultes	Soutien administratif et technique	Provision pour augmenter avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi de bénéficiaires d'aide sociale	
\$ 13 565 400	\$ 1 299 900	\$ 3 500 000	\$ 31 029 400
		500 000	2 200 000
68 800	21 300		1 118 400
		(59 666)	55 800
			(59 666)
			13 900
	38 700		38 700
		(3 940 334)	
<u>13 634 200</u>	<u>1 359 900</u>		<u>34 396 534</u>
<u>13 485 537</u>	<u>1 284 093</u>		<u>32 708 813</u>
<u>\$ 148 663</u>	<u>\$ 75 807</u>		<u>\$ 1 687 721</u>
\$ 1 984 780	\$ 1 139 580		\$ 13 292 516
9 263	49 824		717 071
79 554	71 728		700 886
32 799	10 616		831 857
			1 490
14 659	343		123 662
2 011	8 983		188 758
			177
<u>2 123 066</u>	<u>1 281 074</u>		<u>15 856 417</u>
	3 019		14 696
<u>11 362 471</u>			<u>16 837 700</u>
<u>\$ 13 485 537</u>	<u>\$ 1 284 093</u>		<u>\$ 32 708 813</u>

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

PLACEMENT D'ÉTUDIANTS ET INITIATIVES LOCALES

Ce programme vise à favoriser l'embauche d'étudiants et à fournir à des groupes locaux des moyens de coordination pour la réalisation des projets de création d'emplois.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Placement étudiant	Initiatives locales	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi d'étudiants	Total
Crédits	\$ 1 133 900	\$ 156 200	\$ 4 600 000	\$ 5 890 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	12 800	1 700		14 500
Aux ministères suivants				
Affaires culturelles			(196 200)	(196 200)
Affaires sociales			(349 100)	(349 100)
Agriculture			(254 200)	(254 200)
Communications			(74 600)	(74 600)
Conseil du trésor			(1 300)	(1 300)
Finances			(22 400)	(22 400)
Industrie et Commerce			(3 700)	(3 700)
Justice			(86 800)	(86 800)
Richesses naturelles			(36 700)	(36 700)
Services de protection de l'environnement			(5 600)	(5 600)
Terres et Forêts			(563 600)	(563 600)
Tourisme, Chasse et Pêche			(146 500)	(146 500)
Transports			(498 100)	(498 100)
Travail et Main-d'oeuvre	2 231 000		(2 332 200)	(101 200)
Travaux publics et Approvisionnement			(18 900)	(18 900)
Crédits autorisés	3 377 700	157 900	10 100	3 545 700
Dépenses	2 908 245	124 559		3 032 804
Crédits non utilisés	\$ 469 455	\$ 33 341	\$ 10 100	\$ 512 896

DÉTAIL DU PROGRAMME 5 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 464 217	\$ 80 688		\$ 544 905
2—Autres rémunérations	366 608	25 012		391 620
3—Communications	11 812	8 312		20 124
4—Services	7 654			7 654
5—Entretien	358			358
6—Loyers	2 076	7 328		9 404
7—Fournitures	59 209	2 346		61 555
11—Autres dépenses	139 394			139 394
	<u>1 051 328</u>	<u>123 686</u>		<u>1 175 014</u>
Capital				
8—Équipement	210	873		1 083
	<u>210</u>	<u>873</u>		<u>1 083</u>
Transfert				
10—Transfert	1 856 707			1 856 707
	<u>1 856 707</u>			<u>1 856 707</u>
	<u>\$ 2 908 245</u>	<u>\$ 124 559</u>		<u>\$ 3 032 804</u>

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET DANS LES LIEUX PUBLICS

Ce programme vise la protection du public et des travailleurs en s'assurant de leur sécurité au travail et dans les lieux publics ainsi que l'inspection des installations techniques.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Application des règles de sécurité	Éducation	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 15 622 400	\$ 421 800	\$ 1 856 000	\$ 17 900 200
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	1 700 000			1 700 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	477 500	10 800	39 900	528 200
De la provision du programme 5	3 700		14 300	18 000
Autres	80 000		(80 000)	
Crédits autorisés	17 883 600	432 600	1 830 200	20 146 400
Dépenses	16 974 039	415 854	1 755 399	19 145 292
Crédits non utilisés	\$ 909 561	\$ 16 746	\$ 74 801	\$ 1 001 108
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 13 688 266	\$ 386 684	\$ 1 573 990	\$ 15 648 940
2—Autres rémunérations	89 949		57 497	147 446
3—Communications	1 905 398	24 242	113 528	2 043 168
4—Services	36 515	107	911	37 533
5—Entretien	2 294		72	2 366
6—Loyers	14 015		548	14 563
7—Fournitures	186 754	3 338	7 548	197 640
	15 923 191	414 371	1 754 094	18 091 656
Capital				
8—Équipement	50 848	1 483	1 305	53 636
Transfert				
10—Transfert	1 000 000			1 000 000
	\$ 16 974 039	\$ 415 854	\$ 1 755 399	\$ 19 145 292

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES
ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION**

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 373 400
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	<u>28 700</u>
Crédits autorisés	1 402 100
Dépenses	<u>1 390 672</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 11 428</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 992 062
2—Autres rémunérations	146 950
3—Communications	138 172
4—Services	33 083
5—Entretien	297
6—Loyers	44 139
7—Fournitures	27 705
	<u>1 382 408</u>
 Capital	
8—Équipement	<u>8 264</u>
	<u>\$ 1 390 672</u>

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

ALLOCATIONS DE MATERNITÉ

Ce programme vise à assister financièrement la femme au travail bénéficiant d'un congé de maternité.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	<u>\$ 1 700 000</u>
Crédits autorisés	1 700 000
Dépenses	<u>1 245 600</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 454 400</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert	<u>\$ 1 245 600</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 40 322 723			\$ 40 322 723
2—Autres rémunérations	1 801 392			1 801 392
3—Communications	4 104 955			4 104 955
4—Services	1 828 089			1 828 089
5—Entretien	18 422			18 422
6—Loyers	413 443			413 443
7—Fournitures	765 781			765 781
8—Équipement		\$ 151 199		151 199
10—Transfert			\$ 20 940 007	20 940 007
11—Autres dépenses	145 316			145 316
	<u>\$ 49 400 121</u>	<u>\$ 151 199</u>	<u>\$ 20 940 007</u>	<u>\$ 70 491 327</u>

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

REVENUS

	<u>1978-1979</u>	<u>1977-1978</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	\$ 71 741	\$ 7 490
Terrains et bâtisses	364 577	152 200
Plans et devis	18 575	3 790
Photocopies de documents		6
Matériaux usagés	146 001	98 461
Service général des achats	105 697	156 124
Vapeur	106 621	55 252
Société Parc-Auto	594 011	2 540 697
Biens de consommations et autres	19 465	127 059
Carburants	2 028 438	1 731 435
Location de terrains et bâtisses	2 291 335	1 917 801
Location de machinerie et d'équipement	39 837	10 333
Location d'espaces de stationnement	829 177	716 619
Soutien technique	563 441	525 928
Concessions alimentaires	337 020	463 047
Hôtellerie	399 897	405 477
Eau, égouts, protection d'incendie entretien des routes et autres		<u>457 090</u>
	<u>7 915 833</u>	<u>9 368 809</u>
Intérêts		
Paiement d'un terrain	1 633	108
Amendes et confiscations		
Dépôts	13 675	28 600
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	26 092	31 549
Autres dépenses	595 513	2 542
	<u>621 605</u>	<u>34 091</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 8 552 746</u>	<u>\$ 9 431 608</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1978-1979	1977-1978
Secteur: Services de soutien			
1—Allocation de l'espace et de l'équipement	\$ 124 613 200	\$ 126 219 318	\$ 102 011 484
2—Exploitation des immeubles	82 196 159	81 267 616	74 584 700
3—Approvisionnement	3 664 900	3 488 730	2 954 940
4—Gestion interne et soutien	4 515 600	4 405 100	3 269 650
	<u>\$ 214 989 859</u>	<u>\$ 215 380 764</u>	<u>\$ 182 820 774</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 214 989 859	\$ 213 192 088	
Crédits permanents		2 188 676	
	<u>214 989 859</u>	<u>215 380 764</u>	
Crédits non utilisés			
Votés	(1 797 771)		
Dépassements aux crédits permanents	<u>2 188 676</u>		
	<u>\$ 215 380 764</u>	<u>\$ 215 380 764</u>	

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT	Ce programme vise à fournir, aménager et équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des ministères.	
	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Acquisition d'espaces existants	Construction d'immeubles
Crédits	\$ 60 204 700	\$ 33 334 900
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires	325 000	4 145 500
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	48 600	119 400
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	757 000	
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		
Du ministère des Services de protection de l'environnement		
Autres	2 038 900	(34 600)
Crédits autorisés	63 374 200	37 565 200
* Dépenses	65 439 965	37 500 209
Crédits non utilisés	\$ 103 861	\$ 64 991
Dépassements aux crédits permanents	\$ (2 169 626)	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 1 125 852	\$ 1 210 709
2—Autres rémunérations	19 276	83 566
3—Communications	108 417	80 166
4—Services	277 524	33 012
5—Entretien	40 301	
6—Loyers	59 122 089	
Permanents (1)	137 883	
Permanents (2)	252 300	
7—Fournitures	21 713	6 260
11—Autres dépenses	45 000	
	61 150 355	1 413 713
Capital		
3—Communications		
4—Services	85 281	3 107 225
6—Loyers		1 041
7—Fournitures		2 385 082
8—Équipement	5 022	377 548
9—Immobilisations	2 347 064	30 215 600
Permanents (3)	1 779 443	
11—Autres dépenses	72 800	
	4 289 610	36 086 496
Transfert		
10—Transfert		
	\$ 65 439 965	\$ 37 500 209

* Y compris à l'élément 1, une dépense de \$ 2 169 626 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution des lois suivantes:
1—Loi de la protection civile: S.R., c. 53: \$ 137 883

2—Loi électorale, S.R., c. 7 et modifications: \$ 252 300
3—Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques, 1978, c. 83: \$ 1 779 443.

Élément 3 Aménagement fixe de l'espace	Élément 4 Fourniture d'ameublement et d'accessoires	Élément 5 Gestion interne et soutien	Total
\$ 18 464 100	\$ 4 932 300	\$ 1 303 800	\$ 118 239 800
854 500			5 325 000
49 300	19 100	33 400	269 800
			757 000
		14 600	14 600
		7 000	7 000
(2 549 100)	429 800	115 000	
16 818 800	5 381 200	1 473 800	124 613 200
16 604 696	5 277 212	1 397 236	126 219 318
\$ 214 104	\$ 103 988	\$ 76 564	\$ 563 508
			\$ (2 169 626)
\$ 1 585 864	\$ 455 944	\$ 1 200 565	\$ 5 578 934
120 574	17 170	95 723	336 309
82 554	954 054	47 770	1 272 961
1 015 156	612	15 038	1 341 342
8 764 009		278	8 804 588
151	25	10 959	59 133 224
182 744	25 321	18 772	137 883
			252 300
			254 810
			45 000
11 751 052	1 453 126	1 389 105	77 157 351
10 652			10 652
304 744	1 223		3 498 473
40			1 081
8 763	3 822 863	3 131	2 393 845
1 535 617			5 744 181
2 993 828			35 556 492
			1 779 443
			72 800
4 853 644	3 824 086	3 131	49 056 967
		5 000	5 000
\$ 16 604 696	\$ 5 277 212	\$ 1 397 236	\$ 126 219 318

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

EXPLOITATION DES IMMEUBLES			
	Ce programme vise à entretenir, gérer et assurer la sécurité des immeubles gouvernementaux et à fournir à leurs occupants un service des postes et messageries.		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Conservation et réparation des immeubles	Gestion des immeubles	Sécurité et stationnement
Crédits	\$ 9 554 400	\$ 32 545 200	\$ 11 190 600
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		100 000	
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	101 100	840 800	1 146 559
Aux ministères suivants			
Affaires culturelles		(4 900)	
Affaires municipales			
Affaires sociales			
Agriculture			
Conseil exécutif			
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			
Services de protection de l'environnement			
Terres et Forêts			
Tourisme, Chasse et Pêche		(8 500)	
Transports			
Travail et Main d'oeuvre			
Des ministères suivants			
Affaires municipales			
Tourisme, Chasse et Pêche			
Autres	(375 000)	(171 500)	213 000
Crédits autorisés	<u>9 280 500</u>	<u>33 301 100</u>	<u>12 550 159</u>
* Dépenses	<u>8 937 359</u>	<u>33 191 803</u>	<u>12 446 322</u>
Crédits non utilisés	\$ 362 191	\$ 109 297	\$ 103 837
Dépassements aux crédits permanents	<u>\$ (19 050)</u>		

Élément 4	Élément 5	Élément 6	Total
Postes et messageries et services aux occupants	Soutien logistique du Nord	Gestion interne et soutien	
\$ 12 835 800	\$ 9 221 500	\$ 4 822 900	\$ 80 170 400
			100 000
107 900	22 400	219 800	2 438 559
(11 000)	(47 300)		(52 200)
	(155 200)		(11 000)
	(43 900)		(155 200)
	(38 600)		(43 900)
	(45 100)		(38 600)
	(19 100)		(45 100)
	(29 900)		(19 100)
	(24 300)		(29 900)
	(48 300)		(32 800)
	(63 500)		(48 300)
			(63 500)
11 600		15 200	15 200
458 500		(125 000)	11 600
13 402 800	8 728 700	4 932 900	82 196 159
13 282 812	8 527 712	4 881 608	81 267 616
\$ 119 988	\$ 200 988	\$ 51 292	\$ 947 593
			\$ (19 050)

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 2 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 917 886	\$ 7 474 464	\$ 9 518 580
2—Autres rémunérations	41 418	150 110	31 870
3—Communications	42 195	72 109	80 355
4—Services	57 501	4 076 774	2 639 379
5—Entretien	2 840 516	10 413 815	
6—Loyers	72 331	5 599	
7—Fournitures	636 176	10 896 905	127 982
11—Autres dépenses		268	
	<u>6 608 023</u>	<u>33 090 044</u>	<u>12 398 166</u>
Capital			
2—Autres rémunérations			
3—Communications			
4—Services	593 686		
7—Fournitures			
8—Équipement	122 451	101 759	48 156
9—Immobilisations	1 594 149		
Permanents	19 050		
	<u>2 329 336</u>	<u>101 759</u>	<u>48 156</u>
	<u>\$ 8 937 359</u>	<u>\$ 33 191 803</u>	<u>\$ 12 446 322</u>

* Y compris à l'élément 1, une dépense de \$ 19 050 sans prévision de crédits permanents afférente à l'exécution de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées, 1978, c. 6.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	Total
\$ 3 338 916	\$ 751 046	\$ 4 449 443	\$ 28 450 335
114 988	2 538 977	137 356	3 014 719
8 966 084	750 138	107 159	10 018 040
3 920	370 568	7 931	7 156 073
156 196	57 645	21 400	13 489 572
251 302	76 578		405 810
238 720	2 897 729	149 881	14 947 393
			268
<u>13 070 126</u>	<u>7 442 681</u>	<u>4 873 170</u>	<u>77 482 210</u>
	168 483		168 483
	36 355		36 355
	83 531		677 217
212 686	196 670	8 438	196 670
	470 097		963 587
	129 895		1 724 044
			19 050
<u>212 686</u>	<u>1 085 031</u>	<u>8 438</u>	<u>3 785 406</u>
<u>\$ 13 282 812</u>	<u>\$ 8 527 712</u>	<u>\$ 4 881 608</u>	<u>\$ 81 267 616</u>

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

APPROVISIONNEMENT

Ce programme vise à effectuer les achats du Gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 3 409 100
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	255 800
Crédits autorisés	3 664 900
Dépenses	3 488 730
Crédits non utilisés	\$ 176 170

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 128 266
2—Autres rémunérations	193 955
3—Communications	57 228
4—Services	13 942
5—Entretien	1 017
6—Loyers	5 221
7—Fournitures	80 072
	3 479 701
Capital	
8—Équipement	9 029
	\$ 3 488 730

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Direction	Soutien administratif	
Crédits	\$ 974 900	\$ 3 087 300	\$ 4 062 200
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		248 600	248 600
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	81 600	123 400	205 000
De la provision du programme 5 du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		4 300	4 300
Aux ministères suivants			
Affaires municipales	(25 500)		(25 500)
Services protection de l'environnement		(27 100)	(27 100)
Transports	(2 500)		(2 500)
Des ministères suivants			
Affaires intergouvernementales		19 000	19 000
Tourisme, Chasse et Pêche	31 600		31 600
Crédits autorisés	<u>1 060 100</u>	<u>3 455 500</u>	<u>4 515 600</u>
Dépenses	<u>1 032 390</u>	<u>3 372 710</u>	<u>4 405 100</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 27 710</u>	<u>\$ 82 790</u>	<u>\$ 110 500</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 945 570	\$ 2 207 724	\$ 3 153 294
2—Autres rémunérations	34 590	85 704	120 294
3—Communications	39 965	63 795	103 760
4—Services	6 888	516 005	522 893
5—Entretien	35	3 684	3 719
6—Loyers	176	198 301	198 477
7—Fournitures	3 020	262 307	265 327
11—Autres dépenses		28 532	28 532
	<u>1 030 244</u>	<u>3 366 052</u>	<u>4 396 296</u>
Capital			
8—Équipement	<u>2 146</u>	<u>6 658</u>	<u>8 804</u>
	<u>\$ 1 032 390</u>	<u>\$ 3 372 710</u>	<u>\$ 4 405 100</u>

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 40 310 829			\$ 40 310 829
2—Autres rémunérations	3 665 277	\$ 168 483		3 833 760
3—Communications	11 451 989	47 007		11 498 996
4—Services	9 034 250	4 175 690		13 209 940
5—Entretien	22 298 896			22 298 896
6—Loyers	60 132 915	1 081		60 133 996
7—Fournitures	15 547 602	2 590 515		18 138 117
8—Équipement		6 725 601		6 725 601
9—Immobilisations		39 079 029		39 079 029
10—Transfert			\$ 5 000	5 000
11—Autres dépenses	73 800	72 800		146 600
	<u>\$ 162 515 558</u>	<u>\$ 52 860 206</u>	<u>\$ 5 000</u>	<u>\$ 215 380 764</u>

SECTION
2

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations des régimes de retraite de même que les variations des comptes du fonds de roulement du Gouvernement, à l'exception de l'encaisse.

SECTION 2

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

PAGE

Sommaire	2-5
Placements	2-6
Régimes de retraite	2-8
Autres comptes	2-8

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1979
(\$ MILLIERS)

SOMMAIRE

Placements	-270 463
Régimes de retraite	+315 656
Autres comptes	+164 363
	<hr/>
Surplus	+209 556
	<hr/> <hr/>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1979
(\$ MILLIERS)

PLACEMENTS

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	130 870	5 291	129 093	265 254
Municipalités et organismes municipaux		1 324	(2 360)	(1 036)
Particuliers, sociétés et autres	371		5 874	6 245
	<u>131 241</u>	<u>6 615</u>	<u>132 607</u>	<u>270 463</u>

DÉTAIL	Déboursés (1)	Recettes	Redresse- ments (2)	Total
Entreprises du gouvernement du Québec				
Actions				
Sidbec	81 800			81 800
Société de cartographie du Québec	600			600
Société de développement autochtone de la Baie James	1 000			1 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	4 200			4 200
Société des loteries et courses du Québec			170 (3)	170
Société générale de financement du Québec	10 000			10 000
Société nationale de l'amiante	4 700			4 700
Société québécoise d'exploration minière	9 900			9 900
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	3 000			3 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières	15 500			15 500
	<u>130 700</u>		<u>170</u>	<u>130 870</u>
Obligations				
Société d'habitation du Québec		519	5 810 (4)	5 291
Prêts et avances				
Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles		4 114		(4 114)
Office de l'électrification rurale		651		(651)
Office des autoroutes du Québec	50 590	34 029		16 561
Office du crédit agricole du Québec	77 000	43 475		33 525
Sidbec	32 000	7 000		25 000
Société d'aménagement de l'Ouataouais	8 700		(1 960)	6 740
Société de développement coopératif	600			600
Société de développement immobilier du Québec		200		(200)
Société de développement industriel du Québec	13 500			13 500
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	960	3 056		(2 096)
Société d'habitation du Québec	41 780	6 301	(5 734) (4)	29 745
Société du parc industriel du centre du Québec	4 801	318		4 483
Société générale de financement du Québec	6 000			6 000
	<u>235 931</u>	<u>99 144</u>	<u>(7 694)</u>	<u>129 093</u>
	<u>366 631</u>	<u>99 663</u>	<u>(1 714)</u>	<u>265 254</u>
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		954	2 278 (5)	1 324
Prêts et avances	145	44	(2 461) (5)	(2 360)
	<u>145</u>	<u>998</u>	<u>(183)</u>	<u>(1 036)</u>

DÉTAIL (suite)	Déboursés (1)	Recettes	Redres- sements (2)	Total
Particuliers, sociétés et autres				
Actions				
Navigation Sonamar Inc.	371			371
	<u>371</u>			<u>371</u>
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants	1 072	3 492	746	(1 674)
Pêcheurs	1 947	1 207	245	985
	<u>3 019</u>	<u>4 699</u>	<u>991</u>	<u>(689)</u>
Sociétés et autres				
Association montréalaise d'action récréative et culturelle	500			500
Compagnie Minière Campbell-Chibougamau Ltée	320	94		226
Compagnie Surgel Québec Ltée			100	100
Coopératives	2 648	1 269	(15)	1 364
Corporations industrielles	7 291	15		7 276
Grand Council of the Crees (of Québec)		3 300		(3 300)
Hôpitaux (fonds de roulement)	1 002	19	1 773 (6)	2 756
Les Abattoirs de Cailles du Québec Inc.			(54)	(54)
Naskapis de Sherfferville Band			(1)	(1)
Northern Québec Inuit Association		2 200		(2 200)
Papiers Cascades Inc.	597	597		
Pêcheurs	1 053	579	(98)	376
Université de Sherbrooke		480		(480)
	<u>13 411</u>	<u>8 553</u>	<u>1 705</u>	<u>6 563</u>
	<u>16 430</u>	<u>13 252</u>	<u>2 696</u>	<u>5 874</u>
	<u>16 801</u>	<u>13 252</u>	<u>2 696</u>	<u>6 245</u>

(1) Y compris les montants à payer.

(2) En ce qui concerne les prêts et avances, les montants radiés au cours de l'année financière et les redressements à la provision pour créances irrécouvrables sont pris en considération.

(3) Montant viré de "Comptes à recevoir" à "Actions".

(4) Montant porté à "Obligations et billets"

Prêts et avances	\$ 5 734 543
Intérêts à recevoir capitalisés	75 136
	<u>\$ 5 809 679</u>

(5) Prêts et avances portés à "Obligations et billets"

Prêts et avances portés aux dépenses	182 702
	<u>\$ 2 461 374</u>

(6) Montant viré de "Comptes à recevoir" à "Prêts et avances".

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

RÉGIMES DE RETRAITE

DÉTAIL	Cotisations des participants et contributions de certains organismes +	Contributions du gouvernement à titre d'employeur -	Prestations et autres paiements =	Excédent
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	1 126	327 749 (1)	24 408 (2)	304 467
Autres régimes de retraite				
Enseignants (R.R.E.)	81 535	64	74 285	7 314
Fonctionnaires (R.R.F.)	60 334		60 111	223
Membres de la Sûreté du Québec	6 497		2 845	3 652
Membres de la Législature	371	1 747	2 118	
Juges et coroners	223	1 609	1 832	
	148 960	3 420	141 191	11 189
TOTAL	150 086	331 169	165 599	315 656

(1) 140% des cotisations des participants excluant celles des employés d'organismes qui versent leurs contributions d'employeur
 Intérêts à 9% sur le solde au début
 Imputation afférente aux paiements pour service antérieur (voir note ci-contre)

\$ 272 159 187
 53 973 451
1 616 813
\$ 327 749 451

(2) Versement à l'égard des programmes de bien-être sujets à compensation fédérale
 Paiements afférents au service antérieur aux transferts du R.R.E. et du R.R.F. au RREGOP

\$ 22 791 249
1 616 813
\$ 24 408 062

AUTRES COMPTES

DÉTAIL	31 mars 1979	31 mars 1978	Variation*
Comptes d'actif:			
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	69 081	65 292	- 3 789
Comptes à recevoir	1 028 795	1 030 940	+ 2 145
Intérêts courus	31 286	18 226	- 13 060
Comptes de passif:			
Chèques en circulation	250 938	213 226	+ 37 712
Avances des fonds en fidéicomis	39 875	35 220	+ 4 655
Comptes d'accord de perception fiscale	132 660	112 003	+ 20 657
Comptes à payer	984 079	901 073	+ 83 006
Intérêts courus	257 834	224 797	+ 33 037
	<u>(536 224)</u>	<u>(371 861)</u>	<u>+ 164 363</u>

* Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

Les notes aux pages 5-7 et 5-8 font partie intégrante des états financiers et explicitent également les modifications apportées aux chiffres de 1978.

SECTION
3

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

Les remboursements d'emprunts comprennent la partie de la dette à long terme remboursée et celle échue au cours de l'année financière, de même que les contributions aux fonds d'amortissement.

SECTION 3

TABLE DES MATIÈRES

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS	PAGE
Sommaire	3-5
Détail	3-6
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-8

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1979
(\$ MILLIERS)

SOMMAIRE

Obligations — négociables	- 153 544
— remboursables à demande	- 145 281
	<hr/>
	- 298 825
Autres emprunts	- 15 312
Dettes assumées	- 4 807
	<hr/>
Emprunts remboursés et échus	- 318 944
Contributions aux fonds d'amortissement	- 41 206
	<hr/>
	- 360 150
	<hr/>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

DÉTAIL

		Valeur nominale		
Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien	
Obligations				
Négociables				
En monnaie du Canada				
1978-04-01	1970-04-01		200	
1978-04-15	1971-04-15		2 905	
1978-06-01	1970-06-01		1 350	
1978-08-01	1970-08-01		850	
1978-09-05	1973-07-05		5 500	
1978-09-15	1968-09-15		5 000	
1978-09-15	1968-09-15		1 500	
1978-10-01	1966-10-01		8 772	
1978-10-01	1970-10-01		24 247	
1978-10-15	1963-10-15		13 474	
1978-11-01	1973-01-01		830	
1978-12-15	1971-12-15		2 500	
1986-12-01	1966-12-01*		37 458	
1991-08-01	1970-08-01**		(1)	
			<u>104 585</u>	
En monnaie des États-Unis				
1978-06-01	1971-06-01	30 000	30 545 (1)	
1995-07-15	1975-07-15***	10 000	10 210 (1)	
		<u>É.-U. \$ 40 000</u>	<u>40 755</u>	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				
1978-07-01	1972-07-01	DM 10 000	3 123 (1)	
En monnaie de la France				
1978-06-15	1972-06-15	FF 9 000	1 812 (1)	
En monnaie du Japon				
1978-09-28	1972-09-28	YEN 10 000 000	3 269 (1)	153 544
Remboursables à demande				
Obligations d'épargne du Québec				
1979-05-01	1974-05-01		6 354	
1980-06-01	1975-06-01		38 390	
1981-06-01	1971-06-01		4 260	
1981-06-01	1976-06-01		68 497	
1982-06-01	1972-06-01		3 155	
1983-04-01	1973-04-01		4 061	
1988-06-01	1978-06-01		20 564	145 281
				<u>298 825</u>

* Obligations rétractables le 1978-12-01.

** Obligations rétractables le 1977-08-01. Ajustement du montant remboursé.

*** Obligations rétractables si des taxes sont imposées.

DÉTAIL (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Autres emprunts			
En monnaie du Canada			
Gouvernement du Canada			
Zones spéciales 1978-04-01	1972—1977-04-01		1 122
Autoroute 13 1978-07-01	1974-10-17		14 190
			<u>15 312</u>
Dettes assumées			
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal			
		2 969 (1)	3 731 (2)
Institutions universitaires			
Institut Armand-Frappier			
Hôpital St-Luc			
Association athlétique nationale de la jeunesse			
			40
			<u>4 807</u>
Emprunts échus et remboursés			
			<u>318 944</u>
Contributions aux fonds d'amortissement			
Pour détail, voir page 6-38			
			<u>41 206</u>
Total			
			<u><u>360 150</u></u>

(1) La variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page suivante.

(2) Incluant \$3 006 074, équivalent canadien de \$2 968 498 E.-U.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1979
(\$ MILLIERS)

**Variation du change sur les remboursements
d'emprunts en monnaie étrangère**

	Valeur nominale	Équivalent canadien de la valeur nominale		Variation
		À la date de réalisation	À la date du remboursement	
En monnaie des États-Unis				
Obligations				
1978-06-01 1971-06-01	30 000	30 545	33 352	2 807
1995-07-15 1975-07-15	10 000	10 210	11 760	1 550
Dettes assumées				
Boulevard Métropolitain	2 969	3 006	3 455	449
	<u>É.-U. \$ 42 969</u>	43 761	48 567	4 806
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				
1978-07-01 1972-07-01	<u>DM 10 000</u>	3 123	5 411	2 288
En monnaie de la France				
1978-06-15 1972-06-15	<u>FF 9 000</u>	1 812	2 188	376
En monnaie du Japon				
1978-09-28 1972-09-28	<u>YEN 10 000 000</u>	3 269	6 237	2 968
Total		<u>51 965</u>	<u>62 403</u>	<u>10 438 (1)</u>

(1) Montant inscrit aux opérations de l'année.

SECTION
4

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé ses opérations.

SECTION 4

TABLE DES MATIÈRES

FINANCEMENT	PAGE
Sommaire	4-4
Variation de l'encaisse	4-5
Nouveaux emprunts	4-5

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

SOMMAIRE

Page	Besoins financiers bruts	
1-4	Opérations budgétaires — déficit	- 1 474 487
2-5	Opérations non budgétaires — surplus	+ 209 556
3-5	Remboursements d'emprunts	- 360 150
		<u>- 1 625 081</u>
	Financement	
4-5	Variation de l'encaisse	+ 49 587
4-5	Nouveaux emprunts	+ 1 575 494
		<u>+ 1 625 081</u>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1979
(\$ MILLIERS)

VARIATION DE L'ENCAISSE

DÉTAIL	<u>31 mars 1979</u>	<u>31 mars 1978</u>	Variation*
Espèces en banque	226 346	265 008	+ 38 662
Placements temporaires	1 669	107 594	+ 105 925
Emprunts temporaires		<u>95 000</u>	- 95 000
Encaisse	<u>228 015</u>	<u>277 602</u>	<u>+ 49 587</u>

* Voir note 5 des notes complémentaires aux états financiers, page 5-7.

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

Obligations — négociables	1 163 009
— remboursables à demande	167 843
— non négociables	<u>7 324</u>
	1 338 176
Autres emprunts	235 571
Dettes assumées	<u>1 747</u>
	<u>1 575 494</u>

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix de vente	Valeur nominale	Emprunts effectués
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1978-04-05	1998-04-01	10,25	100,00		85 000
1978-06-12	1998-06-12	10,00	100,00		100 000
1978-08-15	1998-06-12	10,00	99,50		100 000
1978-09-01	1981-09-01	8,50	98,05		20 000
1978-09-28	1983-11-16	9,00	98,28		40 000
1978-10-16	2000-10-16	10,00	99,875		125 000
1978-11-01	1998-11-01	10,35	100,00		15 000
1978-12-15	2002-12-15	10,00	97,375		150 000
1979-02-15	2002-12-15	10,00	95,21		150 000
1979-02-21	1982-08-21	10,25	99,125		30 000
1979-02-21	1984-08-21	10,25	98,50		120 000
					<u>935 000</u>
En monnaie du Japon					
1978-05-23	1984—1990-05-23	6,40	99,40	<u>YEN 30 000 000</u>	146 354*
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1978-05-01	1985—1990-05-01	6,00	98,75	<u>DM 150 000</u>	81 655*
					<u>1 163 009</u>
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1978-06-01	1988-06-01	9,00 (1)	100,00		167 843
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1978-1979	1998-1999	9,35—10,16	100,00		7 324
					<u>1 338 176</u>

(1) Le taux a été augmenté à 10% du 1978-11-01 — 1984-06-01.

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix de vente	Valeur nominale	Emprunts effectués
Autres emprunts					
			<u>Recettes</u>	<u>Virements</u>	<u>Net</u>
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
			<u>270</u>	<u>(6 074)</u>	(5 804)
				<u>7 422</u>	<u>7 422**</u>
1978-04-01	1979—2008-04-01	9,25—10,125			----- 1 618
En monnaie des États-Unis (Euro-dollars)					
1978-11-02	1984—1993-11-02	9,75		100 000	116 526*
1978-11-27	1984—1988-08-29	12 ⁵ / ₁₆ ***		25 000	29 475*
1978-12-07	1984—1988-08-29	12 ¹ / ₄ ***		75 000	87 952*
				<u>É.-U. \$ 200 000</u>	----- 233 953*
					<u>235 571</u>
Dettes assumées					
En monnaie du Canada					
				3 160	
				<u>1 413</u>	1 747
Total					
					<u><u>1 575 494</u></u>

* Équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts.

** Incluant \$ 1 347 650 d'intérêts capitalisés.

*** Billet renouvelable tous les 3 ou 6 mois, dont le taux est établi selon le LIBOR (London Interbank Offered Rate), plus 5/8 de 1% pour les 2 premières années et 3/4 de 1% pour les années subséquentes.

SECTION
5

ACTIF ET PASSIF

DETTE NETTE

SECTION 5

TABLE DES MATIÈRES

ACTIF ET PASSIF	PAGE
Actif et passif	5-4
Dettes nettes	5-6
Notes complémentaires	5-7

PASSIF

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
		(note 5)
Page		
Emprunts temporaires		95 000
Chèques en circulation	250 938	213 226
Avances des fonds en fidéicommis	39 875	35 220
6-28 Comptes d'accord de perception fiscale	132 660	112 003
6-28 Comptes à payer	984 079	901 073
6-29 Intérêts courus	257 834	224 797
	<u>1 665 386*</u>	<u>1 581 319</u>
6-29 Compte des régimes de retraite (note 2)	915 361	618 599
6-48 Dette à long terme (note 3)		
6-30 Obligations moins fonds d'amortissement	7 197 994	6 199 711
6-44 Autres emprunts	708 327	488 068
6-45 Dettes assumées moins fonds d'amortissement	73 664	76 862
	<u>7 979 985</u>	<u>6 764 641</u>
TOTAL DU PASSIF (note 4)	<u><u>10 560 732</u></u>	<u><u>8 964 559</u></u>

Les notes aux pages 5-7, 5-8 font partie intégrante des états financiers et explicitent également les modifications apportées aux chiffres de 1978.

* Ces actifs au montant de \$1 357 177 000 et ces passifs au montant de \$ 1 665 386 000 reflètent une situation déficitaire de \$ 308 209 000 du Fonds consolidé du revenu au 31 mars 1979.

DETTE NETTE**Année financière terminée le 31 mars 1979**

(\$ MILLIERS)

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Solde au début	5 775 318	5 014 919
Excédent accumulé des revenus sur les dépenses de la Régie de l'assurance-maladie du Québec au 31 mars 1977, ajusté du solde de ses contributions d'employeur à cette date à l'égard du Régime de retraite des fonctionnaires		<u>104 838</u>
Solde modifié le 1er avril 1977		4 910 081
Déficit des opérations budgétaires pour 1979	1 474 487	
Déficit des opérations budgétaires modifié pour fins de comparaison pour 1978		<u>884 131</u>
	<u>7 249 805</u>	<u>5 794 212</u>
Annulation d'une dette inscrite pour fins de comparaison au compte des régimes de retraite		<u>18 894</u>
Solde selon les états financiers au 31 mars 1979 et au 31 mars 1978	<u><u>7 249 805</u></u>	<u><u>5 775 318</u></u>

Les notes aux pages 5-7 et 5-8 font partie intégrante des états financiers et explicitent également les modifications apportées aux chiffres de 1978.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11.

Les modifications les plus importantes apportées aux conventions comptables en 1978-1979 et leurs effets sur les données financières se résument comme suit:

- Pour la première année, des intérêts sur le solde accumulé au compte du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) sont imputés aux opérations budgétaires du Gouvernement et ajoutés à la contribution de ce dernier à titre d'employeur. Les intérêts portés aux dépenses de l'année, calculés sur le solde au 31 mars 1978, ont été de \$ 53 973 451. Dans le cas des autres régimes de retraite, le Gouvernement a appliqué la nouvelle convention comptable décrite à l'item VII (b) de l'énoncé. En conséquence, les cotisations et les contributions perçues n'ont pas été traitées comme revenus et les pensions comme dépenses. Il en est résulté une réduction dans les revenus de \$ 144 834 077 et dans les dépenses \$ 133 645 241.
- Le financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec a été intégré aux opérations du Gouvernement, et il s'effectue à même le Fonds consolidé du revenu et le fonds de l'assurance-maladie. Cette intégration, dont l'application avait commencé en 1977-1978, a eu son effet complet en 1978-1979.

2. Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de \$ 904 172 236 pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, et d'un montant de \$ 11 188 836 pour les autres régimes.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Pour ce Régime, le solde représente le montant non versé à la Commission administrative du régime de retraite à l'égard des obligations du Gouvernement comptabilisées au 31 mars 1979. Ce solde ne tient pas compte:

- De l'insuffisance de la participation gouvernementale établie à environ \$ 100 millions au 31 décembre 1975, principalement à partir d'une évaluation actuarielle et en tenant compte de divers autres éléments, de même que l'augmentation indéterminée de cette insuffisance jusqu'au 31 mars 1979, y compris, en particulier, un montant de l'ordre de \$ 115 millions relatif aux intérêts;
- D'un montant de l'ordre de \$ 230 millions, constituant l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1975 des obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime, et de l'augmentation des obligations de cette nature depuis cette date.

Autres régimes de retraite

Pour ces régimes, le solde représente l'excédent des cotisations et des contributions sur les pensions et les remboursements. Sauf pour ce solde, aucun passif n'est inscrit relativement aux obligations du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres envers leurs participants. Les obligations envers ces régimes sont assumées par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif

envers ces régimes au 31 décembre 1975 s'élevait à environ \$ 4,5 milliards selon les évaluations actuarielles.

Des évaluations actuarielles ont été entreprises pour déterminer, en date du 31 décembre 1978, les obligations de l'ensemble des régimes envers leurs participants.

3. Dette à long terme en monnaie étrangère

Les obligations, autres emprunts et dettes assumées en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1979 avaient été appliqués au montant total des emprunts en monnaie étrangère, ces emprunts auraient été augmentés de \$ 353 819 213, dont \$ 20 425 244 pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1979-1980.

4. Passifs éventuels et engagements

Le passif ne comprend pas les emprunts garantis de \$ 11 830 824 000, ni les autres passifs éventuels, ni les engagements de \$ 2 654 479 000 qui apparaissent respectivement aux pages 6-50, 6-62 et 6-63.

5. Chiffres comparatifs

Les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1978, publiés au volume 1 des Comptes publics 1977-1978, ont été dressés selon les conventions comptables alors en usage. Les états financiers de 1978-1979 reflètent la décision d'inclure dans les opérations non budgétaires la comptabilisation des transactions concernant les régimes de retraite, d'intégrer le financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec et de modifier la présentation de l'état de l'actif et du passif.

Aux états financiers de 1978-1979 et pour fins de comparaison seulement, l'agencement utilisé dans les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1978 a été modifié, et les effets de ces modifications sont les suivants:

(\$ MILLIERS)

a. Effets sur le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1978

Augmentation ou diminution (-) des revenus		
Nouvelle comptabilisation des régimes de retraite		
Cotisations et contributions à des régimes de retraite		- 134 672
Intégration du financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec		
Impôt sur le revenu des particuliers		394 805
Contribution des employeurs au fonds de l'assurance-maladie		437 900
Contribution au financement des programmes d'hospitalisation		- 376 814
Ventes de biens et services		- 44 142
Intérêts		7 913
Amendes, confiscations et recouvrements		650
Transferts du gouvernement du Canada liés aux accords fiscaux		140 026
		<hr/>
		425 666

	(\$ MILLIERS)
Augmentation ou diminution (-) des dépenses	
Nouvelle comptabilisation des régimes de retraite — Pensions	
Assemblée nationale	-347
Fonction publique	-113 276
Justice	-2 155
Intégration du financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec	
Affaires sociales	-40 000
Régie de l'assurance-maladie du Québec	705 176
	<u>549 398</u>
Augmentation du déficit des opérations budgétaires	123 732
Déficit des opérations budgétaires avant modifications	<u>760 399</u>
Déficit des opérations budgétaires après modifications	<u>884 131</u>
b. Effets sur la dette nette de l'année financière terminée le 31 mars 1978	
Dette nette au 1er avril 1977 avant modifications	5 014 919
Excédent accumulé des revenus sur les dépenses de la Régie de l'assurance-maladie du Québec au 31 mars 1977, ajusté du solde de ses contributions d'employeur à cette date à l'égard du Régime de retraite des fonctionnaires	<u>104 838</u>
Dette nette au 1er avril 1977 après modifications	4 910 081
Déficit des opérations budgétaires (voir a. ci-dessus)	<u>884 131</u>
Dette nette révisée au 31 mars 1978 pour fins de comparaison seulement	5 794 212

Moins:	
Annulation d'une dette inscrite au compte des régimes de retraite pour fins de comparaison seulement	<u>18 894</u>
Dette nette selon les états financiers au 31 mars 1978	<u>5 775 318</u>
c. Effets sur l'état de l'actif et du passif	
Augmentation ou diminution (-) de l'actif	
Encaisse	-330 300
Espèces en banque	265 008
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	65 292
Placements temporaires	6 500
Comptes à recevoir	-2 142
Intérêts courus	<u>-7 423</u>
Total de l'actif avant modifications	<u>3 173 412</u>
Total de l'actif après modifications	<u>3 170 347</u>
Augmentation ou diminution (-) du passif	
Comptes d'accord de perception fiscale	112 003
Comptes à payer	-115 068
Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	-599 705
Compte des régimes de retraite	<u>618 599</u>
	15 829
Total du passif avant modifications	<u>8 948 730</u>
Total du passif après modifications	<u>8 964 559</u>
En plus des modifications expliquées ci-dessus, les chiffres de l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1978 ont également été modifiés, pour fins de comparaison, selon les transferts de juridiction et certaines reclassifications budgétaires de 1979. Ces dernières modifications n'ont pas eu d'effet sur le déficit des opérations budgétaires des années financières terminées les 31 mars 1979 et 1978.	

SECTION
6

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

AU 31 MARS 1979

SECTION 6

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	6-5
Comptes à recevoir	6-6
Intérêts courus	6-8
Placements	6-10
Autres actifs	6-26
PASSIF	
Comptes d'accord de perception fiscale	6-28
Comptes à payer	6-28
Intérêts courus	6-29
Compte des régimes de retraite	6-29
Obligations moins fonds d'amortissement	6-30
Autres emprunts	6-44
Dettes assumées moins fonds d'amortissement	6-45
Échéancier sommaire de la dette à long terme moins les fonds d'amortissement	6-48
Emprunts garantis et autres passifs éventuels	6-50
Engagements	6-63
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	6-95

ACTIF**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

(\$ MILLIERS)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1979	1978
Dépôts à terme — Institutions financières					
En monnaie du Canada					
Banque Canadienne Nationale					46 000
Banque de Montréal					50 000
Banque Mercantile du Canada					4 000
					100 000
Titres émis par le gouvernement du Québec					
En monnaie du Canada					
Obligations négociables	1977-12-07	1983-12-07	8,50	1 669	1 094
				1 669	101 094
Intégration de la Régie de l'assurance-maladie du Québec					6 500*
				1 669	107 594

* Voir note 5 des notes complémentaires aux états financiers page 5-7.

COMPTES À RECEVOIR

(\$ MILLIERS)

	Affaires sociales	Conseil exécutif	Éducation	Finances
Revenus				
Impôts sur les revenus et sur les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers				
Contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie				40 847
Impôts des sociétés				
Droits de successions				
Taxes à la consommation				
Ventes au détail				
Carburants				
Tabacs				
Repas et hôtellerie				
Autres				
Droits et permis				
Ressources forestières				
Autres				
Revenus divers				
Ventes de biens et services	6 425		237	280
Autres	32 215	427	5	11 823
Transferts des sociétés d'État				
Société des alcools du Québec				15 000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec				
Transferts du gouvernement du Canada				
Accès aux ressources forestières		3 626		
Aide juridique		4 256		
Axes routiers prioritaires			2 258	
Bilinguisme en éducation				
Caisse d'aide à la santé	1 974			
Caisse des passages à niveau				
Coopération internationale				
Déficits d'exploitation de logements municipaux				
Développement de l'agriculture		2 988		
Développement minéral		1 135		
Développement touristique		2 311		
Enseignement aux enfants indiens			11 492	
Formation professionnelle des adultes				
Infrastructures industrielles		2 407		
Production d'aliments pour bétail				
Régularisation des eaux de Montréal				
Rénovation urbaine				
Réseau routier de l'Outaouais				
Autres	620	1 333	488	
	41 234	18 483	14 480	67 950
Dépenses et autres	34 916	6	461	30
Avances et petites caisses	509	1 773	103	27
	76 659	20 262	15 044	68 007
Moins provision pour créances irrécouvrables	36 820		3	
	39 839	20 262	15 041	68 007

* Voir note 5 des notes complémentaires aux états financiers page 5-7.

Justice	Revenu	Transports	Travail et Main-d'oeuvre	Autres ministères	1979	1978
	594 480				594 480	552 294*
	37 192				40 847	36 707*
	7 508				37 192	60 370
					7 508	6 156
	184 138				184 138	177 994
	41 784				41 784	38 413
	10 384				10 384	5 301
	39 876				39 876	34 934
	4 012				4 012	4 098
	972			11 330	12 302	16 821
3 925	3 139	1 101	2 934	4 770	15 869	10 618
	1 396	3 257	3 339	11 345	26 991	44 094*
712		2 303		2 029	51 645	44 685*
2 843						
					15 000	48 000
						1 940
					3 626	3 737
5 152					5 152	
					4 256	7 568
					2 258	3 425
					1 974	2 255
		1 263			1 263	3 145
				1 764	1 764	946
				4 094	4 094	2 097
					2 988	6 858
					1 135	994
					2 311	
			6 251		11 492	30
					6 251	13 893
					2 407	1 762
				1 675	1 675	
				2 038	2 038	242
				1 997	1 997	3 347
		17 088			17 088	4 701
628				2 375	5 444	15 837
13 260	924 881	25 012	12 524	43 417	1 161 241	1 153 262*
18		14	10	379	35 834	28 524
2 000	285	1 948	149	4 536	11 330	10 198
15 278	925 166	26 974	12 683	48 332	1 208 405	1 191 984*
5	140 821	1 008	435	518	179 610	161 044
15 273	784 345	25 966	12 248	47 814	1 028 795	1 030 940*

INTÉRÊTS COURUS

(\$ MILLIERS)

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Entreprises du gouvernement du Québec		
<i>Office des autoroutes du Québec</i>	5 198	4 846
Office du crédit agricole du Québec	6 236	1 552
Raffinerie de sucre du Québec	211	167
Sidbec	5 485	1 122
Société d'aménagement de l'Outaouais	1 053	787*
Société d'habitation du Québec	8 124	5 137
Autres	23	*
	<u>26 330</u>	<u>13 611*</u>
Municipalités et organismes municipaux	4 765	4 083*
Coopératives et caisses populaires	41	61*
Gouvernement du Canada	47	47
Placements temporaires et comptes de banques	<u>103</u>	<u>424*</u>
	<u><u>31 286</u></u>	<u><u>18 226*</u></u>

* Voir note 5 des notes complémentaires aux états financiers page 5-7.



PLACEMENTS

(\$ MILLIERS)

	Actions	
	1979	1978
Sommaire		
1 Entreprises du gouvernement du Québec	690 605	559 735
2 Municipalités et organismes municipaux (voir page 6-10)		
3 Particuliers, sociétés et autres (voir page 6-20)	371	
	<u>690 976</u>	<u>559 735</u>

	Actions	
	1979	1978
Détail		
Entreprises du gouvernement du Québec		
4 Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles		
5 Office de l'électrification rurale		
6 Office des autoroutes du Québec		
7 Office du crédit agricole du Québec		
8 Raffinerie de sucre du Québec		
9 Sidbec	343 600	261 800
10 Société d'aménagement de l'Outaouais		
11 Société de cartographie du Québec	2 400	1 800
12 Société de développement autochtone de la Baie James	1 000	
13 Société de développement coopératif		
14 Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
15 Société de développement immobilier du Québec		
16 Société de développement industriel du Québec		
17 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	35 250	31 050
18 Société des alcools du Québec	30 000	30 000
19 Société des loteries et courses du Québec	170	
20 Société des traversiers du Québec	1 500	1 500
21 Société d'habitation du Québec		
22 Société du parc industriel du centre du Québec		
23 Société générale de financement du Québec	93 934	83 934
24 Société nationale de l'amiante	4 700	
25 Société québécoise d'exploration minière	45 550	35 650
26 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	13 000	10 000
27 Société québécoise d'initiatives pétrolières	59 500	44 000
28 Société du parc industriel, commercial et aéro-portuaire de Mirabel (1979 = \$ 600, 1978 = \$ 600.), Société Inter-Port de Québec (1979 = \$ 600, 1978 = \$ 600.) et Société de la loterie interprovinciale (1979 = \$ 1.)	1	1
29 Moins provision pour créances irrécouvrables	690 605	559 735
	<u>690 605</u>	<u>559 735</u>

Municipalités et organismes municipaux

Projets d'investissement dans le développement
Programme des zones spéciales
Autres projets

A
B
C

* Déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables (voir page 1-11).

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1979	1978	1979	1978	1979	1978	
57 998	52 707	1 076 683	947 590	1 825 286	1 560 032	1
65 214	63 890	12 655	15 015	77 869	78 905	2
505	505	47 468	41 594	48 344	42 099	3
<u>123 717</u>	<u>117 102</u>	<u>1 136 806</u>	<u>1 004 199</u>	<u>1 951 499*</u>	<u>1 681 036*</u>	

Obligations et billets			Prêts et avances		Total			
Taux %	Échéance	1979	1978	1979	1978	1979	1978	
				4 181	4 114	4 181	4 114	4
				301 587	4 832	301 587	4 832	5
				362 350	285 026	362 350	285 026	6
				2 000	328 825	2 000	328 825	7
				52 100	2 000	395 700	2 000	8
				32 500	27 100	32 500	288 900	9
					23 800	2 400	23 800	10
						1 000	1 800	11
				1 300	700	1 300	700	12
						60 000	60 000	13
				74 666	74 866	74 666	74 866	14
				97 944	84 444	97 944	84 444	15
								16
				43 361	45 457	78 611	76 507	17
						30 000	30 000	18
						170		19
6 7/8—10 3/4	1979—2029-07-01	57 998	52 707	58 208	28 463	1 500	1 500	20
				35 744	31 261	116 206	81 170	21
				15 000	9 000	35 744	31 261	22
						108 934	92 934	23
						4 700		24
						45 550	35 650	25
				230	230	13 230	10 230	26
						59 500	44 000	27
								28
						1	1	
		57 998	52 707	1 081 171	950 118	1 829 774	1 562 560	
				4 488	2 528	4 488	2 528	29
		<u>57 998</u>	<u>52 707</u>	<u>1 076 683</u>	<u>947 590</u>	<u>1 825 286</u>	<u>1 560 032</u>	
		17 534	18 047			17 534	18 047	
		46 108	44 216	12 655	15 015	58 763	59 231	
		1 572	1 627			1 572	1 627	
		<u>65 214</u>	<u>63 890</u>	<u>12 655</u>	<u>15 015</u>	<u>77 869</u>	<u>78 905</u>	

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

		Obligations et billets	
		Taux %	
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Bagotville	A	8 27/64
4	Beauceville	A	8 27/64
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 26/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charny	A	8 27/64
20	Châteauguay	A	8 27/64
21	Chénier	A	8 27/64
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi-nord	A	8 27/64
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Deux-Montagnes	A	8 1/8
26	Deux-Montagnes	B	8,4977
27	Dorion	A	8 27/64
28	Dorion	A	8 27/64
29	East-Broughton	A	8 27/64
30	Escoumins	A	8 1/8
31	Gaspé	A	8 27/64
32	Gatineau	A	8 1/8
33	Giffard	B	6,948
34	Grand-Ile	A	8 27/64
35	Grande-Rivière	A	8 27/64
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 27/64
38	Howick	A	8 1/8
39	Iberville	A	8 27/64
40	Jacques-Cartier	C	
41	Kingsbury	A	8 1/8
42	Lachute	B	
43	Lac-Mégantic	A	8 27/64
44	La Pocatière	A	8 1/8
45	La Providence	A	8 27/64
46	La Tuque	A	8 1/8
47	Lauzon	B	7,9396
48	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
49	Lévis	A	8 27/64
50	Lévis	B	7,4869
51	Longue-Pointe	A	8 27/64
52	Lorraine	A	8 27/64

	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	Échéance	1979	1978	1979	1978	1979	
1994-12-15	\$ 875 376	\$ 901 389			\$ 875 376	\$ 901 389	1
1980—2002-03-31	360 185	366 746			360 185	366 746	2
1995-10-01	689 209	707 015			689 209	707 015	3
1995-11-01	16 287	16 708			16 287	16 708	4
1995-03-01	140 404	144 457			140 404	144 457	5
1980—2006-04-01	219 136	221 253			219 136	221 253	6
1995-12-01	189 888	194 794			189 888	194 794	7
1994-12-01	51 248	52 771			51 248	52 771	8
1995-03-01	51 738	54 606			51 738	54 606	9
1996-02-01	134 059	137 522			134 059	137 522	10
1994-12-15	34 981	36 021			34 981	36 021	11
1996-03-01	41 774	42 853			41 774	42 853	12
1995-06-01	65 343	67 031			65 343	67 031	13
1995-05-01	193 539	198 540			193 539	198 540	14
1980—2005-04-01	182 792	187 375			182 792	187 375	15
1995-11-01	35 064	35 969			35 064	35 969	16
1995-05-01	149 573	153 437			149 573	153 437	17
1979—2005-04-01	1 246 789	1 246 789			1 246 789	1 246 789	18
1995-03-01	71 923	73 999			71 923	73 999	19
1995-04-01	49 836	51 123			49 836	51 123	20
1995-06-01	38 906	39 912			38 906	39 912	21
1979—1991-11-01	166 500	175 000			166 500	175 000	22
1995-10-01	452 552	464 244			452 552	464 244	23
1994-12-01	17 700	18 226			17 700	18 226	24
1994-12-01	23 252	23 943			23 252	23 943	25
1980—2007-04-01	194 420			\$ 196 148	194 420	196 148	26
1995-03-01	119 424	122 872			119 424	122 872	27
1995-11-01	301 463	309 251			301 463	309 251	28
1995-12-01	74 259	76 178			74 259	76 178	29
1994-12-01	21 229	21 859			21 229	21 859	30
1996-02-01	92 594	94 986			92 594	94 986	31
1994-12-15	106 315	109 474			106 315	109 474	32
1980—2002-03-31	171 406	174 425			171 406	174 425	33
1995-06-01	137 075	140 616			137 075	140 616	34
1996-03-31	427 332	437 242			427 332	437 242	35
1980—1994-04-01	57 152	59 186			57 152	59 186	36
1995-03-01	51 195	52 673			51 195	52 673	37
1979-09-01	2 543	4 892			2 543	4 892	38
1996-03-31	90 506	92 844			90 506	92 844	39
1979-06-01	600 000	600 000			600 000	600 000	40
1994-12-15	152 231	156 754			152 231	156 754	41
			\$ 1 167 305	1 176 307	1 167 305	1 176 307	42
1995-03-01	65 611	67 505			65 611	67 505	43
1994-09-01	224 748	231 427			224 748	231 427	44
1995-08-01	581 963	596 999			581 963	596 999	45
1979-09-01	35 165	67 637			35 165	67 637	46
1979—2006-04-01	874 311	874 311			874 311	874 311	47
1994-12-01	242 857	250 073			242 857	250 073	48
1995-12-01	357 898	367 144			357 898	367 144	49
1980—2004-04-01	2 430 545	2 463 873			2 430 545	2 463 873	50
1995-10-01	151 872	155 795			151 872	155 795	51
1995-05-01	66 985	68 716			66 985	68 716	52

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités (suite)			
53	Louiseville	A	8 ^{27/64}
54	Macamic	A	8 ^{27/64}
55	Maniwaki	A	8 ^{27/64}
56	Maple Grove	A	8 ^{27/64}
57	Matagami	C	5,5
58	Matane	A	8 ^{27/64}
59	McMasterville	A	8 ^{1/8}
60	Métabetchouan	A	8 ^{27/64}
61	Mirabel	B	10,0095
62	Mistassini	A	8 ^{27/64}
63	Murdochville	A	8 ^{27/64}
64	Normandin	A	8 ^{1/8}
65	Notre-Dame-de-Laterrière	A	8 ^{27/64}
66	Notre-Dame-du-Lac	A	8 ^{27/64}
67	Oka	B	8,2812
68	Orsainville	A	8 ^{27/64}
69	Pont-Rouge	A	8 ^{27/64}
70	Port-Cartier	B	7,3603
71	Port-Cartier	B	8,2048
72	Port-Cartier	B	7,7314
73	Port-Cartier	B	8,1621
74	Port-Cartier	B	8,3477
75	Port-Cartier	B	9,3933
76	Princeville	A	8 ^{27/64}
77	Québec	B	7,5744
78	Québec	B	7,5846
79	Québec	B	9,9091
80	Rivière-du-Loup	A	8 ^{27/64}
81	Rouyn	A	8 ^{27/64}
82	Sacré-Coeur	A	8 ^{27/64}
83	Sayabec	A	8 ^{1/8}
84	Sept-Îles	B	7,0181
85	Sept-Îles	B	7,2127
86	Sept-Îles	B	7,3766
87	Sept-Îles	B	7,5324
88	Sept-Îles	B	8,6548
89	Shawinigan-Sud	A	8 ^{27/64}
90	Shefferville	A	8 ^{27/64}
91	Shipshaw	A	8 ^{1/8}
92	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 ^{27/64}
93	St-Basile-le-Grand	A	8 ^{27/64}
94	St-Bernard	A	8 ^{27/64}
95	St-Bruno	A	8 ^{1/8}
96	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ^{27/64}
97	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ^{27/64}
98	St-Césaire	A	8 ^{27/64}
99	St-Coeur-de-Marie	A	8 ^{27/64}
100	St-David-de-l'Auberivière	B	7,2694
101	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 ^{27/64}
102	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 ^{1/8}
103	Ste-Anne-de-Yamachiche	A	8 ^{27/64}

	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	Échéance	1979	1978	1979	1978	1979	
1996-03-31	\$ 120 246	\$ 123 352			\$ 120 246	\$ 123 352	53
1995-12-01	70 910	72 742			70 910	72 742	54
1996-03-01	1 111 126	1 139 833			1 111 126	1 139 833	55
1995-05-01	45 138	46 304			45 138	46 304	56
1979—1990-12-01	803 350	849 822			803 350	849 822	57
1995-04-01	485 613	498 159			485 613	498 159	58
1994-09-01	42 363	43 622			42 363	43 622	59
1995-11-01	282 939	290 249			282 939	290 249	60
1980—1997-04-01	359 838	367 005			359 838	367 005	61
1995-10-01	16 340	16 762			16 340	16 762	62
1996-02-01	507 033	520 132			507 033	520 132	63
1994-09-01	53 734	55 331			53 734	55 331	64
1985-03-01	43 404	48 770			43 404	48 770	65
1995-07-01	55 184	56 610			55 184	56 610	66
1979—2005-04-01	498 346	503 382			498 346	503 382	67
1995-08-01	942 963	967 325			942 963	967 325	68
1995-07-01	326 418	334 852			326 418	334 852	69
1980—2003-04-01	435 241	448 052	\$ 2 613 934	\$ 2 796 885	3 049 175	3 244 937	70
1980—2006-04-01	2 811 020	2 866 389			2 811 020	2 866 389	71
1980—2005-04-01	239 665	245 256			239 665	245 256	72
1980—2005-04-01	319 737	326 677			319 737	326 677	73
1980—2007-04-01	265 992	270 662			265 992	270 662	74
1980—2007-04-01	464 168	470 889			464 168	470 889	75
1995-06-01	44 333	45 479			44 333	45 479	76
1979—2004-04-01	559 554	566 497			559 554	566 497	77
1979—2004-04-01	3 787 561	3 830 638	1 673 465	1 670 021	5 461 026	5 500 659	78
1979—2007-04-01	7 717 771	7 765 801			7 717 771	7 765 801	79
1995-05-01	165 608	169 887			165 608	169 887	80
1995-06-01	153 263	157 223			153 263	157 223	81
1995-05-01	253 698	260 253			253 698	260 253	82
1994-12-01	44 374	45 692			44 374	45 692	83
1979—2002-03-31	484 215	484 215			484 215	484 215	84
1979—2003-04-01	115 598	115 598			115 598	115 598	85
1979—2004-04-01	1 458 123	1 458 123	2 626 500	2 504 545	4 084 623	3 962 668	86
1979—2004-04-01	3 777 644	3 777 644			3 777 644	3 777 644	87
1979—2006-04-01	230 590	230 590			230 590	230 590	88
1985-03-01	78 025	87 671			78 025	87 671	89
1995-11-01	137 501	141 054			137 501	141 054	90
1994-12-01	87 101	89 690			87 101	89 690	91
1996-03-31	120 246	123 352			120 246	123 352	92
1995-07-01	344 636	353 539			344 636	353 539	93
1996-03-31	49 929	51 219			49 929	51 219	94
1984-12-01	13 522	15 212			13 522	15 212	95
1995-07-01	197 124	202 217			197 124	202 217	96
1996-03-31	233 333	239 361			233 333	239 361	97
1996-02-01	232 846	238 861			232 846	238 861	98
1995-12-01	168 641	172 998			168 641	172 998	99
1979—2003-04-01	488 017			488 017	488 017	488 017	100
1995-05-01	39 756	40 783			39 756	40 783	101
1994-12-01	30 707	31 619			30 707	31 619	102
1995-03-01	22 378	23 024			22 378	23 024	103

PLACEMENTS (suite)

Détail (suite)

			Obligations et billets
			Taux
			%
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités (suite)			
104	Ste-Catherine	A	8 ²⁷ / ₆₄
105	Ste-Foy	B	8,2850
106	Ste-Foy	B	9,3614
107	Ste-Lucie-de-Beaugard	C	
108	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 ²⁷ / ₆₄
109	Ste-Thècle	A	8 ²⁷ / ₆₄
110	Ste-Thérèse	B	9,3594
111	Ste-Thérèse	B	9,4146
112	Ste-Thérèse	B	8,2758
113	St-Eugène	A	8 ²⁷ / ₆₄
114	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
115	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
116	St-Eustache	B	8,5359
117	St-Eustache	B	9,2891
118	St-Eustache	B	9,1454
119	St-Fabien-de-Panet	A	8 ²⁷ / ₆₄
120	St-Félicien	A	8 ²⁷ / ₆₄
121	St-Férol-les-Neiges	B	7,8852
122	St-Georges	A	8 ²⁷ / ₆₄
123	St-Henri-de-Lévis	B	7,1832
124	St-Hippolyte	A	8 ²⁷ / ₆₄
125	St-Hyacinthe	A	8 ²⁷ / ₆₄
126	St-Jérôme	B	8,5155
127	St-Jovite	A	8 ²⁶ / ₆₄
128	St-Narcisse	A	8 ²⁶ / ₆₄
129	St-Narcisse-de-Beaurivage	A	8 ²⁷ / ₆₄
130	St-Pascal	A	8 ²⁷ / ₆₄
131	St-Philémon	A	8 ²⁷ / ₆₄
132	St-Philippe	A	8 ¹ / ₈
133	St-Raymond	A	8 ²⁷ / ₆₄
134	St-Romuald	B	7,2694
135	St-Thimothée	A	8 ¹ / ₈
136	St-Tite	A	8 ²⁷ / ₆₄
137	St-Zénon	A	8 ¹ / ₈
	Terrebonne	A	8 ²⁷ / ₆₄
139	Terrebonne	B	8,2094
140	Trois-Rivières	B	6,9939
141	Trois-Rivières	B	7,6297
142	Trois-Rivières	B	7,2551
143	Trois-Rivières	B	7,4796
144	Trois-Rivières	B	6,3008
145	Trois-Rivières	B	9,5147
146	Trois-Rivières Ouest	A	8 ²⁷ / ₆₄
147	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
148	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
149	Warwick	A	8 ²⁷ / ₆₄
150	Waterloo	A	8 ²⁷ / ₆₄

	Obligations et billets		Prêts et avances		Total			
	Échéance	1979	1978	1979	1978	1979	1978	
1995-12-01	\$ 165 944		\$ 170 231		\$ 165 944	\$ 170 231	104	
1980—2006-04-01	583 638		594 974		583 638	594 974	105	
1980—2006-04-01	2 594 229		2 635 896		2 594 229	2 635 896	106	
1979—2000-11-01	2 200		2 300		2 200	2 300	107	
1996-02-01	24 721		25 359		24 721	25 359	108	
1996-02-01	47 793		49 028		47 793	49 028	109	
1979—2006-04-01	60 369				60 369		110	
1979—2006-04-01	178 680		178 680		178 680	178 680	111	
1979—2005-04-01	122 446		122 446	\$ 399 571	\$ 459 939	522 017	582 385	112
1995-03-01	87 803		90 337			87 803	90 337	113
1995-05-01	96 105		98 588			96 105	98 588	114
1996-02-01	387 221		397 225			387 221	397 225	115
1979—2006-04-01	288 526					288 526		116
1979—2007-04-01	438 663			489 526	1 275 723	928 189	1 275 723	117
1979—2007-04-01	49 869					49 869		118
1996-03-31	24 793		25 433			24 793	25 433	119
1996-03-01	242 590		248 857			242 590	248 857	120
1979—2005-04-01	638 223				642 379	638 223	642 379	121
1995-06-01	549 395		563 589			549 395	563 589	122
1979—2002-03-31	16 916		16 916			16 916	16 916	123
1995-11-01	85 082		87 280			85 082	87 280	124
1996-03-31	63 957		65 610			63 957	65 610	125
1980—2006-04-01	736 568		750 307	68 840	68 840	805 408	819 147	126
1996-02-01	196 691		201 773			196 691	201 773	127
1995-03-01	42 414		43 638			42 414	43 638	128
1985-05-01	12 842		14 144			12 842	14 144	129
1995-12-01	142 828		146 518			142 828	146 518	130
1995-11-01	49 689		50 972			49 689	50 972	131
1979-12-01	121		233			121	233	132
1995-05-01	86 600		88 838			86 600	88 838	133
2003-04-01	117 050				120 543	117 050	120 543	134
1994-09-01	35 218		36 265			35 218	36 265	135
1995-03-01	86 233		88 722			86 233	88 722	136
1994-09-01	21 422		22 059			21 422	22 059	137
1995-03-01	221 281		227 669			221 281	227 669	138
1979—2006-04-01	400 502		404 250			400 502	404 250	139
1980—2002-03-31	1 003 221		1 020 782			1 003 221	1 020 782	140
1980—2005-04-01	294 911		298 538			294 911	298 538	141
1980—2003-04-01	496 112		503 790			496 112	503 790	142
1980—2004-04-01	228 355		231 489			228 355	231 489	143
1980—2005-04-01	77 804		78 987			77 804	78 987	144
1980—2007-04-01	1 961 978		1 976 495			1 961 978	1 976 495	145
1995-03-01	312 681		321 707			312 681	321 707	146
1995-12-01	464 504		476 505			464 504	476 505	147
1996-02-01	100 789		103 393			100 789	103 393	148
1996-02-01	393 365		403 528			393 365	403 528	149
1996-03-31	445 723		457 238			445 723	457 238	150
	<u>59 144 080</u>		<u>57 809 461</u>	<u>9 039 141</u>	<u>11 399 347</u>	<u>68 183 221</u>	<u>69 208 808</u>	

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			<u>Obligations et billets</u>
			<u>Taux</u>
			<u>%</u>
<hr/>			
Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Organismes municipaux			
151	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,445
152	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,4754
153	Communauté urbaine de Québec	B	

	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	Échéance	1979	1978	1979	1978	1979	
1979—2002-03-31	\$ 5 257 314	\$ 5 257 314			\$ 5 257 314	\$ 5 257 314	151
1979—2004-04-01	813 315	823 569			813 315	823 569	152
			\$ 3 615 506	\$ 3 615 506	3 615 506	3 615 506	153
	<u>6 070 629</u>	<u>6 080 883</u>	<u>3 615 506</u>	<u>3 615 506</u>	<u>9 686 135</u>	<u>9 696 389</u>	
	<u>\$ 65 214 709</u>	<u>\$ 63 890 344</u>	<u>\$ 12 654 647</u>	<u>\$ 15 014 853</u>	<u>\$ 77 869 356</u>	<u>\$ 78 905 197</u>	

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

		Actions	
		1979	1978
Particuliers, sociétés et autres			
Particuliers			
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Moins provision pour créances irrécouvrables		
Sociétés et autres			
4	Association montréalaise d'action récréative et culturelle		
5	Caisse populaire de Povungnituk		
6	Compagnie Surgel Québec Ltée		
7	Compagnie de Film K.F. Inc.		
8	Compagnie Minière Campbell-Chibougamau Ltée		
9	Coopératives		
10	Corporations industrielles		
11	Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement		
12	Gouvernement du Canada		
	Obligations remises par les commissions scolaires qui se sont prévaluées de la Loi créant un fonds d'éducation, 1946, c. 21 et modifications		
13	Grand Council of the Crees (of Québec)		
14	Hôpitaux (Fonds de roulement)		
15	Les Abattoirs de Cailles du Québec Inc.		
16	Naskapis de Shefferville Band		
17	Navigation Sonamar Inc.	\$ 371 000	
18	Northern Québec Inuit Association		
19	Pêcheurs		
20	Université de Sherbrooke	-----	
		371 000	
21	Moins provision pour créances irrécouvrables	-----	
		371 000	

		\$ 371 000	

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1979	1978	1979	1978	
				\$ 11 997 692	\$ 14 135 663	1
				5 754 403	4 794 743	2
				17 752 095	18 930 406	
				4 270 915	4 760 282	3
				13 481 180	14 170 124	
				500 000		4
					10 000	5
				659 935	659 935	6
				95 175	95 175	7
				695 000	469 000	8
				4 624 701	3 235 861	9
				9 826 200	2 645 075	10
				1 943 379	1 943 379	11
4 1/2	1983-09-01	\$ 505 000	\$ 505 000		505 000	12
					3 300 000	13
				2 790 693	35 000	14
				313 968	313 968	15
				220 000	220 779	16
					371 000	17
					2 200 000	18
				7 553 099	7 298 436	19
				6 218 309	6 698 124	20
		505 000	505 000	35 440 459	28 369 622	
				1 454 200	946 000	21
		505 000	505 000	33 986 259	27 423 622	
		\$ 505 000	\$ 505 000	\$ 47 467 439	\$ 41 593 746	
				\$ 48 343 439	\$ 42 098 746	

PLACEMENTS (suite)**Entreprises du gouvernement du Québec****ACTIONS**

	1979	1978
<p>Navigation Sonamar Inc. 1972, c. 54, a. 3 b), m) et 1978, c. 3</p> <p>Au cours de l'exercice financier 1978-1979, le ministre des Transports s'est porté acquéreur, en vertu de l'arrêté en conseil 967-78, de 31 000 actions ordinaires, classe "B", d'une valeur de \$ 1 et de 340 000 actions privilégiées, classe "B", d'une valeur nominale de \$ 1 de la compagnie Navigation Sonamar Inc., pour une somme de \$ 371 000, acquérant ainsi une part minoritaire du capital-actions de la compagnie.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre des Transports ne détient aucun certificat.</p>	\$ 371 000	
<p>Sidbec 1968, c. 77, a. 1 et 4 et modifications</p> <p>Le fonds social autorisé de la Compagnie est de \$ 830 000 000. Il est divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$ 10 chacune et en 41 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de \$ 10 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances paiera à la Compagnie, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 432 000 000, incluant une prime de \$ 17 666 000 pour 41 433 400 actions à dividende différé de son capital social.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre détient quatre certificats totalisant 30 733 400 actions; à cette date, une somme de \$ 343 600 000 a été versée. Un solde de \$ 88 400 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.</p>	343 600 000	\$ 261 800 000
<p>Société de cartographie du Québec 1969, c. 39, a. 4 et 6</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 3 000 000. Il est divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de \$ 10 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances paiera à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, \$ 3 000 000 pour 300 000 actions entièrement acquittées de son capital social.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre détient cinq certificats pour 240 000 actions. Un solde de \$ 600 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.</p>	2 400 000	1 800 000
<p>Société de développement autochtone de la Bale James 1978, c. 96, a. 11, 15 et 16</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 15 000 000. Il est divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$ 10 chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de \$ 1 000 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances paiera à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 4 000 000 pour 4 000 actions de catégorie A entièrement acquittées de son capital social et, à tout moment avec l'approbation du Gouvernement, acquerra à leur valeur nominale l'autre partie des actions de catégorie A.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre détient un certificat pour 1 000 actions. Un solde de \$ 3 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.</p>	1 000 000	
<p>Société de développement de la Bale James 1971, c. 34, a. 24 et 25</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 100 000 000. Il est divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de \$ 10 chacune.</p> <p>À la demande de la Société, le ministre des Finances paiera à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, chaque année pendant dix ans, une somme n'excédant pas \$ 10 000 000 pour 1 000 000 d'actions entièrement acquittées de son capital social; advenant que le versement à l'égard d'une année ne serait pas effectué ou ne le serait que partiellement, il pourra être payé subséquemment.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre détient cinquante-quatre certificats pour 6 000 000 d'actions. Un solde de \$ 40 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.</p>	60 000 000	60 000 000

PLACEMENTS (suite)**Entreprises du gouvernement du Québec (suite)****ACTIONS (suite)**

	1979	1978
Société de la Loterie Interprovinciale Inc. 1978, c. 3, A.C. 2149-78 et C.T. 117355	\$ 1	
Au cours de l'exercice financier 1978-1979, le ministre des Finances a souscrit et payé l'action commune dans le capital-actions de la Société.		
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec 1973, c. 21, a. 4, 6 et 7 et modifications	35 250 100	\$ 31 050 100
Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 58 750 000. Il est divisé en 587 500 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune.		
Le ministre des Finances paiera à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 13 750 000 pour 137 500 actions entièrement acquittées de son capital social. Il est également autorisé à payer à la Société, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de \$ 45 000 000 pour 450 000 actions.		
Au 31 mars 1979, le ministre détient vingt-deux certificats pour 352 501 actions totalisant \$ 35 250 100 dont \$ 24 000 100 qui ont été versés avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil sur un montant de \$ 29 000 100 qu'il a autorisé. Un solde de \$ 7 500 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.		
Société des alcools du Québec 1971, c. 20, a. 5 et 6	30 000 000	30 000 000
Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 30 000 000 divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune.		
Les actions sont attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.		
Au 31 mars 1979, le ministre des Finances détient un certificat pour 300 000 actions.		
Société des loteries et courses du Québec 1978, c. 38, a. 5 et 6	170 000	
Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 170 000. Il est divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune.		
Les actions ont été attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.		
Société des traversiers du Québec 1971, c. 65, a. 4 et 5 et modifications	1 500 000	1 500 000
Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 10 000 000 divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune.		
Les actions de la Société sont réservées au ministre des Finances.		
Au 31 mars 1979, le ministre détient deux certificats pour 15 000 actions.		
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel 1976, c. 32, a. 22 et 23	600	600
Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 1 000 divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$ 1 chacune. Ces actions sont réservées à raison de 60 pour cent en faveur du gouvernement du Québec et 40 pour cent en faveur du gouvernement du Canada.		
Le ministre des Finances du Québec est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec \$ 600 payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. Il est, de plus, autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.		
Au 31 mars 1979, le ministre des Finances a versé \$ 600 pour un nombre proportionnel d'actions.		

PLACEMENTS (suite)**Entreprises du gouvernement du Québec** (suite)**ACTIONS** (suite)

	1979	1978
Société générale de financement du Québec 1962, c. 54, a. 7 et 9 et modifications	\$ 93 933 501	\$ 83 933 501
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 200 000 000. Il est divisé en 16 300 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$ 10 chacune et en 3 700 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de \$ 10 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances était autorisé à souscrire, avant le 31 décembre 1978, la somme de \$ 92 000 000, payables sur le Fonds consolidé du revenu, pour 9 200 000 actions. À cette date, il avait souscrit \$ 87 000 000 pour 8 700 000 actions. Il avait également versé une prime de \$ 2 223 450 lors de l'achat de 2 700 000 actions à dividende différé. De plus, en vertu du c. 52 des lois de 1972 et des arrêtés en conseil 643-73, 1296-73 et 1533-76, le Gouvernement a acquis 1 476 497 actions ordinaires en cours et 500 000 actions privilégiées en cours pour un montant de \$ 13 810 051, et en vertu de cette même loi, a converti les actions à dividende différé en actions ordinaires. En vertu du c. 78 des lois de 1971 et de l'arrêté en conseil 3317-72, 910 000 actions totalisant \$ 9 100 000 ont été annulées.</p> <p>Le ministre des Finances paiera à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, au cours de chacune des années civiles 1980, 1981, 1982, 1983 et 1984, une somme de \$ 10 000 000 pour 5 000 000 d'actions ordinaires. Il est également autorisé à souscrire une somme de \$ 15 000 000 pour 1 500 000 actions ordinaires de la Société.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre des Finances détient trente-quatre certificats, enregistrés au nom du ministre de l'Industrie et du Commerce, pour 9 766 497 actions dont 3 700 000 actions sont des actions à dividende différé. Un solde de \$ 50 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.</p>		
Société Inter-Port de Québec 1974, c. 57, a. 11 et 12	600	600
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 1 000. Il est divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$ 1 chacune. Ces actions sont réservées à raison de 60 pour cent en faveur du gouvernement du Québec et 40 pour cent en faveur du gouvernement du Canada.</p> <p>Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec \$ 600 payables sur le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. Il est, de plus, autorisé à acheter à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre des Finances a versé \$ 600 pour un nombre proportionnel d'actions.</p>		
Société nationale de l'amiante 1978, c. 42, a. 11 et 13	4 700 000	
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 250 000 000. Il est divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de \$ 1 000 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du Gouvernement, une somme de \$ 250 000 000 pour 250 000 actions entièrement acquittées de son capital social.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre des Finances détient trois certificats pour 4 700 actions.</p>		

PLACEMENTS (suite)**Entreprises du gouvernement du Québec** (suite)

ACTIONS (suite)

	1979	1978
Société québécoise d'exploitation minière 1965, c. 36, a. 4 et 6 et modifications	\$ 45 550 000	\$ 35 650 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 89 000 000. Il est divisé en 8 900 000 actions d'une valeur nominale de \$ 10 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances paiera à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 57 500 000 pour 5 750 000 actions entièrement acquittées de son capital social. Il est également autorisé à payer à la Société, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de \$ 31 500 000 pour 3 150 000 actions.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre détient quinze certificats totalisant 3 565 000 actions. Il a cependant versé la somme de \$ 45 550 000, dont \$ 5 000 000 qui ont été versés avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Un solde de \$ 16 950 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.</p>		
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires 1975, c. 42, a. 5 et 7 et modifications	13 000 000	10 000 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 40 000 000. Il est divisé en 400 000 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances du Québec paiera à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 19 000 000 pour 190 000 actions entièrement acquittées de son capital social. Il est également autorisé à payer à la Société, avec l'approbation préalable du Gouvernement, une somme de \$ 21 000 000 pour 210 000 actions.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre des Finances détient six certificats totalisant 130 000 actions. Un solde de \$ 6 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.</p>		
Société québécoise d'initiatives pétrolières 1969, c. 36, a. 4 et 6 et modifications	59 500 000	44 000 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 100 000 000. Il est divisé en 2 000 000 d'actions d'une valeur nominale de \$ 50 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances paiera à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 75 000 000 pour 1 500 000 actions entièrement acquittées de son capital social. Il est également autorisé à payer à la Société, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de \$ 25 000 000 pour 500 000 actions.</p> <p>Au 31 mars 1979, le ministre détient quatorze certificats, totalisant 1 190 000 actions pour \$ 59 500 000 dont \$ 14 500 000 qui ont été versés avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur un montant de \$ 22 900 000 qu'il a autorisé. Un solde de \$ 38 400 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-99.</p>		
	\$ 690 975 802	\$ 559 734 801

AUTRES ACTIFS

(\$ MILLIERS)

	1979	1978
Gouvernement du Canada		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 175	1 175
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de \$ 2 677 771 gardé en fidéicommis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt aux taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du fonds a été faite après le recensement de 1971.		
	2 251	2 251



PASSIF**COMPTES D'ACCORD DE PERCEPTION FISCALE**

(\$ MILLIERS)

	1979	1978
Diverses municipalités	18 501	19 266
Fonds spécial olympique	368	645
Régie de l'assurance automobile du Québec	101 746	107 773
Régie des rentes du Québec	12 045	(15 681)
	<u>132 660</u>	<u>112 003*</u>

* Pour fins de comparaison, les chiffres de 1978 ont été redressés. Voir note 5 des notes complémentaires aux états financiers, page 5-7.

COMPTES À PAYER

(\$ MILLIERS)

	1979	1978
Affaires culturelles	5 541	7 969
Affaires intergouvernementales	1 908	2 022
Affaires municipales	18 879	10 097
Affaires sociales	162 256	147 925*
Agriculture	15 772	15 012
Assemblée nationale	1 807	1 050
Communications	6 314	7 686
Conseil exécutif	5 760	3 949
Conseil du trésor	207	127
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	2 353	1 331
Éducation	326 301	294 488
Finances	25 119	17 366
Fonction publique	31 351	27 452
Immigration	1 276	913
Industrie et Commerce	8 702	9 540
Justice	25 317	21 988
Régie de l'assurance-maladie du Québec	62 068	53 006*
Revenu	140 374	105 746*
Richesses naturelles	7 156	13 110
Services de protection de l'environnement	2 552	3 394
Terres et Forêts	9 346	8 664
Tourisme, Chasse et Pêche	13 008	15 958
Transports	84 790	106 976*
Travail et Main-d'oeuvre	5 742	4 333
Travaux publics et Approvisionnement	20 180	20 971
	<u>984 079</u>	<u>901 073*</u>

* Voir note 5 des notes complémentaires aux états financiers page 5-7. Pour fins de comparaison, les chiffres de 1978 ont été redressés.

INTÉRÊTS COURUS

(\$ MILLIERS)

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Emprunts temporaires		501
Obligations	232 686	198 425
Autres emprunts	24 271	24 976
Dettes assumées	877	895
	<u>257 834</u>	<u>224 797</u>

COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(\$ MILLIERS)

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics		
Solde au début	<u>599 705</u>	<u>354 214</u>
Contribution du Gouvernement à titre d'employeur	327 749	262 790
Contribution de certains organismes	1 126	
	<u>328 875</u>	<u>262 790</u>
À déduire:		
Paiement à l'acquit des obligations du régime	<u>24 408</u>	<u>17 299</u>
Accroissement du compte pour l'année	<u>304 467</u>	<u>245 491</u>
Solde à la fin	<u>904 172</u>	<u>599 705</u>
Autres régimes de retraite		
Cotisations et contributions	152 380	144 329
Pensions et remboursements	141 191	125 435
Solde à la fin	<u>11 189</u>	<u>18 894</u>
	<u>915 361</u>	<u>618 599</u>
Annulation d'une dette inscrite pour fins de comparaison*		<u>18 894</u>
Solde selon les états financiers au 31 mars 1979 et au 31 mars 1978	<u>915 361</u>	<u>599 705</u>

* Voir note 5 des notes complémentaires aux états financiers page 5-7.

OBLIGATIONS

(\$ MILLIERS)

Sommaire

Obligations		7 267 309
Moins		
Fonds d'amortissement (voir page 6-38)		<u>69 315</u>
		<u>7 197 994</u>

Continuité

Solde au début		6 271 141
Plus		
Emprunts effectués (voir page 4-6)		<u>1 338 176</u>
		7 609 317
Moins		
Emprunts remboursés (voir page 3-6)	298 825	
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	<u>43 183*</u>	<u>342 008</u>
Solde à la fin		<u>7 267 309</u>

Détail

Négociables		
En monnaie du Canada	4 665 868	
En monnaie des États-Unis	1 187 837**	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	239 774**	
En monnaie de la France	23 343**	
En monnaie du Japon	<u>175 767**</u>	6 292 589
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		<u>677 816</u>
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	
Régime de pensions du Canada	<u>73 988</u>	<u>296 904</u>
		<u>7 267 309</u>

* Voir liste détaillée à la page 6-31.

** Équivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts.

Obligations annulées
(\$ MILLIERS)

Date d'échéance	Année d'émission	Valeur nominale	
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Négociables			
En monnaie du Canada			
1979-12-15	1965		517
1980-03-15	1966		430
1980-06-01	1961		298
1980-06-01	1967		793
1981-08-15	1960		332
1981-09-01	1969		675
1981-09-01	1978		1
1982-08-01	1962		326
1983-06-01	1966		87
1983-07-15	1962		279
1984-04-02	1962		360
1985-08-01	1961		329
1986-02-01	1961		291
1986-06-15	1964		420
1986-12-01	1966		10
1987-12-15	1962		322
1988-01-15	1968		400
1988-10-15	1963		482
1989-01-15	1965		414
1989-12-01	1967		46
1990-04-01	1965		418
1990-10-15	1965		417
1991-06-01	1966		1 615
1991-08-01	1967		375
1991-08-01	1970		4
1991-10-01	1966		387
1992-04-01	1967		1 757
1992-06-01	1967		892
1992-08-01	1970		8
1993-08-01	1972		474
1994-02-08	1971		339
1994-02-08	1973		465
1994-10-01	1968		1 062
1995-12-02	1970		257
1996-12-15	1971		380
1998-12-15	1973		480
			16 142
En monnaie des États-Unis			
1979-10-01	1959	223	223
1985-03-01	1970	900	963
1988-01-15	1973	1 000	999
1989-04-15	1968	484	521
1995-11-01	1977	2 400	2 669
1997-03-01	1967	434	469
1997-06-01	1971	717	730
1997-06-01	1972	6 000	5 902
1999-05-01	1969	359	386
2000-05-15	1975	2 820	2 902
2001-06-15	1976	3 778	3 664
2003-04-01	1973	2 139	2 138
2004-04-15	1974	5 633	5 475
		26 887	27 041
			43 183

OBLIGATIONS (suite)
 (\$ MILLIERS)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
NÉGOCIABLES												
En monnaie du Canada												
Sérialées												
1979 — 1980-04-01	1970	5 1/2					e1		400		400	
1979 — 1980-06-01	1970	9 1/4					e2		2 700		2 700	
1979 — 1980-08-01	1970	9 1/4					e3		1 700		1 700	
1979 — 1983-04-15	1971	7 1/2					e4		14 525		14 525	
1979 — 1983-12-15	1971	7 1/4					e5		12 500		12 500	
1979 — 1984-11-01	1973	7 1/4					e6		5 020		5 020	
									36 845		36 845	
CONVENTIONNELLES												
En monnaie du Canada												
1979-12-15	1965	6	1	1					51 147	9	51 138	
1980-03-01	1974	8 1/4							10 000		10 000	
1980-03-15	1966	6	1	2					42 564	1	42 563	
1980-03-15	1972	7 1/4							25 000		25 000	
1980-06-01	1961	5 1/2	1						29 476	1	29 475	
1980-06-01	1967	6 1/2	1						12 787		12 787	
1980-12-07	1977	8 1/4							18 000		18 000	
1980-12-07	1978	8 1/4							17 000		17 000	
1981-02-08	1971	8							18 000		18 000	
1981-04-15	1971	7 1/2							15 140		15 140	
1981-08-15	1960	5 1/2	1	79					32 855		32 855	
1981-09-01	1969	8 1/2	1						26 270	142	26 128	
1981-09-01	1978	8 1/2	1						32 999	342	32 657	
1981-09-01	1978	8 1/2	1						20 000		20 000	
1981-11-15	1969	8 3/4	82	3					9 619		9 619	
1981-11-19	1974	9 1/4							20 000		20 000	
1982-03-22	1977	9 1/4	83	4					175 000		175 000	
1982-08-01	1962	6	1	80					32 223	1	32 222	
1982-08-21	1979	10 1/4							30 000		30 000	
1982-11-07	1974(A)	10 1/4		75		f1			50 000		50 000	
1983-06-01	1966	6	1						8 637		8 637	
1983-07-15	1962	5 1/4	1	81					27 650	4	27 646	
1983-11-16	1978	9							40 000		40 000	
1983-12-07	1977	8 1/2							32 000*		32 000	
1983-12-15	1971	7 1/2							5 000		5 000	
1984-03-15	1972	7 1/2							10 000		10 000	
1984-04-02	1962	5 1/4	1	82					35 604	1	35 603	
1984-08-21	1979	10 1/4							120 000		120 000	
1985-08-01	1961	5 1/4	1	81					32 593	1	32 592	
1985-10-01	1970	9							453		453	
1986-02-01	1961	5 3/4	1	83					28 860	3	28 857	
1986-03-31	1976	10							50 000		50 000	
1986-06-15	1964	5 1/2	1	84					41 652	1	41 651	
1986-12-01	1966	6 3/4	1		1				6 323	590	5 733	
1987-12-15	1962	5 1/4	1	84					31 892	6	31 886	
1988-01-15	1968	7 1/2	1	85					39 600	5	39 595	
1988-05-01	1973	6							363		363	
1988-05-01	1973	7							4 940		4 940	
1988-05-01	1973	8							7 023		7 023	
1988-10-15	1963	6	1	86					47 737	16	47 721	
1989-01-15	1965	5 1/2	1	86					40 997	6	40 991	
1989-12-01	1967	7 1/2	1	86					4 566	2	4 564	
1990-04-01	1965	5 1/2	1	87					41 442	1	41 441	
1990-10-15	1965	5 3/4	1	87					41 273	14	41 259	
1991-06-01	1966	6	1						33 529	371	33 158	

* Dont 1 701 000 détenus en placements temporaires
(A.C. 3936-77).

OBLIGATIONS (suite)
(\$ MILLIERS)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			Notes						En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
1991-06-01	1970	9 1/4	1	90					1 277	13	1 264	
1991-08-01	1970	9 1/4	1	90					490	1	489	
1991-08-01	1967	6 3/4	1	88					37 125		37 125	
1991-10-01	1966	6 1/2	1	88					38 280	13	38 267	
1992-04-01	1967	6 1/4	1	89					42 778	1	42 777	
1992-06-01	1967	6 1/2	1	89					26 055	299	25 756	
1992-08-01	1970	9 3/4	1	89					23 702	1 987	21 715	
1992-08-01	1974	9 3/4	1	89					25 000	1 343	23 657	
1992-08-01	1976	9 3/4	1	89					75 000	1 661	73 339	
1992-10-01	1971	8 3/8	1	89					49 750	5 407	44 343	
1993-08-01	1972	8 3/8	1	90					46 936		46 936	
1993-09-15	1968	7 1/2	79	90					30 000		30 000	
1994-02-08	1971	8	1	90					39 584	64	39 520	
1994-02-08	1973	8	1	90					46 022	4	46 018	
1994-05-27	1976	10 1/4		91					50 000		50 000	
1994-05-27	1976	10 1/4		91					50 000		50 000	
1994-10-01	1968	7 1/2	1	91					29 200	4 132	25 068	
1994-10-01	1968	7	1	94					26 513	34	26 479	
1995-01-01	1973	8	85	95					45 000		45 000	
1995-09-05	1973	8 3/4	79	91					49 500		49 500	
1995-10-01	1970	9 1/2	79	92					35 300		35 300	
1995-11-01	1975	10,55			2				15 000		15 000	
1995-11-19	1976	10 1/4	82	91					100 000		100 000	
1995-11-19	1974	10 1/4	82	91					60 000		60 000	
1995-11-19	1975	10 1/4	82	91					75 000		75 000	
1995-12-02	1970	9 1/2	1	92					25 521	5	25 516	
1995-12-02	1975	9 1/2	1	92					42 000	2 167	39 833	
1996-03-15	1972	8	81	93					45 000		45 000	
1996-11-01	1976	10,15			3				15 000		15 000	
1996-11-06	1976	10 1/4		93					50 000		50 000	
1996-12-15	1971	7 3/4	84	93					37 922	33 976	3 946	
1996-12-16	1977	9 3/4		93					125 000		125 000	
1996-12-16	1978	9 3/4		93					110 000		110 000	
1997-07-15	1977	9 3/4		94					100 000		100 000	
1997-07-15	1977	9 3/4		94					100 000		100 000	
1997-11-01	1977	9,80			4				15 000		15 000	
1998-04-01	1978	10 1/4		93					85 000		85 000	
1998-06-12	1978	10		95					100 000		100 000	
1998-06-12	1978	10		95					100 000		100 000	
1998-11-01	1978	10,35		88-93					15 000		15 000	
1998-12-15	1973	8 1/2	1	95					47 494	9	47 485	
1999-03-01	1974	8 5/8	81	96					45 000		45 000	
1999-09-04	1974	10 3/8	80	95	5				30 000		30 000	
1999-09-04	1974	10 3/4	80	95					35 000		35 000	
1999-09-04	1974	10 3/4	80	95					35 000		35 000	
1999-09-04	1975	10 3/4	80	95					72 000		72 000	
1999-09-04	1976	10 3/4	80	95					84 000		84 000	
2000-09-09	1975	9 1/2	84	96	6				30 000		30 000	
2000-09-09	1975	10 1/2	1	96					58 985	820	58 165	
2000-11-10	1975	9 7/8	84	96	7				8 000		8 000	
2000-11-10	1976	9 7/8	84	96	7				16 000		16 000	
2000-10-16	1978	10		96					125 000		125 000	
2001-03-01	1976	9 3/8	85	97	8				10 000		10 000	
2001-03-15	1977	9 3/4	92	97	5 9				125 000		125 000	
2001-05-04	1976	10 1/4	1	97					99 375	1 511	97 864	
2001-05-04	1976	10 1/4	1	97					125 000	2 851	122 149	
2002-12-15	1978	10		98					150 000		150 000	
2002-12-15	1979	10		98					150 000		150 000	
									4 629 023	57 815	4 571 208	
Total des obligations en monnaie du Canada									4 665 868	57 815	4 608 053	

OBLIGATIONS (suite)

(\$ MILLIERS)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes					Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	f	En monnaie étrangère		
NÉGOCIABLES (suite)											
En monnaie des États-Unis											
Aux États-Unis											
								É.-U.\$			
1979-10-01	1959	5 3/8	1	74				18 773	18 773	7	18 766
1989-04-15	1968	7	1	83				45 012	48 422	1	48 421
1993-11-15	1973	note 1	1		10			18 000	17 713	1 378	16 335
1993-11-15	1975	note 2	1		10			3 000*	2 952	1 548	1 404
1993-11-15	1973	note 3	1		11			15 000	14 778	165	14 613
1993-11-15	1975	note 4	1		11			23 000**	22 660	1 306	21 354
1994-11-15	1974	note 5			12			30 000	30 738		30 738
1995-01-03	1974	note 6			13			5 000	4 959		4 959
1995-07-15	1975	note 7	81		14			13 000	13 390		13 390
1995-07-15	1975	note 8	81		15			16 000	16 336		16 336
1997-03-01	1967	5 7/8	1	87				38 802	41 909	1	41 908
1997-06-01	1971	9		86				64 613	65 789		65 789
1997-06-01	1972	8 1/8	2	87				144 000	141 646	810	140 836
1999-05-01	1969	7 7/8	1	84				33 627	36 140	1	36 139
2000-05-15	1975	9 7/8	1	90				96 980	99 805	4 559	95 246
2001-06-15	1976	9 1/2	1	91				95 133	92 260	1	92 259
2003-04-01	1973	7 9/10	1	91				113 694	113 679	1	113 678
2004-04-15	1974	9,2	1	89				138 613	134 695	770	133 925
								912 247	916 644	10 548	906 096
En Europe											
1981-04-01	1976 (A)	8 1/2						50 000	49 305		49 305
1983-01-15	1976 (A)	9		78				75 000	75 161		75 161
1984-04-01	1976 (A)	9		81				50 000	49 305		49 305
1985-03-01	1970 (A)	9		80				6 900	7 387	158	7 229
1988-01-15	1973 (A)	7 1/2	3	81				26 000	25 972	667	25 305
1995-11-01	1977 (A)	9	4	87				57 600	64 063	127	63 936
								265 500	271 193	952	270 241
Total des obligations en monnaie des États-Unis								1 177 747	1 187 837	11 500	1 176 337

Notes

- 1 — 8% le 15-11-1973 et 8 1/4% le 15-11-1980.
 2 — 7 3/4% le 30-07-1975 et 8% le 15-11-1980.
 3 — 8 1/8% le 15-11-1973 et 8 1/4% le 15-11-1985.
 4 — 7 3/4% le 30-07-1975 et 8% le 15-11-1985.
 5 — 9 3/4% le 15-11-1974, 9 7/8% le 15-11-1979 et 10% le 15-11-1984.
 6 — 9 3/4% le 15-11-1974, 9 7/8% le 03-01-1980 et 10% le 03-01-1985.
 7 — 8 1/4% le 15-07-1975 et 9 3/8% le 15-07-1980.
 8 — 8 3/4% le 15-07-1975 et 9 3/8% le 15-07-1985.

* \$ 2 000 000 rachat le 13-10-1979 (A.C. 1171-77).

** \$ 3 000 000 rachat le 01-06-1979 (A.C. 4075-76).

\$10 000 000 rachat le 10-02-1979 (A.C. 4165-76).

\$10 000 000 rachat le 13-10-1979 (A.C. 1171-77).

OBLIGATIONS (suite)

(\$ MILLIERS)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	f	En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne												
DM												
1979 — 1987-07-01	1972	6 1/2	(A)				7	90 000	28 104		28 104	
1987-02-01	1977	7 1/2	(A)					150 000	63 211		63 211	
1987-06-01	1977	7 1/4	(A)					150 000	66 804		66 804	
1985 — 1990-05-01	1978	6	(A)					150 000	81 655		81 655	
								540 000	239 774		239 774	
En monnaie de la France												
FF												
1979 — 1987-06-15	1972	7 1/2	(A)				8	116 000	23 343		23 343	
En monnaie du Japon												
YEN												
1979 — 1984-09-28	1972	6,9					9	9 000 000	29 414		29 414	
1984 — 1990-05-23	1978	6,4						30 000 000	146 353		146 353	
								39 000 000	175 767		175 767	
									6 292 589	69 315	6 223 274	

(1) Aux dates de réalisation des emprunts

Notes

(A) Intérêt annuel

a) Avec fonds d'amortissement

- 1 — 1% du solde en cours.
- 2 — \$ 6 000 000 annuellement à compter du 1er juin 1978.
- 3 — \$ 1 000 000 annuellement de 1977 à 1983.
\$ 2 000 000 annuellement de 1984 à 1985.
\$ 6 000 000 annuellement de 1986 à 1988.
- 4 — \$ 2 400 000 annuellement de 1978 à 1983.
\$ 1 800 000 annuellement de 1984 à 1989.
- 5 — \$ 900 000 annuellement et annulation du même montant d'obligations annuellement.
- 80 — 92 — 1% du solde en cours commençant l'année indiquée.

b) Rétractables par anticipation l'année indiquée, à des pourcentages variant de 100 @ 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois.

c) Échangeables

	Le ou avant	Pour des obligations venant à échéance	Taux %	Rachetables
1 —	1978-12-15	1993-12-15*	6	1990-12-15
2 —	1979-03-15	1994-03-15*	6	1991-03-15
3 —	1981-05-15	1989-11-15*	8 1/2	1988-11-15
4 —	1981-12-22	1987-03-22	9 1/4 ou plus	
		1997-03-22*	9 3/4 ou plus	1993-03-22
5 —	1990-12-15	2001-03-15*	9 3/4 ou plus	1997-03-15

* Avec fonds d'amortissement.

OBLIGATIONS (suite)

(\$ MILLIERS)

Notes (suite)

d) Rétractables à 100 au gré du détenteur

- 1 — Le 1er juin 1979 ou à toutes dates de paiement.
- 2 — Le 1er novembre 1985 ou 1er novembre 1990, au plus 6 mois avant et 12 mois après la date fixée au préalable.
- 3 — Le 1er novembre 1986 ou 1er novembre 1991, au plus 6 mois avant et 12 mois après la date fixée au préalable.
- 4 — Le 1er novembre 1987 ou 1er décembre 1992, au plus 6 mois avant et 12 mois après la date fixée au préalable.
- 5 — Le 4 septembre 1979 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 6 — Le 9 septembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 7 — Le 10 novembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 8 — Le 1er mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 9 — Le 15 mars 1991 sur préavis entre le 15 juillet 1990 et le 15 octobre 1990.
- 10 — Le 15 novembre 1980 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 11 — Le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 12 — Le 15 novembre 1980 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 13 — Le 3 janvier 1980 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 14 — Le 15 juillet 1980 si coupon boni attaché.
- 15 — Le 15 juillet 1985 si coupon boni attaché.

e) Échéant en série à raison de

- | | | |
|---------|---------------|-------------------------------------|
| 1 — \$ | 200 000 | par année |
| 2 — | 1 350 000 | par année |
| 3 — | 850 000 | par année |
| 4 — | 2 905 000 | par année |
| 5 — | 2 500 000 | par année |
| 6 — | 830 000 | par année et 870 000 en 1984 |
| 7 — DM | 10 000 000 | par année de 1978 à 1987 |
| 8 — FF | 9 000 000 | par année de 1978 à 1980 |
| | FF | 12 000 000 par année de 1981 à 1983 |
| | FF | 15 000 000 par année de 1984 à 1986 |
| | FF | 17 000 000 en 1987 |
| 9 — YEN | 1 000 000 000 | par année de 1978 à 1983 |
| | YEN | 4 000 000 000 le 28 septembre 1984 |

- f 1) L'intérêt est net des taxes ou droits imposés présentement ou qui pourront l'être par le Canada ou aucune de ses provinces, et auxquels pourrait donner lieu la détention des obligations et des coupons par des personnes ne résidant pas au Canada. Au cas d'imposition de taxes ou droits, le Québec pourra rembourser par anticipation la somme empruntée en totalité ou en partie à des pourcentages variant de 100 à 104 1/2. D'autre part, le prêteur pourra exiger le remboursement immédiat du prêt si le Québec est en défaut de payer le principal ou l'intérêt pour plus de 14 jours.

OBLIGATIONS (suite)
(\$ MILLIERS)

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Aide à la croissance de l'emploi				
Diverses dates				
1991—1996	1971—1976	6,75—8,3919	a	22 916
Régime de pensions du Canada				
Diverses dates				
1987—1999	1967—1979	5,36—10,16	b	73 988
				<u>296 904</u>
REMBOURSABLES À DEMANDE				
En monnaie du Canada				
Obligations d'épargne du Québec				
1979-05-01	1974	8 1/2	c1	41 858
1980-06-01	1975	8 1/2	c2	175 995
1981-06-01	1971	7, 7 1/4, 7 1/2	c1	55 749
1981-06-01	1976	10, 9	c3	170 029
1982-06-01	1972	7, 7 1/2, 7 3/4	c1	39 060
1983-04-01	1973	7	c1	47 846
1988-06-01	1978	9		<u>147 279</u>
				<u>677 816</u>

- a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1102-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de l'émission de chaque obligation. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.
- b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.
- c) Rachetables au pair et sur demande, à toute banque.
- 1 — Le taux d'intérêt a été augmenté à 10% l'an à partir du coupon payable en 1975 (A.C. 1049-75).
 - 2 — Le taux d'intérêt a été augmenté à 10% à partir du 1er novembre 1975.
 - 3 — Ces obligations portent intérêt de 10% l'an pour les deux premières années et 9% l'an pour les trois années subséquentes. Le 1/11/78 l'intérêt a été augmenté à 10% jusqu'à l'échéance.
 - 4 — Le taux d'intérêt a été augmenté à 10% du 1/11/78 au 1/6/84.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(\$ MILLIERS)

Continuité

Solde au début		71 430
Plus		
Versements du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements	41 208**	
Montant transféré de l'Association athlétique nationale de la jeunesse en contrepartie de la dette assumée totalisant 3 160	<u>1 413</u>	<u>42 621</u>
		114 051
Moins		
Obligations annulées au cours de l'année financière	43 183	
Montant versé au Fonds consolidé du revenu	<u>2**</u>	<u>43 185</u>
Solde à la fin		<u><u>70 866*</u></u>

Détail

Obligations	
Gouvernement du Québec	56 923
Hydro-Québec	735
Gouvernement du Canada	2 603
Garanties par le gouvernement du Québec	3 345
Autres valeurs	
Dépôt à terme	5 000
Cité de St-Lambert	235
Encaisse	215
Intérêts courus	1 784
Comptes à recevoir	26
	<u>70 866</u>

* Dont \$ 69 315 574 afférents aux obligations et \$ 1 550 256 aux dettes assumées.

** La contribution nette du Fonds consolidé du revenu totalise \$ 41 206 093.

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(\$ MILLIERS)

OBLIGATIONS	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5 1/4	1983-07-15		49
	5 1/4	1984-04-02		1 045
	5 1/4	1985-08-01		756
	5 1/4	1987-12-15		893
	5 3/8	1979-10-01	24*	24
	5 1/2	1980-06-01		566
	5 1/2	1981-08-15		674
	5 1/2	1986-06-15		458
	5 1/2	1989-01-15		908
	5 1/2	1990-04-01		1 097
	5 3/4	1986-02-01		301
	5 3/4	1990-10-15		1 025
	5 7/8	1997-03-01	1 737*	1 876
	6	1979-12-15		247
	6	1982-08-01		851
	6	1983-06-01		724
	6	1988-10-15		290
	6	1991-06-01		520
	6	1980-03-15		233
	6 1/4	1992-04-01		1 201
	6 1/2	1980-06-01		116
	6 1/2	1991-10-01		1 129
	6 1/2	1992-06-01		375
	6 3/4	1991-08-01		1 113
	7	1989-04-15	1 314*	1 414
	7	1994-10-01		88
	7 1/2	1981-04-15		59
	7 1/2	1983-12-15		126
	7 1/2	1988-01-15		748
	7 1/2	1989-12-01		2 946
	7 1/2	1993-09-15		509
	7 1/2	1984-03-15		143
	7 1/2	1979-1987-06-15	7 000**	1 409
	7 1/2	1988-01-15	188*	188
	7 7/8	1999-05-01	2 320*	2 493
	7,9	2003-04-01	2 456*	2 456
	8	1996-03-15		453
	8	1995-01-01		673
	8	1994-02-08		374
	8 3/8	1993-08-01		983
	8 1/2	1998-12-15		920
	8 1/2	1981-09-01		102
	8 5/8	1999-03-01		1 120
	8 3/4	1981-11-15		1
	8 3/4	1995-09-15		1 088
	9	1985-03-01	1*	1
	9	1997-06-01	1 975*	2 010
	9	1995-11-01	400*	445
	9 1/8	2001-03-01		16
	9,2	2004-04-15	2 933*	2 850
	9 1/4	1991-08-01		1
	9 1/2	1995-12-02		1 126
	9 1/2	1995-10-01		1 156
	9 1/2	2001-06-15	3 624*	3 515
	9 3/4	1992-08-01		50
	9 7/8	2000-05-15	8 745*	9 000
	10 1/4	1995-11-19		
	10 1/4	1995-11-19		
	10 1/4	2001-05-04		450
	10 3/4	1999-09-04		839
	10 3/4	1999-09-04		700

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)
 (\$ MILLIERS)

OBLIGATIONS (suite)	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Hydro-Québec	5	1984-07-15	50*	50
	5	1979-11-15		2
	9	1985-02-06		25
	9 3/4	2000-02-06		125
	10	1997-06-01		233
	10	2003-07-05		300
				735
Gouvernement du Canada	4 1/2	1983-09-01		2 603
Garanties par le gouvernement du Québec				
Association athlétique nationale de la jeunesse	6	1980-05-01		1 000
A.A.N.J. Trust Général	divers	1980-05-01		1 468
Office des autoroutes du Québec	5 1/4	1979-07-02		102
	5 3/4	1989-07-15		775
				3 345
AUTRES VALEURS				
Dépôt à terme	11,03	1979-04-15		5 000
Cité de St-Lambert	3 1/2	1995-03-01		235
Encaisse				215
Intérêts courus				1 784
Comptes à recevoir				26
				7 260
				70 866***

* En monnaie des États-Unis

** En francs français (F.F.)

*** Dont \$ 69 315 574 afférents aux obligations et
\$ 1 550 256 aux dettes assumées.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT
(\$ MILLIERS)

Provenance des fonds

Du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements		41 208 (1)*
Plus		
Escompte sur achats et ventes d'obligations	432	
Diminution des intérêts courus	<u>60</u>	
	492	
Moins		
Comptes à recevoir	<u>26</u>	<u>466</u>
Valeurs échues ou vendues		<u>41 674</u>
		<u>26 100</u>
		<u>67 774</u>

Utilisation des fonds

Achats d'obligations et de billets	66 354	
Plus		
Escompte sur achats d'obligations	<u>1 337</u>	67 691 (2)
Augmentation du solde en banque		81
Montant versé au Fonds consolidé du revenu		<u>2*</u>
		<u>67 774</u>

* La contribution nette au Fonds consolidé du revenu totalise \$ 41 206 093.

(1) Détail par fonds

(\$ MILLIERS)

1978-1979

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1979-12-15	1965	6,00	8	517	525
1980-03-15	1966	6,00		430	430
1980-06-01	1961	5,50	0	298	298
1980-06-01	1967	6,50	10	136	146
1980-06-01	1960	6,00	115		115
1981-08-15	1960	5,50		332	332
1981-09-01	1969	8,50	22	269	291
1981-09-01	1978	8,50	13	330	343
1982-08-01	1962	6,00		326	326
1983-06-01	1966	6,00		87	87
1983-07-15	1962	5,25	4	279	283
1984-04-02	1962	5,25	0	360	360
1985-08-01	1961	5,25		329	329
1986-02-01	1961	5,75	3	291	294
1986-06-15	1964	5,50	0	421	421
1986-12-01	1966	6,75	38	63	101
1987-04-01	1965	6,25	2	21	23
1987-12-15	1962	5,25	5	322	327
1988-01-15	1968	7,50	5	400	405
1988-10-15	1963	6,00	15	482	497
1989-01-15	1965	5,50	5	414	419
1989-12-01	1967	7,50	1	46	47
1990-04-01	1965	5,50	0	419	419
1990-10-15	1965	5,75	13	417	430
1991-06-01	1966	6,00	45	351	396
1991-06-01	1970	9,25		13	13
1991-08-01	1970	9,25		5	5
1991-08-01	1967	6,75		375	375
1991-10-01	1966	6,50	13	386	399
1992-04-01	1967	6,25	1	445	446
1992-06-01	1967	6,50	30	269	299
1992-08-01	1970	9,75	126	237	363
1992-08-01	1974	9,75	82	250	332
1992-08-01	1976	9,75	90	750	840
1992-10-01	1971	8,375	342	498	840
1993-08-01	1972	8,375		474	474
1994-02-08	1971	8,00	4	399	403
1994-02-08	1973	8,00	3	465	468
1994-10-01	1968	7,00	59	276	335
1994-10-01	1968	7,50	265	292	557
1995-01-01	1973	8,00			
1995-09-05	1973	8,75			
1995-10-01	1970	9,50			
1995-11-19	1974	10,25			
1995-11-19	1976	10,25			
1995-12-02	1970	9,50	4	258	262
1995-12-02	1975	9,50	124	420	544
1996-03-15	1972	8,00			
1996-12-15	1971	7,75	2 277		2 277
1998-12-15	1973	8,50	8	480	488
2000-09-09	1975	10,50	37	590	627
2001-05-04	1976	10,25	90	994	1 084
2001-05-04	1976	10,25	177	1 250	1 427
			<u>4 036</u>	<u>16 466</u>	<u>20 502</u>

(1) Détail par fonds (suite)
(\$ MILLIERS)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie des États-Unis					
1979-10-01	1959	5,375	8	223	231
1985-03-01	1970	9,00	3	1 077	1 080
1988-01-15	1973	7,50	35	1 188	1 223
1989-04-15	1968	7,00		521	521
1993-11-15	1973	8, 8,25	82	211	293
1993-11-15	1973	8,125, 8,25	96	176	272
1993-11-15	1975	7,75, 8,00	10	35	45
1993-11-15	1975	7,75, 8,00	74	270	344
1995-11-01	1977	9,00	2	2 794	2 796
1997-03-01	1967	5,875		470	470
1997-06-01	1971	9,00		730	730
1997-06-01	1972	8,125	42	6 670	6 712
1999-05-01	1969	7,875		386	386
2000-05-15	1975	9,875	320	1 119	1 439
2001-06-15	1976	9,50	39	1 110	1 149
2003-04-01	1973	7,90		1 314	1 314
2004-04-15	1974	9,20	51	1 650	1 701
			762	19 944	20 706
			4 798	36 410	41 208

(2) Achats d'obligations et de billets

A.E. Ames & Cie Ltée, 12 — A.E. Ames & Co. Inc., 6 652 — Bache, Halsey, Stuart, Shields Inc., 4 587 — Bank of Montreal Trust Co., New York, 6 670 — Banque Canadienne Nationale, 5 000 — Banque de Montréal (dépot) 5 500 — Banque Provinciale (dépot) 7 500 — Banque Provinciale, 49 — Bell, Gouinlock & Co. Ltée, 123 — Blyth, Eastman Dillon & Co. Inc., 3 744 — Brault, Guy, O'Brien Inc., 1 372 — Burns, Fry Ltée, 32 — Burns Fry & Timmins Inc., 267 — Camus Raymond, 5 — Chase Manhattan Bank, 1 144 — Crédit Lyonnais, Paris, 437 — Daiwa Securities America, 361 — Dominion Securities Ltd., 3 581 — Dominion Securities Ltd, 1 053 — First Boston Corp., 4 244 — Freeman Securities Co., 1 — Freeman Securities Co., 10 — Geoffrion Robert &

Gélinas Ltée, 99 — Greenshields Inc., 74 — Greenshields Inc., 149 — Kidder Peabody Co., 58 — Krediet Bank Bruxelles, 449 — Lévesque, Beaubien Inc., 1 554 — McLeod, Young Weir & Cie Ltée, 953 — McLeod, Young, Weir & Cie Ltée, 157 — McNeil, Mantha Inc., 806 — Mead & Co. Ltée, 7 — Mercier, Ouimet Massé, 70 — Merrill Lynch Royal Securities Ltd., 1 373 — Merrill Lynch Royal Securities Ltd., 666 — Midland Doherty, 39 — Midland Doherty, 44 — Molson Rouseau & Cie & Co. Ltd., 45 — Pitfields Mackay Ross & Cie Ltée, 182 — Richardson Securities, 5 — Salomon Bros, 3 540 — Tassé & Associés Ltée, 1 355 — Wood Gundy Ltée, 3 722.

RÉPARTITION DES FONDS D'AMORTISSEMENT PAR FIDUCIAIRES

au 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

	Montant
Trust Général du Canada, Québec	35 093
Bank of Montreal Trust Company, New York	25 717
Montréal Trust, Québec	291
Fiducie Prêt et Revenu, Québec	540
Crédit Lyonnais, Luxembourg	1 409
Ministère des Finances	5 235
	68 285*

* Excluant \$ 2 025 791 représentant l'encaisse, les intérêts courus, les comptes à recevoir et \$ 554 699 de prime sur obligations en monnaie étrangère.

AUTRES EMPRUNTS

(\$ MILLIERS)

Continuité

Solde au début	488 068
Plus	
Emprunts effectués	<u>235 571</u>
	723 639
Moins	
Emprunts remboursés	<u>15 312</u>
Solde à la fin	<u><u>708 327</u></u>

Détail

En monnaie du Canada

Gouvernement du Canada

Zones spéciales

Avances progressives

Projets terminés

Autoroute 13

14 505

113 416

31 813

159 734

En monnaie des États-Unis

(Euro-dollars)

Équivalent canadien aux dates
de réalisation des emprunts548 593708 327

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
Avances progressives en vertu de l'entente Canada-Québec. La période d'amortissement du capital et des intérêts débutera dans chaque cas le 1er avril de l'année financière qui suit immédiatement celle pendant laquelle le dernier versement a été effectué par le ministère sur le projet. (A.C. 2091-70, 3452-70, 3802-71, 835-72)				14 505	
Projets terminés					
1979—2008-04-01	1972—1978	(divers taux)	(a)	113 416	
Autoroute 13					
1979—1980-07-01	1976	7,8571		<u>31 813</u>	159 734
En monnaie des États-Unis					
(Euro-dollars)					
1984—1988-08-29	1979	11 5/8	(b)	432 067	
1984—1993-11-02	1978	9 3/4		<u>116 526</u>	548 593
(valeur nominale \$ 300 000 000)					<u><u>708 327</u></u>

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977 et 1978 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de banques européennes en 1977 pour un montant de \$ 300 000 000 échéant de 1979 à 1984 au taux du LIBOR + 1 1/8% substitué en 1978 pour un montant de \$ 500 000 000 dont \$ 400 000 000 ont été encaissés, échéant de 1984 à 1988 au taux du LIBOR plus 5/8 de 1% pour les 2 premières années et de 3/4 de 1% pour les années subséquentes.

DETTES ASSUMÉES

(\$ MILLIERS)

Continuité

Solde au début		76 862
Moins		
Remboursements	4 807	
Versements et revenu du fonds d'amortissement	<u>138</u>	<u>4 945</u>
		71 917
Plus		
Dette assumée le 1978-12-22 de l'Association athlétique nationale de la jeunesse (1978, c. 83)		<u>1 747</u>
Solde à la fin		<u><u>73 664</u></u>

Détail

Emprunts d'institutions universitaires		43 930
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal		22 387*
Institut Armand-Frappier	3 283	
Moins: Fonds d'amortissement	<u>23</u>	<u>3 260</u>
Hôpital St-Luc, Montréal		2 415
Association athlétique nationale de la jeunesse	3 200	
Moins: Fonds d'amortissement	<u>1 528</u>	<u>1 672</u>
		<u><u>73 664</u></u>

* Y compris \$22 095 111 payables en monnaie des États-Unis et convertis en équivalent canadien pour \$22 374 796 au taux de change en vigueur à la date d'acceptation de cette dette.

DETTES ASSUMÉES (suite)**Emprunts d'institutions universitaires**

1960-61, c. 34 et modifications

(\$ MILLIERS)

	Taux %	Date d'échéance	Montant
Société centrale d'hypothèques et de logement (article 9)			
Universités			
Bishop's, Lennoxville	5 ¹ / ₈	2014-09-01	408
Bishop's, Lennoxville	5 ³ / ₈	2015-09-01	414
Bishop's, Lennoxville	5 ³ / ₄	2016-09-01	421
Concordia, Montréal	5 ¹ / ₈	2014-03-01	1 704
Laval, Ste-Foy	5 ³ / ₈	2013-03-01	2 800
Laval, Ste-Foy	5 ³ / ₈	2015-09-01	5 887
Laval, Ste-Foy	5 ³ / ₈	2017-03-01	480
McGill, Montréal	5 ³ / ₈	2013-03-01	719
McGill, Montréal	5 ¹ / ₄	2015-09-01	431
Montréal	5 ¹ / ₈	2016-09-01	1 131
Montréal	5 ¹ / ₈	2014-03-01	355
Montréal	5 ³ / ₈	2015-09-01	1 059
Sherbrooke	5 ³ / ₈	2013-03-01	1 605
Autres institutions			
Cegep de Ste-Foy	5 ³ / ₈	2013-01-01	728
Collège Bourget, Rigaud	5 ¹ / ₈	2014-03-01	134
Collège de Jonquière	5 ¹ / ₈	2015-09-01	725
Collège de Matane	5 ¹ / ₈	2013-03-01	561
Collège de Matane	5 ¹ / ₈	2014-09-01	182
Collège de Rouyn	5 ¹ / ₈	2014-03-01	630
Collège de Victoriaville	5 ¹ / ₈	2013-09-01	727
Collège du Bon Pasteur, Chicoutimi	5 ¹ / ₈	2014-09-01	547
Collège Jean-de-Bréboeuf, Montréal	5 ¹ / ₈	2016-03-01	625
Collège La Pocatière	5 ¹ / ₈	2016-03-01	1 563
Collège Marguerite-d'Youville, Hull	5 ¹ / ₈	2014-03-01	435
Collège Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Montréal	5 ¹ / ₈	2015-03-01	469
École Normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Sherbrooke	5 ¹ / ₈	2015-09-01	1 013
École Normale Ignace-Bourget, Montréal	5 ³ / ₈	2015-09-01	613
École Normale Marguerite-de-Lajemmerais, Montréal	5 ¹ / ₈	2014-03-01	621
École Normale Notre-Dame-de-Foy, Cap-Rouge	5 ¹ / ₈	2015-09-01	3 222
Institut de l'Assomption, Amos	5 ¹ / ₈	2015-09-01	558
Québec St-Lawrence College, Ste-Foy	5 ³ / ₈	2015-03-01	355
Scolasticat central de Montréal	5 ¹ / ₄	2015-09-01	2 937
Scolasticat St-Charles, Joliette	5 ¹ / ₈	2014-03-01	176
Séminaire de Chicoutimi	5 ¹ / ₈	2015-09-01	881
Séminaire Marie-Reine-du-Clergé, Métabetchouan	5 ¹ / ₈	2014-03-01	347
Séminaire Montfort, Papineauville	5 ¹ / ₈	2015-03-01	271
Séminaire St-Augustin, Cap-Rouge	5 ³ / ₈	2015-09-01	2 977
Séminaire St-Augustin, Cap-Rouge	5 ³ / ₈	2016-09-01	1 872
Séminaire Saint-Pie X, Hauterive	5 ¹ / ₈	2014-03-01	195
Séminaire St-Georges, Beauce	5 ³ / ₈	2015-09-01	352
			<u>41 130</u>
Emprunts assumés en vertu de l'article 8, tel que modifié en 1964			
Université Concordia	8	1994-03-01	2 800*
			<u>43 930</u>

* Payable par versements annuels de \$ 560 000 du 1er mars 1990 au 1er mars 1994.

DETTES ASSUMÉES (suite)**Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal**

1960-61, c. 61

(\$ MILLIERS)

Échéance	En monnaie des États-Unis			Total
	Valeur nominale	Équivalent canadien (1)	En monnaie du Canada	
1979-1980	2 776	2 811	12	2 823
1980-1981	2 799	2 834		2 834
1981-1982	2 519	2 551		2 551
1982-1983	2 651	2 684		2 684
1983-1984	2 789	2 825		2 825
1984-1985	2 938	2 975		2 975
1985-1986	1 777	1 800		1 800
1986-1987	1 864	1 888		1 888
1987-1988	1 982	2 007		2 007
	<u>22 095</u>	<u>22 375</u>	<u>12</u>	<u>22 387</u>

(1) Selon le taux de change à la date d'acceptation de cette dette.

Institut Armand-Frappier

1959-60, c. 91

(\$ MILLIERS)

Échéance	Arrêtés en conseil		Montant
	483-65 5 1/4%, 5 1/2%	1270-67 6 1/4%	
1979-1980	143		143
1980-1981	151		151
1981-1982	159		159
1982-1983	168		168
1983-1984	177		177
1984-1985	187		187
1985-1986	198		198
1987-04-01		2 100*	2 100
	<u>1 183</u>	<u>2 100</u>	<u>3 283</u>

* Avec fonds d'amortissement dont la valeur au 31 mars 1979 est de \$22 492.

Hôpital St-Luc, Montréal

1962, c. 9, A.C. 1472-62 (6%)

(\$ MILLIERS)

	Montant
1979-1980	552
1980-1981	585
1981-1982	620
1982-1983	658
	<u>2 415</u>

Association athlétique nationale de la jeunesse

Loi 83, du 22 décembre 1978.

(\$ MILLIERS)

	Montant
1979-1980	2 400*
1981-1982	800
	<u>3 200</u>

* Avec fonds d'amortissement dont la valeur au 31 mars 1979 est de \$1 527 764.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DE LA DETTE À LONG TERME
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT**

au 31 mars 1979

(\$ MILLIERS)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis(1)	En monnaie de la République fédérale d'Allemagne(1)	En monnaie du Japon(1)	En monnaie de la France(1)	Total
1979-1980	308 235	110 526	3 122	3 268	1 811	426 962
1980-1981	340 740	49 336	3 122	3 268	1 811	398 277
1981-1982	558 768	68 570	3 122	3 268	2 415	636 143
1982-1983	182 415	94 498	3 123	3 268	2 415	285 719
1983-1984	256 772	42 017	3 123	3 268	2 415	307 595
1979 — 1984	1 646 930	364 947	15 612	16 340	10 867	2 054 696
1984 — 1989	725 450	611 354	196 943	71 614	12 476	1 617 837
1989 — 1994	898 610	182 719	27 219	87 813		1 196 361
1994 — 1999	1 593 628	203 530				1 797 158
1999 — 2004	883 291	280 341				1 163 632
2004 et après	45 887	104 414				150 301
	<u>5 793 796</u>	<u>1 747 305</u>	<u>239 774</u>	<u>175 767</u>	<u>23 343</u>	<u>7 979 985</u>

Note

— Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement. Il ne tient pas compte des options d'échange.

De plus, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées, diminuant ainsi le solde à verser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.



EMPRUNTS GARANTIS ET AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

EMPRUNTS GARANTIS

(\$ MILLIERS)

Sommaire

	<u>Montant</u>
Hydro-Québec et filiales	10 601 429* (1)
Office des autoroutes du Québec	36 395* (1)
Régie des installations olympiques	695 997*
Sidbec	118 950
Prêts aux éditeurs et libraires	642
Prêts aux étudiants	235 374**
Prêts aux municipalités	65 933
Prêts pour l'amélioration des fermes	56 518
Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales	7 649
Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers	6 484
Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires	2 841
Crédit aux pêcheries maritimes	350
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	2 262
	<u>11 830 824</u>

* Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au 31 mars 1979 et les taux de conversion sont les suivants:

1 É.-U. (Dollar)	= \$ Can. 1,1606
1 DM (Deutsche Mark)	= \$ Can. 0,6213
1 FS (Franc suisse)	= \$ Can. 0,6849
1 YEN	= \$ Can. 0,005536

** Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(1) Y compris les obligations détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement:

Hydro-Québec	\$ 735 000
Office des autoroutes du Québec	877 000
	<u>\$ 1 612 000</u>

Hydro-Québec et filiales

S.R., c. 86, aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables

(\$ MILLIERS)

En monnaie du Canada

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
Hydro-Québec					
1982-11-15	1957-11-15	1012-57	5	S	13 241
1979-11-15	1958-11-15	1095-58	5	V	13 681
1980-11-01	1959-05-01	345-59	5	W	18 424
1979-11-15	1959-11-15	1201-59	6	Y	16 441
1982-06-15	1960-06-15	816-60	5 1/2	Z	22 387
1983-12-15	1960-12-15	2071-60	5 1/2	AA	16 972
1985-03-15	1961-03-15	447-61	5 1/2	AB	27 273
1985-11-01	1961-11-01	1974-61	5 1/2	AC	25 036
1982-03-01	1962-03-01	128-62	5 1/2	AD	28 449
1984-10-01	1962-10-01	1439-62	5 3/4	AF	36 967
1986-06-01	1963-06-01	746-63	5 1/4	AM	34 418
1984-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN	27 613
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN	1 448
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5 1/2	AQ	43 376
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5 1/2	AR	8 690
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR	42 872
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	39 149
1980-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	5 737
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	32 499
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 1/2	AZ	30 262
1980-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	7 887
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC	24 608
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	11 898
1980-05-15	1968-05-15	1323-68	7 1/2	BE	13 000
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	25 000
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7 3/4	BH	206
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 1/2	BK	24 177
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 1/2	BM	5 622
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 1/2	BO	27 050
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	46 000
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	46 569
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	47 188
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 1/4	BZ	56 250
1980-09-15	1972-09-15	2439-72	8	CA	10 000
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	51 689
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000
1980-09-25	1974-09-25	3312-74	10	CN	50 000
1982-09-25	1974-09-25	3312-74	10	CO	100 000
1985-02-06	1975-02-06	150-75	9	CR	20 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CR	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000
1981-10-15	1975-10-15	4484-75	9 1/2	CV	50 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	35 000
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
2003-07-05	{1978-07-05	{1879-78	10	DH	250 000
	{1978-08-30	{2557-78			
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM	90 000
Filiales (1964, c. 32, A.C. 1304-64)					
Compagnie Québec Power					
1982-09-01	1962-09-01		6 1/4	G	10 445
Compagnie Électrique du Saguenay					
1982-05-01	1962-05-01		5 1/2	A	3 340
Compagnie d'Électricité Shawinigan					
1981-03-01	1961-03-01		5 3/4	S	12 273
Southern Canada Power Company Limited					
1981-01-02	1951-01-02		3 3/8	D	2 425
					2 625 562

Hydro-Québec et filiales (suite)

S.R., c. 86, aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables (suite)

(\$ MILLIERS)

En monnaie des États-Unis

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec						
1981-01-01	1956-01-01	1247-55	3 1/2	N	17 155	19 910
1981-12-01	1956-12-01	1095-56	4 1/4	P	13 673	15 869
1983-02-01	1958-02-01	88-58	3 3/4	T	24 441	28 366
1984-07-15	1959-07-15	671-59	5	X	31 023	36 005
1988-02-15	1963-02-15	205-63 334-63	5	AG	202 002	234 443
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 1/2	AO	50 000	58 030
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4 3/4	AP	35 375	41 056
1985-06-15	1965-06-15	1167-65	4 5/8	AS	40 965	47 544
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5 1/4	AT	40 699	47 235
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 3/8	AV	48 759	56 590
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 1/4	AX	29 619	34 376
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 1/4	AY	46 621	54 108
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 1/4	BA	41 648	48 337
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 1/2	BB	40 523	47 031
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6 7/8	BD	50 708	58 852
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7 3/4	BF	22 679	26 321
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 1/4	BG	41 647	48 336
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 3/4	BI	45 179	52 435
1979-10-15	1969-10-15	3118-69	8	BJ	5 861	6 802
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9 3/4	BL	45 513	52 822
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9 1/4	BN	55 547	64 468
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9 1/2	BP	69 173	80 282
1985-10-01	1970-10-01	3632-70	9 1/4	BQ	9 300	10 794
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 3/4	BR	68 656	79 682
1986-03-15	1971-03-15	780-71	8 1/4	BS	13 600	15 784
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 1/2	BV	71 887	83 432
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8 1/2	BW	21 000	24 373
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 7/8	BX	97 391	113 032
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 1/2	CC	122 239	141 871
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 1/2	CF	99 963	116 017
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 1/4	CI	124 838	144 887
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8 1/2	CJ	27 000	31 336
1999-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	150 000	174 090
1982-11-20	1974-11-20	4030-74	10	CP	100 000	116 060
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10 1/4	CQ	200 000	232 120
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 3/4	CT	198 750	230 669
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	250 000	290 150
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	1 000 000	1 160 600
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	250 000	290 150
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8 1/2	DB	125 000	145 075
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	50 000	58 030
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	116 700	135 442
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	225 000	261 135
1993-07-01	1978-07-01	1963-78	9 1/2	DI	48 100	55 825
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	100 000	116 060
1993-08-22	1978-08-22	2558-78	9 3/4	DK	50 000	58 030
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	193 435	224 501
1986-07-26	1978	155-78	11, 12 1/2, 12 3/4		750 000 (3)	870 450

Filiale (1964, c. 32, A.C. 1304-64)

Compagnie de Pouvoir du Bas-St-Laurent
1984-12-01 1959-12-01

5 7/8

F

790

917

5 462 459

6 339 730*

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne

Hydro-Québec

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale	Montant
DM						
1984-02-01	1969-02-01	86-69	6 3/4		75 000	46 598
1984-09-01	1969-09-01	2331-69	7 1/4		60 000	37 278
1986-09-01	1971-09-01	2874-71	8		80 000	49 704
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6 1/2		90 000	55 917
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6 1/2		90 000	55 917
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6 1/2		195 750	121 619
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6 1/4		142 750	88 691
					733 500	455 724*

En monnaie de la République fédérale de Suisse

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec				FS	
1987-12-22	1972-12-22	3731-72	6 ¼	80 000	54 792
1979-09-20	1974-09-20	3300-74 2911-78	2	40 000	27 396
1980-09-05	1975-09-05	3929-75 2700-78	3 ¼	100 000	68 490
1980-12-22	1975-12-22	5335-75 3885-78	3	100 000	68 490
1991-08-20	1976-08-20	2635-76 4223-76	6	80 000	54 792
1981-12-23	1976-12-23	4224-76 4225-76 2554-77	5 ¾	300 000	205 470
1982-08-24	1977-08-24	2555-77 2556-77	5 ¼	300 000	205 470
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	100 000	68 490
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 ¾	130 000	89 037
				<u>1 230 000</u>	<u>842 427*</u>

En monnaie du Japon

Hydro-Québec				YEN	
1992-09-20	1977-07-28	2294-77	8 ½	<u>20 000 000</u>	<u>110 720*</u>

* Équivalent canadien de la valeur nominale au 31 mars 1979.

Autres emprunts

L'Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du lieutenant-gouverneur en conseil a effectué les emprunts suivants:

- a) En vertu de l'arrêté en conseil 2020-74 autorisant l'émission de billets à un taux ne dépassant pas 13% par année pour des termes ne dépassant pas trois ans, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de \$ 250 000 000. 71 274 (1)
- b) En vertu des arrêtés en conseil 194-79 et 901-79 autorisant une marge de crédit bancaire en devises du Canada ou des États-Unis, portant intérêt au taux de base courant au moment de l'emprunt pour un montant de \$ 25 000 000 avec chacune des banques suivantes, soit la Banque Canadienne Nationale, la Banque de Montréal, la Banque Provinciale du Canada et la Banque Royale du Canada. 900
- c) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 ¾% à 7 ⅞%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 25 mars 1975. 18 824

Hydro-Québec et filiales (suite)**Autres emprunts** (suite)

(\$ MILLIERS)

d) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 ¹⁵ / ₁₆ % à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux après le parachèvement du projet impliqué.	151 000
Total autres emprunts	<u>241 998</u>
Moins fonds d'amortissement	10 616 161 14 732 (2)
	<u>10 601 429</u>

(1) Y compris \$ 67 546 920 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$ 58 200 000 en monnaie des États-Unis.

(2) Y compris \$ 6 779 065 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$ 5 841 000 en monnaie des États-Unis et \$ 581 537 représentant l'équivalent canadien d'un montant de DM 936 000 en monnaie de la République fédérale d'Allemagne.

(3) D'autres garanties d'emprunts ont été autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil dont \$ 500 000 000 en monnaie des États-Unis d'Amérique selon l'arrêté en conseil 155-78 et \$ 500 000 000 en monnaie du Canada selon l'arrêté en conseil 2289-78, mais dont les emprunts n'ont pas encore été effectués au 31 mars 1979.

L'Hydro-Québec annule les obligations d'une émission achetée pour le fonds d'amortissement de la même émission.

Office des autoroutes du Québec

S.R., c. 134

(\$ MILLIERS)

<u>Date d'échéance</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>A.C.</u>	<u>Taux %</u>	<u>Série</u>	<u>Montant</u>
1979-07-02	1959-07-02	584-59	5 1/4	E	4 792
1979-11-01	1959-11-01	1134-59	6	F	4 500
1984-12-01	1959-12-01	1325-59	5 1/2	G	15 924*
1989-07-15	1964-07-15	1295-64	5 3/4	H	37 500
					<u>62 716</u>
Moins fonds d'amortissement					<u>26 321</u>
					<u><u>36 395</u></u>

* Équivalent canadien d'une valeur nominale de
\$ 13 720 000 payable en monnaie des États-Unis.

Régie des installations olympiques

1975, c. 72 et modifications

(\$ MILLIERS)

Conformément à l'article 19a du chapitre 72 des lois de 1975, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars 1979, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	<u>A.C.</u>	<u>Montant</u>
Emprunts sur billets		
Emprunts de banques — \$ (É.-U.) 360 millions, taux annuel de 1/4% au dessus du taux préférentiel de l'agent ou de 3/4% au dessus du taux des papiers commerciaux de 90 à 119 jours, pour la période du 24 octobre 1978 au 24 octobre 1980 et de 3/8% au dessus des taux de base précités jusqu'à échéance, remboursables en 10 versements semestriels égaux et consécutifs, le premier versement étant dû le 24 avril 1984. (\$ 360 000 000 x 1,1606).	3044-78	417 816
Emprunts de banques — \$ 250 millions, taux annuel de 1/2% au dessus du taux préférentiel de chaque banque, remboursables en 11 versements semestriels égaux et consécutifs, le premier versement étant dû le 1er août 1978.	2646-76	204 545
Emprunts de banques — \$ 90 millions, taux annuel de 1/2% au dessus de la moyenne du taux préférentiel des banques de référence ou 1/2% au dessus de la moyenne du coût des dépôts à 90 jours, des institutions financières de référence, remboursables en 11 versements semestriels égaux et consécutifs, le premier versement étant dû le 22 juillet 1978.	2485-76	<u>73 636</u>
		<u><u>695 997</u></u>

Sidbec

1968, c. 77 et modifications

(\$ MILLIERS)

Conformément à l'article 9a de la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (1968, c. 77, telle que modifiée), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débetures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de \$ 120 000 000.

Au 31 mars 1979, le solde du principal de ces débetures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

<u>Date d'échéance</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>A.C.</u>	<u>Taux %</u>	<u>Série</u>	<u>Montant</u>
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 ¼	A	9 550
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 ¾	B	9 700
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	9 700
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 ¾	D	30 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 ¼	E	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 ¾	F	30 000
					118 950

Prêts aux éditeurs et libraires

1975, c. 15 et modifications

(\$ MILLIERS)

En vertu du c. 15 des lois de 1975 et modifications, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.

Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.

Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente loi ne peut excéder la somme de \$ 5 000 000.

Au 31 mars 1979, ces garanties de prêts formaient un montant total de

642

Prêts aux étudiants

1966-67, c. 70 et modifications

(\$ MILLIERS)

Conformément à la Loi des prêts et bourses aux étudiants, 1966-67, c. 70 et modifications, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.

Au 31 mars 1979, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec s'élevait à

235 374

Prêts aux municipalités

1963, Session 2, c. 1

(\$ MILLIERS)

Loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux.

Obligations émises par la Commission municipale de Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.

Solde au 31 mars 1979

65 933*

* Détail

Montréal métropolitain: 33 234

Anjou, 130; Beaconsfield, 65; Blainville, 637; Boisbriand, 728; Boucherville, 649; Brossard, 21; Chambly, 82; Châteauguay, 260; Côte-St-Luc, 675; Dollard-des-Ormeaux, 51; Dorion, 78; Dorval, 566; Greenfield Park, 106; Île-Perrot, 70; Lachenaie, 28; Lachine, 155; L'Assomption, 256; Laval, 1 060; L'Épiphanie, 29; Longueuil, 1 726; Mascouche, 171; McMasterville, 57; Mercier, 85; Montréal, 19 267; Montréal-Est, 316; Montréal-Ouest, 19; Mont-Royal, 84; Mont-St-Hilaire, 57; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 86; Ottenburn Park, 57; Outremont, 129; Pierrefonds, 365; Pincourt, 186; Pointe-Claire, 453; Repentigny, 95; Rosemère, 359; St-Basile-Le-Grand, 223; St-Bruno-de-Montarville, 213; Ste-Catherine, 69; St-Constant, 4; St-Eustache, 106; St-Hubert, 370; St-Lambert, 91; St-Laurent, 551; St-Léonard, 66; Ste-Thérèse, 734; Terrasse-Vaudreuil, 173; Terrebonne, 386; Varennes, 4; Verdun, 793; Westmount, 293.

Québec métropolitain: 8 173

Ancienne-Lorette, 183; Beauport, 1 303; Charlesbourg, 1 387; Charny, 839; Lévis, 322; Loretteville, 114; Québec, 2 206; Ste-Brigitte-de-Laval, 123; St-Félix-du-Cap-Rouge, 249; Ste-Foy, 234; St-Jean-Boischâtel, 75; St-Romuald-d'Etchemin, 22; Sillery, 415; Val-Bélair, 701.

Autres: 24 526

Abitibi-Est, 287; Abitibi-Ouest, 139; Argenteuil, 317; Arthabaska, 227; Beauce-Nord, 682; Beauce-Sud, 87; Beauharnois, 141; Bellechasse, 1 262; Berthier, 39; Bonaventure, 1 050; Brôme-Missisquoi, 432; Champlain, 512; Charlevoix, 1 405; Chauveau, 226; Chicoutimi, 232; Deux-Montagnes, 13; Drummond, 268; Dubuc, 467; Duplessis, 380; Frontenac, 45; Gaspé, 798; Gatineau, 176; Hull, 399; Huntingdon, 126; Iberville, 84; Îles-de-la-Madeleine, 328; Johnson, 293; Joliette-Montcalm, 155; Jonquière, 281; Kamouraska-Témiscouata, 221; Laurentides-Labelle, 574; Lac-St-Jean, 117; Laprairie, 10; Laviolette, 380; Lotbinière, 694; Maskinongé, 138; Matane, 146; Matapédia, 42; Mégantic-Compton, 79; Montmagny-L'Islet, 204; Nicolet-Yamaska, 91; Orford, 429; Papineau, 685; Pontiac-Témiscamingue, 53; Portneuf, 161; Prévost, 623; Richelieu, 676; Richmond, 243; Rimouski, 470; Rivière-du-Loup, 240; Roberval, 429; Rouyn-Noranda, 728; Saguenay, 1 057; St-Hyacinthe, 188; St-Jean, 584; St-Maurice, 780; Shefford, 430; Sherbrooke, 2 223; Trois-Rivières, 390; Vaudreuil-Soulanges, 186; Verchères, 404.

Prêts pour l'amélioration des fermes

S.R., c. 109, a. 17 et modifications

(\$ MILLIERS)

Conformément aux Statuts Refondus, c. 109, a. 17 et modifications, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1979, les prêts consentis s'élevaient à \$ 565 179 094 et les remboursements à \$ 430 274 818 laissant un solde de \$ 134 904 276.

10% x \$ 565 179 094

56 518**Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales**

1966-67, c. 46 et modifications

(\$ MILLIERS)

En vertu du c. 46 des lois de 1966-67 et modifications, le ministre de l'Agriculture peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder la somme de \$ 32 000 000.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Montant
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1969-12-15	1984-12-15	{2609-69}	8 1/2	1 103
	1976-06-01	1991-06-01	{3643-69} 2896-76	9 3/4, 10, 10 1/2	2 600
Coopérative agricole de la Côte-Sud, St-Jean-Port-Joli, L'Islet	1977-09-15	1992-09-15	480-77	10	1 285
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8 1/2	480
Coopérative laitière du Sud de Québec, Ste-Claire, Dorchester	1969-12-15	1984-12-15	3644-69	9	546
Laiterie Chez Nous Ltée, St-Raymond, Portneuf	1971-09-15	1981-09-15	1456-71	8 1/4	68
Laiterie Cité Ltée, Québec	1975-05-15	1990-05-15	512-75	10	1 567
					<u>7 649</u>

Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers

1972, c. 38 et modifications, 1972, c. 39 et modifications, 1975, c. 33 et modifications

(\$ MILLIERS)

En vertu du c. 38 des lois de 1972 et modifications, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas \$ 100 000 à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1979, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

3 103

En vertu du c. 39 des lois de 1972 et modifications, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1979, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

483

En vertu du c. 33 des lois de 1975 et modifications, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1979, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

2 898

6 484

Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires

S.R., c. 101 et modifications

(\$ MILLIERS)

Conformément aux Statuts Refondus, c. 101, art. 19, 20, 21 et modifications, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, peut affecter un fonds annuel de \$ 4 000 000, créé depuis le 1er avril 1973 à garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires (suite)

(\$ MILLIERS)

Nom et adresse de l'entreprise	Échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	Montant
Sociétés coopératives agricoles					
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10 1/2	270
	1991	1976-01-05	3951-75	13 1/2	120
Chaîne coopérative du Saguenay-Lac St-Jean, St-Bruno, Lac St-Jean	1983	1963-04-30	143-63	6	15
	1984	1969-09-05	1264-69	9	66
Coopérative agricole du Lac St-Pierre, Nicolet	1982	1962-11-05	873-62	5 3/4	45
	1981	1966-08-08	688-65	6	18
	1983	1972-09-27	798-72	8 3/4	46
Coopérative de Dorchester, St-Anselme	1983	1963-05-17	304-63	6 1/2	50
Coopérative des Pomiculteurs du Québec, Farnham, Missisquoi	1985	1970-03-19	3189-69	13	90
Couvoir coopératif St-Augustin, Portneuf	1981	1969-11-06	2523-69	9 1/4	15
	1984	1974-03-15	188-74	9 1/4	25
Meunerie coopérative agricole St-Charles, Bellechasse	1984	1969-09-18	187-69	8 1/2	40
Société coopérative agricole de Charlevoix, La Malbaie	1981	1972-03-30	464-72	9 1/2	9
Société coopérative agricole de l'Île d'Orléans, St-Pierre, Î.O.	1985	1970-04-08	836-70	10	87
Société coopérative agricole de St-Félix-de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11 1/4	105
Société coopérative agricole de St-Jérôme, Lac-St-Jean	1984	1964-07-02	792-64	6	25
Société coopérative agricole de Sherbrooke	1981	1966-11-15	1119-65	6	31
Société coopérative agricole de la Vallée-de-la-Lièvre, Mont-Laurier	1985	1973-05-02	1129-73	8 1/2	76
Société coopérative agricole des Bois-Francs, Victoriaville	1985	1965-04-14	392-65	6 1/2	42
Société coopérative agricole Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1982	1967-10-31	2565-67	7 1/4	34
	1986	1971-10-21	3200-71	8 1/2	94
Société coopérative agricole Légubec, St-Jean-Baptiste, Rouville	1984	1972-10-03	2651-72	13 1/2	73
	1987	1974-07-05	1881-74	13 1/2	133
Société coopérative agricole régionale de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles	1985	1965-06-07	1716-64	6 1/2	12
					<u>1 521</u>
Corporations exerçant des activités similaires					
Les Aliments Beattie Inc., Hemmingford	1979	1974-06-20	1880-74	13 1/2	165
Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec, Boucherville	1985	1975-06-20	{ 1833-75 2217-75	*	1 155
					<u>1 320</u>
					<u>2 841</u>

* Taux n'excédant pas 1% de plus que le taux de base bancaire.

Crédit aux pêcheries maritimes
S.R., c. 210 et modifications

(\$ MILLIERS)

Conformément aux Statuts Refondus, c. 210 et modifications, le Gouvernement peut garantir, jusqu'à concurrence d'une somme totale de \$ 500 000, le remboursement d'avances ou de prêts consentis, ou d'emprunts effectués pour des fins de pêche maritime, par des associations coopératives, des fédérations d'associations coopératives, des caisses d'épargne et de crédit et des unions ou fédérations de caisses d'épargne et de crédit.

Au 31 mars 1979, le solde des prêts garantis en vertu de cette loi était le suivant:

	Date d'échéance	A.C.		Taux %	Montant
		No	Date		
Pêcheurs Unis du Québec Caisse centrale Desjardins de Lévis	1981-06-01	682	1969-03-12	9 1/2	100
Pêcheries du Golfe St-Laurent Inc. Banque de Montréal-Matane	1979-03-31	2151	1978-07-05	14	250
					<u>350</u>

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)

1950-51, c. 19; 1966, c. 22

(\$ MILLIERS)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Montant
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	<u>2 262</u>

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

Sidbec

Conformément à l'arrêté en conseil 4226-76 et selon les dispositions de l'article 9a du chapitre 77 des lois de 1968 et modifications, le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, le paiement des montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Ce contrat prévoit principalement des contributions additionnelles en capital à Sidbec-Normines Inc. et le versement de certaines sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêt et du remboursement du capital des obligations émises par Sidbec-Normines Inc., lesquelles s'élevaient au 31 mars 1979 à \$451 404 662, dont \$383 349 662 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$330 303 000 en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le 31 mars 1979. Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Société générale de financement du Québec

Conformément aux arrêtés en conseil 84-77 et 1067-77 et selon les dispositions de l'article 11a du chapitre 54 des lois de 1962 et modifications, le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de parachèvement du complexe forestier intégré de pâte kraft blanchie, le paiement des montants à être versés par la Société générale de financement du Québec aux termes du contrat de parachèvement et d'un contrat de cautionnement. Ces contrats prévoient principalement des contributions additionnelles de capital à Donohue St-Félicien Inc. et le versement de sommes d'argent en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêts et du remboursement du capital des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc., lesquelles s'élevaient au 31 mars 1979 à \$151 060 000 dont \$116 060 000 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$100 000 000 en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le 31 mars 1979.

Conformément à la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, c. 64 et modifications), aux arrêtés en conseil 3425-77, 3426-77 et 3427-77 et en vertu de deux

contrats de cautionnement relatifs à la construction de six navires par Marine Industrie Limitée, une filiale de la Société générale de financement du Québec, le gouvernement du Québec, advenant le défaut par la Société de développement industriel du Québec d'exécuter sa propre garantie, a cautionné les prêts consentis par la Société pour l'Expansion des Exportations à Marine Industrie Limitée jusqu'à concurrence de \$110 000 000 en capital et intérêts, exprimés en monnaie des États-Unis.

Au 31 mars 1979, les prêts et avances consentis par la Société pour l'Expansion des Exportations à Marine Industrie Limitée et venant à échéance le 30 août 1979 se chiffraient à \$95 038 590 en monnaie des États-Unis, équivalent à \$110 301 788 en monnaie du Canada, selon le taux de change en vigueur le 31 mars 1979.

Par ailleurs, en prévision du financement à long terme ou de la vente de ces navires, l'Assemblée nationale a modifié la Loi constituant la Société générale de financement du Québec (1962, c. 54 et modifications) afin de remplacer la caution précédemment mentionnée par la suivante:

— le Ministre des Finances garantit à la Société générale de financement du Québec, à une de ses filiales ou à une des filiales de Marine Industrie Limitée qui, au moment de la vente est propriétaire d'un des navires, un produit de vente de \$17 350 000 par navire payable le cas échéant sur le Fonds consolidé du revenu. De plus, relativement à cette Société, des engagements budgétaires de \$10 000 000 et des engagements non budgétaires de \$68 000 000 sont indiqués respectivement aux pages 6-64 et 6-99.

Régie de la Place des Arts, Montréal

Conformément au chapitre 19 des lois de 1964, au chapitre 20 des lois de 1965, aux arrêtés en conseil 679-65 et 904-66, à une convention de fiducie du 15 avril 1965 et à une convention supplémentaire de fiducie du 1er juin 1966, le gouvernement du Québec et la ville de Montréal se sont engagés à payer en parts égales les déficits de la Régie, y compris toute dépense d'opération et de nature « capital », l'intérêt et l'amortissement de deux emprunts dont l'un de \$20 000 000 émis le 15 avril 1965 et l'autre de \$13 000 000 émis le 1er juin 1966.

ENGAGEMENTS

(\$ MILLIERS)

	<u>Budgétaires</u>	<u>Non budgétaires</u>
Sommaire		
Autorisés par certaines lois	92 709	278 850
Autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil et le Conseil du trésor		
Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	1 771	
Institutions de santé et de bien-être	460 651*	
Commissions scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel et universités	1 242 083	
Communauté régionale de l'Outaouais	4 622	
Communauté urbaine de Montréal		
Métro de Montréal	447 794*	
Traitement des eaux usées	123 103*	
Acquisitions de biens en capital payables par versements	<u>2 896</u>	
	<u>2 375 629**</u>	<u>278 850</u>
		<u>2 654 479</u>

* Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale aux taux de change en vigueur le 31 mars 1979 comme suit:

1 É.-U. (Dollar) = \$ Can. 1,1606
 1 DM (Deutsche Mark) = \$ Can. 0,6213

** Pour établir le montant de ces engagements au 31 mars 1979, les intérêts jusqu'à échéance ont été ignorés.

Note

D'autres engagements n'apparaissent pas à cet état, tel que mentionné à la page 14 des conventions comptables.

ENGAGEMENTS (suite)**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES**
(\$ MILLIERS)**Autorisés par certaines lois**

Loi de l'habitation familiale, S.R., c. 110 et modifications	
Engagements au 31 mars 1979	278 568
Moins:	
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	<u>71 465</u>
Engagements réels au 31 mars 1979	207 103 (1)
Moins:	
Montant payé	<u>166 056 (2)</u>
	41 047
Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, 1976, c. 46 et modifications	15 000 (3)
Charte du Centre de recherche industrielle du Québec, 1969, c. 62 et modifications	13 500
Loi constituant la Société générale de financement du Québec, 1962, c. 54 et modifications	10 000
Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, 1978, c. 49	6 667
Loi de la Communauté urbaine de Québec, 1969, c. 83 et modifications: subvention à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 325	3 389
Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois, 1978, c. 98	3 000 (3)
Loi de la protection civile, S.R., c. 53: aide payable en vertu de l'A.C. 3848-78	56
Loi facilitant davantage les progrès scolaires 1955-56, c. 39: emprunts des commissions scolaires de 1946 à 1956	50
Loi constituant la Société de développement coopératif, 1977, c. 69	<u> (4)</u>
	<u><u>92 709</u></u>

(1) Les engagements autorisés par la loi ne doivent pas excéder \$ 225 000 000.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements de dépenses des années antérieures.

(3) Ne comprend pas les subventions futures dont les crédits doivent être votés par des lois de subsides.

(4) En vertu de l'article 35, le ministre des Finances est autorisé à verser annuellement la somme de \$ 400 000 à la Société.

ENGAGEMENTS (suite)**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES** (suite)

(\$ MILLIERS)

Autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil (A.C.) et le Conseil du trésor (C.T.)

Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Soutien aux arts d'interprétation				
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	1693	1976-05-12}	1987-03-04	1 771
	230	1979-01-31}		
Institutions de santé et de bien-être				
Alma: Hôtel-Dieu	2403	1964-12-16	1980-01-02	313
	1634	1976-05-05	1996-05-15	1 270
				<u>1 583</u>
Amos: Hôtel-Dieu	3141	1972-10-25	1982-11-01	2 049
Arthabaska: Hôtel-Dieu	1993	1964-10-21	1979-09-15	368
	1974	1965-10-06	{1979-11-01	101
	1241	1977-04-20	{1980-11-01	1 500
			1987-05-02	2 475
				<u>4 444</u>
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	3772	1973-10-22	{1983-11-01	1 040
			{1993-11-01	1 000
				<u>2 040</u>
Bagotville: Hôpital de la Baie-des-Ha! Ha! Inc.	147	1971-01-13	{1981-01-15	56
			{1982-01-15	1 900
				<u>1 956</u>
Baie-Comeau: Hôpital Général Beauport:	3330	1977-10-12	1980-10-17	700
Centre hospitalier Robert-Giffard	170}	1967-02-22	1987-02-01	2 914
	345}			
	170	1977-01-19	{1982-02-01	300
			{1987-02-01	3 700
				<u>6 914</u>
Centre hospitalier St-Augustin	3352	1970-09-02	1980-09-01	50
	3813	1978-12-13	1988-12-20	1 670
				<u>1 720</u>
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	348	1979-02-07	1989-02-15	2 000
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	1187	1974-03-27	1979-04-15	2 300
	4147	1974-11-13	1994-11-15	3 500
				<u>5 800</u>
Chicoutimi: Hôpital de Chicoutimi Inc.	2036	1964-10-28	1979-11-15	279
	3202	1977-09-28	{1982-10-03	400
			{1987-10-03	2 500
	3446	1978-11-08	{1983-11-09	625
			{1988-11-09	2 000
				<u>5 804</u>
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier	4046	1971-12-01	{1980-12-01	40
			{1981-12-01	1 820
	716	1973-03-07	1983-03-15	1 667
				<u>3 527</u>
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	3967	1969-12-10	{1981-11-15	815 (a)
			{1989-11-15	700
	908	1977-03-23	1980-04-01	860
				<u>2 375</u>

(a) si racheté avant échéance: \$ 807 000

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Dolbeau: Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur- de-Jésus	1127	1972-04-26	1982-05-01	1 742
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	883	1968-03-29	1981-09-01	2 880
Farnham: Les Foyers Farnham Inc.	1271	1970-03-25	1980-04-15	72
Gaspé: Hôtel-Dieu	1177	1966-07-20	1981-08-01	1 350
	2267	1971-06-29	1979-07-01	2 325
	1399	1973-04-17	1983-05-01	2 470
	1489	1975-04-11	1985-04-15	2 300
				<u>8 445</u>
Granby: Centre hospitalier de Granby	4289	1974-11-20	1994-11-01	2 500
	5112	1975-11-19	1980-12-01	1 200
	2524	1976-07-21	1986-08-02	3 000
				<u>6 700</u>
Greenfield Park: Hôpital Charles-LeMoynes	13	1978-01-05	1988-01-16	2 000
			1979-08-15	300
	2441	1978-08-02	1980-08-15	300
			1981-08-15	300
			1988-08-15	2 100
				<u>5 000</u>
Hull: Centre hospitalier du Sacré-Coeur	4921	1975-11-05	1985-11-17	2 300
	114	1978-01-18	1983-01-16	800
	2506	1977-08-03	1988-01-16	3 000
			1987-08-08	3 000
				<u>9 100</u>
Centre hospitalier Pierre-Janet	4287	1974-11-20	1994-11-15	2 400
Joliette: Centre hospitalier régional DeLanaudière	2545	1975-06-18	1980-07-03	480
	955	1976-03-17	1982-04-01	2 200
	1582	1977-05-18	1983-06-01	3 000
	107	1979-01-17	1989-01-15	2 500
				<u>8 180</u>
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	22	1965-01-05	1980-01-15	334
	2740	1972-09-20	1982-10-01	1 223
			1992-10-01	400
				<u>1 957</u>
La Malbaie: Accueil Bellerive Inc.	4536	1970-12-09	1981-12-01	162
	550	1971-02-10		
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie	1636	1976-05-05	1981-05-15	705
Lasalle: Hôpital Général Lasalle	803	1971-03-03	1981-03-15	1 525
LaSarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise	1426	1965-07-27	1980-09-01	106
Laval: CAPEQ, Inc.	1392	1972-05-24	1987-01-15	272
Cité de la santé de Laval	925	1975-03-05	1981-03-15	400
			1985-03-15	3 800
	5207	1975-11-26	1985-12-15	6 000
	1742	1977-06-01	1983-06-16	2 100
	12	1978-01-05	1988-01-16	2 065
				<u>14 365</u>

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Hôpital général juif	388	1967-02-22	1992-03-01	5 887
Lebel-sur-Quévillon: Hôpital Lebel	4149	1974-11-13	1994-11-15	1 000
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	1632	1964-08-26	1979-06-01	433
	2023	1966-11-02	1986-11-01	1 087
	3817	1971-11-10	{1980-11-01	52
			{1981-11-01	2 366
	3885	1976-11-03	1986-11-15	2 200
	174	1978-01-25	{1983-02-01	400
			{1988-02-01	1 635
Louiseville: Hôpital Comtois Inc.	48	1965-01-13	1980-02-01	104
	100	1965-01-20		
Lourdes-du-Blanc-Sablon: Corporation de l'Hôpital Notre-Dame	4246	1969-12-31	1990-01-15	450
Magog: Hôpital de la Providence	2053	1973-06-06	1983-08-01	700
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu Inc.	1486	1969-05-14	1979-06-01	951
Montmagny: Hôtel-Dieu	148	1971-01-13	{1981-01-15	50
			{1983-01-15	1 100
	2220	1978-07-12	{1983-07-20	500
			{1988-07-20	1 875
Montréal:				
Centre d'accueil de la Cité des Prairies	3024	1977-09-15	1987-10-03	2 000
Centre hospitalier St. Mary	1478	1976-04-21	1986-05-01	2 600
	2440	1978-08-02	{1983-08-22	1 250
			{1988-08-22	2 200
Centres Maronniers	1301	1978-04-26	{1979-07-16	900
			{1980-04-20	825
			{1988-04-20	5 500
Centre de Santé St-Henri Inc.	923	1975-03-05	{1980-03-15	150
			{1982-03-15	300
			{1985-03-15	450
	440	1976-02-11	1982-02-23	1 500
	174	1977-01-19	1987-02-02	2 500
	3812	1978-12-13	1988-12-20	1 400
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain	3760	1977-11-10	1982-11-22	800
	2333	1978-07-19	1988-08-01	3 000
Corporation Domrémy	162	1968-01-24	1988-02-01	603
Hôpital Jean-Talon	3229	1972-10-31	1982-11-15	2 350
	2306	1974-06-19	1984-07-03	2 500
	1012	1978-03-29	{1983-04-17	1 000
			{1988-04-17	3 400

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	2082	1974-06-04	1984-06-15	1 500
	3708	1974-10-16	1984-11-01	1 900
	14	1978-01-05	{1983-01-16	1 200
			{1988-01-16	2 535
	1746	1978-05-31	1988-06-08	1 000
				<u>8 135</u>
Hôpital Marie-Clarac	4404	1973-11-28	1983-12-01	1 825
Hôpital Marie-Enfant	3007	1976-09-01	1981-09-15	1 695
Hôpital de Montréal pour enfants	552	1975-02-05	1985-02-15	690
	3287	1978-10-25	{1983-11-01	625
			{1988-11-01	1 500
				<u>2 815</u>
Hôpital Notre-Dame	47	1965-01-13	1980-02-01	286
	3090	1968-09-24	1993-10-15	1 100
	3119	1969-10-22	1979-10-31	2 485 (1)
	3964	1969-12-10	1981-02-01	10 200
	149	1971-01-13	{1982-03-01	500
	407	1977-02-09	{1987-03-01	4 700
				<u>19 271</u>
Hôpital Notre-Dame-de-la- Merci Inc.	1456	1965-07-27	1980-08-01	1 216
Hôpital Rivière-des-Prairies	3019	1969-10-08	1987-08-15	440
Hôpital du Sacré-Coeur	3487	1970-09-17	1980-09-01	40
	34	1971-01-06	{1981-01-02	50
			{1983-01-02	2 250
	185	1973-01-23	1983-02-01	1 999
	2644	1978-08-23	1982-09-06	1 080
				<u>5 419</u>
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc	182	1979-01-24	{1984-02-01	1 150
			{1989-02-01	3 000
				<u>4 150</u>
Hôpital Ste-Justine	976	1965-05-11	1985-07-02	4 791
	2336	1966-11-30	1987-01-02	1 360
	2362	1969-08-13	{1979-09-01	85
			{1989-09-01	551
	3191	1973-09-05	1983-09-15	950
	4030	1975-09-03	{1979-09-15	230
			{1980-09-15	230
			{1980-01-17	435
	179	1977-01-19	{1982-01-17	1 695
			{1987-01-17	5 100
	3596	1978-11-22	1988-12-01	6 300
				<u>21 727</u>
Hôpital St-Luc	971	1972-03-29	{1982-04-15	2 900
			{1992-04-15	1 000
	3496	1976-10-12	1981-10-15	930
	3572	1977-10-26	1983-11-01	1 780
				<u>6 610</u>
Hôpital Santa-Cabrini	3353	1970-09-02	1987-12-31	2 569
	1302	1978-04-26	1988-03-01	2 025
				<u>4 594</u>
Hôtel-Dieu	4329	1971-12-22	1982-01-15	3 720
	924	1975-03-05	{1981-03-15	250
			{1985-03-15	1 200
				<u>5 170</u>
Institut de cardiologie	4150	1974-11-13	1984-11-15	900
	2544	1975-06-18	1981-07-07	1 700
				<u>2 600</u>

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Institut de diagnostic et de recherches cliniques de Montréal	2360	1977-07-20	1980-08-01	776
Institut Philippe-Pinel	3388	1969-11-05	1979-12-01	3 106 (2)
	1898	1978-06-14	{1983-07-04 1984-07-04 1988-07-04	2 000 2 000 4 050
Montréal General Hospital	1487	1969-05-14)	1979-06-02	1 328
	1934	1969-06-26)		
Reddy Memorial Hospital	1685	1967-06-22	1992-07-01	2 292
	2010	1977-06-22	1982-07-04	1 296
Villa Notre-Dame-de-Grâce	3715	1970-10-07	1990-12-01	378
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	2200	1964-11-18	1979-12-15	93
	2461	1971-07-14	1979-07-15	2 790
	4121	1971-12-08	{1980-12-15 1981-12-15 1991-12-15	50 775 1 500
	4024	1973-11-08	1983-12-01	1 900
	2355	1977-07-20	{1981-08-01 1983-08-01	300 3 425
	1938	1977-06-15	{1979-06-20 1980-06-20 1982-06-20 1984-06-20 1987-06-20	300 300 700 500 400
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac	3397	1972-11-15	1982-12-01	940
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	3359	1978-11-02	1997-12-01	1 069
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	108	1979-01-17	{1982-01-19 1989-01-19	500 1 500
Pointe-Claire: Lakeshore General Hospital	2201	1964-11-18	1979-12-15	2 288
Québec:				
Centre d'accueil St-Antoine	546	1965-03-23	1980-03-01	1 332
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	2969	1977-09-07	1987-09-15	1 250
Hôpital de l'Enfant-Jésus	1188	1966-07-27	{1980-08-01 1981-08-01	126 4 373
	1547	1967-06-09	1987-06-01	376
	440	1972-02-16	1982-03-01	1 116
	488	1974-02-06	1984-02-15	1 750
	1856	1977-06-08	1987-06-15	2 750
Hôpital St-François-d'Assise	2671	1967-09-27	1987-10-01	160
	737	1969-03-19	1979-04-01	3 805
	4738	1970-12-22	{1981-01-02 1983-01-02	100 3 500
	3964	1972-12-20	1983-01-03	3 710
	1541	1976-04-28	1986-05-01	4 500
	3203	1977-09-28	1982-10-04	920

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital du St-Sacrement	4020	1974-11-06	{1980-11-15 1984-11-15 1981-03-15 1984-03-15 1985-03-15	260 520 400 600 2 100	3 880
Hôtel-Dieu	4326	1976-12-22	1987-01-04	7 200	8 625
	1747	1978-05-31	{1983-06-05 1988-06-05	425 1 000	
Repentigny: Hôpital Le Gardeur Inc.	3585	1970-09-23	1980-10-01		130
Rimouski: Hôpital St-Joseph	710	1977-03-09	1987-03-15		3 200
Roberval: Hôtel-Dieu	1814	1966-10-19	1986-11-01	908	3 688
	178	1977-01-19	1987-02-01	2 780	
St-André-Avellin: Centre d'accueil la Petite Nation	347	1979-02-07	1994-02-15		1 800
Ste-Anne-des-Monts: Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	3373	1976-09-29	1984-09-01		300
Hôpital des Monts	1963	1971-06-01	1989-06-15	2 000	4 540
	3129	1973-08-29	{1982-09-15 1983-09-15 1993-09-15	72 1 088 500	
	1490	1975-04-11	1980-04-15	880	
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache	4756	1975-10-29	1985-11-05		1 950
Ste-Foy: Centre Cardinal Villeneuve Inc.	3637	1969-11-26	1989-12-01	500	1 540
	173	1977-01-19	1987-02-01	1 040	
Centre hospitalier de l'Université Laval	3036	1973-08-02	{1983-09-01 1993-09-01	3 200 800	12 850
	3941	1973-10-31	{1983-11-15 1993-11-15	1 000 500	
	4959	1975-11-12	{1979-12-01 1985-12-01	750 5 000	
	4111	1976-11-24	1986-12-01	1 600	
Hôpital Laval	1060	1965-05-26}	1980-07-02		574
	1249	1965-06-22}			
St-Georges Ouest: Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-Beauce	810	1965-04-23	1980-05-01	143	2 756
	2311	1972-08-09	1982-08-15	2 613	
St-Hyacinthe: Hôpital Honoré-Mercier	2404	1970-06-17	1980-07-02	4 600	13 645
	692	1972-03-08	1982-03-15	1 395	
	736	1975-02-19	1985-03-01	4 300	
	1673	1978-05-24	{1983-06-08 1988-06-08	1 000 2 350	
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	957	1971-03-16	1981-04-01	4 650	10 895
	451	1973-02-14	1983-03-01	1 370	
	1635	1976-05-05	1986-05-15	4 875	

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal		
	No	Date				
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires de Trois-Saumons	116	1978-01-18	1988-01-19	1 600	3 050	
	67	1979-01-11	1984-01-10	1 450		
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu	1381	1963-08-14	1980-01-15	79	7 930	
	23	1965-01-05				
	2825	1971-08-11	1981-08-15	2 325		
	3965	1972-12-20	1983-01-03	2 726		
	1242	1977-04-20	1987-05-02	1 500		
	671	1978-03-08	1988-03-15	1 300		
St-Michel: Hôpital St-Michel	1029	1965-05-18	1980-06-15			1 897
	1030					
Schefferville: Centre hospitalier de Schefferville	1597	1978-05-17	1981-05-24		1 240	
Shawinigan: Centre hospitalier Ste-Thérèse-de-Shawinigan	737	1975-02-19	1985-03-01		1 260	
Hôpital régional de la Mauricie	977	1969-03-28	1979-04-15	1 905	7 730	
	377	1972-02-09	1982-02-15	2 325		
	859	1976-03-10	1982-04-01	3 500		
Sherbrooke: Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	106	1974-01-09	1984-01-15	1 850	11 375	
	1999	1978-06-21	1983-07-04	2 500		
			1984-07-04	1 000		
			1988-07-04	6 025		
Corporation de l'Hôpital d'Youville	3162	1969-10-22	1980-06-01	85	1 650	
	3990	1976-11-10	1986-11-17	1 565		
Hôpital St-Vincent-de-Paul	559	1979-02-28	1985-03-08	700	1 425	
			1989-03-08	725		
Hôtel-Dieu	1701	1966-09-28	1986-11-01	906	4 538	
	1815	1966-10-19				
	2820	1972-09-27	1982-10-01	1 322		
	3991	1976-11-10	1992-10-01	400		
			1986-11-15	1 910		
Sorel: Hôpital général	1636	1966-09-20	1981-10-15	214	672	
			1986-10-15	458		
Hôtel-Dieu	2268	1971-06-29	1980-07-01	50	6 775	
	1542	1976-04-28	1981-07-01	2 275		
			1986-05-01	4 450		

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Thetford Mines: Hôpital général de la région de l'Amiante Inc.	3428	1969-11-12	(1981-11-01 1989-11-01	923 (b) 700
	4208	1971-12-15	1991-12-15	3 400
	4196	1976-12-08	1986-12-15	1 125
	2221	1978-07-12	1988-07-10	1 750
				<u>7 898</u>
(b) si racheté avant échéance: \$ 914 000				
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	1548	1972-06-06	1982-06-01	1 059
Val-d'Or:				
Centre d'orientation l'Étape Inc.	5304	1975-12-03	1981-12-15	502
Centre hospitalier St-Sauveur	3860	1969-12-03	1989-12-15	1 075
	2052	1973-06-06	1983-06-15	2 375
	3293	1974-09-11	1994-09-15	3 150
				<u>6 600</u>
Verdun:				
Centre hospitalier de Verdun	3525	1974-10-02	1984-10-15	2 000
	1583	1977-05-18	1983-06-01	2 500
				<u>4 500</u>
Hôpital Champlain	3026	1970-08-12	1990-08-15	755
	2437	1974-07-03	1984-07-15	1 500
			(1980-04-15	370
	1134	1977-04-13	(1985-04-15	300
			(1987-04-15	345
				<u>3 270</u>
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis	405	1977-02-09	1987-02-15	2 225
	2007	1977-06-22	1987-07-04	2 150
				<u>4 375</u>
Total (voir l'échéancier sommaire présenté à la page 6-95)				<u><u>460 651*</u></u>

(1) DM 4 000 000 (Deutsche Marks)

(2) DM 5 000 000 (Deutsche Marks)

* Excluant la compensation financière accordée aux Communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée; cette compensation est payable sur une période d'années déterminée et porte intérêts à raison de 5% par année (voir page 6-73).

* Compensation financière accordée aux Communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée.

	No	A.C. ou C.T. Date	Date du dernier versement	Solde du principal
Amos: Hôtel-Dieu	-74350	1973-09-19	1983-08-01	50
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	74351	1973-09-19	1983-08-01	200
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	74348	1973-09-19	1983-08-01	50
Grand-Mère: Centre hospitalier Lafèche	3510	1973-09-25	1983-02-01	360
La Tuque: Hôpital St-Joseph	74349	1973-09-19	1983-08-01	150
Montréal: Hôpital Louis-H.-Lafontaine	96	1975-01-08	1985-01-01	1 186
Nicolet: Hôpital Christ-Roi	74744	1973-10-01	1983-08-01	290
Rimouski: Hôpital St-Joseph	1551	1975-04-16	1980-04-01	560
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	83461	1974-08-28	1983-01-01	200
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	103335	1976-08-01	1981-08-01	180
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	1883	1973-05-24	1983-01-01	140
Ville-Marie (Témiscamingue) Centre hospitalier Ste-Famille	81048	1974-06-05	1983-10-01	100
Ville St-Laurent: Hôpital Notre-Dame-de-l'Espérance	103915	1977-02-01	1980-02-15	125
				<u>3 591</u>

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Commissions scolaires régionales				
Amiante	1419	1969-05-07	1988-11-01	592
	55955	1971-04-14	1982-07-01	160
			1982-02-15	265
	1960	1972-07-04	1992-02-15	1 489
				2 506
Baie-des-Chaleurs	2806	1969-09-17	1986-03-01	352
			1989-03-01	214
	883	1970-03-04	1979-09-01	48
			1989-09-01	273
	3598	1970-09-23	1980-07-01	48
	1516	1972-05-31	1981-10-01	63
			1991-10-01	368
			1982-07-15	289
	844	1973-03-13	1989-07-15	776
			1992-07-15	484
	88898	1975-03-12	1986-10-15	463
			1984-03-01	242
	2645	1975-07-02	1985-03-01	65
		1995-03-01	1 168	
				4 853
Bas-St-Laurent	2248	1969-07-30	1979-04-01	66
			1989-04-01	264
	882	1970-03-04	1979-10-01	89
			1989-10-01	511
	845	1973-03-13	1982-08-15	157
			1992-08-15	682
			1983-12-01	546
	1435	1975-04-11	1984-12-01	159
		1994-12-01	822	
				3 296
Blainville-Deux-Montagnes	886	1970-03-04	1979-11-01	43
			1989-11-01	187
	3697	1970-10-07	1990-03-01	602
	66	1971-01-06	1990-10-01	209
	3171	1971-09-15	1981-06-01	145
			1991-06-01	555
	3288	1972-10-31	1982-05-01	272
			1992-05-01	1 051
	3085	1973-08-22	1983-04-01	754
			1993-04-01	2 734
			1984-02-01	494
3316	1974-09-19	1989-02-01	725	
		1992-02-01	590	
		1994-02-01	475	
				8 836
Bois-Francs	48445	1969-11-26	1985-12-01	564
			1988-12-01	345
	3169	1971-09-15	1981-06-01	93
			1991-06-01	522
			1981-11-15	32
	64564	1972-06-29	1989-11-15	133
			1991-11-15	48
	2673	1973-07-18	1983-01-01	771
			1993-01-01	3 370
	76068	1973-11-21	1983-09-01	70
		1993-09-01	255	
				6 203
Carignan	3521	1970-09-17	1989-12-01	119
	1962	1972-07-04	1981-12-01	316
			1991-12-01	1 778
	73083	1973-07-25	1983-04-01	59
			1993-04-01	211
				2 483

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Soide du principal
	No	Date		
Chambly	52033	1970-08-06	{1980-03-01	25
			{1990-03-01	111
	55200	1971-03-03	{1983-04-01	112
			{1984-07-01	110
	820	1971-03-03	{1980-12-01	642
			{1988-12-01	3 735
	2748	1971-08-04	{1981-04-01	293
			{1991-04-01	1 817
	3287	1972-10-31	{1982-06-15	896
			{1992-06-15	395
	1835	1973-05-16	{1982-11-15	978
			{1992-11-15	714
	3649	1973-10-03	{1983-06-15	306
			{1991-06-15	816
			{1993-06-15	295
3643	1974-10-16	{1984-05-01	998	
		{1991-05-01	2 043	
		{1994-05-01	1 331	
1436	1975-04-11	{1983-12-15	907	
		{1984-12-15	239	
		{1994-12-15	4 180	
				20 943
Charlevoix	821	1971-03-03	{1980-11-01	106
			{1988-11-01	678
			{1990-11-01	262
	1869	1974-05-22	{1984-03-01	493
			{1991-03-01	1 167
87518	1975-01-22	{1994-03-01	759	
		{1984-09-01	333	3 798
Châteauguay-Valley	1661	1969-05-28	{1988-10-01	724
	3170	1971-09-15	{1990-06-01	496
			{1991-06-01	183
Chaudière	2809	1969-09-17	{1989-01-01	546
	4240	1971-12-15	{1990-07-01	324
			{1991-07-01	119
	62652	1972-03-22	{1980-07-01	20
	1210	1972-05-03	{1981-10-01	386
			{1991-10-01	2 169
	64572	1972-06-29	{1982-03-15	79
			{1992-03-15	195
	3650	1973-10-03	{1983-06-15	325
			{1993-06-15	1 183
	1131	1974-03-27	{1983-10-01	367
			{1993-10-01	1 388
3035	1974-08-21	{1984-04-01	870	
		{1991-04-01	997	
		{1994-04-01	637	9 605
Chauveau	2694	1969-09-10	{1989-06-01	166
	3333	1969-10-29	{1979-06-01	64
			{1989-06-01	255
	48442	1969-11-26	{1983-11-01	28
			{1988-11-01	39
	52032	1970-08-06	{1980-03-01	14
			{1990-03-01	139
	3519	1970-09-17	{1989-11-01	369
	3520	1970-09-17	{1979-11-01	62
{1989-11-01			271	
1209	1972-05-03	{1981-09-15	173	
		{1991-09-15	975	

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Soide du principal
	No	Date		
	1836	1973-05-16	{1982-12-15 1992-12-15	216 768
	4709	1973-12-19	{1983-09-15 1991-09-15 1993-09-15	499 1 329 481
	3317	1974-09-19	{1984-06-01 1992-06-01 1994-06-01	385 889 321
				7 443
District of Bedford	1541	1970-04-01	1989-10-01	233
	3315	1974-09-19	{1984-06-15 1994-06-15	121 419
	84753	1974-10-09	{1984-06-15 1994-06-15	25 90
	2646	1975-07-02	{1980-03-15 1981-03-15 1982-03-15 1985-03-15 1995-03-15	61 65 71 249 376
				1 710
Du Rivage	2327	1970-06-10	{1980-02-01 1990-02-01	29 176
	56215	1971-05-05	{1982-03-15	282
	2376	1972-08-09	{1992-03-15	1 581
	3651	1973-10-03	{1983-05-15 1993-05-15	1 428 3 349
				6 845
Eastern Townships	3329	1969-10-29	1988-11-01	290
	1943	1970-04-23	1989-12-01	416
	2837	1971-08-11	{1981-03-15 1991-03-15	44 392
	74189	1973-09-12	1983-07-15	280
	93580	1975-08-20	{1980-05-01 1981-05-01	84 290
				1 796
Etrie	1415	1970-03-25	1990-04-01	85
	50628	1970-03-31	{1979-11-01 1989-11-01	17 145
	102	1972-01-12	{1990-09-01 1991-09-01	534 327
	64574	1972-06-29	1981-12-01	16
	1961	1972-07-04	{1981-12-01 1991-12-01	291 1 637
	2383	1972-08-09	{1982-04-15 1992-04-15	715 1 232
	3645	1974-10-16	1980-03-15	3 654
	3646	1974-10-16	{1984-05-15 1991-05-15 1994-05-15	1 003 2 059 1 341
	3872	1974-10-30	1980-05-23	4 970
	1241	1975-03-26	1984-12-15	651
				18 677
Golfe	51753	1970-07-15	1980-04-01	151
	3968	1970-10-28	{1980-08-01 1990-08-01	48 428
	2377	1972-08-09	{1982-03-15 1992-03-15	93 547
	2674	1973-07-18	{1983-01-01 1993-01-01	708 3 096
	1557	1974-05-01	{1983-11-01 1993-11-01	1 178 2 813

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
	4409	1974-12-04	{1984-08-01 1992-08-01 1994-08-01	1 058 2 603 983
	2649	1975-07-02	{1981-04-01 1983-04-01 1985-04-01 1995-04-01	93 78 93 829
				14 799
Grand-Portage	1664	1969-05-28	1988-11-01	402
	876	1970-03-04	{1979-08-01 1989-08-01	53 207
	3698	1970-10-07	1994-09-01	929
	55201	1971-03-03	1985-07-01	266
	58603	1971-09-01	{1981-03-15 1991-03-15	20 171
	2378	1972-08-09	{1982-03-15 1992-03-15	304 1 708
	3652	1973-10-03	{1983-07-01 1989-07-01 1993-07-01	539 404 393
	91869	1975-06-25	{1979-09-15 1986-09-15	13 428
				5 837
Harricana	878	1970-03-04	{1979-09-01 1989-09-01	26 162
	1620	1971-05-05	{1989-12-01 1990-12-01	305 92
	957	1972-03-28	1991-09-01	707
	2379	1972-08-09	{1982-02-15 1992-02-15	298 1 675
	76067	1973-11-21	1983-08-01	318
	3318	1974-09-19	{1984-05-15 1994-05-15	353 1 196
	229	1975-01-22	{1984-08-01 1992-08-01 1994-08-01	1 183 3 108 1 223
	1952	1975-05-14	{1984-11-15 1994-11-15	587 862
				12 095
Henri-Bourassa	3103	1969-10-15	{1979-05-01 1987-05-01 1989-05-01	64 220 255
	2380	1972-08-09	{1982-01-05 1992-01-05 1982-06-15	112 632 433
	3429	1973-09-19	{1983-06-15 1993-06-15	131 2 051
	84752	1974-10-09	{1984-07-01 1994-07-01	83 281
				4 262
Honoré-Mercier	1415	1969-05-07	{1985-12-01 1988-12-01	265 162
	1641	1970-04-08	{1979-11-01 1989-11-01	39 244
	67	1971-01-06	1980-10-15	120
	103	1972-01-12	{1990-09-01 1991-09-01	527 189
	64571	1972-06-29	1986-07-02	255
	69356	1973-02-21	{1982-09-01 1992-09-01	73 319
	3086	1973-08-22	{1983-02-01 1993-02-01	559 2 448
	1434	1975-04-11	1986-11-01	1 009
				6 209

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGETAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Jean-Talon	2807	1969-09-17	1979-03-01	615
	3600	1970-09-23	1980-07-01	84
	1517	1972-05-31	1981-11-01	259
			1991-11-01	1 458
	2675	1973-07-18	1983-02-01	379
			1993-02-01	1 196
	1558	1974-05-01	1983-12-15	126
			1991-12-15	357
506	1975-02-05	1993-12-15	135	
		1985-09-01	663	
				5 272
Jérôme-Le-Royer	3805	1969-11-26	1979-08-01	92
			1980-08-01	99
			1989-08-01	681
	50626	1970-03-31	1979-11-01	17
			1989-11-01	207
	1213	1972-05-03	1990-09-01	807
	2384	1972-08-09	1991-09-01	295
			1988-07-02	517
	2385	1972-08-09	1982-03-15	458
1992-03-15			2 573	
72547	1973-07-04	1982-12-01	229	
				5 975
Lac-St-Jean	3270	1970-09-02	1980-05-01	96
			1990-05-01	226
	1788	1972-06-21	1981-12-01	270
			1991-12-01	1 514
	1448	1973-04-17	1982-12-15	107
			1992-12-15	464
72545	1973-07-04	1982-07-01	136	
1242	1975-03-26	1985-01-15	706	
				3 519
Lakeshore	879	1970-03-04	1989-09-01	1 420
	1941	1970-04-23		
	1205	1972-05-03		
				130
				735
				2 285
Lanaudière	1663	1969-05-28	1988-08-01	573
	3332	1969-10-29	1989-06-01	190
	4374	1970-11-25	1980-07-01	56
	1211	1972-05-03	1981-10-01	155
			1991-10-01	902
	2382	1972-08-09	1982-03-01	234
			1992-03-01	1 320
	2914	1974-08-14	1984-04-01	797
87519	1975-01-22	1984-09-01	315	
				4 542
Lapointe	2328	1970-06-10	1990-02-01	277
	60569	1971-12-08	1981-07-01	187
			1981-10-15	231
	1212	1972-05-03	1991-10-15	1 299
			1982-07-01	584
	1144	1973-03-28	1992-07-01	2 355
			1983-10-01	755
	1258	1974-04-02	1990-10-01	922
			1993-10-01	576
	4410	1974-12-04	1984-06-01	291
			1992-06-01	684
			1994-06-01	251
3941	1975-08-27	1980-05-01	81	
		1985-05-01	273	
		1995-05-01	265	
				9 031

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal		
	No	Date				
La Vérendrye	887	1970-03-04	1989-03-01	198		
	1622	1971-05-05	{1981-01-01	116		
			{1988-01-01	621		
			{1991-01-01	412		
	70749	1973-04-11	1983-01-01	85		
	1469	1974-04-24	{1983-12-01	286		
			{1993-12-01	1 078		
400	1975-01-29	{1984-08-01	212			
		{1992-08-01	508			
		{1994-08-01	187			
				<u>3 703</u>		
Lignery	268	1970-01-21	1988-08-01	317		
	50227	1970-03-11	1989-03-01	101		
			{1980-01-01	22		
	1944	1970-04-23	{1990-01-01	145		
	53925	1970-11-25	{1980-08-01	29		
			{1990-08-01	72		
	1557	1973-04-27	{1982-10-15	675		
			{1992-10-15	2 905		
1259	1974-04-03	{1983-10-15	102			
		{1993-10-15	373			
				<u>4 741</u>		
Louis-Fr�chet	3806	1969-11-26	{1979-08-01	64		
	3273	1970-09-02	{1989-08-01	259		
			{1980-06-01	222		
	1518	1972-05-31	{1981-11-01	402		
	64573	1972-06-29	{1991-11-01	1 368		
			{1981-09-01	105		
	2915	1974-08-14	{1984-04-15	1 144		
			{1986-04-15	247		
			{1994-04-15	1 546		
	885	1975-03-05	{1979-11-15	79		
{1984-11-15			546			
{1992-11-15			1 750			
{1994-11-15			716			
				<u>8 448</u>		
Louis-H�mon	50224	1970-03-11	{1979-05-01	8		
			{1983-05-01	39		
			{1989-05-01	87		
	2326	1970-06-10	{1990-02-01	458		
	2674	1971-07-28	{1981-04-15	173		
			{1988-04-15	615		
			{1991-04-15	391		
	959	1972-03-28	{1991-07-01	599		
	1837	1973-05-16	{1982-11-15	268		
			{1992-11-15	1 173		
	4213	1973-11-21	{1983-09-01	309		
			{1993-09-01	1 165		
2916	1974-08-04	{1984-04-15	457			
		{1988-04-15	466			
		{1994-04-15	1 080			
393	1975-01-29	{1989-09-01	1 780			
		{1994-09-01	5			
				<u>9 073</u>		
Mauricie	1417	1969-05-07	1988-12-01	386		
	1656	1969-05-28				
	880	1970-03-04			{1979-09-01	24
	104	1972-01-12			{1989-09-01	142
					{1990-07-01	492
	1789	1972-06-21			{1991-07-01	180
					{1981-11-15	234
1614	1973-05-02	{1991-11-15	1 320			
		{1982-06-01	77			
		{1992-06-01	347			

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
			{1983-06-15	739
	3430	1973-09-19	{1990-06-15	1 651
			{1993-06-15	1 029
			{1984-04-15	253
	2917	1974-08-14	{1990-04-15	404
			{1994-04-15	400
			{1980-04-01	134
			{1981-04-01	90
	2652	1975-07-02	{1982-04-01	99
			{1985-04-01	357
			{1995-04-01	1 663
				<u>10 021</u>
Meilleur	2805	1969-09-17	{1986-03-01	280
			{1989-03-01	171
	1790	1972-06-21	{1981-12-15	265
			{1991-12-15	1 488
			{1985-01-02	206
	1427	1975-01-02	{1993-01-02	560
			{1995-01-02	225
				<u>3 195</u>
Monts	2950	1969-10-01	1989-03-01	344
	2325	1970-06-10	{1980-02-01	27
			{1990-02-01	301
			{1980-12-01	106
	1619	1971-05-05	{1986-12-01	464
			{1990-12-01	484
	62650	1972-03-22	1981-07-02	75
			{1983-07-15	96
	4312	1973-11-28	{1993-07-15	352
	2350	1974-06-26	1986-03-01	1 098
				<u>3 347</u>
North Island	47608	1969-10-03)	1989-06-01	259
	889	1970-03-04)		
	50228	1970-03-11	{1985-09-01	157
			{1988-09-01	96
	2386	1972-08-09	{1982-04-01	283
			{1992-04-01	1 236
	505	1975-02-05	1987-07-15	821
				<u>2 852</u>
Orléans	48443	1969-11-26	1984-01-01	178
			{1980-12-15	111
	1623	1971-05-05	{1989-12-15	840
			{1990-12-15	143
			{1981-07-01	64
	60168	1971-11-17	{1986-07-01	155
			{1982-04-01	668
	2387	1972-08-09	{1992-04-01	2 925
			{1982-10-15	117
	1731	1973-05-10	{1992-10-15	526
			{1983-07-01	19
	74190	1973-09-12	{1993-07-01	69
				<u>5 815</u>
Outaouais	884	1970-03-04	1989-05-01	3 300
	51080	1970-05-05	1979-12-01	28
	4375	1970-11-25	1980-09-01	80
			{1981-08-15	285
	958	1972-03-28	{1990-08-15	1 515
			{1991-08-15	259
			{1982-10-15	389
	1732	1973-05-10	{1987-10-15	381
			{1992-10-15	559

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
	2851	1973-08-01	{1983-04-15 1993-04-15	754 2 734
	2351	1974-06-26	{1984-03-01 1994-03-01	1 638 4 280
	504	1975-02-05	{1984-09-15 1990-09-15 1994-09-15	1 082 1 810 1 845
				<u>20 939</u>
Papineau	2693	1969-09-10	{1979-05-01 1989-05-01	89 369
	3319	1974-09-19	{1979-05-01 1990-05-01 1994-05-01	124 1 612 817
	4412	1974-12-04	1987-07-15	1 054
	1243	1975-03-26	{1985-01-02 1995-01-02	587 2 099
				<u>6 751</u>
Pascal-Taché	1642	1970-04-08	{1979-12-01 1989-12-01	31 248
	2388	1972-08-09	{1981-11-15 1991-11-15	251 1 414
	1145	1973-03-28	{1982-08-01 1992-08-01	89 402
	72546	1973-07-04	1985-07-02	210
	3433	1973-09-19	{1983-06-01 1993-06-01	316 1 140
	1432	1975-04-11	{1985-02-01 1995-02-01	257 246
				<u>4 604</u>
Péninsule	270	1970-01-21	1988-11-01	233
	52711	1970-09-17	1980-07-01	73
	1624	1971-05-05	{1981-01-01 1988-01-01 1991-01-01	111 592 386
	106	1972-01-12	{1990-08-15 1991-08-15	999 366
	3979	1973-10-31	{1983-04-01 1993-04-01	184 335
	4314	1973-11-28	{1983-08-15 1991-08-15 1993-08-15	492 1 354 501
	4413	1974-12-04	{1984-06-15 1992-06-15 1994-06-15	387 965 368
				<u>7 346</u>
Provencher	1659	1969-05-28	1988-09-01	799
	269	1970-01-21		
	52712	1970-09-17	{1980-08-01 1990-08-01	28 69
	1611	1972-06-06	{1990-11-01 1991-11-01	287 780
	1470	1974-04-24	{1983-12-15 1990-12-15 1993-12-15	552 1 271 810
	3881	1974-10-30	{1984-05-01 1994-05-01	292 950
				<u>5 838</u>
St-François	1421	1969-05-07	1988-11-01	494
	51742	1970-07-15	1980-02-01	5
	2751	1971-08-04	1989-12-01	718
	2752	1971-08-04	{1981-04-15 1991-04-15	215 1 247
				<u>2 679</u>

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
South Shore	48441	1969-11-26	1979-06-01	22
	888	1970-03-04	1994-06-01	69
			1981-06-15	25
			1989-06-15	101
	60568	1971-12-08	1991-06-15	37
			1996-06-15	121
			1981-10-01	150
	1206	1972-05-03	1996-10-01	1 580
	70748	1973-04-11	1982-10-01	71
			1992-10-01	307
		1984-11-01	241	
	1430	1975-04-11	1992-11-01	644
			1994-11-01	171
				<u>3 539</u>
Tardivel	1658	1969-05-28	1984-10-01	392
			1988-10-01	375
	50226	1970-03-11	1979-08-01	16
			1989-08-01	200
	2391	1972-08-09	1982-01-01	162
			1992-01-01	901
	2853	1973-08-01	1983-02-15	391
			1993-02-15	1 771
				<u>4 208</u>
Tilly	3330	1969-10-29	1989-06-01	715
	3331	1969-10-29		
	1626	1971-05-05	1981-01-15	174
			1991-01-15	1 530
	2392	1972-08-09	1982-02-15	505
		1992-02-15	2 836	
				<u>5 760</u>
Vaudreuil-Soulanges			1979-06-01	24
	877	1970-03-04	1981-06-01	56
			1989-06-01	314
			1982-04-15	92
	2393	1972-08-09	1992-04-15	403
	73538	1973-08-15	1983-02-15	247
	82877	1974-08-07	1979-04-15	15
			1994-04-15	359
87517	1975-01-22	1984-09-01	280	
				<u>1 790</u>
Vieilles-Forges	2810	1969-09-17	1989-02-01	382
	885	1969-08-01	1979-08-01	73
			1989-08-01	663
			1980-02-01	14
	51611	1970-06-30	1990-02-01	116
			1980-08-01	88
	3699	1970-10-07	1990-08-01	783
			1982-06-15	414
	3292	1972-10-31	1992-06-15	1 810
			1983-02-15	238
	2854	1973-08-01	1993-02-15	1 033
			1984-07-01	405
	3659	1974-10-16	1994-07-01	1 425
		1984-12-15	751	
	1431	1975-04-11	1994-12-15	998
				<u>9 193</u>
Western Québec	52034	1970-09-17	1990-04-01	137
Yamaska	2808	1969-09-17	1989-02-01	325
			1979-10-01	44
	881	1970-03-04	1989-10-01	262

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
	3601	1970-09-23	1980-07-01	47
	1519	1972-05-31	{1981-11-01	409
			{1991-11-01	2 302
			{1984-05-01	254
	3321	1974-09-19	{1990-05-01	425
			{1994-05-01	432
				<u>4 500</u>
				<u>302 702</u>
Commissions scolaires locales				
Amos	91087	1975-05-28	1985-02-15	234
Argile Bleue	91088	1975-05-28	1985-02-15	235
Des Cascades l'Achigan	1437	1975-04-11	1985-02-01	461
Des Cèdres	88900	1975-03-12	1984-12-01	119
Charlesbourg	92436	1975-07-16	{1980-04-15	271
			{1995-04-15	<u>30</u>
				301
Chaudière-Etchemin	91874	1975-06-25	{1980-03-15	30
			{1984-03-15	156
			{1985-03-15	<u>49</u>
				235
Chûtes Montmorency	88902	1975-03-12	1984-10-01	97
Côte de Beaupré	91086	1975-05-28	1985-02-15	144
Les Deux-Rives	91877	1975-06-25	{1985-04-01	247
			{1990-04-01	<u>53</u>
				300
Granby	92435	1975-07-16	{1980-04-15	94
			{1985-04-15	<u>326</u>
				420
Grande-Hermine	88899	1975-03-12	1984-12-01	83
Grand'Mère	88713	1975-03-05	1984-10-15	70
	1247	1975-03-26	1985-01-02	<u>238</u>
				308
Haute-Gatineau	88712	1975-03-05	1984-11-01	107
Industrie	91878	1975-06-25	{1985-04-15	331
			{1990-04-15	<u>44</u>
				375
Jacques-Cartier	1248	1975-03-26	{1983-11-15	297
			{1984-11-15	80
			{1990-11-15	705
			{1994-11-15	<u>785</u>
				1 867
Lac-St-Pierre	93950	1975-09-03	{1980-05-01	44
			{1985-05-01	<u>123</u>
				167
La Jeune Lorette	2650	1975-07-02	{1984-03-15	456
			{1985-03-15	99
			{1995-03-15	<u>938</u>
				1 493
Langevin	88903	1975-03-12	{1984-11-15	31
			{1994-11-15	123
			{1980-04-15	96
	3081	1975-07-23	{1985-04-15	332
			{1995-04-15	<u>213</u>
				795

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
La Tourelle	93581	1975-08-20	{1980-05-01 1985-05-01	52 159	211
Laure-Conan	91876	1975-06-25	{1984-03-01 1985-03-01 1989-03-01	99 25 34	158
Maiartic	91872	1975-06-26	{1980-03-01 1982-03-01 1985-03-01	10 25 46	81
Manicouagan	93767	1975-08-27	{1980-05-01 1985-05-01	35 121	156
Normandie	88716	1975-03-05	1984-11-01		90
Normandin	91868	1975-06-25	1985-01-02		72
Pontiac	88901	1975-03-12	1984-12-01		122
Rocher Percé	88715	1975-03-05	1984-10-15		36
St-Eustache	89227	1975-03-19	1985-01-02		83
Seigneurie	93579	1975-08-20	1985-04-15		190
Sept-Îles	92437	1975-07-06	{1980-04-15 1985-04-15	88 299	387
Taillon	91873	1975-06-25	{1979-10-15 1984-10-15	33 211	244
Tracadèche	91867	1975-06-25	{1980-02-15 1985-02-15	10 72	82
Varennes	1249	1975-03-26	{1984-12-15 1994-12-15	213 772	985
Warwick	91871	1975-06-25	1985-02-01		65
					<u>10 703</u>
Commissions scolaires intégrées					
Abitibi	3522	1970-09-17	{1982-11-01 1989-11-01	21 263	
	4212	1973-11-21	{1981-07-15 1983-07-15	239 193	
	1870	1974-05-22	{1984-02-01 1992-02-01 1994-02-01	180 510 193	
	2213	1975-05-28	{1985-02-01 1995-02-01	175 500	2 274
Châteauguay	2249	1969-07-30	{1979-05-01 1989-05-01	86 349	
	4245	1971-12-15	{1990-06-15 1991-06-15	491 179	
	1792	1972-06-21	{1981-11-15 1991-11-15	290 1 232	
	81675	1974-06-26	{1984-03-15 1994-03-15	58 225	2 910

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Chicoutimi	1428	1970-03-25	{1987-03-01	554
			{1989-03-01	196
	1643	1970-04-08	{1989-12-15	416
			{1981-03-15	84
	2469	1971-07-14	{1991-03-15	751
			{1979-11-01	75
	1791	1972-06-21	{1981-11-01	170
			{1991-11-01	588
	2852	1973-08-01	{1983-03-01	186
			{1993-03-01	816
	3320	1974-09-19	{1984-05-15	830
			{1991-05-15	1 704
			{1994-05-15	1 109
1433	1975-04-11	{1984-12-15	524	
		{1994-12-15	1 776	
91875	1975-06-25	{1981-03-01	91	
		{1985-03-01	243	
			<hr/>	10 113
Chomedey-de-Laval	3108	1969-10-15	1988-03-01	865
	895	1970-03-04	1989-08-01	158
	3121	1970-08-19	1990-04-01	325
			{1981-01-01	80
	2040	1971-06-09	{1987-01-01	349
			{1991-01-01	364
			{1984-10-15	649
	1244	1975-03-26	{1991-10-15	1 087
		{1994-10-15	502	
3942	1975-08-22	1985-04-15	1 130	
			<hr/>	5 509
Davignon	1651	1969-05-28	{1986-10-01	846
			{1988-10-01	299
			<hr/>	1 145
Des Îles (Îles-de-la-Madeleine)	50225	1970-03-11	{1979-05-01	22
			{1989-05-01	166
			<hr/>	188
Lac-Témiscamingue	88714	1975-03-05	1984-10-01	260
Les Écores	2695	1969-09-10	{1979-04-01	55
			{1989-04-01	411
	4348	1971-12-22	{1990-06-15	162
			{1991-06-15	442
			{1981-11-01	73
	1787	1972-06-21	{1990-11-01	354
			{1991-11-01	57
	1447	1973-04-17	{1982-11-15	563
			{1992-11-15	2 549
	89232	1975-03-19	1984-12-15	215
1246	1975-03-26	1985-10-01	756	
			<hr/>	5 637
Laurentian	1654	1969-05-28	1988-09-01	381
	53290	1970-10-14	1980-07-01	98
	62651	1972-03-22	{1981-12-15	22
			{1991-12-15	126
			<hr/>	627
Laurentides	1416}	1969-05-07	1988-10-01	459
	1422}			
	2237	1972-07-26	{1981-12-15	185
			{1991-12-15	1 033
			{1981-03-15	251
2651	1975-07-02	{1982-03-15	137	
		{1985-03-15	500	
			<hr/>	2 565

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal			
	No	Date					
Le Gardeur	873	1970-03-04	1989-03-01	323	671		
	874		1981-01-01	35			
	56216	1971-05-05	1986-01-01	121			
			1991-01-01	192			
Mille-Îles	51741	1970-07-15	1980-03-01	24	2 470		
	52714	1970-09-17	1989-11-01	107			
	53926	1970-11-25	1980-09-15	7			
			1981-07-01	160			
	105	1972-01-12	1988-07-01	553			
			1991-07-01	345			
	66498	1972-09-20	1982-05-01	113			
			1979-11-01	86			
			1983-11-01	206			
	1245	1975-03-26	1984-11-01	55			
1994-11-01			814				
Rouyn-Noranda			2692	1969-09-10	1989-03-01	280	2 803
			4373	1970-11-25	1980-09-01	117	
	1990-09-01	713					
	52707	1970-09-17	1984-09-01	158			
52713	1970-09-17	1979-11-01	10				
		1982-11-01	154				
1446	1973-04-17	1992-11-01	670				
84480	1974-10-02	1986-06-01	474				
89233	1975-03-19	1985-01-02	227				
St-Jérôme	1420	1969-05-07	1988-11-01	283	2 495		
	1423		1979-07-01	14			
	48444	1969-11-26	1989-07-01	105			
			1983-06-01	452			
3311	1973-09-12	1993-06-01	1 641				
Vallée-de-la-Matapédia	2949	1969-10-01	1979-04-01	50	1 524		
	50527	1970-03-31	1989-04-01	200			
			1989-12-01	63			
	1953	1975-05-14	1984-02-15	837			
1989-02-15			374				
Valleyfield	2811	1969-09-17	1989-02-01	268	2 568		
	4377	1970-11-25	1980-09-01	56			
			1990-09-01	139			
	2750	1971-08-04	1981-04-15	183			
			1988-04-15	646			
			1991-04-15	412			
	38	1974-01-09	1983-07-15	408			
	83875	1974-09-11	1979-04-15	1			
1986-04-15			455				
Verdun	1227	1975-03-26	1981-09-01	187	1 241		
			1991-09-01	1 054			
				45 000			
				358 405			

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Collèges d'enseignement général et professionnel				
Ahuntsic, Montréal	4416	1970-12-02	1982-12-15	1 600
	4152	1971-12-08	1991-12-15	3 000
	2371	1973-06-27	1983-07-01	1 500
	484	1975-02-05	1985-02-15	2 500
	5244	1975-12-03	1985-12-15	4 000
	2599	1976-07-28	1986-08-10	4 000
	3957	1976-11-10	1986-11-15	4 000
	1746	1977-06-01	1987-06-15	2 500
				<u>23 100</u>
André-Laurendeau, Lasalle	156	1971-01-13	{1981-02-01	1 500
			{1983-02-01	1 000
	2002	1973-05-30	1983-06-01	1 500
	169	1974-01-16	1984-02-01	1 500
	3638	1974-10-16	1984-11-01	3 000
	585	1975-02-12	1981-02-15	3 000
	4960	1975-11-12	1985-11-17	4 000
	2600	1976-07-28	1986-08-02	8 000
	1865	1977-06-08	1987-06-16	2 500
				<u>26 000</u>
Bois-de-Boulogne, Montréal	3765	1970-10-14	1982-10-15	1 600
	500	1976-02-25	1986-03-01	2 500
	2860	1978-09-13	{1984-09-26	750
			{1988-09-26	1 250
				<u>6 100</u>
Bourgeois (Régional), St-Hyacinthe	3096	1971-09-08	{1981-09-15	800
			{1991-09-15	200
	1907	1972-06-28	1982-07-01	1 500
	847	1973-03-13	1984-03-15	3 000
	3859	1974-10-30	1984-11-15	3 000
	227	1975-01-22	1985-02-01	3 000
	878	1975-03-05	1985-03-01	2 500
	5245	1975-12-03	1985-12-15	3 000
	3450	1976-10-06	1981-10-15	900
	1747	1977-06-01	1987-06-20	1 000
	3451	1977-10-19	1979-07-15	1 000
				<u>19 900</u>
Champlain (Régional) Sherbrooke	562	1973-02-21	1983-03-15	2 000
	2848	1973-08-01	{1983-08-15	2 400
			{1993-08-15	600
	879	1975-03-05	1985-03-01	3 000
	2653	1976-08-04	1986-08-23	6 000
	566	1977-02-23	1987-03-01	2 000
				<u>16 000</u>
Côte-Nord (Régional), Baie-Comeau	2768	1973-07-25	1993-08-01	1 500
	152	1975-01-15	1985-01-15	2 000
	3343	1977-10-12	1983-10-17	1 000
				<u>4 500</u>
Dawson, Montréal	2120	1969-07-16	1989-07-02	1 500
	241	1970-01-21	1989-07-02	455
	3405	1970-09-10	1995-10-01	1 600
	3565	1971-10-20	1981-11-01	2 000
	485	1975-02-05	1981-02-15	2 500
	1668	1977-05-26	1983-06-06	1 500
	2861	1978-09-13	{1984-09-26	400
			{1988-09-26	600
				<u>10 555</u>

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Édouard-Montpetit, Longueuil	791	1969-03-19	f1979-04-01	2 856
			f1994-04-01	1 175
	3827	1971-11-10	f1981-12-01	1 300
			f1991-12-01	700
	1963	1972-07-04	1982-07-15	3 000
	141	1973-01-17	1983-02-01	3 000
	848	1973-03-13	1985-03-15	4 500
	841	1974-03-06	1984-03-15	2 000
	2654	1976-08-04	f1981-08-16	1 000
			f1986-08-16	1 000
			<hr/>	20 531
François-Xavier-Garneau, Québec	3766	1970-10-14	1995-10-15	1 500
	15	1974-01-03	1984-01-15	1 000
	3696	1977-11-02	1983-11-22	500
			<hr/>	3 000
Gaspésie, Gaspé	4016	1969-12-10	f1979-12-01	58
			f1989-12-01	465
	142	1973-01-17	1983-01-15	1 500
	880	1975-03-05	1985-03-15	2 000
	3453	1977-10-19	f1983-11-01	500
			f1987-11-01	500
			<hr/>	5 023
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	2233	1972-07-26	f1982-08-01	400
			f1992-08-01	2 000
	3844	1973-10-22	1983-10-15	1 500
	982	1974-03-13	1984-04-01	2 000
	3958	1976-11-10	1986-11-15	2 000
	424	1979-02-14	f1984-02-21	1 000
			f1989-02-21	2 000
			<hr/>	10 900
Joliette	1407	1974-04-17	2009-05-01	3 487
	3959	1976-11-10	1986-11-16	1 500
			<hr/>	4 987
La Pocatière	1163	1975-03-19	1985-03-01	2 000
Lévis-Lauzon, Lauzon	2378	1971-07-07	1981-08-01	1 000
	1905	1972-06-28	1982-07-01	2 000
	1450	1973-04-17	1983-04-15	2 000
	608	1974-02-20	1984-03-01	3 000
	3104	1974-08-28	1984-09-01	2 000
	482	1975-02-05	1985-02-15	2 000
	3960	1976-11-10	1986-11-16	1 500
				<hr/>
Limoulu, Québec	2157	1968-07-10	1988-08-01	200
	2298	1971-06-29	1981-07-01	2 000
	968	1973-03-21	1983-04-01	1 500
	170	1974-01-16	1984-02-01	1 500
	2256	1974-06-19	1984-07-03	3 000
	3549	1974-10-09	1984-10-15	3 000
	480	1975-02-05	1985-02-15	3 000
	386	1976-02-11	1986-02-16	3 000
	1748	1977-06-01	1987-06-15	2 000
				<hr/>
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	2116	1969-07-16	f1989-07-02	1 500
			f1994-07-02	1 132
	3293	1972-10-31	1982-11-01	1 000
	972	1975-03-12	1985-03-15	1 500
	3580	1977-10-26	1983-11-15	1 000
			<hr/>	6 132

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Maisonneuve, Montréal	269	1969-01-29	1999-02-01	1 057
	3751	1971-11-03	1981-11-15	2 000
	1612	1972-06-06	1982-06-15	3 000
	3370	1972-11-08	1984-11-15	3 000
	4706	1973-12-19	1984-01-15	1 500
	481	1975-02-05	1995-02-15	2 500
	634	1979-03-07	1983-03-14	500
			1984-03-14	500
			1989-03-14	2 500
				16 557
Matane	2829	1971-08-11	1981-09-01	1 000
	2572	1973-07-11	1981-07-15	1 000
	3846	1976-11-03	1981-11-01	600
	2862	1978-09-13	1988-09-21	1 000
				3 600
Montmorency, Laval	2830	1971-08-11	1981-09-01	2 000
	3421	1973-09-19	1983-10-01	1 500
			1993-10-01	500
	3860	1974-10-30	1984-11-15	3 000
	153	1975-01-15	1995-01-15	3 000
	671	1975-02-19	1985-03-01	4 500
	575	1977-02-23	1987-03-01	4 000
	3910	1977-11-16	1979-12-01	333
			1980-12-01	334
Nord-Ouest	2901	1969-09-24	1989-10-01	1 140
	3360	1971-10-01	1981-10-15	2 000
	2808	1972-09-20	1992-10-01	2 000
	849	1973-03-13	1984-03-15	3 500
				8 640
Outaouais	2926	1968-09-11	1993-09-15	480
	2769	1973-07-25	1980-08-01	1 000
			1993-08-01	500
	572	1974-02-13	1984-03-01	2 000
	2126	1974-06-12	1984-07-03	3 000
	4212	1974-11-20	1984-12-01	3 000
	5229	1975-12-03	1985-12-03	3 000
	1669	1977-05-26	1987-06-01	2 000
	635	1979-03-07	1989-03-08	1 000
Région de l'Amiante, Thetford Mines	3113	1972-10-18	1982-11-01	1 000
	420	1974-02-06	1984-02-15	1 000
	3451	1976-10-06	1981-10-15	3 000
	1333	1977-04-27	1987-05-02	2 000
	2159	1977-06-29	1987-06-28	3 500
	3917	1977-11-16	1983-11-22	2 000
				12 500
Rimouski	2825	1968-08-27	1991-09-01	2 844
	1252	1973-04-04	1983-04-15	1 500
	771	1975-02-26	1981-03-01	2 000
	3699	1977-11-02	1983-11-15	2 000
	636	1979-03-07	1989-03-08	1 000
	2656	1978-08-23	1983-09-01	1 000
1988-09-01			4 210	
				14 554
Rivière-du-Loup	3413	1969-11-05	1979-11-01	35
			1989-11-01	335
	706	1971-02-24	1981-03-15	1 000
	3713	1972-12-06	1982-12-15	1 000
	483	1975-02-05	1985-02-15	3 000
	3345	1977-10-12	1982-10-17	400
1987-10-17			600	
				6 370

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal		
	No	Date				
Rosemont, Montréal	3229	1969-10-22	{1989-11-01 1999-11-01	914 1 481		
	2578	1971-07-21	1981-08-01	2 000		
	3371	1972-11-08	1982-11-15	2 000		
	195	1976-01-28	1996-02-02	4 000		
	3131	1976-09-15	1996-09-30	4 000		
	1331	1977-04-27	1987-05-16	4 000		
	2863	1978-09-13	{1984-09-21 1988-09-21	500 500		
				<u>500</u>		
				19 395		
Saguenay—Lac-St-Jean (Régional), Arvida	2761	1968-08-21	1998-09-01	570		
	2504	1970-06-24	2000-07-15	2 200		
	3523	1970-09-17	1980-10-01	2 000		
	3769	1970-10-14	1984-11-01	2 000		
	822	1971-03-03	1981-03-15	2 000		
	2038	1971-06-09	1983-06-15	2 000		
	3845	1973-10-22	1983-11-01	2 000		
	4213	1974-11-20	1984-12-01	2 000		
	973	1975-03-12	1985-03-15	2 500		
	1870	1977-06-08	1987-06-20	1 500		
	3915	1977-11-16	1987-11-22	2 000		
	637	1979-03-07	1989-03-08	4 000		
	2864	1978-09-13	{1983-09-29 1984-09-29 1988-09-29 1998-09-89	500 500 2 100 3 400		
				<u>3 400</u>		
				31 270		
Ste-Foy	562	1971-02-10	{2013-09-01 1983-02-15	362 3 000		
	1558	1973-04-27	1983-05-01	3 500		
	1670	1977-05-26	1987-06-01	1 000		
	3703	1977-11-02	1987-11-15	1 000		
				<u>1 000</u>		
				8 862		
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	1634	1970-04-08	1995-05-01	1 122		
	663	1972-03-01	1992-03-15	1 500		
	3349	1976-09-29	1986-10-15	1 000		
	3916	1977-11-16	1983-11-22	1 000		
				<u>1 000</u>		
				4 622		
St-Jérôme	673	1970-02-18}	2000-03-15	1 428		
	871	1972-03-22}				
	850	1973-03-13			1983-03-15	3 000
	573	1974-02-13			1984-03-01	2 000
	3745	1974-10-23			1984-11-01	3 000
	772	1975-02-26			1985-03-01	3 000
	1058	1977-03-30			1990-03-15	200
						<u>200</u>
				12 628		
St-Laurent, Montréal	672	1970-02-18	{1987-08-01 1987-08-01 1990-02-01	1 225 1 234 647		
	826	1971-03-03	1981-03-15	2 000		
	2200	1973-06-13	1983-07-01	2 000		
	3303	1978-10-25	{1985-11-01 1988-11-01	700 300		
				<u>300</u>		
				8 106		
Shawinigan	2832	1971-08-11	1981-09-01	1 500		
	3714	1972-12-06	1982-12-15	2 500		
	2089	1973-06-06	1983-06-15	3 000		
	2908	1974-08-14	1984-08-15	3 000		
	4050	1976-11-17	1986-11-15	1 000		
	1871	1977-06-08	1987-06-06	1 000		
	2865	1978-09-13	{1983-09-26 1988-09-26	500 500		
				<u>500</u>		
				13 000		

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Sherbrooke	3602	1970-09-23	{1980-03-01	518
			{1982-10-15	1 100
			{1995-10-15	1 139
	3889	1971-11-17	{1981-12-01	700
			{1991-12-01	800
	3220	1973-09-05	1980-09-15	1 500
	4225	1973-11-21	1983-12-01	1 000
	2083	1974-06-04	1984-06-15	2 000
	154	1975-01-15	1985-01-15	3 000
	4755	1975-10-29	1985-11-03	4 000
	196	1976-01-28	1996-02-02	3 000
	3852	1976-11-03	1986-11-01	2 000
	2158	1977-06-29	1987-07-04	1 000
	638	1979-03-07	{1983-03-16	500
			{1989-03-16	500
				<u>22 757</u>
Trois-Rivières	480	1972-02-16	1992-03-01	1 500
	1559	1973-04-27	1983-05-01	2 000
	4052	1976-11-17	1986-12-01	2 000
	1060	1977-03-30	1990-03-01	225
	494	1979-02-21	{1984-02-21	500
			{1989-02-21	1 500
	2866	1978-09-13	{1984-09-21	750
{1988-09-21			750	
				<u>9 225</u>
Valleyfield	3228	1969-10-22	{1989-10-15	400
			{1994-10-15	976
			{2016-09-01	886
	1839	1973-05-16	1983-06-15	2 000
	387	1976-02-11	1986-02-16	1 500
	341	1977-02-02	1987-02-02	2 000
	3704	1977-11-02	1983-11-15	1 000
	2867	1978-09-13	{1984-09-21	500
{1988-09-21			500	
				<u>9 762</u>
Vanier, Montréal	1635	1970-04-08	{1990-04-01	256
			{2000-04-01	2 420
	633	1971-02-17	1981-03-15	2 000
	3294	1972-10-31	1992-11-01	2 000
	3422	1973-09-19	1993-09-30	1 500
	983	1974-03-13	1984-04-01	2 000
	3961	1976-11-10	1986-11-17	1 000
	3581	1977-10-26	1987-11-15	2 000
	567	1979-02-28	1989-03-14	1 000
	2868	1978-09-13	1988-09-21	2 500
				<u>16 676</u>
Victoriaville	3973	1970-10-28	{1981-04-01	317
			{1984-11-01	1 000
			{1990-11-01	708
			{2013-09-01	206
	32	1975-01-08	1985-01-15	1 500
3745	1976-10-25	1986-11-01	2 000	
				<u>5 731</u>
Vieux-Montréal	1636	1970-04-08	{1990-04-15	450
			{2000-04-15	2 706
	3621	1972-11-29	1984-12-01	3 000
	851	1973-03-13	1985-03-15	3 000
	2911	1974-08-14	1984-08-15	3 000
	4510	1974-12-11	1985-01-03	3 000
	881	1975-03-05	1985-03-01	4 500
	4876	1975-11-05	{1985-11-10	3 000

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
	197	1976-01-28	1996-02-02	3 000	
	2655	1976-08-04	{1981-08-16	4 440	
			{1986-08-16	1 560	
	1671	1977-05-26	1987-06-15	4 000	35 656
					<u>486 486</u>
Universités					
Bishop's, Lennoxville	1342	1969-04-30	1989-05-15		1 530
Concordia, Montréal	3005	1974-08-14	1982-12-15	1 500	
	4273	1970-11-18			
	3752	1975-08-13	1979-08-15	750	
	1504	1976-04-28	1986-05-03	5 000	
	1500	1978-05-10	{1983-05-15	500	
			{1988-05-15	2 500	10 250
Écoles des hautes études commerciales, Montréal	4415	1970-12-02	1982-12-15	4 000	
	2497	1973-07-04	1993-07-15	4 500	8 500
École polytechnique, Montréal	2566	1970-06-30	1990-07-02	1 001	
	501	1976-02-25	1986-03-15	5 000	
	1942	1976-06-02	1986-06-15	5 000	
	2581	1977-08-10	1997-08-15	4 000	
	1907	1978-06-14	1988-06-30	3 000	18 001
Laval, Ste-Foy	3767	1970-10-14	1984-11-01	4 700	
	1627	1971-05-05	2021-01-01	1 072	
	1430	1972-05-24	1992-06-01	5 200	
	2849	1973-08-01	1983-08-15	3 000	
	844	1974-03-06	1984-03-15	5 000	
	4479	1974-12-05	1984-12-15	5 000	
	2499	1975-06-18	1981-07-03	5 000	
	2740	1976-08-10	1981-08-16	3 000	
	2582	1977-08-10	1997-08-15	5 000	
	1908	1978-06-14	1990-01-01	7 350	
			{1988-10-16	5 400	
	3140	1978-10-11	{1998-10-16	9 600	59 322

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
McGill, Montréal	2090	1970-05-27	1990-06-01	668
	3603	1970-09-23	1982-10-15	9 200
	3925	1972-10-31	1992-11-01	2 700
	4215	1974-11-20	1984-12-01	5 000
	4754	1975-10-29	1985-11-01	5 000
	1943	1976-06-02	1986-06-15	5 000
	3130	1976-09-15	1986-10-01	5 000
	4097	1977-11-30	1997-12-05	5 000
	3302	1978-10-25	f1988-11-01 t1998-11-01	4 900 2 100
				44 568
Montréal	3764	1970-10-14	1984-11-01	4 100
	3825	1971-11-10	2021-02-01	4 140
	1204	1972-05-03	1992-05-01	5 000
	3457	1972-11-15	1992-11-15	3 000
	3622	1972-11-29	1982-12-01	3 300
	2571	1973-07-11	f1980-08-01 t1993-08-01	4 000 1 000
	3846	1973-10-22	1983-11-01	5 000
	3658	1974-10-16	1984-11-01	5 000
	2104	1975-05-22	1981-06-01	5 000
	4220	1975-09-24	1985-10-01	5 000
	870	1976-03-17	1996-02-16	10 000
	2419	1976-07-07	1986-07-15	7 000
	3449	1977-10-19	1997-11-01	5 000
	120	1979-01-17	1989-01-25	5 000
	425	1979-02-14	f1984-02-23 t1989-02-23	5 350 4 650
				81 540
Sherbrooke	643	1969-03-05	2020-03-01	2 912
	3770	1970-10-14	1984-11-01	3 700
	397	1971-01-27	2020-09-01	973
	1628	1971-05-05	2021-02-01	791
	479	1972-02-16	1992-03-15	6 100
	4501	1975-10-08	1995-10-15	4 000
	1944	1976-06-02	1986-06-15	6 000
	3376	1978-11-02	f1983-11-09 t1988-11-09	1 000 3 000
				28 476
Université du Québec Montréal Collège Ste-Marie	3604	1970-09-23}	1980-08-01	516
	3696	1970-10-07}		
Rimouski	2913	1974-08-14	1984-03-01	484
Trois-Rivières	1414	1970-03-25	2000-04-15	2 047
Siège social, universités constituantes, écoles su- périeures et institutions de recherche	3524	1970-09-17	1980-10-01	5 200
	4443	1970-12-02	1982-12-15	7 600
	99	1972-01-12	1982-01-01	5 000
	100	1972-01-12	1992-01-15	5 000
	224	1972-01-26	1982-02-01	5 000
	416	1973-02-08	1983-02-15	5 000
	756	1973-03-07	1985-03-01	5 000
	4315	1973-11-28	1983-12-15	5 000
	2357	1974-06-26	1994-07-15	5 000
	478	1975-02-05	1985-02-15	5 000
	971	1975-03-12	1985-04-01	7 000
	3753	1975-08-13	1995-08-15	6 000
	4049	1975-09-10	1985-10-01	10 000
	502	1976-02-25	1986-03-01	10 000

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
	1272	1976-04-07	1986-04-15	5 000	
	261	1977-01-26	1987-02-02	4 000	
	3216	1977-09-28	1997-10-03	6 702	
	3217	1977-09-28	1997-10-04	10 000	
	676	1978-03-08	1988-03-15	5 000	
			1979-05-01	1 000	
	1311	1978-04-26	1980-05-01	1 000	
			1988-05-01	8 000	
	2771	1978-08-30	2000-09-06	14 000	140 502
Association coopérative d'habitation Durocher, Résidence d'étudiants, Montréal	1436	1970-03-25	2019-07-01	291	
	1629	1971-05-05	2020-04-01	1 165	1 456
					<u>397 192</u>
Total (voir l'échéancier qui suit)					<u><u>1 242 083</u></u>

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS POUR LE REMBOURSEMENT
D'EMPRUNTS RELATIFS À DES DÉPENSES EN CAPITAL
AU 31 MARS 1979**

(\$ MILLIERS)

Échéance	Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	Institutions de santé et de bien-être	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et pro- fessionnel	Universités	Total
1979-1980	138	46 305	28 732	7 803	5 683	88 661
1980-1981	156	37 874	34 889	23 817	19 333	116 069
1981-1982	176	47 443	73 647	33 360	40 799	195 425
1982-1983	200	50 468	52 901	40 580	42 986	187 135
1983-1984	226	37 452	50 409	67 394	20 278	175 759
1979—1984	896	219 542	240 578	172 954	129 079	763 049
1984—1989	875	198 795	83 206	256 676	152 467	692 019
1989—1994		28 269	28 771	28 877	29 671	115 588
1994—1999		14 045	5 850	24 948	62 476	107 319
1999—2004				1 575	15 382	16 957
2004—2009				849	1 591	2 440
2009—2014				471	2 231	2 702
2014—2019				136	3 128	3 264
2019—2021					1 167	1 167
			358 405	486 486	397 192	
	<u>1 771</u>	<u>460 651</u>		<u>1 242 083</u>		<u>1 704 505</u>

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)

(\$ MILLIERS)

Autorisés par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor

Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

Communauté urbaine de Montréal

Au 31 mars 1979, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 60% du capital des emprunts effectués pour la construction du métro et le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Construction du métro

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1980-11-01	5 ³ / ₄ , 6		720
	1989-03-01	5 ³ / ₄		2 316
	1992-01-01	7		5 804
	2004-03-01	5 ³ / ₄		15 701
	2004-11-01	5	24 300	28 226 (1)
	2005-11-01	6		9 780
	2006-03-01	5 ³ / ₈		11 487
	2006-11-01	6	13 050	15 157 (1)
	2007-01-01	7		6 219
	1981	8 ³ / ₄	27 600 (2)	32 033 (2)
	1979 — 1982	10		3 360
	1979 — 1982	9 ¹ / ₂		2 400
	1979 — 1982	9		2 400
	1979 — 1983	7 ¹ / ₂		750
	1985	10		6 000
	1987	10 ¹ / ₂		2 400
	1987	10		11 100
	1981 — 1988	variable	112 500	130 568
	1984 — 1993	8		10 500
	1980 — 1994	10, 11 ¹ / ₂	9 000	10 445
	1983 — 1997	10 ³ / ₄		9 600
	1983 — 1997	10 ¹ / ₂		7 500
	1983 — 1997	10 ¹ / ₄		11 400
	1979 — 2000	10 ⁷ / ₈	35 580	41 294
	1979 — 2000	10	33 840	39 298
	1979 — 2003	8 ³ / ₈	27 000	31 336
				<u>447 794</u>

(1) Y compris \$19 710 pour l'émission venant à échéance le 2004-11-01 et \$9 855 pour celle venant à échéance le 2006-11-01 représentant un ajustement du taux de change.

(2) Déduction faite du fonds de remboursement de \$1 800 000 É.-U. dont l'équivalent canadien est \$2 089 080.

Communauté urbaine de Montréal (suite)
Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1979 — 1983	9 1/2		4 800
	1981 — 1988	variable	37 100 (1)	43 058 (1)
	1988	10		2 280
	1986 — 1996	10 3/4		14 400 (2)
	1984 — 1998	10 1/2		13 920
	1979 — 2018	10 3/4		3 211
	1979 — 2018	10 1/2		2 383
	1979 — 2018	10 3/8		7 766
	1979 — 2018	10		6 573
	1979 — 2018	9 3/4		4 887
	1979 — 2018	9 1/2		57
	1980 — 2018	10 3/4		2 542
	1980 — 2018	10 1/2		4 424
	1980 — 2018	10 3/8		833
	1980 — 2018	10		7 394
	1980 — 2018	9 3/4		4 575
				123 103

(1) Déduction faite du fonds de remboursement de \$ 400 000 É.-U., dont l'équivalent canadien est \$ 464 240.

(2) Déduction faite du fonds de remboursement de \$ 600 000.

Communauté régionale de l'Outaouais

Au 31 mars 1979, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 66 2/3% du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitements des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1979 — 2018	7 1/2		777
	1979 — 2028	9 1/2		421
	1979 — 2028	8		1 423
	1979 — 2028	7 7/8		2 001
				4 622

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(\$ MILLIERS)

Autorisés par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor
Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

Acquisitions de biens en capital payables par versements
(\$ MILLIERS)

	A.C.	Année du dernier versement	Solde du principal
Industrie et Commerce			
Acquisition d'actifs de General Mills Canada Ltd., Îles-de-la-Madeleine	583-77	1981-1982	637*
Revenu			
Acquisition d'équipement informatique de IBM Canada Ltée		1980-1981	9
Tourisme, Chasse et Pêche			
Acquisition de certaines îles de l'archipel de Boucherville			
Succession Léonard Lafleur	2829-76	1983-1984	250
Boucherville Entreprises Inc.	2829-76	1983-1984	2 000
			<u>2 896</u>

* Y compris un montant de \$ 295 000 dont l'échéance
était prévue le 31 mai 1978.

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(\$ MILLIERS)

Autorisés par certaines lois	Montant
Sidbec, 1968, c. 77 et modifications	88 400
Société de cartographie du Québec, 1969, c. 39	600
Société de développement autochtone de la Baie James, 1978, c. 96	3 000
Société de développement de la Baie James, 1971, c. 34	40 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, 1973, c. 21 et modifications	7 500
Société générale de financement du Québec, 1962, c. 54 et modifications	68 000*
Société québécoise de développement des industries culturelles, 1978, c. 24	10 000
Société québécoise d'exploitation minière, 1965, c. 36 et modifications	16 950
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, 1975, c. 42 et modifications	6 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières, 1969, c. 36 et modifications	38 400
	<u>278 850**</u>

* Comprend un engagement de prêts de \$ 18 000 000 à effectuer avant le 31 décembre 1979.

** Ces engagements, lorsqu'ils seront liquidés, n'auront aucune incidence, tant sur les dépenses que sur la dette nette, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation dans le compte "Placements".

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
A		Contentieux général du Gouvernement	1-241
Actif et passif	18; 5-4	Contentieux pénal et criminel	1-242, 1-243
Administration des élections	1-136	Continuité:	
Administration fiscale	1-259	de la provision pour créances irrécouvrables	1-11
Adultes		Contributions à titre d'employeur	1-202
Formation générale et socio-culturelle	1-174	Contribution à l'impôt foncier scolaire	1-71
Formation professionnelle	1-180	Contribution au financement du régime d'assurance-maladie	1-84
Affaires amérindiennes et inuit	1-138	Contrôle des permis d'alcool	1-240
Affaires culturelles, Ministère	1-32	Contrôle et surveillance du développement:	
Affaires fédérales-provinciales et interprovinciales	1-42	des entreprises	1-157
Affaires intergouvernementales, Ministère	1-40	des institutions financières	1-158
Affaires internationales	1-43	Conventions comptables	11
Affaires municipales, Ministère	1-48	Coordination de développement économique et régional	1-140
Affaires sociales, Ministère	1-64	Crédits annuels et permanents, Sommaire	1-10
Agriculture, Ministère	1-94	Crédits dépenses et variations, Sommaire	1-8
Aide à la production agricole	1-100	Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-12
Aide financière aux étudiants	1-168	Critères de publication	9
Aide juridique et financière	1-238	Curatelle publique	1-197
Aide sociale	1-69		
Allocations familiales du Québec, Régime	1-68		
Aménagement des conditions de travail dans le secteur public	1-202		
Annexes de l'actif et du passif	6-1		
Approvisionnement	1-346	D	
Aqueducs et égouts, Réseaux	1-56	Dépenses, Sommaire	17; 1-5, 1-8
Arts d'interprétation	1-38	Dépenses par ministères et par missions, Sommaire	1-15
Arts plastiques	1-37	Dépenses par missions, domaines et secteurs, Sommaire	1-16
Assemblée nationale, Ministère	1-110	Dépenses par super-catégories et catégories	1-30
Assistance-maladie	1-70	Dettes nettes	20; 5-6
Assurance-stabilisation des revenus agricoles	1-105	Dettes assumées	6-45
Autres actifs	6-26	Développement des entreprises et institutions financières	
Autres emprunts	6-44	Contrôle et surveillance	1-157, 1-158
Autres passifs éventuels	6-62	Développement des loisirs	1-178
		Droits et libertés de la personne, Commission	1-233
B			
Biens culturels, Sauvegarde et mise en valeur	1-35		
Bureau central de l'informatique	1-126	E	
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-135	Eau, Aide à la gestion	1-283
		Eau, Contrôle de la ressource et de ses usages	1-276
		Eau, Inventaire et recherche	1-275
		Echéancier sommaire	
		de certains engagements pour subventions	6-95
		de la dette à long terme	6-48
		des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	6-95
		Edition gouvernementale	1-124
		Education, Ministère	1-162
		Elections, Administration	1-136
		Emprunts	
		effectués	4-5
		garantis	6-50
		remboursés	3-5
		temporaires	19; 5-5
		autres	6-44
		Engagements	6-63
		Opérations budgétaires	6-64
		Opérations non budgétaires	6-99
		Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-248
		Enregistrement officiel	1-239
		Enseignement:	
		primaire et secondaire public	1-170
		collégial public	1-171
		universitaire	1-172
		privé	1-176
		Entrepreneurs en construction, qualification professionnelle des	1-335
		Environnement	1-284
		Équipement:	
		des services de santé	1-83
		des services sociaux	1-80
		Espace et équipement, Allocation	1-340
C			
Catégories et super-catégories de dépenses			
Listes et définitions	1-28		
Sommaire	1-30		
Centre de recherche industrielle du Québec	1-220		
Charte de la langue française	1-145		
Chèques en circulation	19; 5-5		
Cinéma et audio-visuel	1-129		
Commercialisation agricole	1-102		
Commission d'appel de francisation des entreprises	1-145		
Commission de la fonction publique	1-208		
Commission de surveillance de la langue française	1-145		
Commission des transports	1-319		
Communications, développement des politiques	1-128		
Communications gouvernementales	1-123		
Communications, Ministère	1-120		
Comptabilité gouvernementale	1-192		
Compte des régimes de retraite	6-29		
Comptes à payer	6-28		
Comptes à recevoir	6-6		
Comptes d'accord de perception fiscale	6-28		
Conseil de la langue française	1-145		
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-58		
Connaissance géographique du territoire	1-296		
Conseil exécutif, Ministère	1-132		
Conseil du trésor, Ministère	1-148		
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, Ministère	1-154		
Consultation des agents socio-économiques	1-143		

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
Établissement commerciaux, Services aux	1-223	Intérêts courus (actif)	6-8
État des crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-12	Intérêts courus (passif)	6-29
Études politiques économiques et fiscales	1-190	Introduction	9
Évaluation foncière	1-53	Inventaires et recherches (Rich. nat.)	1-275
Exécutif:			
<i>traitement et allocation de</i>	1-118		
Exploitation des immeubles	1-342		
F		J	
Faune		Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-261
Amélioration et exploitation	1-301	Justice, Ministère	1-228
Protection	1-301		
Financement agricole	1-98	L	
Financement des partis politiques	1-136	Législation	1-112
Financement forestier	1-294	Liste et définitions des catégories et super-catégories	
Financement, Sommaire	4-4	de dépenses	1-28
Finances, Ministère	1-184	Livres et autres imprimés	1-34
Fonctions de police, normalisation et surveillance	1-245	Logements, Aide à la réalisation et à l'acquisition	1-60
Fonction publique, Ministère	1-200	Logements, Aide et surveillance administrative	
Fonds consolidé du revenu	5-5	à l'exploitation	1-61
Fonds d'amortissement:		Loisirs, Développement	1-178
continuité,	6-38		
détail	6-39		
Provenance et utilisation des,	6-41		
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt		M	
de l'université du Québec	40	Mandat spécial	1-14
Fonds de l'assurance-maladie	42	Municipalités	
Fonds de relance industrielle	28	Aide et surveillance administratives et financières	1-52
Fonds de suppléance	1-194	Redistribution d'une partie du produit de certaines	
Fonds des agents de voyages	37	taxes à la consommation	1-260
Fonds en fidéicomis	26		
Fonds renouvelable du Service des achats		N	
du Gouvernement	30	Normalisation et spécification (Ind. et Com.)	1-226
Fonds spécial olympique	33	Normes de travail	1-328
Forêts		Notes complémentaires	22; 5-7
Amélioration	1-290	Nouveaux emprunts:	
Connaissance	1-289	détail	4-6
Protection	1-291		
Utilisation	1-292		
Formation professionnelle	1-180		
G		O	
Garde des détenus et des prévenus	1-236	Obligations	6-30
Gel de crédits	1-12	Office de la langue française	1-145
Gestion budgétaire et politique administrative	1-150	Office franco-québécois pour la jeunesse	1-44
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-191	Office des professions	1-182
Gestion des terres publiques	1-295	Office de radio-télédiffusion du Québec	1-130
Gestion du personnel	1-202	O.P.D.Q.	1-142
		Opérations budgétaires	1-1
		Opérations non-budgétaires:	2-1
		sommaire	2-5
		placement; sommaire et détail	2-6
		Régimes de retraite	2-8
		autres comptes	2-8
		Opinion du Vérificateur général	24; 27; 29; 32; 36; 39; 41; 44
		Organismes-conseils auprès du Premier ministre	1-138
H		P	
Habitation	1-59	Parcs et réserves et établissements touristiques	
Hébergement	1-79	et récréatifs	1-306
Hydrocarbures et électricité, Études et recherches	1-277	Passifs éventuels	6-62
		Pêches maritimes, Développement	1-224
		Permis d'alcool, Contrôle	1-240
I			
Immigration, Ministère	1-210		
Impôt foncier scolaire, Contribution	1-71		
Industrie des courses de chevaux, Aide financière	1-263		
Industrie et Commerce, Ministère	1-214		
Industrie minière, Soutien et surveillance	1-272		
Industrie secondaire, Orientation et développement	1-219		
Initiatives locales et placement étudiant	1-332		

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
Placement d'étudiants et initiatives locales	1-332	Sommaire:	
Placements	6-10	des revenus	16; 1-4, 1-6
Placements temporaires	6-5	des crédits, dépenses et variations par ministères	1-8
Plan comptable (voir Conventions comptables)	11	des crédits annuels et permanents, dépenses	
Planification économique et régionale	1-142	et variations	1-10
Policiers		des dépenses par ministères et par missions	1-15
Formation et perfectionnement	1-244	des dépenses par ministères et par missions,	
Normalisation et surveillance	1-245	domaines et secteurs	1-16
Prêts et avances	6-11	des dépenses par ministères et par super-catégories	
Production agricole, Aide	1-100	et catégories	1-30
Professions, Organisation et réglementation	1-182	des engagements	6-63
Promotion du droit et du statut de la femme	1-144	des opérations budgétaires	1-4
Provenance et utilisation des fonds	21	des opérations non-budgétaires	2-5
Protecteur du citoyen	1-116	Emprunts garantis	6-50
Protection civile	1-246	Financement	4-4
Protection des droits et libertés de la personne	1-233	Nouveaux emprunts	4-5
Protection du public (Consommateur)	1-156	Soutien aux organismes bénévoles	1-74
		Soutien du revenu familial	1-68
		Sport, Promotion du sport	1-177
		Statistiques, Services centraux	1-225
		Statut de la femme, Promotion du droit	1-144
		Sûreté du Québec	1-247
		Système judiciaire, Fonctionnement	1-232
R		T	
Réadaptation de l'enfance et des adultes	1-78	Terres et Forêts, Ministère	1-286
Recherche économique	1-218	Terres publiques, Gestion	1-295
Recherche et enseignement (Agriculture)	1-97	Tourisme	
Recherche géologique et minérale	1-270	Développement	1-303
Remboursements d'emprunts	1-85	Formation professionnelle	1-304
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-250	Promotion	1-302
Régie de l'assurance-récolte du Québec	1-101	Tourisme, Chasse et Pêche, Ministère	1-298
Régie de l'électricité et du gaz	1-278	Tourisme, loisirs et services, implantation	
Régie des marchés agricoles du Québec	1-104	des équipements	1-305
Régie des services publics	1-127	Transport aérien gouvernemental	1-321
Régime d'assurance-maladie	1-252	Transports, Commission des	1-319
Régime de retraite	1-204, 2-8	Transports, information contrôle et sécurité	1-314
Réinsertion sociale des délinquants	1-237	Transports maritime et aérien	1-320
Relations de travail	1-327	Transports, Ministère	1-310
Remboursements à certains travailleurs	1-262	Transport scolaire	1-322
Remboursement d'emprunts	3-1	Transports terrestres	1-313
Renseignements, Communications gouvernementales	1-123	Travail et Main-d'oeuvre, Ministère	1-324
Réseaux et équipements de communication	1-122	Travailleurs autonomes, Remboursements	
Réseaux routiers		de leurs contributions	1-262
Conservation	1-316	Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-338
Construction	1-315		
Information contrôle et sécurité	1-314		
Ressources fauniques, Gestion	1-301		
Revenu, Ministère	1-256		
Revenus, Sommaire	16; 1-4, 1-6		
Richesses naturelles, Ministère	1-266		
S		V	
Salubrité du milieu	1-282	Variation de l'encaisse	4-5
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-35	Vérificateur général	1-117
Sécurité au travail et dans les lieux publics	1-334		
Sécurité — incendie	1-55		
Sécurité publique, coordination des activités	1-244		
Services aux établissements commerciaux (Ind. & Com.)	1-223		
Services communautaires	1-72		
Services de main-d'oeuvre	1-330		
Services de consultation et de protection. (Aff. soc.)	1-76		
Services de protection de l'environnement	1-280		
Société d'aménagement de l'Outaouais	1-57		
Société de développement industriel du Québec,	1-221		
Société d'habitation du Québec	1-62		
Société du parc industriel du centre du Québec,	1-222		
Soins spécialisés, ultra-spécialisés et prolongés	1-81, 1-82		

